● LE LIBAN AU MIROIR DES DÉCHIREMENTS ARABES – Page 8

LE MONDE diplomatique

N° 430 - 37e année — JANVIER 1990

32 pages - 17 F

Algérie : 10 DA — DOM. : 19 F — Belgique : 100 FB — Canada : 3,25 $ C — C.-d'Iv. : 1 170 F CFA — Espagne : 320 PTA — Etats-Unis : 2,95 $ US — N.Y. City : 2,50 $ US — Roy.-Uni : 1,40 £ — Irlande : 1,70 £ — Italie : 3 700 lires — Luxembourg : 100 FL — Maroc : 15,50 DH — P.-Bas : 5,00 Fl. — RFA : 5 DM — Sénég. : 900 F CFA — Suisse : 3,80 FS — Tunisie : 1 900 m

Abonnements : voir tarif page 20

Publication mensuelle – 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

L'Europe sous la pression publicitaire

(Pages 18 et 19.)



Alerte : nationalismes

Par CLAUDE JULIEN

UNE mécanique infernale, que certains préfèrent ne pas voir, s'est mise en mouvement. Plus ou moins bien dissimulées sous la chape de plomb du stalinisme, mais jamais étouffées, les identités nationales, culturelles, religieuses, s'expriment ouvertement à l'est de l'Europe. *Combinées* aux frustrations économiques et sociales, elles constituent un mélange explosif qui, à tout instant, peut rallumer d'inextricables conflits de souveraineté et de frontières (1), susciter le chaos.

A l'Ouest, après quarante-cinq ans de libre expression, les rivalités nationales ne sont pas davantage éliminées. Elles concernent la conception même de la Communauté, la stabilité de l'Europe, la place et les ambitions de chaque pays, le rôle des alliances.

Comme taraudées par un doute insupportable, les nations voient resurgir une lancinante interrogation sur leur propre identité. Une fois de plus, ce prurit ne sera-t-il apaisé que *par une véhémente dénonciation* de l'Autre ?

L'Autre, c'est toujours l'étranger, surtout s'il est venu comme travailleur migrant. Aucun pays d'Europe n'échappe à cette fièvre xénophobe, que le Front national, en France, n'est pas seul à exploiter avec succès. L'imprudent débat sur le voile islamique a revêtu une ampleur d'autant plus déconcertante que bien d'autres problèmes auraient dû exciter là verve de quiconque fait profession de penser.

Même dans *« les tiédeurs sirupeuses de la vertu consensuelle »*, les thèmes ne manquaient pas, et pourtant, confesse un éditorialiste (2), avec *« l'affaire du foulard, on est tous un peu devenus fous »*. L'ampleur et, souvent, la déraison de certaines interventions ont en tout cas révélé un terreau fertile au chauvinisme. Quelques-uns l'ont enrichi de fumier. Sur un sol aussi soigneusement labouré, M. Jacques Chirac sème à 5 millions d'exemplaires un formulaire vraiment digne de ce temps : « Pour voter, il faut être français. » Ne réfléchissez pas trop, ni sur la médiocrité des débats d'opinion ni sur le mépris *ainsi témoigné aux citoyens-électeurs : il suffit* de répondre par oui ou par non (3)... Mais la France ne fait pas exception. C'est toute l'Europe occidentale – riche, cultivée, prospère, humaniste – qui trouve dans la lutte contre l'immigration clandestine un *merveilleux terrain d'union...*



ERNEST PIGNON-ERNEST
Peinture murale, Belfort, 1988 (détail)

Mais l'Autre ne manque pas de perturber les esprits fragiles alors même qu'il reste chez lui. Le nationalisme nourrit l'angoisse thatchérienne devant la « bureaucratie » de Bruxelles, les inquiétudes françaises face à la puissance économique de l'Allemagne, l'agressivité allemande *contre la stratégie française de* défense (4). Dissonances, méfiances et suspicions sont à peine dissimulées sous un masque de courtoisie. Et celui-ci disparaît lorsque le chancelier Kohl présente au Bundestag, le 28 novembre, son plan en dix points sans en avoir soufflé mot à ses excellents « amis » européens avec lesquels, quelques jours plus tôt, il dînait à l'Elysée.

M. Kohl désigne clairement son but : le *« recouvrement de l'unité allemande »* ; il précise : *« recouvrer l'unité étatique de l'Allemagne »* (5). Son ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, parle plus volontiers de *« rapprochement »* entre les deux Allemagnes (6), mais sur sa lancée il utilise aussi le mot *« unité »*. Cela vaut mieux ainsi puisque tel est bien le véritable objectif de Bonn. Les partenaires de la République fédérale dans la Communauté et dans l'Alliance n'ont aucune raison d'en prendre ombrage. Seuls les préoccupent les moyens pratiques et le calendrier de cette politique, les effets qu'elle ne manquera pas d'avoir sur *les autres pays de l'Est. Toutes les* capitales sont attentives aux risques de *« déstabilisation »* et affirment vouloir à tout prix les éviter. Problème majeur qui, de toute évidence, concerne non pas la seule Allemagne mais toute l'Europe et les deux superpuissances. Les étapes et les modalités concrètes de cette marche à l'unité *seront ou ne seront* pas déstabilisatrices : elles ne peuvent donc être déterminées qu'en commun.

(Lire la suite 16.)

(1) Voir « Le sphinx allemand », *le Monde diplomatique*, décembre 1989.

(2) *Jean Daniel, le Nouvel Observateur*, 7-13 décembre 1989.

(3) *Le Monde*, 16 décembre 1989.

(4) Sur ce dernier point, voir par exemple la communication de M. Markus Berger, collaborateur du Dr Alfred Dregger, président du groupe parlementaire CDU-CSU, lors d'un colloque franco-allemand organisé en septembre dernier, où il déclare notamment : *« La France voudrait que la République fédérale lui serve de glacis à l'Est »...*

(5) Ambassade de RFA à Paris, *Bulletin* n° 76, 5 décembre 1989.

(6) Ambassade de RFA à Paris, *Bulletin* n° 74, 29 novembre 1989.

LA FIN DES DICTATURES AU PANAMA ET EN ROUMANIE

Justes causes

Par IGNACIO RAMONET

A deux jours d'intervalle, les 20 et 22 décembre 1989, deux vieilles dictatures – celles du général Noriega au Panama et de Nicolae Ceausescu en Roumanie – sont allées rejoindre dans les poubelles de l'histoire *tous ces régimes qui, en cette* prodigieuse année du Bicentenaire de la Révolution française, ont été balayés par l'orage de la liberté.

M. Mikhaïl Gorbatchev, devant le Congrès des députés de l'Union soviétique, a fait voter une résolution soutenant la *« juste cause »* du peuple roumain révolté contre le Conducator. Cette démarche est parfaitement légitime. A Washington, pour justifier une opération militaire destinée à renverser le général Noriega, M. George Bush a *pu invoquer également* la nécessité de défendre une *« juste cause »*. Une telle coïncidence dans les termes exprime-t-elle, chez les deux Grands, une semblable conception de leur rôle dans la politique mondiale ? Assistons-nous à la mise sur pied effective de la nouvelle architecture de la planète définie par MM. Bush et Gorbatchev lors de leur *rencontre de Malte* ?

L'Union soviétique a condamné l'intervention militaire des Etats-Unis au Panama, ce qui semble être *conforme à sa « nouvelle pensée politique »*. Moscou, en effet, a retiré ses troupes d'Afghanistan et poussé ses alliés cubain et vietnamien à faire de même en Angola et au Cambodge. En revanche, le Kremlin ne s'est pas privé de multiplier ses interventions en Europe de l'Est au cours du dernier trimestre de 1989 dans le but de favoriser une *évolution politique souhaitée* de toute évidence par M. Gorbatchev. Ces interventions ont été, certes, de nature politique, mais la présence sur le terrain des armées soviétiques leur conférait une singulière efficacité. La Roumanie, où les événements de décembre ont donné lieu à de tragiques affrontements armés et à un début de guerre civile, est précisément le seul pays de l'Est où ne stationnaient pas de troupes soviétiques. Ainsi, avec des méthodes radicalement différentes et au nom d'une *« juste cause »*, la « nouvelle pensée politique » de M. Gorbatchev prolonge, en Europe de l'Est, une tradition ancienne et éprouvée...

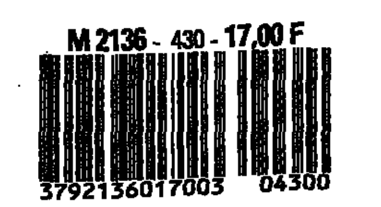
EN guise de « nouvelle pensée », Washington a également renoué au Panama avec le bon vieux principe du « gros bâton » maintes fois appliqué – toujours au nom d'une *« juste cause »* – depuis le début du siècle en *Amérique centrale et dans les* Caraïbes. Le général Noriega était un homme sans scrupules et sans le moindre attachement à la démocratie, mais c'est précisément en raison de ces carences que Washington en fit longtemps son agent à Panama et contribua à le porter au pouvoir.

La chute du général Noriega, comme celle de Nicolae Ceausescu, réjouit tous les démocrates. Et nombre *de ceux-ci en viennent même à regretter* que l'intervention des Etats-Unis au Panama ait *été* si tardive, et celle de l'Union soviétique en Roumanie si timide. Ils finissent par souhaiter la fin du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain et lui opposent un autre principe découlant de l'idéologie des droits de l'homme, *celui de « non-assistance à* peuple en danger ». La France, rappellent certains, n'est-elle pas intervenue militairement et à l'approbation générale en décembre 1989 aux Comores pour mettre fin à la domination d'un groupe de mercenaires étrangers sur un Etat souverain ? Un dictateur, pour être ressortissant national, a-t-il plus de *légitimité* qu'un Bob Denard ?

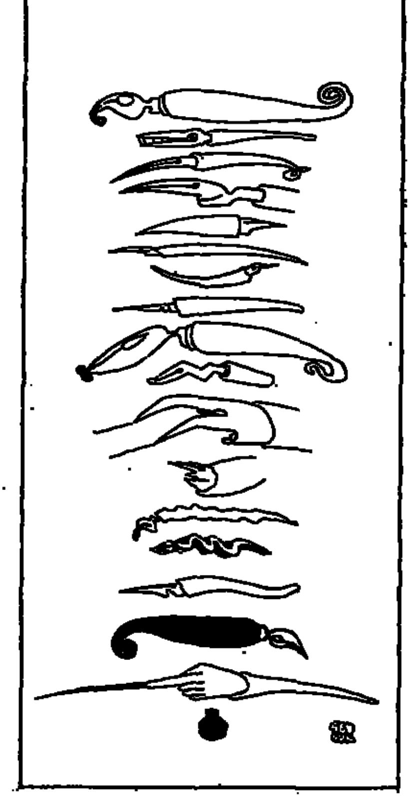
(Lire la suite page 6.)

DANS CE NUMERO : Garder le contrôle

Lire le sommaire détaillé page 32.


M 2136 - 430 - 17,00 F
3792136017003 04300

COURRIER DES LECTEURS



Les bouleversements à l'Est

Réagissant aux profonds bouleversements qui se poursuivent en Europe de l'Est, M. Michel Keller, de Paris, nous adresse la lettre suivante :

Les démocraties occidentales jubilent. Tout se passe comme si elles avaient « gagné ». En fait, ce sont les pays communistes de l'Est qui subissent de graves revers, causés par la faillite de leur système économico-politique. De là à estimer qu'on est « les bons », voire « les meilleurs », il n'y a qu'un pas qu'on aurait tort de ne pas franchir — dans l'allégresse, — dans la mesure où s'offre là une occasion facile de se valoriser, de se renforcer, voire de se sacraliser.

Mais, parmi les nombreuses questions que soulèvent ces importants événements, il en est une qui n'apparaît guère : certes le communisme échoue, mais que fut-il, quelle tentative représenta-t-il ? De quelles conditions socio-économiques a-t-il procédé ? De quelles exigences est-il né et contre quoi ? Né des conditions « capitalistes » d'existence, et se donnant pour projet de changer « la société », le communisme fut un essai de développement différent, s'inscrivant contre les inégalités, l'injustice, l'assujettissement et les violences du monde industriel naissant, dont la mise en place allait de pair avec la domination de la mentalité bourgeoise. Il constitua une certaine réaction contre un système obsédé de profits et d'exploitations. Que prouve son échec ? Que sur bien des plans il comportait des conceptions simplistes, erronées ; que son idéologie ne collait pas à la pluralité des exigences de la vie humaine.

Mais en quoi cet échec parle-t-il contre les nécessités dont le communisme a procédé ? Quant à leurs redoutables travers, les conditions « capitalistes » d'existence ont-elles vraiment changé ? L'ordre marchand, dont a accouché la société industrielle du dix-neuvième siècle, constitue-t-il un système irréprochable de développement pour qu'il ne soit plus légitime de vouloir aspirer à une vie plus respectueuse du potentiel humain ?

Bien évidemment, il est dans l'ordre des choses que les démocraties occidentales se réjouissent (que ce soit par intérêt ou du fait de présupposés sur leur propre nature) d'un tel échec qui les consacre « reines », et donc les renforce. Mais n'est-il pas quelque peu inquiétant que, alors qu'on s'émerveille des vertus de l'alternance, plus aucun projet réel n'apporte sa contradiction à l'ordre ambiant ? Le monde ouvrier a été intégré afin qu'il serve plus efficacement le système qui l'exploite ; les individus et la pensée sont écrasés et rendus impuissants du fait de la prégnance d'un principe de réalité devenu indépassable : les conditions matérielles de la vie « moderne », omniprésentes, et les manières d'être dominantes poussent à vivre clandestinement ; et à présent l'épouvantail communiste qui fout le camp !

Le communisme est né de la nécessité de dépasser un monde qui comportait de multiples dangers. Cette nécessité ne serait-elle plus d'actualité ? Certes on ne voit pas trop, actuellement, d'où pourrait venir un projet qui ne mettrait pas en péril la civilisation par des conditions de civilisation inconsidérément développées. Pour que viennent des changements salutaires, nous ne pouvons plus compter que sur le refus de se résigner. C'est compter sur peu de chose, mais...

De M. Alain Tardif, président fondateur du mouvement holiste, toujours à propos des bouleversements à l'Est :

A l'heure où l'on parle d'implosion communiste, d'inégalités sociales croissantes ou de déséquilibre Nord-Sud, il convient de rappeler une vérité première : la meilleure façon de répartir le capital n'est ni d'étatiser l'appareil de production, comme dans les sociétés communistes, ni de le libéraliser, comme dans les sociétés capitalistes, mais de le démocratiser.

Concrètement, il faut et il suffit que le capital n'appartienne à personne et soit géré par des gens élus. Donc les patrons doivent être élus par leurs employés. Dans ce cas, l'exécutif est constitué par l'ensemble des patrons, l'Etat conservant un rôle législateur et coordinateur. Il en résulterait un modèle de société mixte, conçu globalement, holiste. Alors que le communisme implose, il serait temps de mener une perestroïka du capitalisme. Ainsi pourraient se rejoindre les deux Europe pour se fondre en une seule selon les bases de démocratie économique et politique que nous prônons.

● RECTIFICATIFS. — Dans l'article paru le mois dernier « Madagascar ne s'agenouille pas » (pages 8 et 9), les chiffres indiquant les montants des financements des diverses institutions auraient dû être en milliers de francs, non en millions (page 9, deuxième colonne).

— Deux erreurs d'impression se sont glissées dans l'article de Marie-Françoise Allain, « Dungannon dans la tourmente ordinaire » (*le Monde diplomatique*, novembre 1989). Il fallait lire : *« Jusqu'en 1987, 417 d'entre eux ont été tués par les loyalistes »*, et non *« en 1987 »* ; ainsi que, page 13, troisième colonne, première ligne du dernier paragraphe : *« M. Austin Currie, député Fine Gael »*, et non *« Fine Gaefan »*.

Les droits de l'homme au Maroc

Mme Jacqueline Maitte-Lobbe, de Saint-Valérien, nous adresse une copie de la lettre que lui a envoyée un détenu politique marocain. Celui-ci, qui souhaite garder l'anonymat, lui fait part de la situation dans certaines prisons du royaume chérifien :

Sur le plan de la détention politique, il existe trois détenus qui font la grève de la faim depuis plus de quatre ans. Oui, quatre bonnes années de grève de la faim, privés de visites et de tout contact avec le monde extérieur. Ils sont nourris au sérum, par sonde gastrique, après avoir été constamment drogués par des médicaments-drogues, mélangés à la nourriture ou au sérum.

D'autres détenus politiques de la prison civile de Rabat mènent une grève de la faim depuis le 17 juin 1989. Ils ont dépassé les quatre-vingts jours de grève. Après soixante-quatre jours de grève, l'un des quatre grévistes de Rabat a succombé. Il s'appelle Chbada Abdelhaq, condamné à une année de prison. Il lui restait trois mois d'incarcération. Mais il est mort.

C'est toute une politique arbitraire, de destruction systématique, poursuivie par l'Etat contre les détenus politiques. Et ces résultats apportent la preuve de la situation tragique qui règne au Maroc.

De son côté, M. Moustapha Ben Abd Arrahmane, de Rabat, nous fait part de sa préoccupation devant les atteintes aux droits de l'homme dont sont victimes certains groupes religieux au Maroc :

Les forces de police perquisitionnent les maisons et persécutent les familles des prisonniers. Est particulièrement visé un groupe islamiste, Al Adl Wal Ihssane (la justice et la philanthropie), présidé par M. Abd Assalane Yassine. Onze personnes ont été arrêtées à Agadir et des dizaines d'autres à Marrakech, Casablanca et Fès. Le gouvernement leur retire leurs droits civiques. Pourtant ce groupe islamiste refuse la violence et le recours aux armes.

« La psychanalyse à la recherche de l'universalité »

Le Dr Yves Kaufmant, psychiatre des Hôpitaux, secrétaire du groupe de recherche et d'application des concepts psychanalytiques à la psychiatrie en Afrique francophone, manifeste son désaccord avec l'article de Tobie Nathan paru dans le Monde diplomatique *d'octobre 1989 (« La psychanalyse à la recherche de l'universalité. — L'Afrique n'est pas une terre à conquérir ») :*

Ecrire que les psychanalystes réduisent des siècles d'activités cliniques en Afrique à une illustration de la « forclusion du nom du Père » est bien inepte et diffamatoire pour la qualité des travaux du Dr Moreigne et des époux Ortigues : une activité de recherche psychanalytique suppose une mise à l'épreuve des concepts de la psychanalyse, la forclusion n'étant qu'un des mécanismes freudiens de la psychopathologie, en l'occurrence celui de la psychose.

La question se pose, bien au-delà de la psychose, pour tout ce qui concerne l'humanité. Il y a une valeur éthique à ce que, pour le psychanalyste, existe un universel de l'homme : cet universel, c'est son rapport impossible à la mort, à la vie, à l'amour, ainsi que ce qui, dans son rapport au langage, marque la façon singulière dont s'organise son désir. Ce principe éthique, c'est celui de la reconnaissance de l'« autre » dans sa dimension d'universel comme sujet du langage, mais aussi dans sa dimension de particulier irréductible, celle de son rapport avec l'objet : c'est un principe fondamentalement antiraciste, à l'opposé des théories obscurantistes qui, sous couvert de maintenir les particularités culturelles intactes, visent à séparer les hommes en franges totalement étrangères, sans même l'humanité en commun, ce qui ne laisse pas d'évoquer une parenté avec les pseudo-théories racistes actuelles...

Les travaux de Tobie Nathan ont, au demeurant, tout l'intérêt de documents bruts, nullement entachés des interprétations ou théories de l'auteur : il est du reste patent qu'il n'en a pas, ce qui tout à la fois fait la valeur de ses travaux mais rend étonnant l'esprit d'anathème de son article, émanant en quelque sorte d'une chapelle sans dieu...

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 janvier

1er	CUBA	Fête nationale
1er	HAITI	Fête de l'indépendance
1er	SOUDAN	Fête de l'indépendance
1er	SAMOA	Fête de l'indépendance
4	BIRMANIE	Fête de l'indépendance
26	AUSTRALIE	Fête nationale
26	INDE	Fête nationale

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédaction en chef :
Micheline PAUNET
Ignacio RAMONET
Rédaction : Christian DE BRIE,
Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY,
Alain GRESH
Secrétaire de rédaction :
Solange BRAND

RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27
Télécopieur : 45-23-06-81

Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Christophe Guibelegniet
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons relancé, dans le numéro d'octobre 1989, notre appel à des « lecteurs solidaires » afin de reconstituer le fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique *des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.*

Depuis lors, nous avons reçu la somme de 18 179 francs. Le comité de gestion de ce fonds, constitué de Mme Claire Brisset, MM. Jacques Chonchol, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Jouve, a établi une nouvelle liste de bibliothèques, de centres de recherche, d'universités, d'instituts, de groupements associatifs, d'organisations humanitaires, etc., auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. A ce jour, quatorze abonnements ont été établis : onze en Afrique et au Proche-Orient, deux en Amérique latine, et un en Europe de l'Est.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous :

M. ou Mme ....

n°......, rue ....

à.............................. Code postal ....

lecteur du *Monde diplomatique* depuis ..... ans, verse par
□ chèque bancaire □ chèque postal
la somme de :
□ 250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.
□ 313 F pour un abonnement en Amérique latine.
□ 343 F pour un abonnement en Asie.
ou de □ 50 F □ 100 F □ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.

(Chèques libellés à l'ordre du *Monde diplomatique* et adressés au *Monde diplomatique*, « Lecteurs solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).

هكذا من الأصل

TENSIONS RELIGIEUSES, CONTRADICTIONS SOCIALES

Piloter l'Inde entre de nombreux récifs

VAINQUEUR des élections de novembre 1989, M. V.P. Singh, nouveau premier ministre indien, va devoir naviguer entre les récifs sociaux et religieux. Il entend favoriser les zones rurales, mais il est d'abord l'élu des paysans aisés, dont les intérêts ne coïncident pas avec ceux des déshérités. Et l'alarmante poussée de l'intégrisme hindouiste ne facilitera pas sa tâche. Il rêve aussi de casser le parti du Congrès, qui a aussi été celui d'une longue dynastie : Nehru, sa fille Indira, et enfin M. Rajiv Gandhi, le grand vaincu de la dernière consultation.

Par VIJAY SINGH*

C'était voilà deux ans. M. Vishwanath Pratap Singh quittait le cabinet de M. Rajiv Gandhi à la suite du scandale financier qui avait éclaté à l'occasion de l'achat d'armes à la firme suédoise Bofors. Rares étaient alors ceux qui pouvaient imaginer que cet homme avait l'étoffe d'un premier ministre en charge de la plus grande et plus complexe démocratie du monde. A preuve ces remarques faites quelques jours plus tard par un de ses proches amis politiques : *« V.P. n'est pas un chef. Il est fondamentalement faible, confus, indécis. Il ne mène pas les autres, il faut le pousser. »*

« V.P. », comme beaucoup l'appellent en Inde, a fait du chemin depuis. M. Rajiv Gandhi, politicien malgré lui, fut projeté dans cette carrière par la volonté de sa mère, Indira. M. V.P. Singh est, quant à lui, devenu premier ministre grâce à la conjonction de divers facteurs. Alors que l'affaire Bofors plaçait le gouvernement formé par le Parti du congrès dans une situation de plus en plus délicate, M. Gandhi concentra toutes ses attaques sur M. V.P. Singh qui, par ses investigations, avait dévoilé les trafics financiers, ce qui déclencha une double réaction (1). D'une part, M. Singh fut conforté dans sa volonté de mener le combat en faveur d'un gouvernement honnête ; d'autre part, les pressions s'accrurent pour qu'il relève le défi. Son rôle de fer de lance des forces hostiles au Congrès fut encore souligné par les divisions de l'opposition : incapable de trouver un dirigeant dans ses propres rangs, elle fut contrainte de se regrouper autour de M. V.P. Singh. Mais son meilleur allié fut... M. Gandhi, qui multiplia les gaffes au point que le pouvoir lui échappa davantage qu'il ne fut conquis par son adversaire.

Mais M. V.P. Singh sut profiter avec adresse de la chance qui lui a été donnée. Se référant à l'exemple du mahatma Gandhi, se réclamant de l'homme ordinaire, croquant des cacahuètes pour tromper sa faim et se promenant à bicyclette pendant la campagne électorale, il se lança dans la bataille en dénonçant l'attitude de M. Gandhi, qui prenait la défense des personnes impliquées dans le scandale financier. Lors de meetings monstres, il sortit de sa timidité pour se lancer dans des discours agressifs : *« La flamme a quitté l'âtre, mais la faim continue de brûler le ventre du peuple. Quand le feu atteint l'esprit, alors s'attise le feu de la révolution. »*

Cependant, loin de provoquer une « révolution », les élections ont accouché d'une situation pour le moins ambiguë. Si, globalement, les résultats ont montré que la population voulait un changement au centre, aucun parti n'a obtenu la majorité. Appuyé par les mouvements hostiles au Congrès, M. Singh a formé, au début de décembre, un gouvernement de coalition.

Cette « alliance nationale » minoritaire regroupe cinq partis : trois partis régionaux (le Telugu Desam Party de l'Andra-Pradesh, le Dravida Munnetra Kazgan du Tamil-Nadu, l'Assom Gana Parishad, implanté en Assam), une petite organisation formée de dissidents de l'ancien Congrès, le Congrès (S), et, surtout, le Janata Dal. Ce dernier aura une influence décisive au sein du front national. Bien que comprenant nombre d'anciens responsables du Congrès, le Janata Dal est essentiellement le parti de la paysannerie aisée de l'Inde du Nord issue de la « révolution verte ». En raison de ses liens avec la terre et la culture villageoise, son programme préconise d'orienter les investissements publics davantage vers l'économie rurale. Lors des élections de novembre, le Janata Dal a aussi reçu l'appui massif de l'intelligentsia urbaine et d'autres secteurs « démocratiques » de la population las du régime de M. Gandhi et de son entourage. Mais, comme il ne s'agit pas d'une force sociale organisée, le poids politique de cet électorat risque d'être négligeable.

Le front national, en dépit du soutien de cinq partis, ne dispose pas d'une majorité parlementaire et doit miser sur l'appui que lui ont promis le mouvement fondamentaliste hindouiste Bhartiya Janata Party (BJP) et les deux partis communistes. Il est aussi soutenu par deux organisations très bien structurées, de type militaire, le Rashtriya Swayamsevak Sangh (Corps national des volontaires) et le Shiv Sena (Armée de Shiva), qui ont pour programme la soumission de toutes les religions et des diverses minorités à la majorité hindouiste. Quant aux communistes, ils sont surtout implantés dans les couches moyennes du Bengale et dans la classe ouvrière. Même si cette gauche indienne a grand besoin d'une « perestroïka », elle a, en gros, défendu les intérêts des couches exploitées mieux que tout autre parti.

Paysans riches et travailleurs ruraux

LA première menace pour le gouvernement de front national pourrait venir du fondamentalisme hindouiste, qui se développe de façon alarmante. Récemment, les relations entre hindous et musulmans ont été empoisonnées par un conflit à propos d'un temple situé dans l'est de l'Uttar-Pradesh. Selon les musulmans, il s'agit d'une mosquée construite par Baber, le premier empereur moghol ; pour les hindous, il s'agissait d'un temple érigé à l'endroit où naquit le seigneur Rama. Rama a-t-il existé en dehors de la mythologie hindouiste ? Il est en tout cas difficile à la raison de s'imposer, et la controverse a provoqué la mort de plusieurs centaines d'innocents. Rendus euphoriques par les récents résultats électoraux, le BJP et ses alliés hindouistes ont déjà décidé qu'à la fin de janvier un temple serait construit sur le territoire contesté. Pour M. V. P. Singh, esprit laïc, le problème est fort délicat puisque le mouvement hindouiste a promis son soutien à son gouvernement minoritaire. Si le premier ministre réprime le mouvement hindouiste, il y a risque de crise parlementaire ; s'il soutient ce même mouvement, il pourrait perdre l'appui des forces laïques à l'intérieur et hors du gouvernement, et rejeter les musulmans en direction du Congrès.

Quant à la nouvelle classe des paysans riches, qui a déjà accaparé le prestigieux poste de vice-premier ministre et ministre de l'agriculture (qu'occupe M. Devi Lal), sa victoire électorale pourrait aussi, comme ce fut le cas pendant le premier gouvernement Janata (1977-1980), provoquer de sanglants affrontements. Gêné par le manque de technologie moderne et une médiocre productivité de l'agriculture, le paysannat aisé attend depuis longtemps l'occasion de faire baisser les salaires des travailleurs ruraux harijans – connus à l'étranger sous le nom d'« intouchables ». Le Janata Dal va aussi subir les pressions d'une partie de ses partenaires, qui veulent mettre fin aux privilèges constitutionnels accordés aux harijans par les divers gouvernements congressistes : 25 % des emplois leur sont réservés ainsi qu'aux membres des minorités ethniques. Toute action hostile à l'égard des harijans rejetterait les pauvres des zones rurales vers le Congrès.

La situation économique ne constitue pas en soi, dans l'immédiat, une menace pour M. V. P. Singh, mais le premier ministre risque d'être confronté dans l'avenir au conflit entre les intérêts de l'industrie et ceux de l'agriculture. L'héritage laissé par M. Gandhi n'est pas mauvais – la croissance pour l'année devrait être de 7 %, – l'industrie continuant de progresser au rythme impressionnant de presque 9 %. La libéralisation partielle de l'économie sous son gouvernement a permis de doter l'industrie de nouvelles technologies, et l'économie a gagné en compétitivité sur les marchés internationaux. Certes, la dette de l'Inde a crû (elle est d'environ 34,5 milliards de dollars), la balance des paiements est au rouge (70 milliards de roupies, soit 4,3 milliards de dollars de déficit), mais les exportations ont augmenté en valeur de 27 % au cours de chacune des deux dernières années. En dépit d'une sécheresse qui a duré deux ans (1986-1988) – ce fut l'une des plus graves du siècle, – l'agriculture s'est reprise, avec un taux modeste de croissance de 2,7 %. Mais il existe aussi des aspects négatifs : faible revenu par habitant (3 284 roupies, soit environ 205 dollars, en 1987-1988), augmentation de 7 % des prix de détail, et taux de chômage élevé.

Lors de son premier discours de politique économique, M. V. P. Singh a promis que la moitié des investissements de l'Etat irait à l'agriculture, soit le double de ce qui lui est actuellement attribué. Il s'agit d'un virage radical de la part d'un homme qui avait contribué à définir une tout autre politique économique lorsqu'il était ministre des finances et du commerce de M. Gandhi. Cette décision sera à coup sûr bénéfique à un pays dont presque 80 % de la population vivent des revenus de la terre.


Ludwig-Sipa

MANIFESTATION HINDOUISTE A PROPOS DU TEMPLE D'AYODHIA, EN UTTAR-PRADESH
Un fondamentalisme qui se développe de façon alarmante.

Le paysannat réclame depuis longtemps davantage d'énergie électrique, des crédits à meilleur marché, le soutien des prix. Mais cette ré-allocation des ressources va peser sur la croissance de l'industrie ; les aides diminuant, l'hostilité de la puissante bourgeoisie industrielle, favorable au Parti du Congrès, ne pourra que grandir à l'égard du gouvernement. Le paysannat aisé étant en position de force, les tensions entre les possédants de l'industrie et ceux de la campagne pourraient provoquer une sérieuse crise économique et politique. A terme, le ralentissement de l'activité industrielle devrait aussi entraîner des réductions de dépenses et des mouvements sociaux, ce qui provoquerait des affrontements entre le pouvoir et les syndicats communistes qui actuellement le soutiennent.

Il reste que ce gouvernement est sans doute moins fragile qu'il ne le semble. M. V. P. Singh a marqué un point lorsqu'en décembre il a pu se rendre au Temple d'or, dans le Pendjab, sans se faire protéger par les habituels cordons de sécurité, et il a reçu un accueil enthousiaste de la communauté sikh. Des signes existent de la volonté des extrémistes sikhs de discuter avec le pouvoir central. Le choix de ses ministres, sa promesse d'accorder leur autonomie aux médias contrôlés par l'Etat, son attitude ferme à l'égard de diverses factions au pouvoir montrent que M. Singh n'est pas aussi faible que l'avait suggéré la presse indienne.

Ayant tiré la leçon de l'expérience de 1977 qui se termina piteusement lorsque le cabinet contrôlé par le Janata s'écroula comme un château de cartes, les partenaires de la coalition pourraient faire preuve de retenue. Les divisions dans le camp du Congrès, la perte de confiance dans les capacités de M. Gandhi à diriger le pays, ainsi que dans le laïcisme et le socialisme avoués du parti pourraient permettre à l'actuel gouvernement de bénéficier d'une longue période d'état de grâce. Mais ce qui aiderait avant tout M. Singh et ses alliés, ce serait – et ils y travaillent – une rupture au sein du parti du Congrès, une moitié demeurant proche de M. Gandhi et l'autre joignant ses forces à celles de l'actuel premier ministre.

C'est en politique étrangère qu'il y aura probablement le moins de différences entre l'ancien et le nouveau gouvernement. M. Gandhi parlait de renforcer les liens entre l'Inde et ses voisins, et M. Singh ne dit pas autre chose. Il se doit de poursuivre le retrait des troupes indiennes de Sri-Lanka. Alors que devrait continuer la lune de miel avec le Pakistan, l'arrivée au pouvoir à New-Delhi d'une nouvelle équipe pourrait aider à alléger la tension avec le Népal, toujours soumis au blocus économique indien (2). Plus généralement, le gouvernement Singh va s'en tenir à la politique de non-alignement, qui signifie des relations amicales avec l'URSS comme avec l'Occident. Quant aux changements en Europe de l'Est, ils ont été commentés avec retard en Inde. Un observateur indien a eu cette boutade à ce sujet : *« Bien sûr, la démocratisation de l'Europe de l'Est est une bonne chose. Mais nous espérons que l'Occident ne va pas avaler l'Est : c'est la seule région où notre balance des paiements est positive... »*

(1) Sur les difficultés de l'équipe de M. Gandhi, lire Vijay Singh, « Vulnérabilité et isolement croissant du gouvernement indien », *le Monde diplomatique*, août 1988.

(2) Lire Francis Christophe, « Le Népal étouffé par l'Inde », *le Monde diplomatique*, juillet 1989.

* Journaliste indien, auteur de *la Nuit poignardée, les Sikhs*, Flammarion, Paris, 1987.

RÉUNIR LES ETHNIES, LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ

Course à la réconciliation au Burundi

IL n'y a pas d'autre solution et les dirigeants du Burundi l'ont bien compris : seule l'instauration d'une véritable démocratie peut permettre de surmonter les divisions ethniques qui ont ensanglanté leur pays au cours du dernier quart de siècle. Une « charte de l'unité nationale » a ainsi été établie. Mais il va de soi que cet effort en faveur de la justice politique ne réussira que s'il s'accompagne d'une croissance économique.

Par CLAIRE BRISSET

L'atmosphère de Bujumbura est celle d'une ville de province paisible, ensoleillée. Sur le lac Tanganyika, quelques pêcheurs s'activent ; quelques touristes se baignent. En fond de décor, les montagnes du Zaïre tout proche donnent à la capitale du Burundi une allure de petite cité de villégiature.

Pourtant, dans le discours politique, dans les débats publics, dans toutes les discussions, revient un thème obsédant : l'évocation des massacres d'août 1988 et les efforts désespérés du gouvernement pour restaurer l'unité nationale, rompre le cycle des violences interethniques qui, périodiquement, ont ensanglanté le pays. En août 1988, à la suite d'incidents dont l'origine est encore mal élucidée, deux communes du Nord, toutes proches de la frontière du Rwanda, avaient été le théâtre d'une flambée de violence meurtrière. Des villageois hutus, convaincus de l'imminence d'une menace d'extermination, avaient assassiné, en quelques jours, des paysans tutsis établis parmi eux, et l'armée burundaise, en majorité tutsi, dépêchée sur les lieux, avait mené une très dure opération de « maintien de l'ordre ».

Officiellement, le bilan de ces massacres s'établit, dit-on aujourd'hui à Bujumbura, à quelque 5 000 morts ; à bien davantage si l'on en croit les opposants, dont certains ont évoqué le chiffre de 20 000. Selon des diplomates en poste dans la capitale, le chiffre serait plus probablement voisin de 10 000. 45 000 paysans se sont en outre réfugiés au Rwanda voisin au moment des massacres. La quasi-totalité d'entre eux sont revenus dans leurs villages.

Comment peut-on expliquer que, par trois fois en moins de ving-cinq ans (1965, 1972, 1988), ce petit pays ait été le théâtre de tels affrontements, dont les plus meurtriers, en 1972, ont fait plus de 100 000 morts ? Le Burundi, comme le Rwanda, était gouverné, depuis le quinzième siècle, par des « monarchies sacrées » issues d'un groupe bien déterminé de princes du sang, les Ganwas, un roi, le Mwami, exerçant l'essentiel du pouvoir. La caste royale était elle-même issue de l'ethnie tutsi, mais la sacralisation des fonctions dirigeantes en avait fait un groupe distinct, dont la domination n'était guère discutée. Les Tutsis étaient réputés être de lointaine origine nilo-hamitique, donc venus du nord de l'équateur, et attachés à un mode de vie pastoral ; les Hutus quant à eux, d'origine bantoue, étaient décrits comme des cultivateurs et, quoique très largement majoritaires, pliés depuis des siècles à la loi des Tutsis. Restait un troisième groupe, les Twas, des pygmées, guerriers et chasseurs, marginalisés à la fois par leur nombre et leur statut social. Cette composition ethnique était identique à celle du Rwanda voisin.

Mais l'Histoire, le brassage de populations – permanent dans cette région carrefour qu'est l'Afrique des Grands Lacs, – avaient bien érodé ces distinctions. Les types physiques comme les modes de vie, la langue et la culture, se sont considérablement unifiés au fil des siècles. Survint la colonisation allemande, de 1888 à 1918. La défaite de l'Allemagne place ensuite ce qui était alors le Ruanda-Urundi sous la tutelle belge, jusqu'à l'indépendance du pays en 1962. Les deux puissances coloniales n'avaient rien changé à l'état des choses, le renforçant même et exerçant leur pouvoir largement par délégation, s'appuyant sur un ordre socio-économique solidement établi qui consacrait la domination tutsi. « *La monarchie devint un instrument aux mains des colonisateurs* (1). »

RÉFUGIÉS HUTUS AU RWANDA, APRÈS LES MASSACRES DE 1988
De telles tragédies vont-elles enfin cesser ?

Alain Nogues-Sygma

« La race des prolétaires et des pauvres gens »

C'EST ainsi que des ethnologues européens, découvrant le pays, jugeaient le système ancestral parfaitement adapté aux caractéristiques présumées des deux groupes en présence, alors même que les différences ethniques étaient fort estompées. Et l'on peut lire, dans un texte rédigé en 1948 par un médecin belge, le docteur Sasserath, cette description de la « réalité sociale » du Burundi : « *Lorsque Son Altesse royale le prince Charles visita le Ruanda-Urundi, il fut frappé par la taille des notables, de véritables géants régnant sur un peuple de nègres quelconques dont ils sont totalement différents, tant par le caractère ethnique que par la vie qu'ils mènent. On les appelle les Batutsis. En réalité ce sont des Hamites* (...), *ils représentent environ un dixième de la population et forment une race de seigneurs. Les Hamites ont 1,90 mètre de taille. Ils sont élancés. Ils possèdent le nez droit, le front haut, les lèvres minces. Ils apparaissent distants, réservés, polis, fins. On devine en eux un fond de fourberie sous le couvert d'un certain raffinement* (...). *Le reste de la population est bantou. Ce sont les Bahutus, des nègres qui en possèdent toutes les caractéristiques : nez épaté, lèvres épaisses, front bas, crâne brachycéphale. Ils conservent un caractère d'enfant, à la fois timide et paresseux, et le plus souvent sont d'une saleté invétérée. C'est là la classe des serfs. La race des chefs exige d'eux de multiples corvées. Quelques îlots de Batwas, qui ne sont pas considérés par les autres commes des hommes, vivent à l'écart dans les forêts* (2). »

Mais l'administration belge, peu de temps avant de donner l'indépendance à ce qui allait devenir le Rwanda et le Burundi, s'avisa de l'injustice qui conférait à 15 % de la population (les Tutsis) une domination sans partage sur l'écrasante majorité numérique hutu. Au moment même où s'édifiait un parti politique attaché à un idéal unitaire, l'Union pour le progrès national (UPRONA), sous l'impulsion d'un personnage exceptionnel, le prince Louis Rwagasore, la majorité hutu était, plus ou moins discrètement, incitée par l'ancienne puissance tutélaire à secouer le joug des Tutsis. Mais Rwagasore, progressiste et neutraliste, lié d'amitié avec M. Julius Nyerere en Tanzanie et Patrice Lumumba au Congo, était perçu comme un dangereux trublion, trop proche de Moscou. Opposé à toute discrimination fondée sur la race, il écrivait, en 1959 : « *Il existe un problème dans le pays. Celui des petits et des faibles, et ceux-là n'ont pas de race. Ils sont de la race des prolétaires et des pauvres gens.* » En septembre 1961, quinze jours après des élections qui venaient de donner 80 % des voix à son parti, le prince Rwagasore était assassiné dans des conditions mystérieuses.

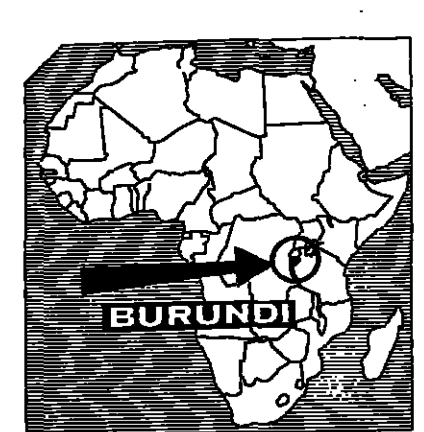
Il n'est pas excessif de dire que, de cet assassinat, le pays porte toujours les traces. A trois reprises en effet, depuis, le Burundi a sombré dans d'extraordinaires violences dont celles de 1988 n'ont été que le dernier épisode. Les courageuses tentatives du gouvernement actuel parviendront-elles à renverser la tendance ?

Le président du Burundi, le commandant Pierre Buyoya, a pris le pouvoir en septembre 1987, à la suite d'un coup d'Etat sans effusion de sang qui renversa le régime corrompu et discrédité de Jean-Baptiste Bagaza. Dès sa prise de pouvoir, le président Buyoya annonce son intention d'établir un système moins inégalitaire entre les deux ethnies. Pourtant tutsi lui-même, il sait qu'un régime où une minorité dispose de tous les postes de commande – dans le gouvernement, l'administration et l'armée – n'est pas viable. Moins d'un an après sa prise de pouvoir, éclatent les tueries d'août 1988 qui devaient justifier ses craintes.

Aujourd'hui, les autorités ont entrepris de rectifier l'injustice ethnique héritée des régimes précédents. Dès le lendemain des massacres, le président nommait un gouvernement composé à parts égales de Hutus et de Tutsis, le premier ministre lui-même, M. Adrien Sibomana, étant un Hutu. Une « *commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale* » était constituée – elle aussi formée de membres des deux ethnies – et rendait un rapport dans lequel on peut lire, à propos des massacres du dernier quart de siècle : « *Le Burundi ressent ces tragédies comme une honte devant l'Histoire.* » Et cette commission proposait, dans ses recommandations finales, l'établissement d'une « charte de l'unité nationale », la suppression du critère ethnique pour l'attribution des postes, l'élaboration d'une Constitution soumise au vote populaire, bref l'établissement de la démocratie.

Parallèlement, le nouveau régime rendait à l'Eglise ses biens et sa liberté, que le précédent avait mis à mal, libérait les religieux emprisonnés, gestes hautement symboliques pour une population christianisée à 70 %. Enfin, en août dernier, le président se rendait solennellement, avec l'ensemble du gouvernement et du corps diplomatique, dans les deux communes de Ntega et Marangara où avaient eu lieu les massacres un an auparavant, pour sceller la réconciliation.

Salué par tous pour son courage, officiellement soutenu par les douze Etats membres de la Communauté européenne (3), le président Buyoya n'en joue pas moins un jeu très serré. Certains, dans la communauté tutsi, n'apprécient nullement sa politique égalitaire, dans laquelle ils voient une menace pour leurs propres privilèges ; et l'armée reste aux mains des Tutsis. D'autres, parmi les Hutus, refusent toute solution de compromis et exigent que la majorité hutu prenne tous les postes de commande, comme c'est le cas au Rwanda où la minorité tutsi, depuis des années, est totalement sous le boisseau. Ces extrémistes hutus, solidement implantés en Europe, ne cherchent qu'une occasion de ranimer les braises et utilisent comme un vivier l'importante communauté burundaise – 200 000 personnes environ – réfugiée au Rwanda et en Tanzanie depuis les massacres des précédentes décennies.



Le jeu des autorités est d'autant plus ardu que le pays est confronté à des difficultés, les unes structurelles, les autres conjoncturelles, qui ont tendance à s'aggraver. Premier de ces obstacles : l'enclavement. Situé à 2 200 km de l'Atlantique et à 1 200 km de l'océan Indien, le pays est entièrement tributaire, pour ses approvisionnements et ses exportations, du Kenya et de la Tanzanie. Il en coûte deux fois plus cher de transporter une tonne de matériel de Mombasa (Kenya) à Bujumbura que de Mombasa à New-York.

D'autre part, l'économie repose de manière excessive sur la culture du café, qui assure à elle seule plus de 80 % de ses recettes d'exportation. La faiblesse actuelle des cours du café sur le marché mondial (4) souligne, s'il en était besoin, cette fragilité structurelle. Les autres cultures de rente (thé, coton) ne suffisent pas à rétablir l'équilibre.

Enfin, le Burundi est confronté à une pression démographique que rien, jusqu'à présent, n'est parvenu à endiguer. Ce pays, grand comme la Belgique, figure parmi les nations les plus densément peuplées d'Afrique, après le Rwanda, avec 185 habitants au kilomètre carré. De ce surpeuplement résulte un extraordinaire fractionnement des terres – l'exploitation moyenne ne compte plus aujourd'hui que 70 ares – un épuisement des sols, une érosion intense. Le Burundi, « pays aux mille et une collines », ressemble à un immense jardin, où tout l'espace – les pentes, les marais, les bas-côtés des routes, voire les sommets – est cultivé, où le travail agricole est intense, permanent.

Certes, ce travail produit ses fruits, et le pays, bon an mal an, parvient à se nourrir, grâce à une très forte production vivrière. Mais l'avenir paraît sombre : la population – 5,2 millions d'habitants – augmente de 3 % chaque année et la malnutrition modérée – qualitative plus que quantitative – frappe près de 30 % des enfants. Pourtant, malgré les encouragements officiels, la population reste réfractaire à toute politique de limitation des naissances, au demeurant condamnée par l'Eglise : moins de 2 % des femmes utilisent une méthode moderne de contraception et la famille moyenne compte plus de sept enfants.

Dernier handicap : la dette extérieure. Celle-ci atteint aujourd'hui 1 milliard de dollars, chiffre considérable pour une économie aussi fragile. Le service de la dette représente à lui seul 69 % des recettes d'exportation.

Timide reprise de la croissance

MALGRÉ tout, le Burundi possède de solides atouts, au premier rang desquels figure le sérieux de sa gestion, consacrée par l'attitude de la Banque mondiale. Celle-ci a fait de lui le premier de ses bénéficiaires africains (par habitant), en termes de prêts à conditions « douces ». Dès 1986, le gouvernement a mis en place un programme d'ajustement structurel des plus classique (dévaluation, amélioration des recettes de l'Etat, encouragement aux investissements et à l'épargne, contrôle accru des entreprises publiques), qui a donné des résultats et stimulé l'économie. La croissance a repris, timidement. Les bailleurs d'aide étrangers (outre la Banque mondiale et le Fonds monétaire : la Communauté européenne, la Belgique, la France, le Japon, l'Arabie saoudite) ne ménagent pas leur aide, même s'ils le font davantage sous forme de prêts que de dons, ce qui contribue à alourdir la dette. Seules la France et la Belgique ont, tout récemment, annulé sa dette au titre de l'aide bilatérale publique.

C'est que le Burundi demeure l'un des dix pays les plus pauvres du monde, avec un revenu par habitant qui ne dépasse pas 240 dollars par an. D'énormes efforts sont consacrés à la santé et à l'éducation mais la mortalité infantile, par exemple, y demeure de 116 pour 1000. L'UNICEF, grâce à un solide programme de soins de santé primaires, d'approvisionnement en eau et d'assainissement, d'enseignement, aide le gouvernement à limiter les dégâts. Mais, nous dit le ministre de la santé, « *tous* [les] *efforts risquent d'être anéantis si la pression démographique conserve son rythme actuel* ». Le sida, en outre, continue ses ravages, décimant les cadres et la classe d'âge la plus active, en particulier dans la capitale.

Pays de collines, pays-jardin, « *pays des monts de la lune* », écrivait Ptolémée, le Burundi s'est aujourd'hui absorbé dans un intense travail de réconciliation, pour la première fois peut-être depuis l'assassinat du prince Rwagasore. Mais la voie reste étroite.

---

(1) *Cf.* Michel Elias, « Burundi, la spirale d'un génocide », *la Revue nouvelle*, Bruxelles, novembre 1988.

(2) « Le Ruanda-Urundi, un étrange royaume féodal », cité par André Vangen dans *l'Evénement du jeudi*, 1er septembre 1988.

(3) Dans une déclaration en date du 25 juillet 1989.

(4) Voir Jean-Louis Gombaud, « A leur tour les producteurs de café perdent leur filet de sécurité », *le Monde diplomatique*, novembre 1989.

Repères

Superficie : 28 000 kilomètres carrés.

Population : 5 millions d'habitants, dont 84 % de Hutus et 15 % de Tutsis (toutes les données chiffrées sont de 1987).

PNB/hab. : 240 dollars (Sénégal : 520 dollars, France : 12 790 dollars).

***Dette extérieure :** 755 millions de dollars.*

Espérance de vie : quarante-neuf ans.

Principales productions : café, coton, thé, cuirs et peaux.

EVOLUTION POLITIQUE

1899 : Le Burundi et le Rwanda sont intégrés dans l'Afrique de l'Est allemande.

1916 : La Belgique occupe le Burundi et le Rwanda. Après la guerre, elle reçoit de la Société des nations mandat de les administrer.

Septembre 1961 : Elections législatives au Burundi, remportées par l'Union pour *le progrès national (UPRONA) du prince Louis Rwagasore*, qui devient premier ministre et est assassiné.

1er juillet 1962 : Le pays accède à l'indépendance. Jusqu'en 1965, les gouvernements successifs comprendront un nombre à peu près égal de Tutsis et de Hutus.

Janvier 1965 : Assassinat du premier ministre hutu Pierre Ngendandumwe. En mai, les Hutus remportent les élections législatives ; le roi nomme un premier ministre tutsi. En octobre, tentative de coup d'Etat attribuée aux Hutus : massacre de milliers de Hutus.

1966 : Le roi Ntare V est destitué, la République est proclamée. Les Tutsis confirment leur suprématie au pouvoir.

1972 : Nouvelle tentative de coup d'Etat avortée. Plus de 100 000 personnes trouvent la mort dans des affrontements.

1er novembre 1976 : Le colonel Jean-Baptiste Bagaza s'empare du pouvoir.

1984-1986 : Conflit entre l'Etat et les Eglises.

3 septembre 1987 : Le commandant Buyoya prend le pouvoir.

Août 1988 : Des Hutus ayant assassiné des centaines de Tutsis dans le nord du pays, l'armée rétablit l'ordre de manière brutale, mais le gouvernement multiplie les efforts de réconciliation nationale.

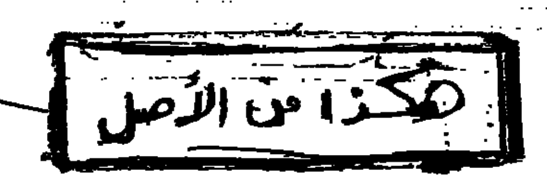
Octobre 1988 : Nomination d'un premier ministre hutu, le nouveau gouvernement a une composition égalitaire.

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie du « Monde » 7, rue des Italiens 75009 PARIS

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026-9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.



SIGNES DE DÉTENTE EN AFRIQUE DU SUD

Acculé au changement, le pouvoir blanc joue ses atouts

LES signes de détente se multiplient en Afrique du Sud. L'ANC a pu tenir un grand meeting à Soweto. Le président De Klerk vient de rencontrer M. Nelson Mandela. La pression du mouvement de résistance au pouvoir blanc, toujours plus combatif, a contraint à de nombreuses concessions le gouvernement de Pretoria qui espère ainsi desserrer *l'étau de la révolte* intérieure et des sanctions internationales. Pourtant, entre les aspirations de la majorité noire et les réformes envisagées, les divergences restent fondamentales, laissant planer bien des incertitudes.

Par VICTORIA BRITTAIN *

En quelques mois, une cascade d'événements a bouleversé les données du problème sud-africain. *Les relations* entre le régime blanc et la majorité noire sortent d'une longue impasse. Mais le rapport de forces reste instable, chacune des deux parties a ses atouts et ses points *faibles*, et nul n'oserait *risquer* un pronostic sur la rapidité et l'ampleur des changements. L'une des *grandes inconnues est l'issue de la lutte* qui se livre au sein du Parti national au pouvoir et entre ce parti et le tout-*puissant appareil militaire*. Le Congrès national africain (African National Congress, ANC) et le Parti national de M. Frederik De Klerk *se sont engagés* à élaborer un règlement négocié. Ainsi, comme d'autres luttes de libération, celle des Noirs de l'Afrique du Sud *se* terminerait autour d'une table de négociations. Cette évolution marque un net infléchissement du pouvoir blanc, qui posait comme préalable à tout dialogue que l'ANC renonce publiquement à la violence.

En 1988, alors que des pourparlers indirects s'esquissaient, Pretoria manifestait encore sa réticence à s'engager dans cette voie en bombardant trois capitales de l'Afrique australe durant la visite d'une mission de bons offices du Commonwealth. Un tel sabotage par *les militaires* est aujourd'hui improbable, malgré l'opposition résolue de *l'extrême droite à tout abandon de* l'apartheid. *L'acte* raciste de Baren Strydom, cet ancien policier qui tua le 15 novembre 1988 avec le sourire sept passants dans les rues de Pretoria, ou le matraquage des passants par les forces de l'ordre lors d'une manifestation pacifique de femmes au mois d'août dernier, illustrent le désespoir d'une *société blanche qui se sent piégée.*

Car le grand dessein du maintien de la domination blanche mis en place par le Parti national à son accession au pouvoir en 1948 a finalement échoué (1). Il y a vingt-cinq ans, le *ministre des affaires indigènes* Hendrik Verwoerd, qui allait devenir premier ministre, parlait de la loi sur l'éducation bantou comme d'un moyen d'« *enseigner aux indigènes dès leur enfance qu'ils ne peuvent espérer l'égalité avec les Européens* ». Aujourd'hui, le Parti national lui-même admet qu'il faut en *finir* avec *l'apartheid, et* les ministres multiplient les contacts avec M. Nelson Mandela, le dirigeant emprisonné de l'ANC, *ancien « terroriste »* soudainement promu homme d'Etat.

Les changements auxquels on assiste ont une triple explication. Alors que la répression des années 60 avait réussi à démanteler l'opposition, celle qui fut menée au milieu des années 80 n'a pas *atteint son* but, *malgré l'arrestation* de dizaines de milliers de personnes. Le mouvement de résistance à l'apartheid a puisé une nouvelle force dans la lutte contre la mise en place, en 1984, des trois Chambres au Parlement, où les Blancs, les métis et les Indiens avaient une représentation séparée. En outre, *la presque totalité de l'opposition* à l'apartheid s'est plus ou moins unie derrière l'ANC – à l'exception du mouve*ment Inkatha du chef Buthelezi et de* petits groupes adeptes du pouvoir noir. Des fractions très conservatrices de la société noire et de la classe des entrepreneurs qui a prospéré sous l'apartheid se sont aussi ralliées.

Ainsi le congrès des *chefs* traditionnels tout comme la Fédération nationale africaine des chambres de commerce sont allés à Lusaka rencontrer l'ANC (2). Même certains dirigeants de bantoustans, comme ceux du Kaugwana, du Lebowa et du Transkei, ont cessé de collaborer à la politique de démantèlement de l'Afrique du Sud et se sont rapprochés de l'ANC (3). De son côté, la direction du Parti national est passée, après bien des soubresauts, des mains de M. Botha à celles d'un politicien bien plus habile, M. De Klerk.

Un élément déterminant dans cette marche *en direction du réalisme* semble *avoir été le document* sur d'éventuelles négociations, rédigé en avril 1989 par M. Nelson Mandela. Ce texte, qui n'a *pas* été rendu public, a été discuté entre le dirigeant noir et M. Botha quelques semaines avant que celui-ci n'abandonne le pouvoir. Selon des sources proches de l'ANC, il correspond dans les *grandes lignes* à la déclaration de Harare adoptée par l'organisation en juillet 1989 et entérinée par l'Organisation de l'*unité* africaine, le mouvement des non-alignés et la plupart des pays du Commonwealth, avant d'ête débattue aux Nations unies à la mi-décembre. Ce texte visait à court-circuiter les plans mis en avant par divers médiateurs depuis 1988, en particulier par le gouvernement britannique et par certains groupes religieux (4).

Les conditions posées à l'ouverture de négociations sont les mêmes que celles mises en avant par le Front démocratique uni (United Democratic *Front, UDF) quatre ans plus tôt*, au sommet du Commonwealth à Nassau, en 1985 : libération de tous les prisonniers ; fin de l'état d'urgence ; légalisation des organisations politiques ; fin des procès et des exécutions.

« Quatre pas vers la démocratie »

DURANT *les quatre années* de confrontation qui ont suivi, le gouvernement de Pretoria n'a satisfait aucune de ces dispositions. Le démantèlement des structures des forces de sécurité en novembre *1989* montre cependant la volonté du président De Klerk de se dégager de l'emprise des militaires, *et seul le temps dira* s'il est réellement déterminé à continuer dans cette voie. Par contre, la réforme tant saluée du « petit apartheid » – ouverture des plages et de quelques zones résidentielles aux Noirs – entérine des faits accomplis : les lois étaient déjà systématiquement violées, et leur abolition n'entraîne pas d'innovation ; le Mouvement démocratique de masse (MDM), qui s'est substitué à l'UDF, soumis à de drastiques restrictions, avait déjà engagé avec succès, dès le mois d'août, une *campagne* de remise en cause de l'apartheid dans les hôpitaux, sur les plages et dans d'autres lieux publics. Le document d'Harare a permis de faire avaliser par la communauté internationale deux principes-clefs : l'Afrique du Sud sera un Etat unifié et démocratique ; les négociations porteront sur la création d'un nouvel Etat et non sur une simple réforme de l'apartheid. Pour M. Joe *Slovo*, secrétaire général du Parti communiste, « *la question n'est pas de savoir s'il faut engager des discussions, mais de déterminer leur objet* ». « *Une fois acquis le principe de la majorité*, précise-t-il, *nous pourrons débattre de nombreux points, en particulier des mécanismes constitutionnels nécessaires pour sauvegarder les droits des citoyens à leur langue, à leur culture, à leur religion, des libertés politiques et d'expression, etc.* »

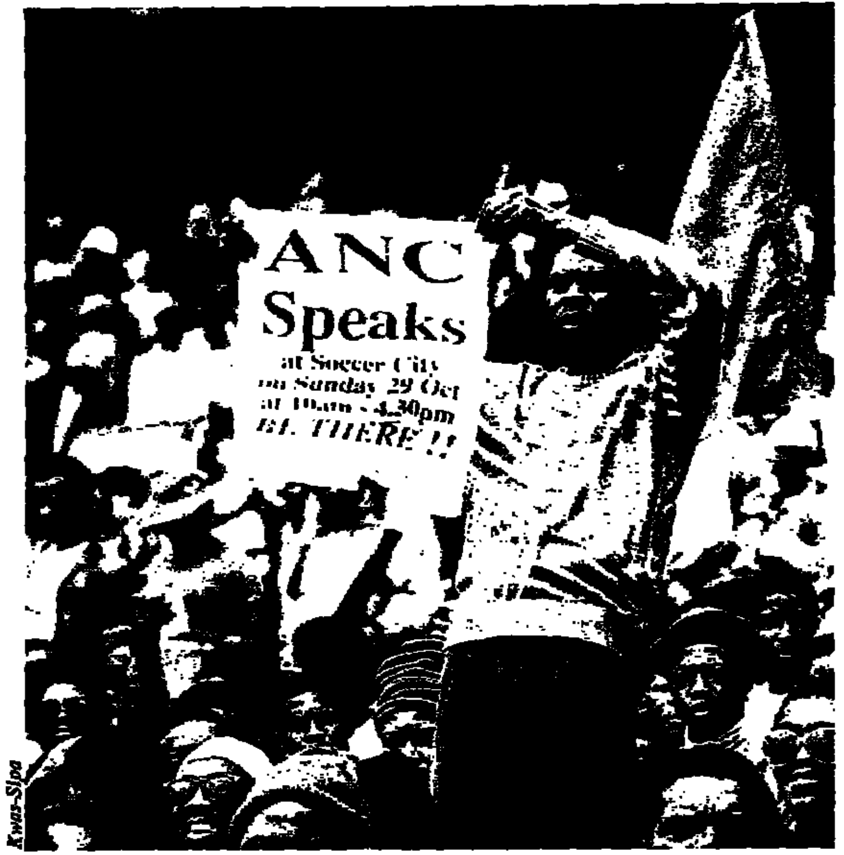
M. De Klerk n'accepte pas de tels prémisses, qui entraîneraient la fin du pouvoir blanc, et il propose l'élaboration d'une Constitution qui maintiendrait les « droits des groupes », en fait les privilèges d'une minorité. Une position *assez similaire est défendue* par les puissants hommes d'affaires blancs qui ont rencontré l'ANC à Lusaka. Elle se trouve résumée dans les fameux « *quatre pas vers la démocratie* » popularisés par M. Harry Oppenheimer, l'ancien président des deux plus importantes sociétés sud-africaines, Anglo-*American et De Beers* (5) : égalité devant la loi mettant fin à tout le système juridique du « petit apartheid », meilleure éducation pour les Noirs ; extension de la propriété ; développement des petites entreprises et de l'économie informelle noires. Ces suggestions, comme celles de M. De Klerk, visent à diminuer la pression politique à l'intérieur du pays et à éloigner la menace des sanctions internationales.

* Journaliste au *Guardian* de Londres.

Le Royaume-Uni et les autres puissances occidentales impliquées dans les discussions préliminaires tentent de promouvoir ces principes pour minimiser le rôle de l'ANC et du Mouvement démocratique de masse, dont ils trouvent les dirigeants trop radicaux. Face à cette société sud-africaine *minée* par de fortes divisions entre riches et pauvres (6) et où le Parti communiste est *en plein essor, la priorité pour* l'Occident reste d'obtenir la fin de la lutte armée menée par l'ANC et l'exclusion du PC. Pour cela, il *faut promouvoir* d'autres groupes politiques n'appartenant pas au Mouvement démocratique de masse, ou issus des bantoustans, pour encourager l'idée de négociations multilatérales. Lors d'un congrès du Parti national dans le Transvaal, le ministre du développement constitutionnel, le Dr Gerrit Viljoen, dénonçait « *un malentendu fondamental suivant lequel il n'y aurait que deux parties face à face, le gouvernement et les organisations les plus radicales* (7) ».

La volonté du gouvernement de M. De Klerk de se plier aux pressions internationales a été démontrée au mois d'octobre 1989 par la libération – impensable il y a seulement quelques mois – de sept dirigeants de l'ANC, y compris M. Walter Sisulu, ancien secrétaire général de l'organisation. M. Mandela a été associé à la décision, il a rencontré plusieurs ministres ainsi que ses compagnons avant leur élargissement. Il a même reçu, pour rassurer Pretoria, M. Japhet Masemola, le dirigeant du Pan African Congress, une organisation à la rhétorique radicale. M. Mandela lui-même devrait bientôt devenir un homme libre.

La libération sans conditions des hommes les plus violemment dénoncés par la propagande officielle s'inscrit dans une tentative *désespérée*, mais réussie, du président De Klerk pour rassurer la communauté internationale *et éviter ainsi des sanctions supplémentaires*. Le fait qu'il ait réservé la primeur *de l'information* à Mme Thatcher, à quelques jours de l'ouverture du sommet du Commonwealth de Kuala-*Lumpur, éclaire bien sa stratégie*. Ces mesures de grâce, ainsi que le retrait des troupes sud-africaines de Namibie, ont aussi joué un rôle important dans le rééchelonnement, à des conditions très favorables, de plus d'un tiers de la dette sud-africaine, évaluée à 21 milliards de dollars.



GRAND MEETING DE L'ANC LE 29 OCTOBRE 1989 A SOWETO
Une si longue aspiration à la liberté

Fractures à l'intérieur du régime

LES négociations sur la dette ont été *tenues secrètes*, au *point* que certains responsables canadiens et australiens, qui comptaient utiliser l'argument du rééchelonnement pour obtenir des réformes de Pretoria, ont été pris de court par la décision. Privée d'investissements de capitaux à long terme depuis 1985, alors que ses déboursements nets *sont évalués* pour cette période à 9 milliards de dollars, l'Afrique du Sud avait désespérément besoin d'un accord avec *la communauté financière* internationale, et elle a décidé d'en payer le prix. L'absence de restric*tions imposées* aux *dirigeants libérés*, le fait qu'ils aient pu s'adresser à 80 000 personnes à Soweto durant la première manifestation légale de l'ANC depuis 1960, contrastent avec la tactique suivie jusque-là. Ainsi, M. Govan Mbeki, un autre dirigeant de l'ANC libéré en 1988, s'était vu interdire toute activité *politique. Pourtant*, M. De Klerk n'a pas obtenu de concessions en échange de sa « mansuétude ». *Dans tous leurs discours et dans leurs* entretiens avec les médias, M. Sisulu et ses compagnons ont insisté sur la nécessité de poursuivre la lutte armée jusqu'à la fin de l'apartheid et sur leur fidélité au principe « un homme, une voix ».

Le libéralisme du pouvoir connaît de sérieuses *limites. Sept cents personnes* sont interdites d'activités politiques, parmi lesquelles le fils de M. Sisulu, *M. Zwelakhe Sisulu, directeur du journal The New Nation*, soumis à de sévères restrictions : pointage deux fois par jour au commissariat, assignation à résidence dès la tombée de la nuit et vexations diverses de la police en novembre 1989. Le gouvernement a même tenté de fermer son journal. Ce *contrôle total sur les faits et gestes des* individus, parfois plus difficile à supporter que la prison, peut aussi avoir de plus dramatiques conséquences : plusieurs personnes « sous contrôle » ont *été* victimes de tentatives d'assassinat, deux ont été tuées en 1988.

Tous ces crimes sont restés impunis, comme ceux commis par des escadrons de la mort, régulièrement dénoncés par les défenseurs des droits de l'homme en *Afrique* du Sud. En novembre 1989, les deux anciens policiers Almond Nofomela et Dirk Coetze ont révélé à l'hebdomadaire afrikaaner *Vrye Weekblad* leur participation à ces commandos et à des *opérations contre des* membres de l'ANC et des opposants à l'apartheid, aussi bien en Afrique du Sud qu'à l'étranger : c'était la première reconnaissance officielle de ce terrorisme d'Etat (8).

Ces déclarations ont aussi mis en lumière les fractures qui minent les ins*titutions les plus sûres* du régime, préfigurées il y a trois ans, sur le plan politi*que, par la défection* du Parti *national* de personnalités telles que l'ancien ambassadeur à Londres, le Dr Denis Woral, qui a formé le Parti démocratique. Le lancement de l'hebdomadaire d'opposition *Vry Weekblad* fut un autre signe, d'autant plus inquiétant pour le pouvoir que le journal paraissait en afrikaans, ce qui ne l'a pas sauvé de multiples tracasseries exercées sous le couvert de l'état d'urgence.

Cette fragmentation de l'establish*ment se manifeste maintenant* au grand jour. Ainsi le lieutenant de police Gregory Kockman a dénoncé ses collègues comme des « *chiens fous* » à la suite du matraquage de passants lors d'une manifestation pacifique en août 1989 et a tenté de former un syndicat professionnel. La campagne de refus de la conscription (End Conscription Campaign), contre l'engagement sud-africain en Angola et en Namibie, entamée en 1986, a eu des résultats importants dans la communauté blanche, puisque 500 jeunes ont refusé de partir.

C'est aussi un officier des forces armées qui a fait la « une » d'un journal de Johannesburg en déclarant que les forces de l'UNITA de M. Jonas Savimbi se livraient au trafic illégal de l'ivoire sur une grande échelle. Le colonel Jan Breytenbach, du prestigieux bataillon de parachutistes qui a combattu aux côtés de l'UNITA, a révélé cette affaire après que ses supérieurs eurent refusé d'ouvrir une enquête.

La vigueur de ces secousses est à la *mesure de la ténacité des organisations* d'opposition. Le Mouvement démocratique de masse a tenu sa conférence nationale sur le thème de la démocratie à la fin de l'année 1989. Cette réunion, interdite par les autorités en 1988, a marqué un nouveau tournant, à la fois par l'ampleur des forces qu'elle a regroupées autour du document d'Harare et par l'incapacité du régime à répondre à l'attente d'une telle mobilisation pour exiger l'établissement d'un Etat démocratique.

(1) Lire Harold Wolpe, *Race, Class and the Apartheid State*. James Currey, UNESCO, Londres, 1988.

(2) *Cf.* Victoria Brittain, « L'ordre intérieur, priorité du gouvernement sud-africain », *le Monde diplomatique*, février 1989.

(3) *Cf. The Times*, Londres, 27 octobre 1989.

(4) *Southcan*, Londres, vol. IV, no 48, 17 novembre 1989.

(5) Déclaration au Forum de l'économie mondiale, Davos, janvier 1989.

(6) Francis Wilson et Mamphela Ramphele, *Uprooting Poverty*, Norton, New-York, 1989.

(7) *Sowetan*, Johannesburg, 24 octobre 1989.

(8) *Weekly Mail*, Johannesburg, 20 octobre 1989 ; *Guardian*, Londres, 22 et 24 octobre 1989.

PRUDENCE DE L'UNION SOVIÉTIQUE DANS UNE « CHASSE GARDÉE »

Que peut attendre l'Amérique latine de la perestroïka ?

L'UNION soviétique a condamné, le mois dernier, l'intervention militaire des Etats-Unis au Panama. Déjà, au sommet de Malte, MM. Bush et Gorbatchev avaient exprimé leurs divergences sur les conflits en Amérique centrale. Face aux accusations américaines, les Soviétiques affirment qu'ils n'envoient plus d'armes dans cette région. Le message s'adresse à toute l'Amérique latine. L'Union soviétique veut, en effet, cesser d'être perçue comme une menace et multiplie les initiatives politiques dans un continent longtemps considéré par Washington comme sa « chasse gardée ».

Par FRANÇOISE BARTHÉLÉMY

« Le climat d'optimisme qui règne actuellement dans le monde doit sans doute beaucoup à M. Gorbatchev, dont le discours sur la dette devant les Nations unies a été un modèle. (...) *Cette détente est très favorable aux pays en développement, et elle a facilité la conclusion de plusieurs conflits régionaux. Alors, pourquoi pas l'Amérique centrale ? »* L'auteur de ces propos (1), M. Carlos Andrés Pérez, président du Venezuela et vice-président de l'Internationale socialiste, jouit à Moscou d'une bonne image. Ce n'était pas le cas dans les années 70.

M. Victor Volski, directeur de l'Institut d'Amérique latine, jugeait alors avec sévérité ce *« social-démocrate »* qui faisait le jeu de la bourgeoisie locale. *« Voilà un homme remarquable, d'une étonnante souplesse. Il traverse en ce moment de graves difficultés. Je l'apprécie beaucoup »*, estime aujourd'hui M. Anatoli Bekarevitch, vice-directeur de ce même institut sur lequel a soufflé le vent de la perestroïka. *« Avec l'Amérique latine, nos relations sont trop modestes, bien qu'en plein essor. Nous partageons les mêmes vues sur des questions aussi essentielles que le nouvel ordre économique international, le désarmement, la dénucléarisation. Par ailleurs, les changements internes dans notre propre économie favorisent la création d'entreprises à capital mixte, avec l'Argentine et le Brésil notamment.* (...) *Il s'agit d'établir des relations mutuellement avantageuses, sans aucune intention de porter préjudice aux Etats-Unis, à d'autres pays ou groupes de pays. »*

L'heure est bien au pragmatisme (2), et la presse n'est pas en reste. Saluant les performances économiques du Chili par rapport à celles de ses voisins, le journaliste Vladislav Tchirkov s'interroge sur les modèles de développement suivis lors de l'éclatement du pacte andin, en 1975 : *« Qui donc avait raison ? Ceux qui s'efforçaient de limiter les activités des multinationales dans leur pays, ou ceux qui ouvraient grand la porte aux capitaux et aux produits étrangers ?* (3) »

De tels jugements ne pourront que faciliter le rétablissement des liens diplomatiques, économiques et commerciaux avec Santiago – où l'entreprise panamo-chilienne Lada-Chili a battu en 1988 les records de vente de voitures, faisant mieux que General Motors, Volkswagen et Nissan (4) – et, plus largement, les relations privilégiées avec les « nouveaux centres de pouvoir ». Ceux-ci répondent à l'appel. Après la visite à Moscou, en 1986, du ministre des affaires étrangères du Mexique, M. Bernardo Sepulveda, on a assisté à un véritable défilé de chefs d'Etat : l'Argentin Raul Alfonsin, l'Uruguayen Julio Sanguinetti, le Brésilien Julio Sarney, lequel a signé avec M. Gorbatchev, le 19 octobre 1988, une importante « Déclaration sur les principes de l'interaction au nom de la paix et de la sécurité nationale » (5).

Ces voyages se sont soldés par la mise au point de nombreux accords commerciaux, scientifiques et culturels, mais, surtout, ils ont pris une valeur symbolique, tout comme la tournée, en septembre 1987, de M. Edouard Chevardnadze, ministre des affaires étrangères, la première qu'un tel responsable soviétique ait *jamais* faite dans le sous-continent. S'achevant par une escale obligée à Cuba, son but essentiel était d'offrir à l'Argentine, au Brésil, à l'Uruguay et au Mexique la nouvelle image – charmeuse et ouverte – d'un pays qui, lui aussi, à sa manière, renoue avec la démocratie et cherche des appuis pour sa politique de désarmement, condition de son propre développement (6). C'est essentiellement à l'Amérique latine – *« où l'Union soviétique ne possède pas et n'a aucune intention d'installer des bases navales, aériennes et de missiles »* – que s'adressait le discours rassurant prononcé par M. Gorbatchev à La Havane, le 4 avril 1989, où l'on trouve tous les concepts d'une politique extérieure complètement rénovée.

« Il existe une volonté politique de développer les échanges, et, en même temps, ces derniers se sont contractés sur le plan économique », souligne M. Sergueï Karavaev, chef de la rédaction pour le cône sud à l'agence Novosti. *« Nous achetons des vivres et des matières premières, et nous vendons du pétrole et des dérivés, des fertilisants, des équipements mécaniques. Le gros problème est le solde commercial négatif qui nous a affectés jusqu'ici. »* En effet, jamais le commerce n'aura été aussi florissant *(voir tableau ci-dessous)* et les liens politiques n'auront été aussi discrets qu'au temps de la dictature militaire argentine – dont l'URSS était le premier client et qui décréta un jour de deuil national à la mort de Brejnev (7) – et qu'à l'époque des généraux brésiliens.

L'arrivée de M. Gorbatchev aux affaires en 1985 marque un nouveau départ. M. Ian Burliay, vice-ministre de la direction d'Amérique latine du ministère des affaires étrangères de l'URSS – naguère simple « département » – explique ce tournant : *« Prévenir l'holocauste nucléaire, donner la priorité aux valeurs universelles sur la lutte des classes exige une communication créatrice entre tous les Etats et les peuples. Nous tissons des liens avec ces pays parce qu'ils ont un potentiel économique croissant, une plus grande indépendance en politique extérieure, une position plus constructive sur les questions concernant l'humanité tout entière et qu'ils mènent des actions coordonnées dans les problèmes régionaux et internationaux. »*

En fait, les initiatives prises par Moscou ont coïncidé avec une dégradation des relations entre l'Amérique latine et les Etats-Unis. Outre le mécontentement dû au protectionnisme grandissant qui frappe les exportations latino-américaines, les divergences entre Washington et ses voisins du Sud se sont aggravées à propos d'un thème brûlant : la dette, facteur de déstabilisation et risque majeur pour les démocraties.

Les experts occidentaux ont considéré comme un *« truc publicitaire »* – qui ne coûterait rien à l'URSS et lui donnerait le beau rôle aux yeux du tiers-monde – les propositions formulées par M. Gorbatchev à l'ONU, en décembre 1988, et dont certaines recoupent celles des créanciers occidentaux : effacer la dette ou établir un moratoire de cent ans pour les pays les moins développés, et, pour les autres débiteurs, lier les remboursements aux capacités économiques réelles, allonger les délais de paiement, créer une agence internationale qui rachèterait les dettes à un prix réduit.

Railleries injustes, pensent les participants à une table ronde organisée à ce sujet (8). Les pays en voie de développement doivent à l'URSS 40 milliards de dollars, soit l'équivalent de sa propre dette externe. La part des crédits alloués aux nations les plus pauvres – qui ne seront pas recouvrés – représente 15 % de cette somme : cela alourdira le déficit du budget de l'Etat, évalué à 35 milliards de roubles pour 1989. Par ailleurs, l'écrasante majorité des prêts accordés l'ont été d'Etat à Etat, à des conditions favorables pour les emprunteurs. Mais les Soviétiques sont arrivés à la conclusion que leurs intérêts seraient infiniment plus affectés s'il se produisait une *« apocalyse de la dette »* qui ferait exploser tout le système des relations économiques mondiales.

Jovial et débordant de vitalité, M. Carlos Muniz Ortega, ministre conseiller commercial du Pérou à Moscou, considère comme *« très avantageuse »* la restructuration de la dette de son pays (800 millions de dollars) envers l'Union soviétique. *« Nous faisons du remboursement de la dette un « levier du développement » : nous la payons en dollars, à condition que l'URSS nous achète en dollars des produits semi-finis et manufacturés : ordinateurs, machines extractives, zinc, câbles en cuivre, articles de cuir et vêtements de coton. Nos polos ont ici un succès fou ! »*

Professeur à l'Institut d'économie mondiale et des relations internationales, membre de l'Académie des sciences, M. Alexander Kislov rappelle que l'URSS s'est prononcée à maintes reprises contre toutes les théories et les doctrines qui justifient l'exportation de la révolution ou de la contrerévolution, contre toutes les formes d'ingérence étrangère dans les affaires des Etats souverains. D'où l'approche *« invariable »* du conflit centraméricain : appui aux efforts de paix menés par l'ONU et par l'Organisation des Etats américains (OEA), appui aux accords de Tela (août 1989) – démobilisation de la Contra et ouverture démocratique au Nicaragua, – pression pour un règlement négocié de la guerre au Salvador, soutien à une *« solution panaméenne »* de la crise du Panama, mais aussi appel aux Etats-Unis pour qu'ils cessent de *« s'en tenir à la force »*.

Selon des boursiers rencontrés à l'université Patrice-Lumumba – qui accueille 12 000 étudiants latino-américains – *« la volonté de consolider la paix, c'est très bien. Mais si l'URSS ne soutient plus les mouvements de libération nationale, ni les pays libérés, qui le fera ? »*

Polémique sur les principes

LE plus nouveau est que, au cours des séances du Congrès du peuple, des députés ont clairement exprimé leurs façons de voir différentes. Ceux dits « de gauche » – représentés par M. Kiva Maidanic – prônent un approfondissement du socialisme et proclament leur attachement à Cuba, tout en estimant d'ailleurs que M. Fidel Castro ne les aide pas en prenant, par exemple, la décision d'interdire dans l'île la circulation de deux revues soviétiques *(les Nouvelles de Moscou* et *Spoutnik)* au lieu de choisir le débat d'idées. L'autre groupe – les « libéraux », dont l'économiste Nikolaï Chmelev est l'un des porte-parole (9) – ne croit qu'à l'économie de marché et souhaite des mutations rapides chez les alliés socialistes du tiers-monde, trop lourds à porter.

La polémique n'épargne pas les collaborateurs de la revue *America latina*, organe de l'Institut d'Amérique latine, éditée en russe et en espagnol et dirigée par M. Sergo Mikoyan. Celui-ci, à l'occasion du trentième anniversaire de la révolution cubaine, a chaudement loué son *« souci permanent de l'homme, si rare dans d'autres révolutions* (10) ». Pour Mme Irina Zorina, *« Cuba est un échec »*. *« Economiquement, le régime est incapable. Politiquement, il n'offre qu'une démocratie restreinte, pour ne pas dire aucune. »* Cet avis, prononcé d'une voix douce et unie, provoque l'irritation contenue de Mme Tatiana Vorozkeikina, chercheur à ce même institut : *« On ne peut pas juger la situation cubaine « en soi », sans tenir compte du blocus des Etats-Unis, maintenu de façon aberrante à l'heure des retrouvailles entre La Havane et sa famille latino-américaine. »* Cette opinion est partagée par M. Bekarevitch, l'un des meilleurs « cubanologues » de l'URSS (11). Bien que critique à l'égard de la « rectification » voulue par M. Fidel Castro (retour au centralisme planificateur), il se montre optimiste quant à l'avenir de ce petit pays, notamment à cause de ses acquis scientifiques et techniques.

« Pourquoi aidons-nous l'Amérique latine ? », s'interroge M. Karen Jachaturov, président du Comité de solidarité avec les peuples – *« et désormais*, dit-il, *avec les gouvernements »* – d'Amérique latine (12). Non sans ironie, il dénonce l'émergence d'une sorte de *« syndrome latino-américain »* à la suite des questions posées devant l'opinion publique sur le coût de cette aide. Certes, reconnaît-il, il faut réviser la politique à l'égard du tiers-monde, marquée pendant des dizaines d'années par trois erreurs : au nom de la bataille entre les « deux camps », l'URSS s'est *retrouvée engagée directement en* Afghanistan, ou indirectement au Cambodge, en Afrique du Sud-Ouest, dans la corne de l'Afrique, dans des *conflits régionaux économiquement* ruineux et gros de conséquences politiques : jusqu'à présent, on n'a pas évalué le montant des débours, probablement des milliards de dollars. En même temps, une aide matérielle généreuse a été accordée *« avec une étonnante légèreté »* aux régimes progressistes et aux Etats à *orientation socialiste*, avec les résultats décevants que l'on sait. Enfin, l'appui à chaque Etat s'est converti en une « gigantomanie » ruineuse : barrages, combinats métallurgiques colossaux, etc. En Amérique latine, de telles erreurs n'ont pas été commises. L'URSS aide deux Etats sur une trentaine : Cuba, membre du COMECON, et, partiellement, le Nicaragua, aux conditions généralement admises dans la pratique mondiale. Que les programmes d'aide deviennent transparents, publics, qu'ils soient placés sous le contrôle du pouvoir législatif, ainsi qu'il est prévu dans le cadre de la formation d'un Etat de droit, fort bien. *« Mais de grâce*, ajoute-t-il, *ayons une vision plus large. Que représente pour nous l'Amérique latine, outre ses immenses apports culturels ? Un continent de géants qui s'éveillent, qui ont atteint un niveau élevé de développement industriel et auprès de qui nous avons des choses à apprendre. Si nous continuons à nous demander : combien nous coûte l'Amérique latine, celle-ci sera amenée à se demander, par dignité nationale : combien nous coûte l'URSS ? Dans ces cas-là, chacun suspecte l'autre... »*

M. Jachaturov exprime les thèses officielles. A l'heure où l'Europe de l'Ouest se désintéresse de plus en plus de l'Amérique latine, les multiples outils de coopération qu'offre l'URSS représentent une carte non négligeable. Les principaux Etats de la région sont d'ailleurs en train de la saisir.

(1) Marcel Niedergang, entretien avec le président du Venezuela, « Pour survivre, l'Amérique latine doit parler d'une seule voix », *le Monde*, 17 février 1989.

(2) *Cf.* Alain Gresh, « L'Union soviétique face aux conflits régionaux : une diplomatie à l'épreuve du tiers-monde », *le Monde diplomatique*, décembre 1988.

(3) Vladislav Tchirkov, « De l'idée à l'idéal », *Temps nouveaux*, nº 24, 13 juin 1989.

(4) Alexandre Karmen, « Un coup d'œil vers l'avenir », *Temps nouveaux*, nº 25, 20 juin 1989.

(5) *Pravda*, 20 octobre 1988. Voir aussi Galina Kouznetsova, « URSS-Brésil : les perspectives de développement du commerce réciproque », revue *Commerce extérieur de l'URSS*, Moscou, janvier 1988.

(6) Jean-Pierre Boris, « Le monde communiste et l'Amérique latine », *in l'URSS et l'Europe de l'Est, Notes et études documentaires*, Nº 17-18, La Documentation française, Paris, janvier 1988.

(7) Marc Edelman, « The other super power : the USSR and America latina », NACLA, New-York, volume XXI, nº 1, 1987.

(8) Table ronde de l'agence Novosti, « La dette externe des pays en voie de développement : la nécessité d'internationaliser les efforts », Moscou, 27 avril 1989.

(9) Nikolaï Chmelev, « Les lois du marché sont partout les mêmes », *Témoignage chrétien*, 10-16 juillet 1989.

(10) Sergo Mikoyan, « Fidelidad a los ideales », *America latina*, nº 6, éditions du Progrès, Moscou, 1989.

(11) Anatoli Bekarevitch et Liudmila Poskonina, *Cuba en el sistema del socialismo mundial. Critica a las concepciones no marxistas*, éditions Nauka, Académie des sciences de l'URSS, Moscou, 1989.

(12) Karen Jachaturov, « Pourquoi nous aidons l'Amérique latine », *Argumenty i fakty* », Moscou, 19-25 août 1989.

UN CONTINENT A VOCATION DE FOURNISSEUR DANS SA MAJORITÉ *

(Echanges commerciaux avec l'URSS, en millions de dollars)

	Exportations soviétiques											Importations soviétiques										
	1970	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1970	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Argentine	2	40	47	42	38	35	31	75	76	64	39	31	440	1 790	3 289	1 744	1 751	1 353	1 473	274	659	896
Brésil	3	30	34	22	247	144	117	84	43	72	28	23	244	390	740	573	796	456	455	336	398	248
Bolivie	0	8	8	14	4	1	1	0,2	–	–	–	3	49	31	16	26	18	3	0,8	–	–	–
Colombie	2	12	14	5	9	5	4	6	–	6	9	10	5	18	17	18	18	18	25	0	5	10
Mexique	1	1	18	5	11	4	2	5	6	10	4	0,3	6	3	26	29	12	18	19	11	44	144
Panama	0	16	23	30	11	12	11	12	15	12	13	0	0,3	0	0	0	0,1	0,1	0	0	0	3
Pérou	0,1	4	5	18	20	6	30	14	13	94	8	0,2	15	16	31	15	22	52	130	107	83	27
Urugay	1	1	4	2	1	2	28	40	6	3	17	1	18	33	69	71	70	57	39	29	37	73
Nicaragua	0	0	0,2	6	58	57	169	255	393	1 438	405	0	0	8	8	7	13	0,6	0,4	11	24	4

Sources : Courrier des pays de l'Est, Paris, et ministère du commerce extérieur de l'URSS.

(*) Les données en roubles sont converties au taux du dollar de l'année. Cuba, membre du COMECON dont les échanges avec l'URSS représentent 70 % de l'ensemble des échanges de l'URSS avec l'Amérique latine, ne figure pas dans ce tableau. Une dizaine d'autres pays latino-américains ont, eux, des échanges minimes avec l'Union soviétique.

LA FIN DES DICTATURES AU PANAMA ET EN ROUMANIE

Justes causes

(Suite de la première page.)

N'y a-t-il pas scandale à ce que des nations démocratiques assistent impuissantes à la souffrance de peuples soumis à la tyrannie de dictateurs sans scrupules ?

Si noble soit-il, le prétexte de « rétablir la démocratie » ne saurait autoriser, en matière de relations internationales, une intervention armée de la part d'un Etat étranger. Nulle puissance ne peut prétendre exercer une fonction de gendarme dans quelque région du monde que ce soit. Une telle démarche relève d'un raisonnement politique dépassé, celui qui caractérisait la guerre froide, dont chacun affirme que nous sommes sortis. Suez, Saint-Domingue, Prague, la Grenade et l'Afghanistan sont encore dans les mémoires, prouvant l'inanité politique de telles interventions faites, il va sans dire, au nom de *« justes causes »*.

Les démocrates qui ne se résignent pas à l'impuissance face au gâchis des dictatures doivent considérer que le principe de non-ingérence suppose aussi l'absence de soutien politique, et surtout économique, à ces régimes. Combien d'entre eux se seraient maintenus durablement sans ces appuis ? Les banques occidentales n'ont-elles pas offert à pleines mains des crédits à ces Etats de l'Est et aux dictatures latino-américaines aujourd'hui exécrées ? Les hommes politiques ont-ils considéré autrement que comme des « marchés » ces pays soumis à des despotes ? N'ont-ils pas encouragé les entreprises à investir, à profiter d'une main-d'œuvre bon marché ? Ces ingérences sont aussi parfaitement intolérables.

Si le monde dessiné à Malte par les deux Grands pour les années 90 devait, au nom de *« justes causes »*, faire fi du principe de non-ingérence, cela annoncerait une nouvelle ère d'injustices aussi grandes que celles que l'on chercherait à réparer et dont le Sud serait la principale victime. Imposée par l'épée et par le sang, la démocratie risquerait de perdre ses vertus et de devenir une hideuse caricature.

Si on admet que le « gros bâton » est légitime pour en finir avec le dictateur Noriega, ne faut-il pas s'attendre qu'il serve aussi au Nicaragua pour en finir avec le sandinisme ? En Libye, pour en finir avec le colonel Kadhafi ? En Iran, pour en finir avec la révolution islamique ? A Cuba, pour en finir avec M. Fidel Castro ? En Colombie, pour en finir avec la drogue ?...

IGNACIO RAMONET



LES DÉSARROIS D'UNE GAUCHE POURTANT VIVACE

Trêve « œcuménique » en Grèce

LA Grèce politique vit dans le provisoire car l'actuelle coalition gouvernementale – réunissant les conservateurs, les communistes et les socialistes – est fondée sur une alliance qui ne saurait durer longtemps. La Grèce économique, en revanche, vit une crise destinée à se prolonger : elle subit durement les effets de son insertion dans la CEE. Et les mesures d'austérité prises le 6 décembre ont mécontenté aussi bien les syndicats que le patronat.

Par FRANÇOISE ARVANITIS *

Ce n'est sans doute pas un hasard si la *crise politique dans* laquelle se débat la Grèce depuis plusieurs mois n'a pu être résolue par les deux consultations électorales qui viennent de se succéder en un laps de temps record. La formation d'un gouvernement « œcuménique » péniblement négociée après les élections législatives du 5 novembre ne peut masquer l'impuissance des trois partis en présence à élaborer une solution politique viable.

Conservateurs de la Nouvelle Démocratie, socialistes du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) et communistes de la Coalition pour la gauche et le progrès *n'ont en effet signé qu'un* accord provisoire. Il s'agit surtout pour les trois adversaires de ménager une pause avant l'échéance du mandat du président de la République au printemps 1990, qui devrait déclencher une nouvelle bataille. En effet, dans l'état actuel du rapport des forces parlementaires, aucun candidat ne sera en mesure de rassembler sur son nom la majorité de voix nécessaire, à moins de quelque évolution inattendue.

Pourtant, les résultats des élections des 18 juin et 5 novembre témoignent d'une majorité sans ambiguïté des *forces progressistes : à eux deux*, le PASOK socialiste et la coalition communiste ont obtenu, avec leurs quelques alliés indépendants, près de 53 % *des voix. Mais c'est précisément dans* cet espace politique que se noue la crise. Une crise profonde, à la fois d'identité et de représentation, que révèle le conflit dévastateur où s'épuisent aujourd'hui les deux composantes de la gauche grecque.

Dans le camp des conservateurs, la situation est nette. L'échec tout relatif de la Nouvelle Démocratie, qui a réalisé des scores enviables mais insuffisants pour lui assurer la reconquête du pouvoir (46,2 % des voix au second essai), prouve que la droite atteignait là ses limites : si son électorat a renâclé devant l'effort supplémentaire qui lui *était demandé, ce n'est pas faute* d'encouragements de toutes sortes. Les largesses préélectorales habituelles – subventions, recrutements arbitraires de fonctionnaires et autres facilités – *lui ont été prodiguées. L'adversaire socialiste s'est vu* – comme il le pratiquait lui-même en son temps – éloigné autant que possible des écrans de télévision, et la tragique coïncidence de l'assassinat, par un groupe terroriste agissant pour son propre compte, d'un membre éminent de la famille néolibérale, le député Pavlos Bakoyannis, ne pouvait que jouer en faveur du « parti de l'ordre », la rassurante droite tutélaire.

Pour la Nouvelle Démocratie, le problème *tient surtout aux limites de ses* effectifs potentiels et à l'inconsistance d'un programme sans imagination. Une droite d'ailleurs plus historiquement que socialement déterminée, héritière *du parti monarchiste et, pour une* moindre part, du courant extrémiste, autoritaire, qui devait en trente ans servir de support à deux dictatures. L'actuel parti conservateur, ébranlé *jusqu'en ses fondements par la perte du* pouvoir en 1981 – *il le détenait depuis* cinquante ans, – a eu dans l'opposition le temps de se constituer en formation structurée. La voie qui doit le ramener à la tête des affaires se révèle sans doute plus longue que prévu, mais elle est bien balisée. Les scories de l'anticommunisme viscéral d'autrefois ont *été « jetées à la poubelle de l'Histoire »*, la volonté d'intégration au camp libéral européen s'affirme chaque jour, les classes dirigeantes sont unies sous une seule et même bannière. En un mot, pour la Nouvelle Démocratie, il ne s'agit plus... que de gagner – *sans partenaire, si possible*.

La question posée par la permanence, malgré les scandales financiers, de l'influence du PASOK socialiste est politiquement plus complexe. La *corruption*, dénoncée à hauts cris, ne suffit pas, d'évidence, à éclairer les causes et les enjeux de la guerre implacable que lui livre la coalition communiste.

Entre les deux adversaires de la *droite*, les divergences *sont inhérentes* à l'histoire de chacun. Pour les communistes, le PASOK n'est qu'une sorte de nébuleuse sans ancrage social, au *mieux située en quelque « centre »* aux contours d'un flou douteux, embourbée, qui plus est, dans le « populisme ». Son idéologie s'écarte de l'éthique rigoureuse prônée par le PC. Ainsi la *mauvaise conduite des uns devient-elle* imputable à tous, marquant d'infamie le parti tout entier. Conclusion : la coalition communiste est légitimement seule habilitée à assumer la représentation des forces de gauche du pays.

Cette analyse développée par l'intelligentsia progressiste ne pèche que sur un point : tandis que le PASOK, puni certes en juin de ses dérives scandaleuses, se maintenait à 39,5 % des suffrages, pour remonter ensuite aux élections de novembre à près de 41 %, la coalition communiste chutait au contraire de *13 % en juin à 11 %* en novembre – sanction d'une expérience de co-gouvernement avec la droite décidée par les dirigeants du parti.

La fraction du peuple grec, numériquement considérable, sur laquelle le PASOK *a fondé sa dynamique* constitue de fait une réunion de forces disparates ; anciens partisans de la républicaine Union du centre (héritière du vénizélisme et fondée par Georges Papandréou, le père de l'actuel dirigeant du PASOK avant la dictature), paysans durement « encadrés » pendant des décennies par une droite répressive et « laissés-pour-compte » *du développement, petits-bourgeois* en marche vers les « bienfaits » de la consommation grâce souvent à une activité semi-parasitaire, travailleurs déçus par le sectarisme stérile des deux partis communistes fratricides, ou encore nouvelles classes moyennes issues du boom urbain de l'après-guerre, ont facilement trouvé asile dans le *Mouvement socialiste panhellénique*, qui apparaît pour la première fois sur la scène politique en septembre 1974, à la chute de la dictature. La Grèce n'avait jamais eu de parti socialiste : nul Jaurès, nul Blum dans son histoire tourmentée.

C'est *dans ce contexte qu'il faut* replacer l'émergence du PASOK, son extraordinaire succès (il est resté au pouvoir pendant huit ans et a gagné trois élections), mais aussi l'autorité *souveraine du « président-fondateur »*, M. Andréas Papandréou, sur les instances de son parti (un seul congrès en quinze ans) et sur les masses qu'il entraîne. *« Mouvement », par ailleurs*, et non « parti », le PASOK s'est longtemps distingué par un tiers-mondisme actif, refusant même jusqu'aux dernières années d'adhérer à l'Internationale socialiste, jugée insuffisamment radicale. Sa mobilité, confrontée aux rigidités communistes, bien exprimée à l'origine par le slogan « spontanéiste » *qui fait alors fureur : « auto-organisez-vous ! »*, séduit les sympathisants « de gauche ». Parrainé par les amis tiers-mondistes de M. Papandréou – de M. Samir Amin à M. André Gunther Franck, – le « *projet socialiste* » radical du PASOK double, par certains aspects du moins, les efforts d'ouverture des rénovateurs communistes : ils ne le lui pardonneront jamais. De là, sans doute, l'anathème jeté sur l'« usurpateur », le « voleur » des voix de la gauche « légitime » grandie dans l'ombre des prisons et dont le long attachement au stalinisme s'est en quelque *sorte racheté par un dur baptême du* sang. Consacrée dès l'automne 1988, la réconciliation des communistes « orthodoxes » et rénovateurs donnera naissance à la coalition pour la gauche et le progrès d'aujourd'hui. Son objectif : « désenclaver » les masses populaires « prisonnières » du PASOK.

Ce dernier semble il est vrai à bout de course. Epuisé idéologiquement par huit ans d'exercice d'un pouvoir de moins en moins « socialiste » et de plus en plus « réaliste », autant dans ses options économiques (politique d'*austérité*) que *diplomatiques (maintien* des bases américaines), il l'est aussi moralement, comme en témoignent les affaires toujours plus nombreuses de corruption, *les abus notoires* d'autorité, les scandales. L'icône Papandréou a perdu sa dorure.

Trop longs atermoiements

ET pourtant, le PASOK fait preuve d'une réelle capacité de résistance. Tout se passe comme *si la structure* relayait la personnalité discréditée du chef. Le groupe parlementaire ne se disloque pas sous les rouages du véritable procès public qui lui est intenté *pendant l'été 1989. Au contraire*, quelques ralliements viennent consolider l'appareil. On constate dans tout le pays un regroupement des troupes autour des organisations locales. Et le résultat des élections confirme clairement la réalité de cette reprise.

Pourquoi ? L'environnement social spécifique de la Grèce avait fondé le succès du « *premier* » PASOK : exacerbation historique des susceptibilités nationales, prépondérance de la petite propriété agricole, attachement à des traditions anachroniques, développement anarchique d'une économie de services fortement atomisée, industrialisation manquée. Le terrain n'était pas plus conforme aux normes européennes que le « socialisme » qui s'y pratiquait. Le décalage de ce pays par rapport au reste de l'Europe ne tient pas seulement à la structure de sa production. Il *s'explique aussi par l'histoire*, car des retards se sont accumulés dans l'immédiat après-guerre en raison des secousses de la guerre civile d'abord, puis des blocages de la dictature. Il est aussi d'ordre civique : la relation des citoyens à l'Etat est de dépendance et, en sens inverse, d'oppression, rarement de réciprocité.

La dérive des socialistes s'explique sans aucun doute par l'exploitation de plus en plus démagogique de ces traits socio-historiques, que le projet *initial du PASOK visait au contraire* à atténuer. De son côté, la gauche « traditionnelle » communiste s'est entêtée dans le refus d'un phénomène qu'elle se trouvait impuissante à maîtriser.

Quel rôle peut donc désormais jouer la gauche grecque, enfermée dans ses *contradictions internes, pour faire face* aux choix fondamentaux de société que l'Europe en marche va lui imposer ? Une chose semble en tout cas acquise : cette crise profonde n'a de chance *d'être féconde que si, de part et* d'autre, stratégie et tactique sont repensées dans la logique du réel et non plus en fonction d'équilibres sociaux dépassés ou de rapports de force uniquement *partisans*. Or, pour l'instant, il faut bien constater que le débat d'idées est à peine amorcé.

* Journaliste.

Une économie sous le choc

Par PETROS LINARDOS

SANS attendre l'instauration du marché unique européen en 1993, la libre circulation des marchandises et des capitaux fait déjà sentir ses effets dans l'économie grecque. Les difficultés actuelles de financement du secteur public et la dégradation de la balance des paiements *sont les signes* tangibles d'une crise profonde que n'a pas enrayée, bien au contraire, l'entrée du pays, en 1981, dans la Communauté économique européenne (CEE).

Déjà, à cette époque, la situation n'était guère satisfaisante. En poussant les entreprises à un repli sur elles-mêmes, la libéralisation des échanges a accentué les déséquilibres. Au lieu de contribuer à moderniser l'appareil productif, de le « tirer par le haut » – idée défendue aussi bien par les libéraux que par les partisans néokeynésiens d'une intégration par le développement – l'arrimage à l'Europe a affaibli la compétitivité de l'industrie comme *celle des secteurs* agricole et de service, en particulier le tourisme.

Selon le dernier rapport confidentiel du Fonds monétaire international (1), la productivité du capital, après avoir baissé de 40 % dans la seconde moitié des années 70 (par rapport à la période *1963-1972*), a *chuté* de 60 % dans les années 80.

Le recul concerne *en premier* lieu l'industrie. Pour la période 1979-1987, la valeur ajoutée des industries manufacturières a diminué chaque année de 0,2 %, alors que pour l'ensemble de la *Communauté* européenne elle augmentait de 0,7 % (2). L'écart est encore plus marqué en ce qui concerne la productivité : elle diminuait, pour la même *période*, de 1,6 % par an alors qu'elle augmentait de 2,7 % pour l'ensemble de la CEE. Le secteur le plus touché est celui des biens de consommation durables dont l'indice de production a chuté de 25 % entre 1981 et 1989.

Une analyse systématique révèle que, entre 1980 et 1986, les importations en provenance de la CEE sont passées de 27 % à 50 % du produit *industriel intérieur grec*, les branches traditionnelles – alimentation, textiles, habillement, chaussures – étant les plus affectées par la concurrence (3).

Une étude commandée par la CEE *et réalisée par* un institut proche du patronat (4) explique la baisse de productivité par la sous-utilisation des équipements et la petite taille des *entreprises ainsi que par les failles dans* la gestion et l'organisation du travail. Ainsi, contrairement aux dogmes libéraux, les réactions à la crise et à l'intensification de la concurrence, ne conduisent pas *nécessairement à la* modernisation : en Grèce, la tendance est à la reproduction des structures traditionnelles. Certes, dans certaines branches à haut degré d'automatisation, d'importants progrès technologiques sont accomplis ; mais ils s'accompagnent ailleurs de la fermeture d'entreprises, entraînant un accroissement de la parcellisation de l'emploi et du travail à *domicile, comme dans le* secteur de l'habillement. Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, la taille des unités de production a diminué : entre 1978 et 1988, *le nombre de personnes employées par* entreprise est tombé de 5,4 à 5 (de 6,7 à 5,4 pour la région d'Athènes) (5).

De nouvelles mesures d'austérité

LES politiques de subventions et de *restrictions salariales* ont permis aux entrepreneurs de maintenir des unités peu compétitives. Depuis 1982, le PASOK a instauré des aides généreuses à l'investissement – de 30 % à 35 % de la dépense, – *renforcées* par les « programmes intégrés méditerranéens » de la Communauté. Ce système n'a pas entraîné une réelle modernisation de l'appareil de production.

Ainsi le programme d'austérité qui a suivi la dévaluation de la drachme de 15 % en 1985, et qui a conduit à une diminution des salaires réels de 12 % à 20 % selon les catégories, n'a pu enrayer ni la baisse de productivité ni l'accroissement du déficit commercial. A partir de 1987, le choix en faveur de taux d'intérêt élevés a permis d'attirer les capitaux de ressortissants grecs vivant à l'étranger ainsi que des capitaux sortis illégalement du pays. Mais, *selon la Banque de Grèce, ce facteur* de stabilisation de la balance des paiements est conjoncturel (6).

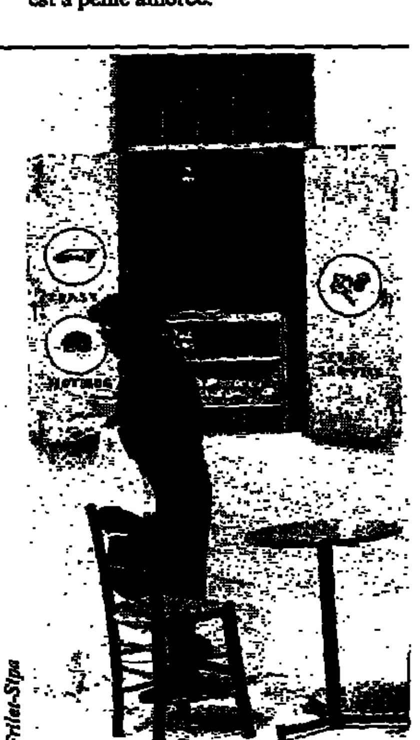
Deux autres problèmes inquiètent les responsables : l'augmentation du déficit public et l'alourdissement de la dette. La droite (mais, à gauche, on reprend volontiers les mêmes arguments) en rejette la responsabilité sur *la gestion du parti socialiste*. Il est vrai que le gouvernement de M. Papandréou a procédé au gonflement des dépenses sociales et des subventions *sans qu'augmentent parallèlement* les recettes de l'Etat, rognées par la faiblesse de l'imposition directe, la fraude fiscale et l'extension de l'économie souterraine non contrôlée. Enfin, les taux *d'intérêt élevés ont* alourdi le service de la dette du secteur public. En 1988, il représentait 70 % des besoins de financement du pays et le déficit budgétaire approchera cette année 20 % du produit intérieur brut (PIB).

Entre *1980 et 1987, les dépenses de sécurité sociale* sont passées de 8 % à 13 % du PIB, celles des administrations publiques de 20 % à 39 % du PIB (7).

Or les recettes n'ont pas suivi. Entre 1980 et 1986, les seules catégories socio-professionnelles dont l'impôt a augmenté sont les salariés et les retraités, tandis que diminuait celui des commerçants, des industriels, des professions libérales, des rentiers et des *agriculteurs* (8).

En 1987, l'*impôt sur le revenu* représentait 4,6 % du PIB – la moyenne européenne étant de 11,2 % – et celui sur les sociétés 1,7 %, soit environ la *moitié de la moyenne européenne*. Non seulement la lutte contre la fraude fiscale a échoué, mais le développement des activités non déclarées menace les rentrées de l'Etat. *En 1988*, pour la *première fois*, les recettes de la TVA ont diminué en termes réels. Les conséquences sont dramatiques : menaces sur la sécurité sociale, déclin des systèmes de *santé publique et d'enseignement*, abandon des dépenses d'infrastructure remplacées par de « grands projets » de travaux publics offerts à des capitaux privés *étrangers. Une* situation à laquelle ne peut remédier l'augmentation des maigres crédits offerts par les fonds structurels de la CEE.

La politique des taux d'intérêt compétitifs, pas important vers la libre circulation des capitaux et l'intégration du système bancaire grec au marché unique européen, a surtout permis de canaliser une partie de l'argent provenant de l'économie souterraine et des profits réalisés grâce aux programmes d'austérité. L'épargne privée est passée de 12 % du PIB en *1986* à *15 % en* 1988 ; si l'on ajoute les achats directs de titres publics, le pourcentage atteint 20 %. Ce financement de la dette publique, favorisé par la faible demande de crédits du secteur privé, semble avoir plafonné en 1989, et le gouvernement a annoncé le 6 décembre de nouvelles mesures d'austérité. La mise en valeur de l'argent se fait grâce à l'endettement du secteur public ou par une redistribution périodique des revenus en faveur du capital, non par l'investissement.



Frilet-Sipa

LA TRADITION BOUSCULÉE

A défaut d'une politique nationale et communautaire prenant en compte les besoins prioritaires et les niveaux de développement, le marché unique risque d'accentuer les déséquilibres sociaux et économiques de la Grèce.

(1) *IMF Greece Staff Report*, 21 mars 1989.

(2) OCDE, *Statistiques rétrospectives*, 1989

(3) T. Giannitsis, *L'intégration à la Communauté européenne et les conséquences pour l'industrie et le commerce extérieur* (en grec), Fondation des études méditerranéennes, Athènes, 1988.

(4) *The Competitiveness of the Greek Industry*, Institut de la recherche économique et industrielle, Athènes, 1987.

(5) Recensement du 30 septembre 1988.

(6) *Rapport du gouverneur de la Banque de Grèce pour l'année 1988*, Athènes.

(7) OCDE, *Statistiques rétrospectives*. 1989.

(8) *Etudes économiques : Grèce*, OCDE, Paris, 1987.

UN PEUPLE DIVISÉ TOUJOURS

Le Liban au miroir des déchirements arabes

APRÈS quinze ans de guerre au Liban, la lassitude d'une population désarmée ne suffit pas à ramener les milices à la raison. L'obstination du général Aoun à refuser les accords de Taëf a, au contraire, attisé leurs sanglantes rivalités. Directement ou indirectement, Israël, la Syrie et l'Irak s'affrontent sur le terrain libanais. Et tandis que l'Intifada est entrée dans sa troisième année, les négociations sur les droits des Palestiniens sont dans l'impasse. De surcroît, dans l'attente d'une insaisissable paix, de périlleux arsenaux s'accumulent. Plus le temps passe, plus compliquée apparaît la solution de ce conflit régional.

Par ALAIN GRESH

Pathétiques, ils se rassemblent par milliers devant le palais de Baabda pour clamer le nom de leur idole et conspuer ses adversaires et le monde entier qui les abandonne. Solitaires, ils sont fiers de résister aux menaces syriennes, fiers de leur chef, le général Aoun, qui s'identifie à la fois à Napoléon et à de Gaulle. Le nombre et la détermination de ces hommes et de ces femmes venus de Beyrouth-Est, ou des villages du « réduit chrétien », a surpris nombre d'observateurs : assisterait-on au réveil du pays réel ?

Incontestablement, les manifestations du début du mois de décembre, devant le palais présidentiel à Beyrouth, ont reflété un double rejet. D'abord celui des forces traditionnelles, symbolisées par des députés souvent nonagénaires, qui se sont partagé le Liban depuis l'indépendance. Dès 1949, un journaliste pouvait noter : *« Ce qu'on appelle l'Etat n'est plus que cette immonde foire ouverte aux plus insolentes entreprises des aventuriers qui ont mis au pillage le bien de la nation* (1). »

La guerre civile qui éclate en avril 1975 témoigne d'un vaste refus de ce Liban des grandes familles, et aux dirigeants traditionnels se substituent parfois, plus souvent se surajoutent, les chefs de guerre. Quinze ans plus tard, oublieux de leurs idéaux politiques, ils ont transformé leurs milices en moyens de financement : elles investissent le domaine économique, prélèvent des impôts et des droits de douane, organisent le trafic d'armes ou de drogue. Le premier signe d'autorité du général Aoun avait d'ailleurs été de mettre au pas les Forces libanaises, après de violents combats, en février 1989.

En appuyant massivement le commandant de l'armée contre le président Hraoui élu le 24 novembre dernier, les manifestants disent aussi « non » à « leur » milice – les Forces libanaises – qui a cautionné les accords de Taëf, obligeant ses dirigeants à de pénibles contorsions. Leur chef, M. Samir Geagea, en voyant ses hommes déserter pour rejoindre le général Aoun, a annoncé sa décision *« de se ranger aux côtés des soldats pour défendre les régions Est. Nous n'épargnerons aucun moyen politique ou militaire pour faire face à une agression. Mais je tiens à souligner que le président Hraoui est un fils de ces régions et qu'il porte celles-ci dans son cœur* (2). »

Honnis dans les régions de l'Est, les dirigeants traditionnels et les chefs de guerre ne possèdent guère plus d'autorité à l'Ouest parmi les simples citoyens, outre le droit de vie et de mort. Là aussi, les milices ne sont que des paravents aux forces confessionnelles, de simples instruments au service d'ambitions personnelles (3).

Cette conjoncture permet au général Aoun de se prévaloir d'une légitimité nationale. *« Ecoutez le mouvement qui s'est rassemblé pour me soutenir. Il manifeste pour le Liban. Tout le Liban, rien d'autre* (4). » Tout le Liban ? Sûrement pas. Pas plus que les dizaines de milliers de pieds-noirs qui manifestaient en janvier 1960, lors des fameuses journées des barricades, ne représentaient toute l'Algérie. Comme eux, les chrétiens libanais sont face à un choix douloureux : accepter leur environnement – ce que souhaitent nombre d'entre eux – ou s'enfermer dans un refus suicidaire où les engage le général Aoun.

Car cette foule, mobilisée autour du palais présidentiel, n'est pas *le Liban*. Elle ne s'en cache même pas : *« Nous sommes des chrétiens, que les musulmans et les juifs nous foutent la paix !* (5) » Le général Aoun lui-même n'a eu aucun mot pour les souffrances de ces autres Libanais, qui représentent les deux tiers de la population : regardant, de manière nostalgique, vers *« notre mère »*, la France, il est incapable de voir les centaines de milliers de ses concitoyens qui vivent au-delà de la ligne de démarcation de Beyrouth.

Faut-il alors s'étonner que la sympathie suscitée par la « guerre de libération » déclenchée contre les Syriens le 14 mars 1989 se soit rapidement transformée en réserve puis en méfiance ? Que les maronites du Nord ou les chrétiens de Zahlé, cette ville dont est issu le président Hraoui et qu'il a défendue contre les Syriens en 1981, ne se rallient pas à ce qui apparaît comme une tentative désespérée menaçant de compromettre l'avenir des chrétiens au Liban ?

Outre une incertaine et périlleuse solution militaire, deux voies s'ouvrent au pays. La première consisterait à favoriser une entente entre les milices. Le 28 décembre 1985, à Damas et sous l'égide syrienne, les chefs des trois principales organisations militaires, MM. Nabih Berri, pour le mouvement chiite Amal, Walid Joumblatt pour les druzes et Elie Hobeika, chef des Forces libanaises, signaient un accord de réforme constitutionnelle dont le contenu était assez proche de ce que seront les accords de Taëf (6). Mais une partie importante du camp chrétien le rejeta et M. Elie Hobeika fut éliminé au profit de M. Samir Geagea.

Une autre voie est celle des structures légales du pays, ou plutôt ce qui en reste. Les quatre-vingt-dix-neuf députés libanais ont été élus en 1972, et depuis lors leur mandat a été régulièrement prorogé : soixante-treize seulement sont encore vivants. On peut, à juste titre, gloser sur la représentativité de vieillards qui ont voté, successivement, sous la protection des canons syriens ou israéliens, pour des présidents aux orientations divergentes. Mais le Parlement reste, quoi qu'il en soit, l'un des derniers vestiges d'un Liban uni et, aussi bien la Ligue arabe que la communauté internationale ont jugé qu'il était la seule instance, en consultation avec les chefs de guerre, qui pouvait engager le pays dans la longue voie du retour à la paix.

Réunis donc à Taëf durant près d'un mois, à l'initiative du comité tripartite (Algérie, Arabie saoudite, Maroc) mis en place par la Ligue arabe, soixante-deux parlementaires ont adopté à la quasi-unanimité, le 22 octobre 1989, un plan de réformes prévoyant la réduction des pouvoirs du président maronite au profit du conseil des ministres et, surtout, du premier ministre musulman sunnite. Le Parlement serait désormais composé à parts égales de chrétiens et de musulmans. Dès l'élection du nouveau président et la formation d'un gouvernement d'union nationale, commenceraient le désarmement des milices et l'extension de l'autorité de l'Etat.

Si la nécessité d'en finir avec l'occupation israélienne a fait l'unanimité à Taëf, la présence syrienne a suscité de longs débats, en particulier parmi les députés chrétiens. Finalement, ils se sont ralliés aux propositions arabes prévoyant que *« les forces syriennes présentes au Liban termineront leur rôle de sécurité dans deux ans maximum* [et alors elles seront déployées dans la Bekaa]. *Le temps pendant lequel les forces syriennes resteront dans ces régions sera précisé par l'accord qui devra être conclu entre les deux gouvernements libanais et syrien »*, le comité tripartite arabe s'engageant à superviser les suites de l'accord et à arbitrer d'éventuelles divergences entre Damas et Beyrouth.

Accord imparfait, certes, et par bien des aspects critiquable – il maintient, par exemple, la structure confessionnelle du pays. Mais, comme le proclamait le communiqué des députés chrétiens, *« nous avons tranché entre la poursuite d'une guerre destructrice et un espoir de paix. Un choix négatif aurait coûté un prix trop élevé au Liban et lui aurait fait perdre sa dernière chance de salut* (7) ».

Réuni le 5 novembre au Liban, le Parlement a ratifié le texte et élu un président, René Moawad : il devait régner dix-sept jours. Enquêtant sur son assassinat le 22 novembre, un magazine spécialisé dans les questions du Proche-Orient démontrait, très rationnellement, que tous les acteurs sur la scène libanaise – la Syrie, Israël, l'Irak, le Hezbollah, le général Aoun, les milices de M. Joumblatt et de M. Nabih Berri, – avaient des raisons de se débarrasser de René Moawad. Et de conclure qu'on ne connaîtrait sans doute jamais le nom des assassins (8).

Situation absurde, sans doute, mais reflet des folles alliances qui ponctuent les affrontements au Liban : ainsi l'OLP, pour défendre les quatre cent mille Palestiniens soumis, entre le printemps 1985 et le début de 1988, à de violentes attaques de la part d'Amal (9), s'allie à la fois aux phalangistes puis au général Aoun – lui-même aidé par l'Irak – et au Hezbollah – dépendant de l'Iran. Un seul principe guide les stratégies de survie : *« Les ennemis de mes ennemis sont mes amis. »*

Nul n'oserait affirmer que les accords de Taëf conduisent tout droit à la fin de la guerre. Par contre, il est certain que l'obstination têtue du général Aoun ne mettra pas fin à cette « guerre de mille ans ». Le Liban resterait un champ de bataille, où les puissances régionales, par l'intermédiaire des différentes milices ou directement, régleraient leurs comptes aux frais du peuple libanais.

La filière irakienne

ISRAËL et la Syrie, depuis longtemps déjà, mais aussi l'Iran de la révolution islamique ont fait du Liban le champ clos de leurs rivalités (10). Et voilà que, à l'issue d'une longue guerre contre le régime de l'ayatollah Khomeiny, l'Irak est de retour sur la scène arabe et libanaise. Disposant d'une armée puissante et aguerrie, d'une industrie d'armements hautement performante (ce dont témoignent le lancement d'une fusée de trois étages dans l'espace au début du mois de décembre et la mise au point de fusées sol-sol d'une portée de 2 000 kilomètres), l'Irak aspire à un rôle régional, malgré des difficultés financières, sans doute provisoires, que lui valent ses énormes dettes.

Le président Saddam Hussein, qui fut pendant de longues années le principal pourvoyeur de fonds du Front du refus palestinien et du terroriste Abou Nidal, a forgé aujourd'hui une solide alliance avec l'OLP à laquelle il fournit asile, fonds et aide politique. Il a constitué aussi, au mois de février 1989, le Conseil de coopération arabe (CCA) avec l'Egypte, la Jordanie et le Yémen du Nord. Ce choix a soulevé les inquiétudes des monarchies du Conseil de coopération du Golfe, qui avaient appuyé Bagdad durant sa guerre contre Téhéran mais s'émeuvent des ambitions supposées du trop puissant voisin.

Avec l'Arabie saoudite, surtout, la tension est perceptible : rancunier, M. Saddam Hussein n'est pas près d'oublier que, en 1986-1987, le roi Fahd, en concertation avec le président syrien Hafez El Assad, avait tenté de négocier avec l'Iran la fin de la guerre du Golfe en échange de la destitution du numéro un irakien. En intégrant le Yémen du Nord au CCA, en encourageant la réunification des deux Yémens, le dirigeant irakien suscite le mécontentement de Ryad pour qui la péninsule arabique relève de son aire d'influence exclusive. En guise de réplique, l'Arabie saoudite aurait joué un rôle actif dans le refroidissement récent des relations entre Le Caire et Bagdad, lié au sort des travailleurs égyptiens en Irak, ainsi que dans le rapprochement entre le président Moubarak et l'ennemi mortel du leader irakien, le président Hafez El Assad.

C'est contre la Syrie que M. Saddam Hussein a décidé de porter le fer au Liban. Il a massivement armé et financé le général Aoun et n'a accepté que du bout des lèvres, sous la pression de la Ligue arabe et de Washington, d'arrêter les fournitures d'armes après la signature des accords de Taëf. L'impasse actuelle, si elle devait déboucher sur de nouveaux affrontements, verrait sans aucun doute une reprise de l'intervention irakienne.

Le monde arabe vit une période sans précédent de divisions, d'affrontements entre des cliques préoccupées avant tout par leur survie et dont la seule légitimité est la force des armes et l'efficacité des *moukhabarat* (police politique). On est loin des divisions idéologiques et politiques qui, dans les années 50 et 60, mettaient aux prises les nationalistes arabes conduits par Nasser et par les pays conservateurs. Cette fragmentation, censée être fondée sur des intérêts d'Etat, ces alliances chaque jour remises en cause se reflètent dans le miroir libanais, augmentant les risques d'explosion qui, par vagues successives, pourraient embraser le Proche-Orient.

Un récent rapport de l'Union de l'Europe occidentale (11) s'inquiétait du surarmement de la région : 600 milliards de dollars de dépenses militaires au cours des dix dernières années ; 25 000 chars de combat, 4 000 avions de combat ; 5 millions d'hommes sous les drapeaux et 2 millions de réservistes. Les armes chimiques se sont accumulées et tous les pays importants disposent maintenant de missiles : Israël a expérimenté avec l'Afrique du Sud un missile de 1 500 kilomètres de portée ; l'Arabie saoudite s'est dotée de *fusées chinoises* de type CSS2 dont la portée aurait été augmentée grâce à des... experts israéliens (12), sans parler de l'Irak, de l'Egypte, de la Syrie.

La « nouvelle ère », marquée par la rencontre de Malte entre les présidents Bush et Gorbatchev, ouvrira-t-elle la voie à l'apaisement dans le tiers-monde ? Rien n'est moins sûr, tant les conflits de ces régions si longtemps envenimés par le jeu des rivalités Est-Ouest sont enracinés dans les réalités locales, et tant les systèmes d'armes se sont répandus. Abandonnées par leurs « parrains », les puissances locales risquent même de se sentir libres de toute entrave. Raison supplémentaire pour faire, au Liban aussi, le pari de la paix.

---

(1) Georges Nacache, *l'Orient*, Beyrouth, 10 mars 1949, cité par Pierre Rondot dans *France-Pays arabes*, juillet 1989.

(2) *Le Monde*, 1er décembre 1989.

(3) Sur les milices, lire Fawwaz Traboulsi, « Reflections on the Crisis of 1989 », à paraître dans *Merip Report*, Washington.

(4) Entretien à *Libération*, 3 décembre 1989.

(5) Un manifestant cité par *Libération*, 29 novembre 1989.

(6) Lire Nadine Picaudou, *la Déchirure libanaise*, Editions Complexe, Bruxelles, 1989, pages 203-205.

(7) *Le Monde*, 25 octobre 1989.

(8) Jim Muir, *Middle East International*, Londres, 1er décembre 1989.

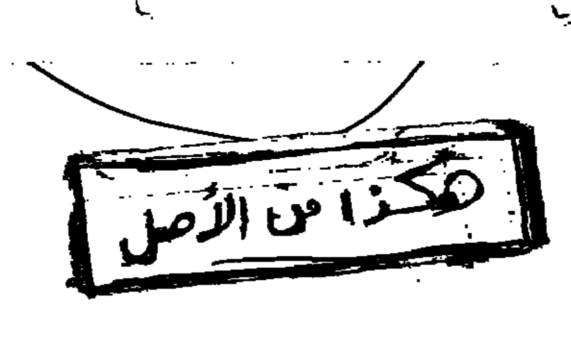
(9) Sur le siège des camps palestiniens au Liban, lire *Revue d'études palestiniennes*, nº 23, printemps 1987.

(10) Lire « Regains d'interventions étrangères au Liban », *le Monde diplomatique*, septembre 1989.

(11) « La sécurité de l'Europe et les événements survenus au Proche et Moyen-Orient », rapport présenté par M. Pieralli, 26 octobre 1989.

(12) *The Guardian*, Londres, 24 mai 1988. Lire aussi sur la prolifération des missiles, *The Independent*, Londres, 7 septembre 1989.

● « L'INTIFADA DANS LA LONGUE DURÉE ». – A la suite d'une correction de dernière heure, deux lignes ont sauté dans l'article de Thierry Hentsch et Roger Heacock (« L'Intifada dans la longue durée ») publié en page 4 du numéro de décembre. Au bas de la troisième colonne, lire : *« Les Palestiniens se libéreront eux-mêmes ou ne seront jamais libres. Cette conviction intime, aujourd'hui partagée par... »* Au bas de la quatrième colonne, au-dessus de l'encadré, lire : *« A toutes fins pratiques, les villageois se gouvernent eux-mêmes. Un vent de liberté... »*. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser de la gêne ainsi provoquée.



EN ATTENTE DE LA PAIX

Retrouvailles villageoises en Amérique

On n'en parle plus ou alors très peu : le Liban du Sud semble tombé dans un trou de mémoire géopolitique. Mais pourquoi en parler, puisque, au fil des années de guerre, il s'est vidé de son potentiel humain ? Dans leur grande majorité les habitants sont partis, laissant derrière eux des maisons aux portes closes, et des champs dégarnis sous un soleil qui ne pardonne rien aux déserteurs.
A quelques kilomètres de là, sous le même soleil, Israël est un éden terrestre. Les Libanais du Sud se sont éparpillés. Au petit bonheur la chance. Qui en Afrique, qui en Australie, qui en Amérique.
Les privilégiés en Europe, bien entendu.
Les villageois de Bint-Jbeil, eux, ont reconstitué leur communauté dans la région de Detroit.

Par HANA JABER

ILS *se sont regroupés, plus par nécessité* que par patriotisme. Survie oblige. Certains établissements prennent parfois une forme originale de transplantation. A Sydney, en Australie, par exemple, *se sont retrouvés la quasi-totalité des habitants* d'Aïtaroun, village frontalier d'Israël. Toutefois, l'Etat du Michigan, aux Etats-Unis, demeure le lieu de prédilection des immigrés du Liban du Sud. De nombreux bourgs y sont « représentés » : Nabatyyeh, *Tebnine, etc.* A Dearborn, ville à la lisière de Detroit, *un chef-canton du Liban du Sud, Bint-Jbeil,* y a transplanté l'essentiel de ses habitants. Bint-Jbeil transporte en Amérique ses espoirs, ses illusions, ses contradictions...

La colline de Maroun-al-Ras offre une vue imprenable *sur Israël. A l'extrême sud du Liban,* Bint-Jbeil *était jadis un gros bourg de 30 000 âmes, lové au* creux d'une vallée. Aujourd'hui, ce n'est qu'un mausolée, gardé par une poignée de fidèles (1). Les autres sont partis, fuyant la guerre, famille après famille. *Ils ont mis le cap sur Beyrouth ; après deux longues heures de routes poussiéreuses et de pay*sages lunaires, ils ont posé le pied sur le trottoir défoncé de la capitale. Dans le quartier populeux de la Cola, où les taxis travaillent à la criée, ils ont répondu à l'appel de l'un d'eux, en partance pour *l'aéroport. Pour quelques livres, serrés dans une* grosse Mercedes, ils ont vécu les dernières minutes de leur vie libanaise, en pensant déjà à l'avenir.

Un avenir qui porte l'empreinte du passé, sans en avoir le goût ni la couleur : Bint-Jbeil là-bas, au Michigan.

Le sort n'est sans doute pas étranger à cet exode. L'aéroport de Detroit porte le nom d'un Libanais originaire de Tebnine, un village proche de Bint-Jbeil, venu chercher fortune sur la Côte est au début du siècle. A l'époque, qui aurait pu prévoir que le *destin de Bint-Jbeil fourcherait, comme un cheveu* malade ?

Hall de J.-Berry Airport. Des familles entières de nouveaux immigrés au teint mat lorgnent le panneau des arrivées. Dans l'attente d'un Yankee encore plus neuf, venu rejoindre la « communauté ». La communauté, *ce sont les 100 000 Libano-Syriens établis* dans l'agglomération de Detroit (2).

Près de la grande ville, à Dearborn, 15 000 Bint-Jbeilois (3) transposent les gestes appris de leurs pères, loin d'ici. De maison en maison, les derniers arrivants retrouvent avec *joie Rasmiyé avec son accent du Sud à couper au couteau,* Oum Fouad toujours penchée sur ses géraniums, Haniyé, qui, enfin, a trouvé un mari.

D'autres ont rejoint leur époux après un divorce blanc. Curieuse formalité sans laquelle, souvent, les familles n'auraient pu *s'installer sur le sol du Nouveau Monde. Pour Sukné, soixante-cinq* ans, arrivée à Dearborn en 1986, la loi américaine d'immigration n'a pas de secret : *« Mon fils, marié à une Bint-Jbeiloise d'Amérique, m'a « tirée » ici ; dès que j'ai eu la* green card (4), *j'ai fait les papiers de mes enfants célibataires, car il faut être célibataire ; ma fille aînée a dû divorcer pour que je puisse la « tirer » ; une fois titulaire de la carte verte, elle réépousera son ex-mari. » Judicieuse démarche qui, tout en destructurant formellement* la famille, vient, paradoxalement, cautionner la structure consanguine locale de Bint-Jbeil.

« Pour que survivent les gardiens du temple »

LE parfum des retrouvailles flotte donc sur les visites, toujours les mêmes et toujours renouvelées. Pour le souvenir, pour les lapsus, comme celui qui glisse de la *bouche d'Oum* Fouad : *« Te revoir, à Bint-Jbeil, après tant d'années... Comme le monde est petit. »* Lapsus qui pourrait être celui de l'Histoire : *« Le monde est grand, ma bonne dame, mais nous sommes nombreux », soupire sa belle-fille.*

Un nombre qui *préserve de l'oubli. Le fil des conversations refait à rebours* le parcours des ruelles tortueuses de Bint-Jbeil. Fil d'Ariane qui ramène aux mémoires ce bourg, posé là-bas comme au creux d'une main désormais vide et *que l'on remplit régulièrement de quelques* poignées de dollars. 90 000 dollars (5) en 1988 *« pour que survivent les gardiens du temple »,* précise Ibrahim.

Et pourtant, tous semblent pris dans le tourbillon d'une vie trop normale pour eux : *dans quel pli de leur mémoire, dans quelle poche* de leur quotidien s'est donc nichée la guerre ?

Certes, les palabres sont émaillées des derniers affrontements qui ne sont pas les derniers, des dernières victimes loin d'être les dernières. *Mais ceux qui se tiraient dessus il y a quelques années se tapent maintenant* dans le dos. Remisées, les étiquettes politiques de temps déjà anciens, dans le *back-yard* (cour intérieure) où s'étirent les *après-midi autour d'un thé.*

Communistes, nationalistes syriens, Amal, Hezbollah, ou encore « collabos » *pro-israéliens* : ils n'étaient pas du même bord mais le sont devenus. De l'autre côté de l'Atlantique, tous sont des nouveaux immigrés, des Yankees en puissance. Et la guerre y est *pour beaucoup. « Cette guerre était mienne ; mais tant d'années de tueries m'ont fait oublier le goût du pays, le pain et le sel »,* dit Abou Hassan.

« Nouveaux immigrés » : nouveau statut social, précieux acquis. Dans la stabilité relative qu'il pro*cure, il se substitue au nomadisme de guerre* qui était le lot des Libanais du Sud ; nomadisme qui les renvoyait, à bord des camions débâchés, du village à la capitale et *vice versa,* à la recherche du degré minimal de sécurité ; pour les éjecter, au bout du *parcours, hors du pays lui-même : « On est en Amérique, à présent ; il faut faire avec. »* De la bouche de Hossein, cette évidence sort comme une sentence du destin.

Querelle des Anciens et des Modernes

CURIEUX destin d'une mémoire collective. Bint-*Jbeil, version américaine, puise ses références* dans les normes ancestrales. On remet au goût du jour les relations féodales des années 30. A cette époque, il n'y avait pas d'*Israël, et à peine un Liban. Un demi-siècle d'histoire semble mis en veilleuse.*

Dans les années 30, le pouvoir local était biclanique (6) ; et les seigneurs qui se disputaient Bint-Jbeil s'appelaient Bazzi ou Baydoun. Les autres familles, dites *al-mahmiyat* (protégées), n'avaient pas voix au chapitre, étant essentiellement compo*sées de bergers et d'éleveurs.*

La dépendance sociale et politique, les aléas des deux guerres mondiales, ont poussé ces mahmiyat à mettre le cap sur l'Amérique. L'Oncle Sam recrutait alors des ouvriers à la chaîne : *« En 1916, ce n'est pas dans un Boeing-747 que je suis arrivé, mais caché dans la cale d'un navire, parmi les cochons et le charbon »,* se souvient encore El Hadj Ali Torfa, octogénaire et doyen des immigrés. Pour trouver du travail, Mohammad Jouni, lui, a dû écrire une lettre personnelle à Henry Ford : *« Mon père avait travaillé dans les usines Ford en 1912... Si vous, Sir Ford, pouviez faire quelque chose pour que son fils, votre humble serviteur... J'ai porté la lettre à la réception ; il faisait froid et je n'avais pas de veste. Quelques minutes plus tard, Henry Ford en personne est venu me voir. »*

L'immigration a donc ouvert les sentiers de la gloire aux anciens. Ils sont devenus hommes d'affaires, industriels, universitaires : *« récompense de tant d'années passées à la chaîne de l'industrie automobile »,* précise El Hadj Mohammad Torfa. A Dearborn, les *seigneurs* de Bint-Jbeil *ne* sont plus les mêmes.

Les nouveaux venus font alors figure de détrônés. Les diplômes acquis au Liban jaunissent dans leurs poches. Ces milliers de Bazzi et de Baydoun, venus en masse depuis 1976 (7), sont arrivés trop tard. Trop nombreux pour se faire une place au soleil. Dur retour de bâton que Youssef, arrivé en 1980, n'est pas près d'admettre : *« Les vieux immigrés étaient des béni-oui-oui au pays ; ils passent du wes au yes et veulent nous représenter ! Une blague... »*

Yes : ou l'Américain modèle. Wes : onomatopée par laquelle, en dialecte libanais, un berger hèle son troupeau ; dure allusion aux origines sociales des anciens immigrés. Rime parfaite, qui donne la mesure du conflit de générations. Rime cinglante, qui fait éclater le conflit d'identité. Pour les « anciens », en voie d'intégration, les nouveaux venus jouent les trouble-fête : *« Depuis 1976, les Libanais du Sud sont devenus porteurs d'une identité qui posait problème aux Américains »,* explique Talal Torfa, sociologue.

Problème d'autant plus grave que les Libanais du Sud forment 20 % de la population de Dearborn (8). Un parfum de xénophobie anti-arabe s'exhale lors *des élections municipales. Les anciens s'inquiètent* pour le label de l'immigré modèle. Les nouveaux, eux, ont un tout autre souci : reconquérir le Graal familial.

Cette reconquête ne va pas plus loin que le seuil *des mosquées de la région de Detroit. A chaque* génération son lieu saint. Aux premiers venus, l'ancienne mosquée construite en 1916 et régie par un « ancien » dignitaire religieux. Les nouveaux siègent *dans une mosquée édifiée en 1980,* et régie par un jeune cheikh. Dans cette querelle de minarets, la poussée chiite au Liban et en Iran ne semble plus qu'un lointain écho. Une brèche paraît séparer le destin des immigrés chiites du *Liban du Sud* de la communauté chiite au Liban. *Mais une brèche ouvre*-t-elle sur une histoire parallèle ?



SUR LA PAIX DES VILLAGES, UNE TROP LONGUE MENACE
« Tant d'années de tueries m'ont fait oublier le goût du pays... »

L'Amérique offre un avenir tracé comme une autoroute : il *suffit* de croire au dollar. Bien sûr, Oum Jamal jure sur la tête de ses enfants et du Prophète qu'elle n'achèterait pas *« toute l'Amérique pour un cent »,* mais déjà elle emploie la monnaie du pays.

A Dearborn, on empile les billets verts comme *jadis, à Bint-Jbeil, on empilait, une à une, les feuilles* de tabac, du petit matin jusqu'à la tombée du jour. Une Amérique qui fait peur à Abdallah : *« Dans ce pays, on peut s'endormir riche et se réveiller sur la paille. »*

Or l'Oncle Sam ne recrute plus de travailleurs à la chaîne. La *débrouillardise devient une règle d'or qui* rapporte son content de dollars ; les Libanais du Sud annexent toute une avenue de Dearborn, la 10e Avenue, à leur commerce de détail et détiennent l'*essentiel des stations d'essence de la région de* Detroit.

Abdallah donne la règle du jeu : *« Tu as 1 dollar, tu vaux 1 dollar. »* Dollar qu'il faut souvent blanchir. Trafic de drogue et contournement des lois d'assurances. On ne crache pas dans la *soupe* de l'Etat, qui *accorde des aides sociales aux sans-ressources.* Nabiha Charara, fonctionnaire chargée des dossiers arabes pour les allocations de *welfare* et elle-même originaire de Bint-Jbeil, raconte ce marché de *dupes : « 60 % des familles de Bint-Jbeil vivent grâce au* welfare. *Ils viennent tous avec une arthrose ou une tension artérielle. C'est l'enfer pour les dossiers commençant par la lettre B : que des Bazzi, Baydoun, Berry... »* B comme Bint-Jbeil.

Bien sûr, chez les universitaires et instituteurs convertis au commerce par la force des choses, l'argent a le parfum du regret. Regret d'une distinction sociale par le savoir.

Un âne, autrefois... Maintenant, les voitures

LE savoir devient savoir-vivre à l'américaine. Des maisons numérotées s'alignent dans un périmè*tre de rues parallèles et perpendiculaires.* Toits en brique, portes closes, rideaux tirés. Le gazon tondu devant, le *back-yard* derrière, les poubelles à l'angle. Le garage : *« Chacun de mes fils a une voiture ; dans ce pays, on n'a pas de jambes quand on n'a pas de voiture »,* fait remarquer Oum Ali. Elle oublie qu'à Bint-Jbeil on se contentait d'un âne et que l'on tirait déjà beaucoup d'orgueil de la voiture du beau-frère *garée devant la maison.*

On est comme résigné à ce luxe. Mais, pour Oum Fouad, cela ne fait pas le bonheur : *« Tout leur confort ne vaut pas une gorgée de thé sous le figuier. »* Pourtant, ce même figuier, à Bint-Jbeil, ombrageait *ses plaintes : trop petite était la maison, entassée la famille, inexistante la cuisine, mince le* filet d'eau, loin le puits, rare le répit...

Oum Fouad est nostalgique, et pourtant... Avec un plaisir à peine coupable, elle décompte les pièces de *sa maison — la maison de son fils, s'entend,* — *ces intimités bien distinctes* qui, à Bint-Jbeil, se mélangeaient pêle-mêle.

Après avoir passé le plumeau sur le mobilier et l'aspirateur sur la moquette, elle descend dans le *basement, lourde de ses soixante-dix ans qu'elle* vient d'amarrer à Dearborn. Le sous-sol (*basement*) est réservé par la loi à un usage très ponctuel en raison de son humidité. Il est aménagé par les Bint-Jbeilois en une véritable salle de séjour à usage quotidien. *Comme là-bas,* on y dort, dîne et reçoit les intimes car il faut bien laisser les étages propres *pour les « visiteurs ». Tant pis pour les rhumatismes.* Oum Fouad y a même installé un téléphone, baptisé ici « le médisant ». Oum Fouad décroche le médisant. Un *« hello, »* prononcé tant bien que mal déclenche une avalanche de nouvelles cueillies au *hasard des médisances ;* au Dearborn Park, où l'on fait régulièrement des méchouis ; dans les mariages, où il est désormais de coutume de jeter sur les mariés non plus du riz ou des fleurs, mais des billets verts, cette bénédiction nommée dollar. Oum Fouad raccroche le médisant, regarde autour d'elle avec satisfaction : *« On dit que j'ai le plus beau* basement *du village. »*

Dernier soir dans le *basement.* Les conversations s'emmêlent comme une pelote de laine. L'habitat, le quotidien et les veillées de Bint-Jbeil semblent posés là, *dans le sous-sol* d'une *mémoire. Le balad* (pays), c'est désormais ici. Les autres font figure d'exilés. Le pays lui-même semble en exil d'une population qui se tisse sa propre histoire. Une petite histoire au parfum d'Amérique, qui vient ricocher sur la grande, *au parfum de diplomatie internationale. Pourtant,* les yeux d'Oum Fouad se voilent en y pensant : *« Dans mon testament, je voudrais être enterrée à Bint-Jbeil » ;* et son fils, Fouad de renchérir : *« Tu préciseras, mère, dans quel Bint-Jbeil, ici ou là-bas, que je puisse prévoir... »*

---

(1) *Il ne reste plus à Bint-Jbeil que 3 600 personnes* environ (chiffre obtenu à partir des registres de l'Association des Bint-Jbeilois, fondée à Detroit en 1982). Il faudrait y *ajouter nombre de villageois cantonnés dans la banlieue* sud de Beyrouth, et qui regagnent le Sud chaque fois que la situation se dégrade dans la capitale (chiffre non évalué).

(2) *Cf.* A. Gebert, *The Detroit News,* cité par Ahmad Ismael, *The Arab American Family,* ACCESS, Detroit, 1988. On précise toutefois que l'écrasante majorité de cette communauté est formée de *Libanais : les chrétiens* habitent dans la banlieue est de Detroit, les musulmans, essentiellement chiites, dans la banlieue ouest (*ibid.*).

(3) Chiffre approximatif ; les services d'immigration ne rendent pas publiques toutes les statistiques, *cf.* Aoun Jaber, « La communauté libanaise aux Etats-Unis », *in* revue *Al Tariq,* Beyrouth, décembre 1984.

(4) « Carte verte ». La *green card* ou *alien card* est un titre de résident permanent, valable cinq ans renouvelables. Elle *donne à son titulaire les mêmes droits qu'au* citoyen américain, sauf le droit de vote.

(5) Fonds récoltés par l'Association des Bint-Jbeilois.

(6) Ce conflit biclanique tendait à disparaître dans les années 60 au profit de courants nationalistes ; dans les années 70, il était quasiment enterré avec la guerre.

(7) La guerre a rythmé les arrivées. Dans les années 70, il n'y avait guère plus d'une centaine de familles. En 1978, on évalue les effectifs à 7 000 personnes après le ratissage du Liban du Sud par l'armée israélienne. L'invasion israélienne en 1982 et la chute de la livre libanaise en 1984 ont décuplé les arrivées aux Etats-Unis. *Cf.* Aoun Jaber, *op. cit.*

(8) Chiffre obtenu de la mairie de Dearborn. Le maire, M. *Michael Guido, se défend de toute accusation de* racisme : *« Je parlais juste des poubelles et du gazon non tondu...* The Lebanese... But I love them... *Donnez-moi du kbobz [pain] et du hommos [purée de pois chiche] et je suis un homme heureux. »* Il faut préciser que les grandes questions américaines ne sont d'aucun intérêt pour les *Libanais : lors de sa campagne électorale, M. Jesse Jack*son, candidat à la présidence, n'a recueilli que 500 dollars lors de son passage à la Grande Mosquée de Detroit. *Somme dérisoire, surtout lorsqu'on sait que la commu*nauté arabo-chaldéenne des environs de la ville se chiffre à 200 000 personnes. *Cf.* Barbara Aswad, *The Greater Detroit Arab and Chaldean Community,* The Arab Festival Committee, Detroit, 1986.



PRIORITÉ A L'AGRICULTURE POUR RECONSTRUIRE L'ÉCONOMIE

Les paysans polonais dans la bataille politique

EN présentant en décembre au Fonds monétaire international son plan d'austérité, le gouvernement de M. Mazowiecki a levé l'obstacle s'opposant à l'octroi de nouveaux prêts, alors que la Pologne est déjà si lourdement endettée. Elément décisif du redressement de l'économie : l'agriculture. Mais comment la moderniser en recourant aux mécanismes de marché sans provoquer de vives tensions sociales et accentuer les *inégalités à la* campagne ?

Par MARIE-CLAUDE MAUREL *

Peu de nations en Europe possèdent une paysannerie aussi nombreuse que *la Pologne* ; le quart de la population vit et travaille sur 2 700 000 exploitations agricoles familiales, d'une taille moyenne d'à peine plus de 5 hectares. Après avoir en vain tenté d'éliminer cette agriculture paysanne, le système socialiste s'est résigné à tolérer ce corps étranger, *sur un mode répressif et discriminatoire*, peu favorable à sa modernisation (1). Si les paysans polonais ont pu conserver la propriété de leurs terres, ils n'ont pu échapper à l'emprise de l'Etat, à l'encadrement de leur activité productive par tout un réseau d'institutions formellement « coopératives », de fait étatisées et bureaucratisées (2). En restreignant les méca*nismes de marché, ce dispositif de* contrôle a induit des effets pervers, car l'agriculture paysanne a certes été conservée, mais ni ses structures ni son mode de production n'ont été modifiés en profondeur.

Paradoxalement, cette agriculture « relique », sorte d'aberration historique qui ne devrait sa survie qu'à la résistance obstinée d'une paysannerie *attardée, doit être considérée comme* l'un des secteurs les moins « dégénérés » d'une économie en déroute et l'un des *mieux en mesure* de s'adapter à la logique du marché. A condition que soient levées les entraves au développement des exploitations agricoles, et que soit mis fin au « système monopolisé » d'Etat qui régit, en amont comme en aval, leurs relations marchandes.

Appelés à jouer un rôle important dans la reconstruction de l'économie nationale, en tant que producteurs de biens alimentaires, les paysans représentent une force sociale avec laquelle il faut compter. Pour avoir méconnu cette réalité en cherchant à les plier à sa logique dirigiste, l'Etat socialiste s'est heurté à bien des déboires. Par sa culture politique, ses traditions de lutte, son poids électoral, la paysannerie représente un enjeu de taille dans la recomposition du paysage politique.

A quelles conditions, après des décennies de discrimination, ce groupe social peut-il être intégré dans la vie économique, et surtout politique et *sociale de la nation* ?

Comment défendre des intérêts bien spécifiques

L'ENTRÉE des paysans sur la scène politique, en partie passée inaperçue, est l'un des faits nouveaux (3). Resté dans l'ombre de Solidarité ouvrière durant les années 1980-1981, le mouvement paysan est en train de s'affirmer comme une force politique et sociale indépendante, porteuse de valeurs, mais aussi d'intérêts, spécifiques. Une cinquantaine d'élus de Solidarité *rurale* siègent à *la Diète* et au Sénat, où ils ont formé une section agricole au sein du groupe parlementaire Solidarité (OKP). *Elus et responsables* de ce mouvement n'ont pas le privilège exclusif de la représentation paysanne, *puisqu'il existe* un Parti paysan unifié (ZSL) jusqu'à présent formation satellite du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), mais qui cherche à s'en démarquer en écartant ses anciens dirigeants et en se dotant d'un nouveau président, M. Dominik Ludwiczak, un authentique agriculteur de la région de Poznan.

Le ZSL, qui a été le pivot du basculement des alliances en août 1989, n'entend pas s'effacer si facilement. Il figure en bonne place dans le gouvernement de coalition de M. Mazowiecki, dans lequel le vice-premier ministre, M. Czeslaw Janicki, détient le portefeuille de l'agriculture. Solidarité rurale a dû se contenter du ministère des questions sociales à la campagne, *confié à M. Artur Balasz. Cette dualité* de la représentation paysanne sur la scène politique comporte des risques de dissension autour d'une pomme de discorde : la restauration du Parti paysan polonais (PSL), principale force populaire d'opposition au pouvoir communiste lors de l'immédiat après-guerre. L'emblème du PSL est devenu un enjeu de légitimation. Le ZSL y trouverait une nouvelle image *identitaire* pour faire peau neuve, tandis qu'en se posant en héritier légitime du PSL, *Solidarité rurale cherche à renouer* avec une tradition agrarienne forte dans la mémoire paysanne et à consolider ainsi son influence.

Autour de ces deux courants politiques majeurs, une constellation de groupes d'initiative se livrent compétition pour réactiver le PSL et sèment la confusion dans le microcosme de la capitale (4). Ces rivalités, ou ces divergences, ne sont pas forcément bien comprises par la base.

C'est un programme d'action concret qu'attendent *les* paysans. L'organisation syndicale Solidarité rurale, dissoute lors de l'état de guerre *(1981), se reconstitue lentement dans* les campagnes. Au lendemain des élections, les agriculteurs ont été absorbés par les travaux des champs. La période hivernale devrait être plus propice. Déjà des structures provisoires ont été mises en place. Localement, il peut arriver que les agriculteurs membres du syndicat travaillent la main dans la main avec les militants du ZSL. Dans *le village de Drobin*, le chef des services agronomiques, président du comité local du ZSL, héberge dans son bureau l'embryon de syndicat, en butte à l'hostilité des dirigeants du POUP.

De l'avis des exploitants syndiqués qui se recrutent parmi la couche des modernistes, il faut *« faire prévaloir une conception syndicale », « défendre les intérêts des agriculteurs »* face à une bureaucratie qui exerce une tutelle tatillonne. La *« restauration des vieillards »* (allusion à quelques figures historiques du PSL) leur importe peu. Préoccupations bien différentes de celles qui agitent la classe politique. La *spirale inflationniste* bouleverse leurs conditions de production. Ils éprouvent un désarroi réel face à des prix d'achat instables, et insuffisamment rémunérateurs, qui mettent en péril leur rentabilité et leur interdit de se spécialiser à bon escient. Un constat qui éclaire les difficultés actuelles d'un tout autre jour que les accusations de spéculation dont ils font parfois l'objet en ville.

Pour le gouvernement polonais, le rétablissement de conditions normales d'approvisionnement est un objectif *décisif dont dépend le maintien de la* paix sociale. Ce n'est pas seulement la question des disponibilités alimentaires qui se trouve ainsi posée, mais plus fondamentalement celle des *prix* ; prix payés aux producteurs agricoles, d'une part ; prix de détail des biens alimentaires, d'autre part. Des prix d'achat trop bas compromettent la rentabilité de la production et découragent les agriculteurs, des prix à la consommation trop élevés mettent en péril la survie des catégories les plus modestes, dont le pouvoir d'achat est rongé par l'inflation. La situation actuelle cumule ces deux séries d'inconvénients (5).

La réforme économique mise en œuvre en 1982 n'a pas créé de véritable marché. L'intégration semi-dirigiste de l'agriculture paysanne a été maintenue, et la formation des prix et du revenu agricoles est restée sous le contrôle strict du gouvernement. Après une nette amélioration en 1981-1982, consécutive à la hausse des prix *d'achat agricoles, les termes de* l'échange entre les agriculteurs et les entreprises d'Etat se sont constamment *détériorés*. La *production, qui s'était* redressée entre 1982 et 1986, a recommencé à faiblir depuis lors (6). En 1988, de mauvaises conditions météorologiques ont réduit la récolte céréalière.

Depuis bientôt dix ans, l'agriculture polonaise subit les effets des restrictions aux importations, tant des aliments concentrés et des fourrages pour le bétail que des engrais, des pesticides et des équipements. De manière plus générale, les pénuries de biens industriels freinent le développement des capacités de production agricole. Les disponibilités alimentaires sont insuffisantes pour toute une série de produits : beurre, laitage, fromage, etc. La production annuelle de viande est l'une des *plus faibles en Europe de l'Est* (82 kilos par habitant). L'industrie agroalimentaire, dont les carences sont responsables de pertes *et* de *gaspillages* impressionnants, fournit des produits de médiocre qualité et peu diversifiés (7).

Sur un marché en proie au déséquilibre, la suppression des mesures interventionnistes (fixation des prix, fortes subventions aux produits alimentaires, rationnement par le système des tickets) décidée en 1988 par le gouvernement de M. Rakowski a suscité une flambée des prix des produits alimentaires. Mais celle-ci n'a pas tellement profité aux paysans. L'inflation galopante fait pression sur les investissements productifs, tandis que les organismes coopératifs et les agences d'Etat chargés de la collecte des produits agricoles continuent à imposer leur loi à des producteurs dispersés et inorganisés. L'introduction des mécanismes de l'économie de marché ne doit pas se borner à libérer les prix, elle passe par le rétablissement d'une pluralité des partenaires économiques. C'est à cette condition que le déséquilibre marchand peut se résorber. Ce que prouve l'exemple du commerce des fruits et légumes – *particulièrement celui des fleurs*, le mieux approvisionné de tous – qui est libre depuis longtemps.

La *« démonopolisation »* apparaît comme un préalable indispensable pour redresser durablement l'agriculture, les nouveaux responsables en sont convaincus et s'emploient à la mettre en œuvre.

Tout l'environnement de l'agriculture, en amont comme en aval, se trouve concerné. Si les entreprises coopératives qui approvisionnent les exploitations agricoles et *collectent* leur production doivent devenir des opérateurs décentralisés, les filières *centralisées qui* les commandent (unions centrales et régionales) devront être supprimées. Des solutions économiques sont à imaginer pour démanteler au plus vite certains monopoles, tel celui de la collecte du bétail par les agences d'Etat.

La création de cinq cents abattoirs privés dans les campagnes est à l'étude. Le ministre responsable des questions sociales à la campagne envisage de faire appel à l'aide occidentale pour les équiper d'un matériel d'occasion qui permettrait *le démarrage* (8). *Le secteur de la transformation laitière* réclame un traitement du même ordre. Pour gagner la « bataille du commerce », l'ensemble des circuits de distribution, y compris le commerce de détail, doivent être réorganisés. Une phase de bourgeonnement des circuits courts est sans doute inévitable pour *démanteler les monopoles*.

Le problème de l'organisation des services à la production est tout aussi préoccupant. Les exploitations familiales ne sont pas suffisamment mécanisées pour effectuer les travaux de culture et de récolte (on compte 1 tracteur pour 2,7 exploitations). Les coopératives des cercles agricoles (SKR) ont la charge des services mécaniques et chimiques, mais leur travail laisse à désirer et leur gestion est souvent déficitaire en dépit du prix élevé des services. *Leur avenir* est en discussion. D'une manière générale, les voies de la désétatisation doivent être plurielles. Sur le plan *économique, il faut faire* appel à l'initiative privée pour créer un substitut au monopole d'Etat ; sur le plan juridique, il faut modifier les formes de propriété de manière que les agriculteurs se réapproprient le capital des coopératives dont ils sont membres.

La capacité de production peut être assez rapidement réactivée, de manière à résorber les déficits alimentaires les *plus* criants ; mais en revanche la modernisation de l'agriculture paysanne est une plus longue affaire. Les *incertitudes de la politique* agricole, *la* pénurie de moyens, les carences de l'équipement en milieu rural, ont bloqué sa mutation technique. Paradoxe d'un Etat socialiste qui, en poursuivant la fin des paysans, conduit à la conservation d'un mode de production archaïque ! Principalement affecté au secteur socialisé, l'effort d'investissement ne s'est pas révélé payant. *Les petites* exploitations paysannes font preuve d'une productivité globale supérieure à *celle des fermes* d'Etat et des coopératives de production, dotées de vastes superficies et dont les équipements productifs par travailleur sont pourtant cinq fois plus élevés (9).

La faillite du système socialiste redonne toutes ses chances à l'exploitation familiale, mais la question se pose de savoir quel « modèle » d'exploitation promouvoir pour assurer sa modernisation. *Dans la perspective* d'une restauration de l'économie de marché, les exploitations paysannes sont loin d'être placées en position d'égalité. Au sein d'un même village, le contraste est frappant entre les exploitants qui sont parvenus à s'équiper, à intensifier leur production en se spécialisant, et les autres, pratiquant avec des moyens rudimentaires une polyculture semi-autarcique et dépendant des services mécaniques de la coopérative, ou de l'aide d'un voisin. Cette agriculture *familiale est déjà fortement* différenciée (10).

Les politiques engagées à partir des *années* 70 ont favorisé l'émergence d'une couche d'agriculteurs modernes, dynamiques, sur des exploitations de bonne taille, bien décidés à investir pour croître (11). Leurs chances de développement sont réelles. Il en va *tout autrement des exploitations* moyennes qui font appel au travail familial pour compenser un faible équipement et qui ne bénéficient pas de l'appoint de revenus extérieurs, comme les petites exploitations de pluriactifs. Elles n'auront pas les moyens de se moderniser.

Selon toute logique, la modernisation devrait revêtir un caractère sélectif, entraînant l'élimination des moins viables et la concentration des terres et des moyens au profit des plus dynamiques. *Les* responsables politiques et les représentants de la profession agricole mesurent-ils le coût social de toute *entreprise de modernisation* ? *Ni les* uns ni les autres n'ont de doctrine établie, de projet ou de modèle de référence, tel celui qui a sous-tendu la modernisation de l'agriculture française dans les années 60.

Cette impréparation n'est pas le moindre des risques que court Solidarité rurale. Si l'exploitant polonais se prend à rêver du destin de son homologue occidental, il n'a pas une représentation claire de ce que pourrait être une agriculture familiale dans une écono*mie de marché*. Les paysans ne risquent-ils pas à nouveau, mais d'une autre manière, d'être perdants ?

* Professeur à l'université de Montpellier.



Elliott-Erwitt-Magnum

LABEUR ET INDIVIDUALISME, SUPERBEMENT INSCRITS DANS LE PAYSAGE
Selon toute logique, la propriété devrait rapidement se concentrer

LE ROLE DÉTERMINANT DES EXPLOITATIONS PRIVÉES

(Eléments de comparaison avec les deux autres types d'unités)

	Secteur socialisé		Secteur non socialisé
	Exploitations d'Etat	Coopératives de production	Exploitations *familiales*
Superficie agricole utile :			
– en hectares	3 521 000	701 000	14 295 000
– en %	18,8	3,7	76,3
Nombre d'unités de production	1 226	2 207	2 729 000
– superficie moyenne (hect.)	2 872	318	5,3
Nombre de travailleurs :	501 000	188 300	3 731 900
– en %	11,3	4,3	84,4
– nombre de travailleurs pour 100 ha.	14	27	25
Valeur des fonds productifs (milliers de zlotys) :			
– par travailleur	7 431	3 637	3 919
– par hectare	1 057	977	1 024
Production agricole finale :			
– en milliards de zlotys	652,3	111,1	3 370,3
– en %	15,8	2,7	81,5
Production agricole marchande :			
– en milliards de zlotys	628,6	91,6	2 761,2
– en %	18,0	2,6	79,3

Source : Rocznik Statystyczny, 1989, GUS (Office central de statistiques), Varsovie.

(1) L'expression *« tolérance répressive »* est avancée par le sociologue polonais K. Gorlach : « On Repressive Tolerance : State and Peasant Farm in Poland », *Sociologia Ruralis*, 1989, 1, pp. 23-33.

(2) *Cf.* Marie-Claude Maurel : *Les paysans contre l'Etat. Le rapport de forces polonais*, L'Harmattan, Paris, 1989, 240 pages, 135 F.

(3) Voir Sylvie Kauffmann, « Les paysans dans la politique », *le Monde*, 12 septembre 1989.

(4) Voir A. Kaczorowski, « Un ou plusieurs PSL ? », *Gazeta wyborcza*, 20 septembre 1989.

(5) Lire l'entretien avec J. Sliz, président de Solidarité rurale, *Zytye gospodarcze*, 17 septembre 1989.

(6) Des séries statistiques complètes sont publiées dans l'étude d'Edith Lhomel, « Les productions agricoles en Europe de l'Est », *le Courrier des pays de l'Est*, nº 336, janvier 1989.

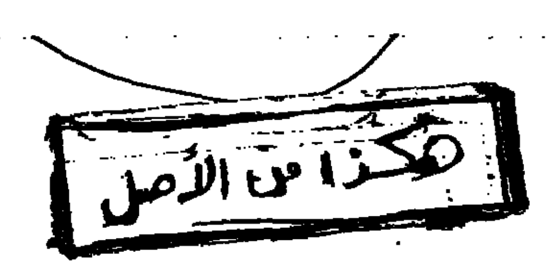
(7) Wilhelm Jampel, « L'industrie agroalimentaire en Europe de l'Est. Production et échanges », *le Courrier des pays de l'Est*, nº 338, mars 1989.

(8) Entretien avec M. Artur Balasz, ministre des questions sociales à la campagne, le 13 septembre 1989.

(9) *Cette* conclusion ressort du rapport d'étude préparé par Anna Szemberg et Stawomir Gburczyk, de l'Institut d'économie agricole et alimentaire de Varsovie, *Agrarian Reform and Rural Development with Particular Regard to Problems of Rural Women and Families. The 1980's Experience in Poland : Recent Policy Orientations.* Soumis par le gouvernement polonais à la FAO, août 1989, 12 pages (diffusion restreinte).

(10) L'analyse de ces différenciations fait l'objet d'un programme de recherche sur les exploitations familiales, en coopération avec Maria Halamska, sociologue à l'Académie des sciences (Varsovie), coordonné par Hugues Lamarche, groupe de recherches sociologiques du CNRS, Nanterre.

(11) Leur importance relative variable selon les régions représente entre 15 % et 20 % des exploitations agricoles.





L'ARME DES ÉCHANGES INTERALLEMANDS

Un géant commercial dans la « maison commune »

JUSQU'AU 9 novembre 1989, *l'existence du mur de Berlin* permettait de « comprendre » les *aspirations du peuple allemand*, explicites à l'Ouest, refoulées à l'Est, *sans risque de les voir se* matérialiser. On pouvait parler de la réunification *comme d'un* processus à très long terme, voire la souhaiter *objectivement* : on savait bien, ou on pensait savoir, que l'inflexibilité politique *sur* ce point de la RDA et de l'URSS la rendait irréalisable.

Aujourd'hui, l'on évoque le *futur d'un géant* économique allemand au cœur de l'Europe, bouleversant les *effets* attendus de l'échéance 1993 du marché unique, soutenant une hégémonie politique. Sur le plan économique, la perspective de la réunification décuple les inquiétudes chroniques concernant la domination irrésistible de la RFA sur le marché est-européen tout entier.

Par MARIE LAVIGNE *

Kœnigsberg i. Preussen

Roger-Viollet

DU TEMPS OU KALININGRAD, ALORS KONIGSBERG, ÉTAIT CAPITALE DE LA PRUSSE ORIENTALE
Bientôt une zone réservée aux investissements en provenance de RFA ?

L'Allemagne de l'Est n'a jamais cessé d'appartenir à l'espace économique allemand. Le signe le plus tangible en est le commerce interallemand. Il est d'usage, en France, de le considérer comme le fondement des positions dominantes de la RFA en RDA, et de s'indigner à l'occasion de la percée qu'elle permet à la RDA sur le marché communautaire.

On connaît les composantes de ce statut particulier. Les échanges entre la RFA et la RDA sont traités par la RFA *comme un commerce régional*, exactement comme des échanges entre deux Länder. Ils sont exempts de droits de douane (mais les marchandises est-allemandes *acquittent le tarif extérieur* commun si elles sont réexportées par la RFA). Les règlements s'effectuent par voie de clearing en une unité de compte dont la valeur est identique à celle du mark ouest-allemand (deutschemark) ; en cas de déséquilibre, les deux parties s'accordent réciproquement un crédit (appelé *swing*, pour exprimer que le solde peut être négatif pour chacune des deux parties – il l'a pratiquement toujours été pour la RDA). Ce crédit ne comporte pas d'intérêts jusqu'à un *certain plafond régulièrement renégocié*. En fait, il s'agit d'un commerce étroitement contrôlé des deux côtés, notamment parce que le système de clearing implique pour les opérateurs ouest-allemands l'obligation d'avoir une licence pour travailler avec l'Allemagne de l'Est (1).

Ces caractéristiques ont été partout rappelées depuis la chute du mur. On *en a moins souligné* l'extraordinaire ambiguïté politique. Ce statut particulier résulte de l'accord de Berlin du 20 septembre 1951 concernant le commerce *entre les deux « zones »* de l'Allemagne, qui pourtant étaient alors toutes deux des Etats distincts. La RFA a d'ailleurs employé l'expression de *« commerce interzones » jusqu'en* 1967, pour le désigner ensuite de commerce interallemand ; la RDA, de son côté, a usé de la périphrase *« le commerce avec la RFA et l'entité politique particulière de Berlin-Ouest »*. Pour la RFA, ce statut correspond à une logique de réunification. Il a été consacré *par le traité de Rome en 1957, et s'est* maintenu malgré la signature en 1972 du « traité fondamental » interallemand normalisant les rapports entre les deux Etats. La RDA pour sa part aurait dû dénoncer ce statut qui lui refuse implicitement la qualité d'Etat. Elle l'a accepté, sans doute, à cause des avantages économiques qu'il lui procurait. Force est aujourd'hui de constater que cela lui facilite objectivement l'évolution vers des formes politiquement admissibles *d'association* avec l'Allemagne de l'Ouest.

Les voies de l'intégration

POUR l'Allemagne fédérale, l'Allemagne de l'Est n'appartient pas à l'Europe de l'Est. On l'a découvert confusément à propos du traitement réservé aux émigrés. Les quelque 5 millions *de réfugiés est*-allemands en RFA arrivés depuis 1948 – les *Ubersiedler* – bénéficient d'avantages plus importants que les *Aussiedler* ou Allemands *ethniques d'Europe* de l'Est, eux-mêmes favorisés par rapport aux autres catégories d'immigrés. Bien au-delà de l'argent de poche remis aux « *visiteurs » d'après la chute du mur* en cadeau de bienvenue, ces immigrés sont réintégrés dans la société allemande – dans *leur* société – qui leur fournit *emploi, logement, sécurité* sociale, dans des conditions bien supérieures à celles qui sont faites aux autres et même, dit-on en Allemagne, aux nationaux *ouest-allemands*. Mais ont-ils jamais cessé d'appartenir à cette nation, dont le passeport leur est rendu, plus que donné, instantanément ?

La vie quotidienne en RFA comme l'organisation institutionnelle imposent cette évidence. Dans les cabines téléphoniques publiques, les chiffres des centraux de RDA *sont affichés séparément* des indicatifs internationaux, et juste après ceux des Länder. Les instituts scientifiques, comme celui où nous avons séjourné durant le premier semestre de 1989 (2), qui étudient l'Europe de l'Est n'ont pas la RDA dans leur champ d'analyse ; c'est un établissement particulier qui conduit à Bonn des recherches spécifiquement centrées sur la RDA, le Gesamtdeutsches Institut (Institut « pour toute l'Allemagne »).

Des manifestations comme la Journée de *l'unité allemande du 17 juin* sont hautement symboliques, même si ce jour, célébré en RFA en mémoire du soulèvement réprimé des ouvriers berlinois en 1953, tend à être vécu comme un jour férié ordinaire. En 1989, le discours prononcé à cette occasion à la session *spéciale* du Bundestag par l'ancien ministre fédéral Erhard Eppler rappelait la vocation (ouest-européenne) de la RFA et rejetait *énergiquement le spectre* d'un Etat national hégémonique *« si redouté par nos voisins »*, mais n'excluait pas un processus *à long terme de rapprochement*, concomitant à celui des deux Europes : *« Eviter que le rideau de fer, rouillant partout ailleurs, ne soit conservé qu'en Allemagne à l'abri de la corrosion* (3). » Et Dorothée Wilms, ministre des questions interallemandes, affirmait que *« nous autres Allemands de l'Est et de l'Ouest devons avoir la conviction, aujourd'hui plus que jamais, que mur et barrages n'existeront plus dans l'avenir »*.

Le processus de « nouvelle unification » ne bouleversera pas à court terme l'équilibre économique interallemand. La partie immédiatement applicable du plan Kohl, antérieure à la tenue d'élections, s'inscrit directement dans la continuité.

L'aide immédiate *ou accélérée de la* RFA concerne essentiellement les procédures de communication entre les deux Allemagnes. Le fonds en devises *prévu pour financer* les voyages des Allemands de l'Est et à terme soutenir la convertibilité du mark est-allemand (*Ostmark*) remplacera le désormais *fameux « argent de bienvenue » donné* aux visiteurs, et sera soutenu par la RFA de manière à assurer un taux de change compris entre 3 et 5 marks est-*allemands pour 1 mark ouest-allemand*. Le Parti social-démocrate (SPD) propose d'aller plus loin en s'inspirant du système de changes fixes géré par coo*pération entre l'Allemagne fédérale et* l'Autriche. La modernisation du téléphone et des chemins de fer améliorera les communications matérielles ; *l'accès de la Lufthansa à Berlin*, souhaité par les deux parties, risque d'être contrecarré par les puissances alliées, dont la présence y prend des allures d'anachronisme.

Une assistance d'urgence aux services de santé, rendue nécessaire par l'émigration massive de 4 500 méde*cins ou infirmières*, s'inscrit *dans un* accord déjà ancien (1974) en ce domaine. Les ministres de l'environnement sont également habitués à se parler ; *il y aura fort à faire pour combat*tre la pollution due à la combustion dominante du lignite en RDA.

Les échanges interallemands sont en perte de vitesse depuis le début des années 80. Pour la RDA, ils sont tombés de plus de 60 % des échanges commerciaux avec l'Ouest en 1980 à *45 % en 1988 (voir les tableaux ci-dessous)*. Pour la RFA, la part de la RDA dans les échanges totaux demeure faible (moins de 1,5 %) et en *baisse légère depuis 1980* (4). *Plus que* le niveau, c'est la structure de ce commerce qui demeure insatisfaisante, avec une proportion excessive de pro*duits intermédiaires* de part et d'autre. Si la RDA s'oriente désormais vers une économie de marché et introduit une législation sur les sociétés mixtes (joint-ventures), les industriels ouest-allemands seront en première ligne comme formateurs et partenaires.

Mais on aurait tort de surestimer l'avantage acquis dont dispose la RFA. La RDA souhaitera normaliser ses relations avec la Communauté ; celle-ci a repris début décembre les négociations exploratoires et s'engage désormais dans la voie d'un accord commercial et de coopération économique avec *la RDA. Inversement*, la RFA détient certes actuellement une part importante du marché de la RDA, mais *l'URSS* est pour elle un partenaire un peu plus important et surtout politiquement plus décisif. La RFA devra choisir entre la RDA et l'URSS : quelle perestroïka financer ? Contrairement à une *vue répandue*, les *échanges entre* l'URSS et la RFA se portent plutôt mal. La part de l'URSS dans les échanges totaux de la RFA a baissé fortement *depuis 1980 (de 2,3 % à* 1,7 %) ; la part de la RFA sur le marché soviétique a légèrement augmenté, ce qui correspond surtout à un déclin de la France et du Royaume-Uni. Certes, les industriels allemands ont fondé plus de 150 sociétés mixtes avec l'URSS sur un total de 800 créées par l'Ouest à la date de début octobre *1989, mais* les Italiens *font* preuve de plus de dynamisme et, lors de sa visite en Allemagne en juin 1989, M. Gorbatchev s'est plaint de la pusillanimité du patronat allemand. Les banques allemandes ne sont pas non plus les plus offensives dans l'octroi des crédits à l'URSS. Tandis que les banques françaises représentaient en décembre *1988 plus de 20 % des crédits ouverts* à l'URSS en devises, les banques allemandes ne détenaient que moins de 15 % des créances. Le financement sur l'URSS représentait à la même date plus de 50 % du financement accordé aux pays de l'Est par la France ; le pourcentage correspondant n'était que de 29 % pour la RFA (5).

Cela contraste fortement avec l'appui politique apporté par l'Allemagne fédérale à la perestroïka en URSS. Les dirigeants allemands sont en pointe pour proposer que l'Ouest accorde des financements plus importants à l'URSS et renonce aux contrôles sur les exportations de technologie avancée (6). De même, la RFA s'est déclarée prête, avant les autres pays occidentaux, à assister l'Union soviétique en accueillant des stagiaires soviétiques dans ses entreprises, mais ce programme *s'est mis en* place avec difficulté en 1989.

Les succès diplomatiques de l'Allemagne fédérale, tout récents qu'ils soient puisqu'ils remontent aux élec*tions de janvier 1987*, ont en quelque sorte déployé un voile de fumée sur les relations économiques (7). Celles-ci, imposantes par leur masse, sont loin de *manifester le dynamisme* des années 70. Quel pourrait être à cet égard l'impact des nouvelles relations entre les deux Allemagnes ?

Méfiance soviétique

SUR le plan politique, les perspectives de réunification, quelle que soit la terminologie employée, ne peuvent que *susciter la méfiance soviétique*, affaiblissant l'aura de M. Kohl comme interlocuteur privilégié en Europe. Certes, pour reprendre les termes du communiqué de juin 1989 entre l'URSS et la RFA, l'on *« renoue avec les traditions européennes historiques »*, et l'on contribue *« à dépasser la séparation de l'Europe »*, mais sûrement pas dans le sens voulu par l'URSS. L'étage allemand dans la « maison commune » européenne risque d'occuper trop de place... Le renforcement de la CEE se fait aujourd'hui parallèlement à une désintégration du COMECON. La RDA, centralement planifiée, n'approuvait pas les projets au demeurant irréalisables d'un marché unique du COMECON. Conquise au marché, elle pour*rait préférer s'associer à une* zone de libre-échange en prise sur la Communauté plutôt que de porter à bout de bras une hypothétique renaissance du *COMECON. Déjà, l'on reparle d'un* ensemble centreuropéen comprenant la RDA nouvelle, la Tchécoslovaquie non communiste, la Hongrie, l'Autriche, *peut-être la Slovénie détachée* d'une Yougoslavie à la dérive. Une telle évolution affaiblirait les liens entre l'URSS et la RDA et rejetterait la première vers la partie sous-développée de l'Europe, en compagnie de la Pologne et de la Bulgarie.

On peut se demander alors s'il n'est pas plutôt de l'intérêt de l'URSS de favoriser une association claire et *approfondie des deux Allemagnes*, qui conjointement pourraient lui apporter ce qu'elle reçoit de mieux tant du COMECON que de la CEE. Ses partenaires *préférés en* RFA – Siemens, AEG, Hoechst, Veba et d'autres – pourraient à leur tour refaire leur unité avec les combinats issus de leur démembrement en RDA, et ensuite essaimer en URSS – où l'on évoque la possibilité de créer une zone économique spéciale dans la région de Kaliningrad, ex-Kœnigsberg, capitale de la Prusse orientale, zone réservée en priorité aux investissements allemands. Méditons *Lénine* et ce qu'il *écrivait en* 1922, au début de cette NEP que d'aucuns considèrent comme la première perestroïka : *« Nous avons besoin de machines... parce que l'industrie commence à revivre chez nous, et il nous est essentiel de développer chez nous l'industrie en la renforçant définitivement par des moyens de production allemands* (8). »

UN MARCHÉ QUI DEMEURE MARGINAL POUR LA RFA

(Echanges commerciaux avec les pays de l'Est, en millions de marks) (1)

	1980		1985		1986		1987		1988	
	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.
RDA	5 293	5 580	7 981	7 636	7 454	6 844	7 367	6 647	7 234	6 789
Union soviétique ..	7 943	7 517	10 527	13 629	9 374	9 299	7 846	7 261	9 424	6 878
Sous-total ...	13 236	13 097	18 428	21 265	16 828	16 143	15 213	13 908	16 658	13 667
Bulgarie	872	324	1 641	464	1 669	399	1 563	353	1 565	322
Hongrie	2 194	1 819	3 063	2 241	2 997	2 082	2 892	2 154	2 759	2 263
Pologne	2 661	2 495	2 834	3 081	2 449	2 596	2 390	2 477	2 889	2 912
Roumanie	1 623	1 599	916	1 594	744	1 659	583	1 430	572	1 389
Tchécoslovaquie ..	1 892	1 901	2 343	2 507	2 294	2 197	2 435	2 188	2 439	2 200
Sous-total ...	9 242	8 138	10 797	9 887	10 153	8 933	9 863	8 522	10 224	9 086
TOTAL	22 478	21 235	29 225	31 152	26 981	25 076	25 076	22 430	26 882	22 753
En pourcentage du commerce total de la RFA	6,4 %	6,2 %	5,5 %	6,6 %	5,1 %	6 %	4,8 %	5,5 %	4,8 %	5,2 %

Source : « Entwicklung des Osthandels der Bundesrepublik Deutschland », *DIW Wochenbericht* (Berlin-Ouest), nº 16, 1989 (statistiques de la RFA).

(1) 1 mark ouest-allemand = 3,41 francs.

LA FRANCE BEAUCOUP MOINS BIEN PLACÉE QUE SA VOISINE

(Evolution des exportations et des importations, en pourcentage)

	1980		1985		1986		1987		1988	
	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.
Part de la RFA dans le commerce de l'OCDE :										
– avec l'URSS : ..	20,5	16	17,2	20,1	21	20,7	21,2	17,5	21,6	16,5
– avec l'Europe de l'Est (RDA incluse)	33,7	35,6	41,4	32,9	43,5	35,9	44,9	36,4	42,5	36,1
Part de la France dans le commerce de l'OCDE :										
– avec l'URSS	11,4	12,1	9,1	10,6	7,4	13	8,5	11,1	7,9	11,9
– avec l'Europe de l'Est (RDA incluse)	9,2	10,6	6,4	10,6	6,5	9	6,2	9,7	6	9,7

Source : Jan Stankowski, « East-West Trade 1988-90 : Favourable Conditions for Further Growth », *WIIW Forschungsberichte*, nº 159, septembre 1989. Le WIIW est l'Institut d'études internationales comparatives de Vienne.

* Directeur du Centre d'économie internationale des pays socialistes, université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

(1) *Cf.* l'article de René Lasserre dans *le Monde diplomatique* de novembre 1989. Lire aussi l'étude toujours actuelle d'Anita Tiraspolsky et Tatjana Globokar : « Les relations économiques entre les deux Allemagnes », *le Courrier des pays de l'Est*, nº 287, septembre 1984.

(2) En tant que chercheur invité au Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien (BIOST) de Cologne, l'Institut fédéral de recherches est-européennes et internationales, qui est l'un des onze instituts spécialisés sur l'Est en RFA.

(3) Texte de l'allocution, *Bulletin* (de presse du gouvernement fédéral), Bonn, 20 juin 1989.

(4) « East German economy at the crossroads », *PlanEcon Report*, publication de l'Institut PlanEcon à Washington, 10 novembre 1989.

(5) « Who is financing the East bloc : sources of commercial bank funds loaned to Eastern Europe and the Soviet Union », *Plan Econ Report*, 11 août 1989, Washington.

(6) Heinrich Vogel, « The Gorbachev challenge : To help or not to help ? in *Gorbachev's agenda, Changes in Soviet domestic and foreign policy*, sous la direction de Susan L. Clark, Westview Press, Boulder (Colorado), 1989, pp. 161-171.

(7) Paul-Marie de La Gorce, « Un rôle déterminant dans le rapprochement Est-Ouest : La diplomatie ouest-allemande à l'avant-garde de la détente », *le Monde diplomatique*, février 1989, pp. 20-21.

(8) V.I. Lénine, Lettre au Politburo du parti bolchevik de Russie, « Sur le contrat avec un consortium de firmes allemandes », 18 octobre 1922. Le chef de ce consortium s'appelait Otto Wolff. *Œuvres complètes*, en russe, tome 45 (mars 1922-mars 1923), cinquième édition. pp. 225-227, Moscou, Polizdat, 1964.

Les alliances en mutation ont encore [un rôle]

Animés d'une volonté de dialogue, soucieux de réduire leurs dépenses militaires, les deux Grands pourront-ils rapidement se passer des alliances qui, depuis près de quarante ans, leur servaient de glacis stratégiques ? Les bouleversements à l'Est annoncent une nouvelle ère de turbulences sur le continent européen. Aussi voit-on tout au plus se dessiner, pour l'OTAN et le pacte de Varsovie, une vocation plus politique. M. Bush ne souhaite-t-il pas faire de l'OTAN un instrument de sa nouvelle « architecture européenne » ?

Par DOMINIQUE DAVID *

Les alliances font partie du paysage européen. Elles n'y sont pas une survivance historique, mais un mode complexe, sophistiqué, d'organisation de l'espace militaire et politique.

Formées comme concentrations militaires, les alliances d'Europe jouent d'abord un rôle de sécurité. Régulièrement dénoncées comme offensives par le vis-à-vis, en un temps et en un lieu où, pourtant, l'agression militaire aurait peu de sens stratégique, elles sont conçues pour assurer la sauvegarde d'un périmètre, et se distinguent des traditionnelles ententes du temps de paix par l'appareil militaire dont les traités se sont progressivement entourés.

Les alliances européennes organisent aussi un espace politique, déterminé par ce que les Français nomment Yalta, plaquant un faux nom sur une réalité. Les espaces de sauvegarde militaire se définissent donc aussi politiquement : « communauté des peuples libres » à l'ouest, « communauté socialiste » à l'est de l'Europe. Le terme de « communauté » recouvre ainsi une réalité : au moins celle d'une concordance des destins politiques, quelles qu'aient été la genèse ou les formes de constitution de l'un ou l'autre ensemble.

Mais, vouées pour l'essentiel à la défense du centre et des flancs du sous-continent, ces alliances sont également un élément majeur dans le jeu de ces acteurs que, faute de mieux, nous qualifions de « superpuissances ». Conçues à un moment où l'arme nucléaire n'avait pas encore exprimé toute sa nouveauté, qui dévalue largement le facteur espace dans les stratégies, les alliances concourent, encore que de manière inégale, à la sécurité des Etats-Unis et de l'Union soviétique. L'alliance de l'Ouest a autrefois permis à Washington de faire peser de très près une menace militaire sur l'URSS, tandis que l'alliance de l'Est dégageait un espace jugé nécessaire à la défense classique du territoire soviétique. Plus tard, l'Union soviétique pourra aussi indirectement mettre en cause les Etats-Unis en exerçant sa pression sur les Européens de l'Ouest. Les superpuissances ont donc développé, en avant de leurs territoires, en Europe centrale et de l'Ouest, ce qu'elles estimaient être une zone de protection nécessaire. Pour l'Union soviétique de Staline, il fallait se protéger en effet de toute possibilité de pénétration de l'Occident. Qu'elle fût militaire, économique ou intellectuelle.

Plus essentiellement, le leadership d'une alliance européenne est, pour l'heure, un élément de définition de la superpuissance. Une superpuissance est en effet un acteur qui manifeste l'importance de ses moyens par une accumulation quantitative d'armements (et en particulier d'armes de destruction massive) ; qui affiche sa vocation stratégique mondiale en étant présent dans de nombreux espaces de conflits ; mais c'est encore et surtout un acteur présent en Europe, face à l'« autre », à son contact. L'Europe n'est pas le centre du monde, comme les Européens aiment à le penser ; mais elle est cet espace particulier – le seul sans doute, hors la mer, – où se font face directement les deux superpuissances. Hors même de strictes considérations de sécurité, toute manœuvre politique en Europe revêt une importance déterminante pour chacune de ces deux grandes puissances. MM. Bush et Gorbatchev ont, en rencontrant leurs alliés respectifs au lendemain de leurs conversations à Malte, en décembre dernier, souligné que les alliances européennes demeuraient pour eux un espace politique vital.

Ces remarques ne font qu'évoquer la complexité du problème posé par l'évolution des alliances en Europe. Les alliances oragnisent l'espace militaire, partagent l'espace politique, jouent un rôle générateur, de quasi-définition, de la superpuissance. C'est dire que toute évolution met inévitablement en cause l'organisation militaire, la division politique de l'Europe, et sans doute la notion même de superpuissance, telle qu'elle est reçue depuis près de quatre décennies.

On sait que les alliances vont être affectées par les mutations qui se manifestent à travers les changements politiques en URSS et dans d'autres pays, et par le processus de négociations sur le désarmement, débloqué par les deux superpuissances. Si les résultats de ces négociations se concrétisent – et ils sont déjà très concrètement ressentis en Europe depuis l'accord de Washington de décembre 1987, – s'ils sont, à Vienne, à Genève, à la hauteur des ouvertures actuelles, l'ensemble des dispositifs militaires et des stratégies en Europe sera remis en cause. On peut supposer que si l'URSS redéploie plus en arrière les troupes actuellement stationnées en Europe centrale, l'état-major soviétique sera, par la force des choses, contraint de modifier ses plans. Or les demandes du gouvernement tchécoslovaque et le mouvement général en RDA, en Pologne, imposent cette perspective. A l'Ouest, nul n'ignore que la réduction de la présence nucléaire américaine, jointe à la réduction quantitative du dispositif classique, affecterait en des points essentiels la stratégie de la riposte graduée, alpha et omega de la sagesse atlantique depuis près de vingt-cinq années. Or les propositions américaines de réduction se font à la fois concrètes et pressantes.

Les changements politiques produisent des mutations sur la structure des équilibres militaires, et celles-ci rétroagiront sur la nature des liens politiques unissant les membres de chaque alliance. A l'est de l'Europe, la cohésion forcée du bloc soviétique, déjà largement mise en cause, ne peut que se fissurer encore. A l'ouest, les rapports entre acteurs ouest-européens seront affectés par les changements éventuels dans l'engagement américain : l'espoir, l'attente de cet engagement constituant un élément fédérateur essentiel pour l'alliance atlantique.

Forçant un peu le trait, on pourrait dire que chaque alliance risque de souffrir par où elle pèche... La structure stratégique de l'OTAN est faible, simplement parce que l'avant et l'arrière de l'alliance sont séparés par 6 000 kilomètres d'océan. La structure politique du pacte de Varsovie est faible, parce qu'elle ne repose pas sur le consentement des peuples, mais sur un héritage historique. Le mode actuel d'existence du pacte est donc beaucoup plus concerné par les évolutions politiques de ses membres, que ne le fut jamais l'OTAN par telle ou telle prévision électorale.

De nouveaux risques

CES changements prévisibles et attendus des postures militaires des blocs, et donc de leur cohésion politique, ne font pourtant pas disparaître l'ensemble des problèmes de sécurité en Europe. Il faut bien rappeler que la géographie héritée de l'après-guerre dessine sur ce continent une très grande puissance, entourée de pays, au mieux, moyens. L'URSS est, et demeure, une puissance lourde en Europe, une puissance lourde d'Europe. Ses arsenaux seront longs à réduire – on ne révolutionne pas les appareils militaires et industriels du jour au lendemain, – et elle gardera longtemps la capacité d'une montée en puissance supérieure à celle des pays ouest-européens.

Cette remarque ne concerne pas la volonté des dirigeants, mais des données objectives. Il faut ici redire que, pour un Européen de l'Ouest, affaiblissement de la « menace » ne peut signifier disparition du « risque ». On nous répond à Moscou en excipant des difficultés économiques de l'Est et de la puissance unie de l'Europe de 1993. Nul ne pense pourtant qu'en 1995 l'Europe de l'Ouest sera une grande puissance militaire, alors que l'Union soviétique le sera sûrement (détenant, dans le meilleur des cas, plus de six fois les arsenaux nucléaires des deux puissances nucléaires européennes réunies).

Au risque dû au différentiel de puissance – risque, répétons-le, indépendant de la bonne volonté des dirigeants actuels du « bloc de l'Est », – s'adjoint un autre risque, plus partagé même s'il est différemment ressenti à l'Est et à l'Ouest : celui qui découle de la déstructuration de l'organisation politique orientale. La contestation des pouvoirs politiques des Etats, la résurgence d'oppositions interétatiques libérées de la chape du bloc, promettent le développement de risques que les concentrations idéologiques et la violence de Yalta nous avaient trop vite fait oublier. L'Europe bout de volcans non éteints, et l'on a assez dénoncé le danger mortel de tout enchaînement de violence sur un continent abritant quatre puissances nucléaires sur cinq pour ne pas mésestimer ce risque-là.

Un troisième type de demande liée à la sécurité doit enfin être souligné. Nul n'ignore que l'Europe ne représente qu'une petite partie du monde des conflits. L'essentiel, demain, se passera sans doute « ailleurs », dans un tiers-monde où les conflits ne peuvent être encadrés d'aucune institution de régulation, où des situations extrêmes risquent de conduire à l'entrecroisement de stratégies peu rationnelles. Aucune des alliances européennes n'a été conçue pour intervenir hors d'Europe, et aucune n'a l'intention de se reconvertir plus « au sud ». Mais il existe des intérêts de sécurité proprement européens, hors d'Europe. Et aucune des nations européennes n'a le pouvoir, ni le talent, de gérer seule les problèmes qu'impose le système-Sud.

Pour les Européens de l'Ouest, l'actuel dégel ne supprime donc pas toute demande de sécurité en Europe et pour l'Europe. Mais aucune des alliances telles qu'elles sont définies par le droit, les rapports politiques actuels, et l'héritage historique, aucune de ces deux alliances n'est conçue pour traiter les demandes liées à ces facteurs : la décroissance de la menace sur l'axe Est-Ouest, le maintien d'un risque dû au différentiel de puissances en Europe, le développement de risques nouveaux dus à la déstructuration politique de l'est de l'Europe, la prévision de déstabilisations du tiers-monde pouvant avoir des effets sur notre continent.

Eléments complexes par leur nature même, les alliances présentes en Europe ne peuvent instantanément disparaître. Les feux de joie seraient de courte durée, laissant place à un désordre politique plus ou moins dangereux ou maîtrisable, ou à une remise en ordre directement dictée par les Super-grands. Le lieu symbolique de la dernière rencontre américano-soviétique est là pour rappeler aux Européens que la bipolarité n'entend pas disparaître si elle change d'apparence. Les alliances ne disparaîtront donc pas dans l'immédiat, puisque ce n'est ni possible ni souhaitable ; mais leur mutation est inévitable.

Une mutation qui a commencé par l'élément militaire. L'ensemble des membres des deux alliances en est d'accord : il doit être minoré et restructuré. Les alliances jouent évidemment ici un rôle important, puisqu'elles définissent les principaux concepts de la négociation et peuvent aider, chacune dans son camp, à la transition des appareils militaires. Transition posant des problèmes énormes, en particulier de reconversion, ainsi qu'on le sait – et commence à le dire – en Union soviétique.

Il s'agit tout d'abord d'abaisser le niveau global des arsenaux, afin de couper dans les capacités classiques offensives et le surarmement nucléaire, le tout à travers une transition stable. Stabilité garantie au premier chef, pour nous, par le maintien d'une capacité dissuasive fondée sur l'existence et le déploiement d'armes nucléaires. Le nombre de ces armes ne relève pas du dogme, et le président Mitterrand a précisé que nous pourrions participer le moment venu aux conversations sur les réductions des armements nucléaires. Mais la présence du nucléaire est et reste en Europe, et dans l'avenir prévisible, l'élément déterminant de la stabilité du système de sécurité. Cette présence est même sans doute l'une des conditions d'évolution des alliances : à l'Ouest, sa disparition pourrait en effet renvoyer des pays dé-sécurisés à l'exigence du maintien de coalitions militaires de type classique. On peut d'ailleurs observer à l'heure actuelle un intéressant glissement dans les discours soviétiques : sous l'invocation rituelle du « monde débarrassé des armes nucléaires », des chercheurs, voire des politiques, laissent entendre de plus en plus souvent qu'ils ne méconnaissent pas le rôle stabilisateur des armes nucléaires en Europe.

Un potentiel nucléaire minimal

UNE fois affirmée la nécessité du maintien d'un potentiel minimal de dissuasion, le problème nucléaire européen sera plus aisé à traiter : 1) si les superpuissances s'entendent sur des diminutions drastiques de leurs arsenaux centraux, manifestant ainsi concrètement leur volonté de changement ; 2) si les coupes classiques en Europe sont suffisamment importantes pour, par contrecoup, dévaluer tout scénario d'utilisation du nucléaire pour des opérations militaires. Un nucléaire minimal, flanqué de capacités classiques limitées, diminuant fortement l'hypothèse de manœuvres classiques massives, ce nucléaire-là ne saurait effrayer personne en Europe. Répétons-le : ce qui peut effrayer les Européens, ce n'est pas en soi l'existence de l'atome, mais le déploiement d'armes promettant, ou même permettant, un usage opérationnel.

Un système de sécurité fondé sur un nucléaire pensé exclusivement sur le mode dissuasif et des capacités classiques marginales peut être stable seulement s'il autorise des coupes dans les coûts économiques de défense. Et ce n'est pas une évidence : le désarmement, dans un premier temps, coûte cher, et des armes en fin de course peuvent être remplacées par d'autres à technologies supérieures, au coût beaucoup plus élevé. Pourtant, un système ne permettant pas d'abaisser les coûts de la sécurité en Europe ne serait guère stable, ne répondant pas à l'une des demandes essentielles à l'origine – en particulier à l'est de l'Europe – des actuels changements.

Enfin, les alliances, appareils de stabilisation militaire, pourront d'autant plus changer que les ouvertures politiques en Europe de l'Est seront larges. L'irréversibilité du processus de démocratisation ne peut s'ancrer que dans son extension géographique, extension dévaluant toute hypothèse d'une remise en ordre de police armée. Plus le processus sera large, moins il pourra être traité par la force armée, et moins les Européens de l'Ouest se sentiront obligés de demeurer cristallisés sur leurs anciennes formes de coalitions militaires. L'enjeu du moyen terme est

* Secrétaire général de la Fondation pour les études de défense nationale.

ET DIALOGUE POLITIQUE

un rôle à jouer en Europe

ici la transformation d'alliances produites par la peur en ensembles de sécurité nécessaires pour la stabilité militaire et politique du continent.

La modification du versant militaire des alliances dépend donc de *facteurs* divers : une baisse globale des arsenaux ; le maintien d'un potentiel nucléaire minimal fondant le sentiment de sécurité à l'Ouest (sentiment en l'absence duquel aucune détente n'est possible) ; la *révision en baisse* des capacités classiques, révision qui renvoie, par contrecoup, le nucléaire à un *rôle exclusif de dissuasion politique* ; la perspective, au moins à terme, d'une coupe dans les coûts de la sécurité en Europe ; *la garantie* d'évolutions politiques suffisamment larges pour exclure tout mouvement militaire de police d'Etat à Etat en Europe. Si ces conditions sont remplies, alors le rapport des alliances militaires en Europe sera fondamentalement modifié.

Les alliances étant à la fois des appareils militaires et des interprétations du partage politique de l'Europe, le rôle politique de chaque alliance s'entend dans deux domaines : l'organisation de son propre espace et le dialogue politique avec l'autre alliance. Sur le *premier point*, les *membres du pacte* de Varsovie ont à répondre à une interrogation déterminante : dans quelle mesure le pacte peut-il passer d'une logique d'imposition à une logique de dialogue, dans quelle mesure peut-il organiser l'émergence d'une structure à pôles multiples, alors qu'il fut conçu comme monolithe ? Au-delà d'une unité de façade maintenue, il faut bien *penser que les basculements actuels en* RDA, en Pologne, en Tchécoslovaquie poseront des problèmes de fonctionnement politique et institutionnel.

Ici ou là, le concept de « finlandisation » émerge, pour tenter de définir et de cadrer les capacités d'autonomie *nouvelles à l'intérieur du pacte. Pour* autant qu'on s'en tienne à une définition technique, la « finlandisation » est l'autonomie solitaire, et politiquement isolée, d'un pays. Il est douteux que ce modèle puisse être durablement utilisé pour *les pays de l'Europe de l'Est, qui* ne sont pas, ou ne seront pas, solitaires – il s'agit d'une condition de crédibilité du mouvement dans son ensemble – et n'entendent pas demeurer politiquement isolés, en particulier vis-à-vis de l'Occident. Le terme de « finlandi*sation » peut être provisoirement* retenu comme témoignage d'une évolution immédiate, mais il ne constitue certainement pas un modèle de long terme.

A l'Ouest, le problème de l'organisation politique interne de l'alliance *concerne d'abord les rapports avec* les Etats-Unis. Une modification trop brusque de leur type d'engagement dans l'alliance pourrait produire une réaction négative en Europe, voire déboucher sur un émiettement rendant plus difficile, sinon impossible, l'échange entre Européens de l'Est et Européens de l'Ouest. Et pourtant ces derniers ont besoin, pour que le dialogue se développe, d'autonomiser leur concept d'Europe. L'enjeu est clair. Le concept d'Europe est jusqu'à aujourd'hui *intérieur* à la logique atlantique. S'il le demeure, il risque de vaciller avec elle. Le paradoxe actuel est qu'*il faut à la fois affirmer le maintien* d'alliances nécessaires à la stabilité politique de l'Europe, et savoir qu'elles sont mortelles, donc faire avancer le concept d'Europe de manière indépendante.

Ici comme ailleurs, sans doute, il *n'existe pas de solution simple à un* problème extrêmement complexe ; il faut donc miser sur plusieurs cartes. Le maintien du système d'alliance sécurisera, moyennant une diminution du versant militaire, les Européens de l'Ouest. La modification du dispositif militaire soviétique et l'élargissement de l'indépendance politique à l'intérieur du pacte rendront crédible son maintien. *Au-delà de ces espoirs*, les problèmes posés par les structures juridiques des alliances ne relèvent pas d'un traitement juridique. *Le* droit n'est pas chargé de percer les impasses du droit : le politique doit prendre le relais. Seul le développement de rapports politiques nouveaux entre l'ouest et l'est de l'Europe permettra d'oublier, un temps, son partage.

Cela est clair pour l'Allemagne, qui a toujours été considérée, à juste titre, comme symbole et résumé de la division européenne. *L'exigence démocratique* est simple et indivisible : les peuples, quels qu'ils soient, ont le privilège irréductible de choisir leur destin et leur forme d'organisation politique – le peuple allemand comme les autres. Mais il est sans doute possible d'inven*ter des formes de coopération politique* intermédiaire, ne bouleversant pas dans l'immédiat des structures juridiques dont l'explosion poserait plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait. La réunion culturelle, psychologique, économique, bref humaine, des deux Alle*magnes est sans doute le seul moyen de* faire passer au second plan le modèle d'une réunification juridique, que ne *privilégie aucun des principaux acteurs* européens. Cette remarque « allemande » pouvant être étendue à l'Europe *dans son ensemble*.

A court terme, le maintien des alliances est inévitable, et souhaitable, pour que ne se développe pas le danger d'espaces non structurés ; mais ce maintien n'est possible que s'il s'accompagne d'une modification en profondeur du dialogue entre les deux côtés. Ajoutons que le dialogue entre les membres européens des deux alliances est ici prioritaire. L'Union soviétique *est et reste une puissance européenne*, mais elle gère en Europe les intérêts de sa géographie et ceux de sa surpuissance. Elle doit donc accepter qu'en marge des dialogues entre l'ensemble des pays européens, dont *elle est partie intégrante, se développent* les échanges politiques entre les membres ouest et est-européens des deux alliances sans elle.

Ces échanges seront d'autant plus crédibles, positifs, que l'Europe de l'Ouest constituera un pôle plus uni, avec une dynamique propre, débouchant au niveau politique. Pour l'URSS, l'attrait d'une Europe de l'Ouest éclatée, morcelée, manœuvrant *en ordre dispersé* est une illusion à courte vue. Dans une vision de long terme du paysage européen, la minora*tion de la composante militaire permet*tra à Moscou de ne pas craindre l'émergence d'une « troisième superpuissance » ; et *seule* l'émergence d'une Europe occidentale structurée politiquement autorisera la gestion du dialogue européen au-delà d'une « finlandisation » qui ne peut être qu'une ébauche. L'exigence présente est donc double : la diminution de l'espace du *militaire en Europe implique le main*tien d'alliances qui le réorganisent, tout en développant leur dimension politi*que ; le maintien politique des alliances* dépend du développement d'un ensemble proprement européen qui aidera à les dépasser.

Les Soviétiques doivent savoir que la construction économique et politique de l'Europe n'est dirigée contre per*sonne, mais qu'elle peut seule consti*tuer l'embryon d'une logique organisatrice du futur espace européen. Quant aux Européens de l'Ouest, cette Europe-là peut seule les arracher à l'exclusivisme mental de l'axe Est-Ouest, américano-soviétique, qui leur impose une myopie stratégique dans d'autres domaines, parfois déterminants (la conflictualité au Sud, par *exemple*).

La complexité des éléments en jeu impose à la fois la prudence des transitions et l'audace des *novations*. *« Voici qu'un vent salubre se lève d'un bout à l'autre de l'Europe »*, disait de Gaulle, en 1968, devant les étudiants roumains. Le vent d'aujourd'hui est trop fort pour que nous puissions imaginer le regel, le renvoi à une confrontation dangereuse, coûteuse, et au total dépourvue de sens stratégique. L'Europe a peut-être une chance de cesser d'être cet échiquier bloqué, lieu exprimant la légitimité de l'affrontement Est-Ouest et, au même moment, sa radicale impossibilité.

Mais le vent est aussi trop neuf, mettant en cause tout un après-guerre, fait de décennies de cristallisations politiques et militaires, qui ont jusqu'ici empêché d'imaginer toute solution de substitution. Les risques n'ont pas disparu ; d'autres naissent ; et *les* appareils politico-militaires ne peuvent se dissoudre d'un jour à l'autre dans l'oubli. Il est donc impossible et dangereux de cultiver, pour le court terme, l'illusion d'une disparition des alliances en Europe.

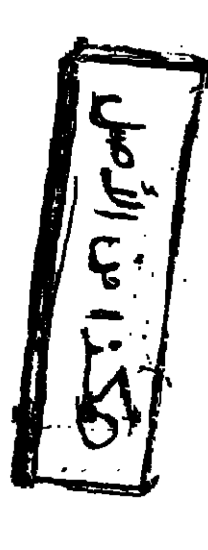
Par contre les « blocs », c'est-à-dire le blocage politique et psychologique qui entoure les appareils de sécurité eux-mêmes, ces blocs pourraient dépérir. D'une part, si les procédures de désarmement avancent, et si les responsables politiques et militaires font *preuve* d'audace dans la réorganisation des dispositifs et des structures militaires que cette avancée rendra inévita*ble ; d'autre part, si la restructuration* politique marche d'un bon pied. Cette restructuration qui vise, à l'Est, à créer et *élargir au plus vite, à l'intérieur du* pacte, la marge d'indépendance de ses membres européens. Et, à l'Ouest, à l'émergence d'un pôle politique européen pouvant entretenir avec les pays d'Europe centrale un dialogue en tous domaines nécessaire à l'instauration *d'un nouvel ordre de sécurité et de* développement. Faut-il, au-delà des bilatéralismes, concevoir un espace, une *structure* propres *aux échanges* européens ? La question est ouverte.

Seul le développement d'un tel échange dans le chantier européen *pourrait permettre d'envisager* un avenir construit par nous. Pour nous autres, puissances petites, ou *moyennes, d'Europe, ce montage est la* chance de nous sauver de deux écueils : un délitement des ensembles politiques européens ouvrant la voie à un émiettement, à une « balkanisation » – mentale et institutionnelle – incontrôlables ou une organisation de notre espace par l'extérieur.

DOMINIQUE DAVID.


Roger Viollet

LA CHARGE DES CUIRASSIERS FRANÇAIS A LA BATAILLE D'IÉNA (1806)
Quand la Révolution française bouleversait les équilibres militaires



TRENTE ANS DE NÉGOCIATIONS

Aujourd'hui, les chances du désarmement

ALORS que les relations Est-Ouest sont placées sous le signe de la détente, le moment semble propice pour *procéder à un examen sans complaisance des négociations* qui se poursuivent depuis le début des années 60 en vue de la maîtrise des armements *(arms control)*. On sait que les *Deux Grands assument* la responsabilité principale de cette entreprise et que l'objectif poursuivi est moins le désarmement général et complet que la stabilisation de l'équilibre *sur lequel repose* la dissuasion réciproque. Il n'est donc pas surprenant que les accords conclus au cours des trois dernières décennies n'aient eu qu'une incidence négligeable sur le rythme de la com*pétition* technostratégique, et, aujourd'hui, la question d'une inversion de la tendance à l'accumulation et à la modernisation des armements reste ouverte, *en dépit de la conclusion* du traité de Washington du 8 décembre 1988 sur les forces nucléaires de portée intermédiaire (FNI).

Dressant le bilan de quelque trente ans de négociations sur le désarmement, un ouvrage récent plaide en faveur d'une politique active de maîtrise des armements et ne conteste pas le *bien-fondé d'une approche sélective en* la matière. April Carter estime, en effet, que les chances du désarmement sont minces et que seuls des accords partiels sont *susceptibles de consolider la détente* et *d'asseoir* la sécurité des Etats et du monde sur des fondations moins fragiles que l'équilibre de la terreur. Au terme de son étude sur la limitation des *armes nucléaires des deux pro*tagonistes et sur les aspects militaires de la sécurité en Europe (conférences de Vienne sur les réductions mutuelles et équili*brées des forces (MBFR) et* de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité), elle formule des recommandations en vue d'améliorer les mécanismes de négociation *existants et se prononce en* faveur d'une dissuasion minimale et d'une défense non offensive.

Le grand mérite de ce *livre* est de présenter *une vue synthétique des négociations* sur la maîtrise des armements et de souligner l'écart entre les objectifs visés et les résultats obtenus. Ainsi, le traité de Moscou *de 1963 n'a pas freiné* la course qualitative aux armements, et l'interdiction totale des essais nucléaires se heurtera à des obstacles de taille *aussi longtemps que la dissuasion régira* les relations entre les Deux Grands. Les accords SALT I (1972) et SALT II (1979) (limitation des armements stratégiques) ont limité *quelque peu* la croissance des *potentiels stratégiques* mais force est de constater que le nombre des charges nucléaires susceptibles d'être appliquées avec une grande précision sur des objectifs situés à des distances *intercontinentales s'est considérablement accru. Il en résulte* que la réduction de moitié des armements stratégiques telle qu'elle est envisagée dans le cadre des START (entretiens sur *les réductions des armements stratégiques) ne ferait que rétablir* la situation qui prévalait au milieu des années 70. Quant au traité de Washington sur les FNI, il risque de n'avoir qu'une valeur symbolique s'il n'est pas suivi d'autres mesures visant aussi bien la réduction des armes nucléaires de courte portée que celle des forces armées et des armements de type *classique*.

IL *est probable* qu'à l'avenir les grandes *puissances* continueront d'améliorer les performances de leurs armements et que la dynamique de la recherche et du développement militaires compliquera la tâche des négociateurs. Toutefois, des considérations économiques et budgétaires militent en faveur d'une réduction des dépenses militaires *et il semble que les dirigeants* américains et soviétiques aient pris conscience de la vanité de la course à la supériorité à l'âge nucléaire. Aussi le dialogue soviéto-américain en vue de la *maîtrise* des armements se poursuivra-t-il, et l'on conçoit qu'April Carter fasse des recommandations pour qu'il produise des résultats notables. On *regrettera seulement qu'elle n'ait pas toujours correctement* présenté le point de vue des petites et moyennes puissances ni tiré les leçons de l'échec des MBFR quant à l'avenir des pourpar*lers sur les forces conventionnelles dites « CFE » (conventional forces in Europe)*. Mais tel n'était manifestement pas son propos et, en définitive, le dialogue « de bloc à bloc » lui paraît préférable *au débat multilatéral sur les aspects militaires* de la sécurité européenne. Ce parti pris marque les limites de l'exercice auquel elle s'est livrée et ne manquera pas de susciter des réserves extrêmes en France.

JEAN KLEIN,
directeur de recherche au CNRS.

(1) April Carter, *Success and Failure in Arms Control Negociations*, Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), Oxford University Press, Oxford, 1989, 308 pages, 27,50 livres.

LE MYTHE ET LE RÊVE POUR FORGER L'UNITÉ

Aux sources culturelles de la « nation allemande »

LA coupure entre les deux Europes avait fait oublier combien sont tenaces les valeurs culturelles enracinées dans l'histoire des peuples. A *l'ouest du Vieux Continent*, voici que s'avive la crainte d'une hégémonie de l'Allemagne réunifiée, hégémonie toute économique cette fois, mais nourrie d'une riche culture de la germanité (*lire ci-dessous*). Tandis que la France, berceau des droits de l'homme, se laisse à nouveau gagner par un racisme xénophobe à l'égard des immigrés, qui désormais peut s'exprimer librement quitte à pervertir l'idée de liberté (*Lire page ci-contre*).

Par JEAN-MICHEL PALMIER *

Peu de discours sur la nation, en Europe, ont été perpétuellement chargés d'un poids d'émotion aussi fort qu'en Allemagne. Peu de peuples sont demeurés aussi sensibles à sa magie, pour le meilleur et pour le pire. *Dans* un pays divisé, où le rêve d'une réunification cesse d'être un slogan réactionnaire, la référence à la « nation allemande » garde encore aujourd'hui quelque chose de mythique, qui éveille la méfiance même en RFA. A la diversité des particularismes qui se sont affirmés dans l'histoire, ce rêve oppose l'unité de la culture et de la langue.

Mais dans un pays où le nationalisme mystique a fait tant de ravages – du pangermanisme belliqueux du dix-neuvième siècle à la germanolâtrie raciale de l'époque nazie, – la seule référence aux « minorités allemandes » de Roumanie ou de la Volga suffit à agacer les milieux progressistes, à l'Est comme à l'Ouest, qui craignent toujours, en particulier dans le projet de fédération des deux Etats, de voir *resurgir l'éternelle nostalgie du* « Grand Reich ».

Problématique bien peu compréhensible dans un pays comme la France, où l'unité nationale s'est affirmée régulièrement *au fil des siècles et des événements* vécus en commun, autour d'une dynastie, d'une capitale et d'une culture éminemment centralisée. Comment imaginer qu'à l'époque où, en *dépit des déchirements* qu'elle avait provoqués, la Révolution française créait, à la faveur de nouvelles structures, le lien le plus fort que la France ait connu, l'Allemagne comme nation n'existait *pas encore*? Son unité était plus culturelle que politique. Elle s'appuyait beaucoup plus sur des symboles que sur des faits : des figures d'empereurs mythiques qui donnèrent au Reich *médiéval* le désir d'éclipser Rome, et dont Ernst Kantorowicz, dans *les Deux Corps du roi* (1), a admirablement analysé l'aura messianique, de Charlemagne à Frédéric II. Elle enveloppait la Réforme et Luther, l'apparition de l'allemand comme langue commune et littéraire, une sensibilité diffuse, à jamais marquée par cette blessure de l'absence d'unité.

Peu d'époques en ont autant souffert que celle du romantisme. La nostalgie qu'elle suscite se retrouve dans le malaise du Werther de Goethe face à l'Allemagne de son temps, chez l'Hyperion de Hölderlin, à travers la dissonance qui marque le théâtre du jeune Schiller, les théories de la langue de Herder, la vision de l'Etat chez Hegel, son admiration pour la Révolution française, l'évocation du Saint Empire romain germanique chez Novalis et la référence à la Grèce antique, symbole de l'harmonieuse totalité. C'est encore elle qui donnera son sens aux *Discours à la nation allemande*, de Fichte, au patriotisme antinapoléonien des « guerres de libération », à l'image de la Prusse unificatrice de Bismarck.

Dans un essai récent en tous points remarquable, *France Allemagne, deux nations, un avenir* (2), Joseph Rovan s'interrogeait sur le nombre d'habitants de la France qui, à l'époque de Louis XIV, savaient qu'ils étaient français. Le parallèle avec l'Allemagne est pourtant discutable. Car, depuis la fin du féodalisme, de l'administration savoyarde sur certaines provinces comme le Bugey, les archives de la plus petite commune montrent que l'identité française avait un sens. Un Poméranien de la même époque, lui, se savait prussien, et le mot « allemand » ne signifiait presque rien.

Comment nier que, en dépit des rêves les plus grandiloquents du pangermanisme, la notion de *Heimat*, de pays, de patrie, ait souvent désigné, pour beaucoup – que l'on songe seulement au « provincialisme » de Heidegger, – avant tout un paysage, des traditions, un coin de montagne ou de forêt, tandis que les courants philosophiques se déterminaient encore, jusque dans les années 20, par leur localisation géographique, comme jadis le drame baroque était silésien? Dès lors, on comprend à quel point la saisie du sentiment national allemand, hors de son contexte, de son histoire, est impossible. Deux études magistrales le soulignent (3). *Les Allemands en Europe centrale et orientale au Moyen Age*, de Charles Higounet, retrace, avec une précision et une maîtrise exhaustives, *l'histoire d'un rêve : l'expansion vers* l'est à travers un gigantesque mouvement de colonisation.


Cahiers du cinéma

VUE PAR EISENSTEIN, L'AVANCÉE DES CHEVALIERS TEUTONIQUES
Le symbole des incursions dans les pays slaves

Dès le Ve siècle, les tribus germaniques furent en contact avec les peuples slaves, privés d'unité, à l'exception des Tchèques et des Slovaques. Aux affrontements qui opposèrent Charlemagne aux Saxons et aux Sorabes (dont il existe encore une minorité en Allemagne du Nord) succédèrent ceux des Francs et des Bulgares. Dès la première moitié du neuvième siècle, une mission d'évangélisation fut confiée à l'évêché de Hambourg, tandis que l'Eglise bavaroise faisait progresser le christianisme en pays slovène. Louis le Germanique poursuivit avec succès cette politique d'expansion vers l'est, *soumettant* les tribus de l'Elbe *et* les Sorabes, tandis que les dignitaires tchèques recevaient le baptême et que les Grecs de Salonique évangélisaient les Moraves.

A la fin du neuvième siècle, l'effort de colonisation allait se heurter à une forte résistance, et l'expansion germanique dut se transformer en colonisation intérieure. Mais les incursions dans les pays slaves ne cessèrent pas pour autant. L'accession au trône de la famille de Saxe en 919 se traduisit par une nouvelle offensive, en même temps que s'intensifiait la lutte contre les Hongrois. Les terres conquises furent transformées en marches, tel l'actuel Brandebourg. De nouveaux évêchés furent créés. Même si, à partir du dix-*neuvième siècle*, les *rois allemands* durent affronter de véritables Etats, comme la Pologne et la Hongrie, la colonisation et l'évangélisation ne cessèrent de progresser à travers la Baltique, tandis que l'on défrichait la Haute et Basse-Autriche, que la Moravie et la Silésie achevaient d'être colonisées.

L'avancée des chevaliers Teutoniques à partir de la Prusse, immortalisée par l'*Alexandre Nevski* d'Eisenstein, en est demeurée le symbole ; comme ces Allemands de la Volga parlant l'allemand de Luther, déportés par Staline, parmi lesquels Piscator rêva, après l'avènement de Hitler au pouvoir, de *faire renaître* un théâtre antifasciste, rappellent le rôle qu'ils jouèrent, comme paysans, à l'époque de Catherine II. On comprend aussi les réactions ironiques qu'éveilla auprès des *historiens la décision de la RDA de réé*riger symboliquement le quadrige de la porte de Brandebourg orienté vers l'est, alors que Napoléon lui avait fait subir le mouvement inverse. Que dire enfin de toutes les polémiques contemporaines suscitées par la référence, dans les deux Allemagnes, à la Prusse, dont la naissance et la disparition en tant qu'entité politique sont toujours aussi controversées, *exemple surprenant* d'une identité qui survit dans la mémoire, alors même que l'Histoire lui a retiré toute réalité?

L'essai de Francis Rapp *les Origines médiévales de l'Allemagne moderne* s'attache à décrire un phénomène non moins essentiel : la naissance de l'Empire allemand à partir du quatorzième siècle. L'avènement de Charles Quint au pouvoir (1519) a montré à quel point l'idée d'empire était restée puissante en Allemagne, même sous la forme d'un émiettement de principautés. La volonté d'universalité ne cessa de se heurter aux particularismes. Pourtant, cette division du pouvoir politique n'entravait aucunement le développement urbain et sa richesse. *Le principal mérite de Charles IV* (1346) avait été de consolider l'empire et de permettre la naissance de la civilisation bourgeoise. Le déferlement de la peste noire (1348-1350) accéléra la concentration des villes.

Une longue quête d'identité

MOSAIQUE d'Etats, l'Allemagne aspire à l'empire comme à la seule forme supranationale dans sa *diversité. Même s'il n'existe aucun pou*voir allemand, les habitants prennent conscience de leur identité, de leur parenté, à travers la langue de Luther. Aussi la Réforme fit-elle naître tant *d'espoirs politiques*. Si l'Empire ne comprend pas que des Allemands et si les chevaliers Teutoniques de la Prusse lui échappent, le particularisme des dialectes et des mentalités n'empêche *pas le développement de la* notion de *patria communis* qui, dès cette époque, s'identifie à une mission, à un idéal à réaliser. Le mythe de l'empereur de la fin des temps, le lien étrange qu'il *entretient avec l'Antéchrist joueront* un rôle essentiel dans les utopies allemandes issues des prophéties de Joachim de Flore. Le mythe qui resurgit dans les époques de misère et de calamités, *face aux menaces extérieures*, cristallisant un véritable sentiment national.

Etrange époque où une identité se cherche à travers des symboles, sans traduction politique réelle, et, à travers les siècles, demeurera l'un des plus puissants ressorts du sentiment populaire. Sans doute la fin de l'Empire, la naissance de la république de Weimar *ont-elles sonné* le glas de ces aspirations. Mais les nazis sauront les faire renaître, avec la réactivation du mythe archaïque du IIIe Reich, face à une république accusée d'être sans racines et cosmopolite, à l'image de la *culture* berlinoise. La question des minorités allemandes redeviendra un facteur d'agitation politique, témoignage d'un phénomène né quelque dix siècles auparavant.

Dans son essai sur *l'Histoire culturelle de l'Allemagne* (4), Louis Dupeux souligne à juste titre la difficulté *de saisir* cette *unité culturelle* de l'Allemagne qui doit tant à ses particularismes. Décrivant cette histoire comme *« hachée par les événements »*, il en cherche pourtant la logique. Si l'on ne saurait partager toutes ses analyses politiques et certains de ses jugements, ce livre a l'immense mérite, dans sa clarté, de montrer à quel point l'entité culturelle allemande a toujours été aussi riche que contradictoire et demeure difficile à saisir aujourd'hui encore. La notion même de littérature allemande en est le vivant symbole.

L'histoire de ces provinces, de ces villes, de ces marches qui donnèrent naissance à l'Allemagne moderne, de ces communautés d'expression allemande qui forgèrent sa culture, semble toujours actuelle. Dès lors, comment s'étonner de voir la contestation renaître là où, justement, Thomas Münzer, le prophète de la « guerre des paysans », qui voulait construire avec les pauvres le paradis de la justice sur la Terre, avait levé le poing face aux seigneurs allemands et à Luther?

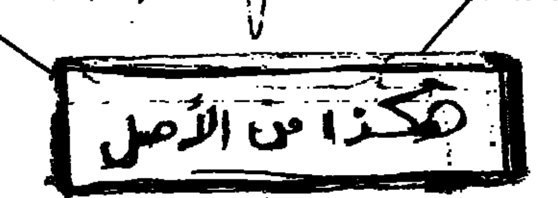
* Auteur de *Weimar en exil*, Payot, Paris, 1988 et de *Retour à Berlin*, Payot, 1989.

(1) Ernst Kantorowicz, *les Deux Corps du roi*, Gallimard, Paris, 1989, 640 pages, 270 F.

(2) Joseph Rovan, *France Allemagne, deux nations, un avenir*, Julliard, Paris, 1988, 298 pages, 140 F.

(3) Charles Higounet, *les Allemands en Europe centrale et orientale au Moyen Age*, Aubier, Paris, 1989, 454 pages, 195 F. et Francis Rapp, *les Origines médiévales de l'Allemagne moderne*, Aubier, Paris, 1989, 436 pages, 172 F.

(4) Louis Dupeux, *Histoire culturelle de l'Allemagne*, PUF, Paris, 1989, 365 pages, 165 F.



LA MONTÉE DU RACISME DANS LA FRANCE DES LIBERTÉS

Noces perverses

Par PHILIPPE VIDELIER *

IL était une fois un homme qui voulait que la mésange vive avec la mésange et le pinson avec le pinson. *« Il y a autour de nous*, disait-il, *par centaines de milliers, des problèmes aussi simples à résoudre que l'œuf de Christophe Colomb, mais ce sont précisément les hommes du genre de Colomb qu'on rencontre assez rarement.* » Aux maux qui tourmentaient son esprit, il trouvait une solution simple, qu'il puisait généralement dans sa perception très sommaire de la nature, et les gens qui, en grand nombre, l'écoutaient, trouvaient cela de bon sens. Ainsi en allait-il du problème de la race, qui l'obsédait, lui et ses compatriotes.

« L'observation la plus superficielle, annonçait-il, *suffit à montrer comment les formes innombrables que prend la volonté de vivre de la nature sont soumises à une loi fondamentale et quasi inviolable que leur impose le processus étroitement limité de la reproduction et de la multiplication. Tout animal ne s'accouple qu'avec un congénère de la même espèce : la mésange avec la mésange, le pinson avec le pinson, la cigogne avec la cigogne, le campagnol avec le campagnol, la souris avec la souris, le loup avec la louve*, etc. (1). » Et l'on s'élevait ainsi de degré en degré jusqu'aux êtres supérieurs que lui et ses semblables avaient conscience d'être.

Ces propos soulevaient l'enthousiasme des foules, et c'était une chose tout à fait étonnante pour ceux qui avaient été élevés dans la tradition de culture de ce pays. *« Avec sa mèche huileuse qui, lorsqu'il faisait de tels prêches, lui tombait sur le visage, il ressemble à un escroc au mariage qui, avant de passer à l'action, raconte comment il va s'y prendre pour gruger des cuisinières en mal d'amour »*, notait dans son Journal un vieil aristocrate. Au-delà des frontières, sur les écrans, une sublime parodie de Charlie Chaplin provoquait l'hilarité. Mais la réalité ne faisait plus rire personne. *« Nous n'étions nullement amusés : nous éprouvions le sentiment pénible que l'on peut avoir lorsque le seul compagnon de voyage avec qui on a partagé son compartiment s'est révélé être un déséquilibré* (2). »

Il se trouvait toutefois en France, et même assez communément, des hommes pour admirer la théorie du pinson et du campagnol et souhaiter, en se revendiquant d'un prétendu « bon *sens » national*, l'avènement d'un « racisme français ». Untel, qui préfaçait les discours d'Adolf Hitler, donnait à méditer ces fortes sentences : *« La liberté pour un Allemand, c'est d'être allemand. La liberté pour un Français, c'est d'être libre, c'est-à-dire français »*, et là résidait la « vraie » démocratie (3). Tel autre publiait chez un grand éditeur, en 1939, le programme « scientifique » du racisme à venir, considéré comme *« un aspect de la défense nationale »* : *« Possédant des colonies, une minorité juive, recevant des étrangers, la France plus que toute autre nation doit veiller à protéger son sang* (4). »

Il fallait, pour commencer, contingenter l'immigration et organiser sa sélection raciale, exclure d'emblée les gens de couleur et les métis, prohiber les unions mixtes. On pourrait accueillir des Espagnols *« à condition d'en limiter la dose »*, garder quelques Polonais, bien que ceux-ci ne soient pas *« du type habituel des Sub-Nordiques français » (« mais l'on ne saurait pousser l'intransigeance jusqu'à exiger une identité parfaite des sous-races et des types locaux »)*. Il faudrait se méfier des Arméniens, trop profondément marqués par le milieu oriental ; il faudrait enfin élaborer un statut particulier à l'usage des juifs et leur retirer la citoyenneté : *« En leur qualité de Blancs métissés de sang nègre et jaune, le mélange des juifs avec les Français est à réprouver »*, sans compter cette façon *« de ratiociner sans fin »* qui corrompt le *« bon sens français »*. Voilà en résumé les mesures qu'un gouvernement éclairé par ces théories était sommé de prendre pour préserver la *« substance française » : « Si la France n'adopte pas un régime raciste sage, j'estime que le génie de notre peuple est gravement menacé* (5). »

Dès le début, le crime tout entier

ON sait que, depuis quelque temps, des gens bien peu recommandables ont entrepris de faire accroire que dans l'Allemagne des années 30 il ne s'était rien passé de si grave, et qu'à Auschwitz *« on n'avait gazé que des poux »*. Assez tragiquement, leur logorrhée n'est pas sans effet. Déjà, ils sont considérés comme un « courant », ils sont discutés. Or accepter leur questionnement, c'est déjà perdre de vue l'essentiel.

Le crime tout entier, en effet, était déjà contenu dans les images qui, dès les premiers temps, parvenaient aux salles de rédaction : celle, par exemple, des autodafés de mai *1933*, de ces visages illuminés et fous contemplant, radieux, la destruction de la culture ; et ce cliché Keystone présentant des reîtres à croix gammée encadrant un couple avec des pancartes au cou : elle, traitée de *« plus grande salope du quartier »* qui couche avec un juif, et lui, accusé d'attirer dans sa chambre les femmes allemandes. Tout était dit : des fantasmes et du sadisme. Le reste n'arriva que dans un enchaînement naturel. L'heure était venue des gens qui voulaient que le pinson aille avec le pinson, la mésange avec la mésange et Christophe Colomb avec son œuf.

La question n'est pas, au fond, de repérer ce qu'il y a d'analogue entre un passé infernal et ce discours insane qui s'affirme, s'accroche, se déploie chaque jour plus librement dans la France contemporaine, aux fins de faire la leçon à ceux qui le portent : ils n'en seront pas émus le moins du monde. Elle est plutôt de comprendre, pour ceux qui refusent décidément la barbarie, que la diablerie a été humaine, que les bourreaux et les tortionnaires d'hier ont surgi du sein d'un peuple comme les autres, agité par des pousse-au-crime dans des circonstances particulières. Il importe donc avant tout de refuser aux nouveaux Barbares les brevets de respectabilité qu'ils escomptent, quel que soit le nombre de suffrages qu'ils s'attachent : que l'infamie soit plébiscitée ne change rien à sa nature. Le reflux ne peut venir que d'une opération radicale de délégitimation de leur discours. Car Albert Camus nous a assez rappelé que le bacille de la peste ne meurt ni ne disparaît jamais : il attend patiemment l'heure de détruire les cités heureuses, et même celles qui le sont moins (6).

Il reste une ville, Dreux, dont près de la moitié du corps électoral s'est détournée des urnes malgré l'enjeu, et dont l'autre moitié s'est finalement prononcée à 61 % pour une abomination (7). Il est possible, comme l'a dit le premier ministre, que cela ne change pas une législature. Mais on sait, au moins depuis Freud, que rien n'est insignifiant. Les tabous ont définitivement sauté. On peut désormais en France être raciste et le manifester. Les calembours succèdent aux écarts de langage, et cela ne gêne en rien un électorat éhonté. Et l'on voit, comme cinq ans auparavant, les chefs de file de l'opposition courir derrière cet électorat, le flatter à nouveau pour les « bonnes questions » qu'il pose par son vote baptisé *« protestataire »* ; et l'on voit les têtes de la majorité se perdre dans un discours qui n'est ni chair ni poisson. Il faudra bien convenir que ces atermoiements sont aussi inefficaces que détestables.

En une vingtaine de pages mémorables, un très grand écrivain allemand, prix Nobel de littérature, que rien ne prédestinait à l'engagement et à l'exil, Thomas Mann, lançait en 1937 un solennel *Avertissement à l'Europe* devant le spectacle déprimant du pouvoir de la déraison. *« Le petit-bourgeois venait d'apprendre que la raison avait été abolie, que l'on était libre de l'insulter. Quand il crut en outre que la raison, ce croquemitaine qui tenait du socialisme, de l'internationalisme, et même de l'esprit juif, était responsable de sa détresse, il s'attribua une faculté supérieure qui lui permit de bafouer la raison. Il apprit le mot « irrationalisme », si difficile à prononcer, mais qui correspond bien à son instinct profond.* » Et Thomas Mann poursuivait : *« Ces misérables primaires excités étalent leur fausse science, leurs théorèmes pervers, leur galimatias mystagogique, leur prétention insolente d'asseoir leur domination pour mille ans. La science intimidée, ou honteusement ralliée, ose à peine élever une voix tremblante* (8). »

Comme d'autres cherchent aujourd'hui quelques circonstances atténuantes à l'expression électorale de bas instincts, Thomas Mann posait cette question qui effleurait l'intellect : *« N'y a-t-il pas quelque chose de touchant dans cette insurrection des pauvres d'esprit ? dans ce fait que le goût et le jugement des petites gens, des publicains et des pécheurs font échec à la science, à la culture et à l'intelligence ? »* Mais sa réponse était dénuée d'ambiguïté : la transgression des valeurs de la civilisation n'a rien de particulièrement remarquable : *« Il faudrait pouvoir appeler héroïque un crime crapuleux pour que ce mot puisse s'appliquer aux masses modernes. On ne peut en tout cas voir de l'héroïsme dans le style nouveau d'une politique d'assassinat qui n'est que la création du fanatisme. »*

Pour tenir en échec les forces des ténèbres, Thomas Mann appelait à une mobilisation déterminée de la démocratie, exempte de concessions. Il constatait que tout humanisme recèle un élément de faiblesse qui tient à son horreur du fanatisme et à ce scepticisme indulgent qui lui est consubstantiel. Mais cela, disait-il, peut lui être fatal. Il plaidait pour un humanisme militant, *« qui serait convaincu que le principe de la liberté, de la tolérance et du libre examen n'a pas le droit de se laisser exploiter par le fanatisme sans vergogne de ses ennemis »*. Hors de cette perspective, concluait-il, l'Europe s'effondrera, *« et il ne nous restera plus qu'à chercher dès maintenant un refuge hors du temps et de l'espace* (9) ».



David Seymour-Magnum

AFFICHE FRANÇAISE, CAMPAGNE ÉLECTORALE DE 1936
Certains posaient déjà les « bonnes questions »...

* Historien, CNRS.

(1) Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Nouvelles Editions latines, Paris, s.d., p. 283.

(2) Jean-Michel Palmier, *Weimar en exil*, Payot, Paris, 1988, vol. 1, p. 89.

(3) Adolf Hitler, *l'Avenir de l'Allemagne*, précédé d'une étude de Y.-M. Sicard, Fernand Sorlot, Paris, 1936, p. 8.

(4) René Gontier, *Vers un racisme français*, Denoël, Paris, p. 205.

(5) *Ibid.*, pp. 208-209, 236, 239, 215.

(6) Albert Camus, *la Peste*, Le livre de poche-Gallimard, Paris, 1966, p. 247.

(7) Au second tour de l'élection législative partielle à Dreux, le 3 décembre 1989, 61 % des votants ont soutenu la candidate du Front national de M. Jean-Marie Le Pen. *Cf.* Paul Moreira, « Frayeurs françaises et ghettos immigrés », *le Monde diplomatique*, décembre 1989.

(8) Thomas Mann, *Avertissement à l'Europe*, préface d'André Gide, N.R.F.-Gallimard, Paris, 1937, pp. 39-40.

(9) *Ibid.*, pp. 39-41, 45.

Dans la presse étrangère

Inquiétudes polonaises

LA question de la réunification des deux Allemagnes a resurgi très vite en Pologne, comme partout ailleurs, dès l'ouverture du mur de Berlin le 9 novembre dernier, et plus particulièrement lors de la visite du chancelier Kohl en Pologne. L'hebdomadaire de Solidarité, **Tygodnik Solidarnosc**, daté du 17 novembre souligne que *« les danses des Berlinois de l'Ouest et de l'Est ne sont pas le spectacle préféré des grandes puissances ; cependant, nous, nous partageons de façon naturelle le sentiment de ceux qui ont retrouvé la liberté »*. Mais **Gazeta Wyborcza**, le quotidien de Solidarité, rendait compte, le 13 novembre, sur un autre ton, de la position officielle du gouvernement polonais : *« Le gouvernement polonais reconnaît le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, y compris celui du peuple allemand... La question de la réunification de l'Allemagne doit être examinée dans le contexte européen au sens large. Des garanties doivent être données, par lesquelles la nouvelle Allemagne, en qualité d'Etat puissant, ne menacera pas la sécurité et la coopération en Europe. Il ne faut pas mélanger deux choses : la réunification et les frontières de la Pologne. Les Allemagnes peuvent se réunir à la seule et unique condition que ce soit dans leurs frontières actuelles. »* Aucun doute, le spectre de l'Allemagne réunifiée inquiète, d'autant plus que la question de la frontière occidentale n'est pas réglée pour les Polonais.

Zycie Warzawy, quotidien indépendant, hausse le ton dans son numéro daté 18-19 novembre, dans un article de synthèse sur la visite du chancelier Kohl. Le journaliste lui reproche sans ambages de ne pas avoir abordé *« la question des réparations matérielles aux victimes du fascisme hitlérien, qui se trouvait au centre des revendications polonaises après celle de la reconnaissance du caractère définitif de la frontière occidentale polonaise dans le cas d'une éventuelle réunification de l'Allemagne. Cette réserve du chancelier laisse de nombreux Polonais insatisfaits »*. Kazimierz Dziewanowski, dans l'hebdomadaire catholique **Tygodnik Powszechny** du 26 novembre, évoque un autre aspect de la question : *« Beaucoup de Polonais ont peur que ce qui se passe en Allemagne ne détourne l'attention du monde de la Pologne, que le monde de nouveau ne nous oublie. » Effet secondaire, sans doute, mais à ne pas ignorer dans l'état* actuel des relations polono-est-allemandes.

Il n'en demeure pas moins que c'est avant tout l'avenir de la frontière Oder-Neisse qui préoccupe les Polonais, et que ce souci n'a pas été pris en considération par le chancelier Kohl dans le projet en dix points sur la réunification de l'Allemagne qu'il a présenté au Bundestag le 28 novembre dernier. Le porte-parole du gouvernement le signale dans un article publié le 4 décembre dans **Gazeta Wyborcza** intitulé *« Il manque quelque chose dans le plan Kohl »* : *« Je ne peux que m'étonner pour le moment que le chancelier n'ait pas évoqué l'inviolabilité des frontières. Il aurait suffi à la Pologne qu'il rappelle le traité de décembre 1970. »*

Ce silence est d'autant plus gênant qu'en RDA un climat d'hostilité ouverte à l'égard des Polonais s'est instauré à la suite des mesures prises par le gouvernement est-allemand en vue de protéger le marché intérieur. Cela s'est traduit pour eux par de très grandes difficultés à faire des emplettes en Allemagne de l'Est. Adam Michnik, rédacteur en chef de **Gazeta Wyborcza**, a réagi vigoureusement dans un article publié le 6 décembre où il s'adresse aux forces démocratiques de RDA : « Gazeta Wyborcza *a été le premier journal polonais à proclamer ouvertement le droit des Allemands à vivre dans leur pays, à admettre que la réunification est avant tout l'affaire des seuls Allemands. Alors pourquoi gardez-vous le silence devant l'hostilité déclarée à l'encontre des Polonais dans la presse, à la télévision, dans la vie quotidienne, au lieu de prendre publiquement vos distances ? Chaque Polonais attend de vous que vous affirmiez ouvertement la pérennité et l'inviolabilité de la frontière polono-allemande sur la ligne Oder-Neisse. Vous avez droit à un Etat démocratique, nous, à des frontières sûres... Il n'est pas trop tard ; l'hostilité engendre l'hostilité. Le nationalisme allemand attise en Pologne des réactions et des émotions qui ne présagent rien de bon. Notre avenir dépend de nous seuls, sous le signe de l'hostilité ou de la réconciliation. »* Le ton se fait ici presque menaçant, voire pessimiste.

Gazeta Wyborcza a publié le 11 décembre la réponse de Nouveau Forum, qui regroupe l'essentiel des forces démocratiques de RDA : *« Nous avons critiqué la campagne de haine orchestrée contre les Polonais et nous condamnons les mesures prises par le gouvernement est-allemand, qui ne servaient qu'à masquer les vraies causes des déficiences de l'approvisionnement du marché, qui ne sont pas le fait des achats des Polonais mais celui de la politique désastreuse du gouvernement. »* Réponse encourageante, mais la question de la réunification allemande est délicate. Il semblerait que, depuis l'écroulement du mur, elle soit devenue grave. D'une part, parce que la RFA fait la sourde oreille sur la frontière Oder-Neisse ; d'autre part, parce que l'état des relations polono-est-allemandes est de plus en plus marqué par la montée du nationalisme, aujourd'hui en RDA, et demain, inévitablement, en Pologne.

ANNE DURUFLÉ.

ŻYCIE WARSZAWY





TYGODNIK POWSZECHNY

L'EUROPE AU RISQUE DES PASSIONS ET D

Alerte : nationalis

(Suite de la première page.)

Le débat sur ce point se poursuit en RFA comme en RDA, suscitant de part et d'autre des réactions diverses, mais aussi dans les pays voisins, ce qui irrite nombre d'Allemands. Pourquoi cette susceptibilité à vif ? En quoi la même confrontation d'idées serait-elle légitime ou frappée d'interdit selon qu'elle se déroule au-delà ou en deçà du Rhin ? Des Allemands de l'Ouest pensent et écrivent que « *toutes les discussions sur l'unité allemande sont prématurées. Pis : elles sont nocives* (7) ». Formulée hors d'Allemagne, la même opinion est reçue outre-Rhin comme une offense à la dignité nationale, comme le signe d'on ne sait quel antigermanisme.

Serait-ce manquer à l'amitié franco-allemande que de s'interroger sur la « *réunification* » ? Ce terme est « *mal choisi* », estime pourtant le grand romancier Günter Grass (8), qui marque une nette *préférence pour « une confédération des deux Etats allemands »*. Une telle appréciation n'a évidemment rien de sacrilège – à moins d'admettre, avec M. Günter Gauss (9), qui fut représentant de la RFA en RDA entre 1974 et 1981, que « *les nationalistes sont devenus plus nombreux au sein de la maison européenne* ».

Divers commentateurs ouest-allemands invitent au contraire leurs compatriotes de l'Est à se prononcer « *en faveur de l'unité étatique* », car, ajoutent-ils, seul « *un Etat commun* [est] *capable de défendre leurs intérêts* » et d'assurer leur prospérité (10). Comme bien d'autres, ce point de vue se prête à un débat raisonnable, en RFA mais aussi dans les pays voisins.

Parce que la RFA s'en offusque, le climat des relations franco-allemandes s'est détérioré, et parfois envenimé. Comme par crainte de créer l'irréparable, la tentation est forte, en France, notamment dans la presse, de se voiler la face. L'amitié, s'il s'agit bien de cela, a d'autres exigences. Seule la plus grande franchise peut fonder la confiance sur des bases durables. Ce principe vaut d'abord pour le caractère intangible des frontières actuelles, solennellement affirmé dans plusieurs traités (11) et dans l'acte final d'Helsinki (1975). Le point crucial concerne bien entendu la frontière germano-polonaise. Le communiqué final du récent sommet européen de Strasbourg ne la mentionne pas explicitement et croit bon de tourner la difficulté en se référant à l'accord d'Helsinki. Artifice de style qui dévoile des arrière-pensées.

Apôtre inlassable de la « réconciliation » franco-allemande, Alfred Grosser exprimait son inquiétude en écrivant, voilà plus de deux mois : « *L'attitude allemande est stupéfiante : on reproche aux Français de dire ce que l'on dit soi-même (12).* » Il évoquait le discours particulièrement « *nuisible* » prononcé le 1er septembre 1989 devant le Bundestag par M. Alfred Dregger, président du groupe parlementaire CDU-CSU, le parti du chancelier. M. Richard von Weizsäcker, président de la République fédérale, venait d'adresser au général Jaruzelski une lettre dans laquelle il réaffirmait que la frontière germano-polonaise est définitive. Or M. Dregger proclamait que la « *politique de réconciliation* » avec la Pologne et avec l'URSS supposait que fût « *mis en ordre (...) tout ce qui concerne le présent et l'avenir* ». Il ajoutait : « *Cela vaut pour les frontières.* » D'où la vive réaction d'Alfred Grosser. Chaque fois que l'on a jeté un doute sur leur tracé, ajoutait-il, « *on a donné un coup de poignard dans le dos de la Communauté européenne* ».

Le respect des frontières de 1945 et la poursuite de la construction européenne constituent les deux tests de l'ancrage de la RFA dans la Communauté. Les mots ne suffisent pas, surtout lorsqu'ils sont obscurcis et parfois démentis par d'autres propos officiels nettement marqués de nationalisme.

Au printemps dernier, M. Theodore Waigel, président du parti conservateur bavarois CSU, ministre des finances dans le gouvernement de M. Kohl, avait déjà provoqué un certain émoi en déclarant, comme on le rappelait ici même le mois dernier, que l'Allemagne devait être considérée dans ses frontières de 1937. Or voici qu'il récidive. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Bunte* (13), M. Theodore Waigel prétend trouver des bases juridiques aux frontières de 1937, et il affirme que les frontières de l'Allemagne « *ne pourront être définitivement fixées* » que par le traité de paix qui, un jour, sera signé entre l'Allemagne réunifiée et les puissances victorieuses de la seconde guerre mondiale.

Espère-t-il que les vainqueurs de 1945 pourraient enlever à la Pologne et à l'URSS des territoires qui étaient allemands en 1937 ? Evidemment non. Mais il joue de la surenchère nationaliste en cultivant le rêve d'un Grand Reich. M. Kohl fait preuve à son égard d'une coupable indulgence. Et cela pour une seule raison : il savait qu'il affronterait les élections législatives de décembre 1990 dans des conditions très difficiles ; l'effondrement du mur de Berlin et les perspectives de réunification lui donnent une nouvelle chance. Mais à la condition de « ratisser large », de ne pas se couper de sa droite. A cette fin, il caresse, lui aussi, la fibre nationaliste, moins grossièrement que ne le fait M. Waigel, mais enfin il le garde dans son équipe... Les *débats pré-électoraux* ne peuvent que faire monter la fièvre nationaliste et, à supposer qu'ils se calment au cours des tout prochains mois, ils prendront inéluctablement une nouvelle vigueur à l'approche de l'échéance. Les sociaux-démocrates l'ont bien compris, qui reprochent à la droite ses « *dérives nationalistes* » et à M. Kohl son « *attitude irresponsable* » (14). Les traités par lesquels la RFA reconnaît la frontière germano-polonaise ne peuvent en aucun cas devenir, pour le gouvernement d'une Allemagne réunifiée, de simples « chiffons de papier ». Quel incendie voudrait-on ainsi allumer ?

UNE éventuelle déstabilisation de l'Europe de l'Est déclencherait des ondes de choc qui ne manqueraient pas d'ébranler tout le continent. Pour l'éviter, il ne suffit pas d'assurer la permanence des frontières actuelles. Une seconde condition est requise.



Photos : Françoise Lechevalier

ERNEST PIGNON-ERNEST. – PEINTURE MURALE A BELFORT (1988).
De gauche à droite : Victor Hugo, Stefan Zweig, Dante, Jean-Paul Sartre, René Char, Erich von Strobeim dans *la Grande Illusion*, Rosa Luxemburg, Picasso, Arthur Rimbaud (assis), Albert Einstein, Mozart, Käthe Kollwitz, Bertolt Brecht, Molière, Schiller, Thomas Mann, Mme de Staël, Rainer M

MM. Kohl et Genscher insistent bien souvent sur le lien qu'ils établissent entre l'unification allemande et l'unification européenne; la première ne pouvant se réaliser que dans le cadre de la seconde. De fait, l'une et l'autre doivent cheminer à la même cadence. Or, constate-t-on à Bonn, « *nous pressentons que le train allemand se met peut-être à rouler plus vite que le train européen* (15) ». Parmi les pays de l'Est, la RDA se trouve dans une situation bien particulière. En raison de ses accords commerciaux avec la République fédérale, « *elle a déjà des rapports privilégiés avec la Communauté européenne, et elle doit les conserver* », dit M. Genscher (16).

Dans son discours du 28 novembre devant le Bundestag, le chancelier Kohl a présenté un ensemble de mesures qui, intensifiant et élargissant *les liens déjà noués par les deux Allemagnes*, sont en mesure de renforcer ces « *rapports privilégiés* » entre la RDA et la Communauté européenne. Les propositions du chancelier concernent les échanges économiques, les liaisons téléphoniques et ferroviaires, la création de multiples organes communs tendant à instaurer des « *structures confédératives* », etc. Si, comme le dit M. Kohl, « *l'architecture future de l'Allemagne doit s'intégrer dans l'architecture future de toute l'Europe* », il convient de faire avancer à peu près à la même allure le « train » allemand et les « trains » des autres pays de l'Est. Faute de quoi, une « architecture européenne » déséquilibrée serait à brève échéance ébranlée par cette déstabilisation que chacun dit vouloir éviter.

Pour limiter les risques de chaos, la Communauté européenne peut – ou plutôt doit – prendre une série d'initiatives nouvelles traduisant dans les faits sa solidarité avec les démocraties qui émergent à l'Est. Ruinées par des décennies d'inefficacité et de gâchis, les économies de l'Est ne vont pas, comme par miracle, se redresser à court terme. Il faut au contraire prévoir que leur situation « *sera encore plus critique au cours des prochaines années* (17) ». L'aggravation des conditions de vie quotidiennes ne peut que conduire à des déceptions, faire naître une exaspération *désormais* libre de s'exprimer au grand jour. Verra-t-on les ouvriers polonais se mettre en grève contre le gouvernement de Solidarnosc ?

« *Les privations économiques constituent un danger pour toute grande expérience démocratique* », déclarait le président Bush lors de sa visite à Budapest en juillet dernier (18). C'est bien cette démocratie naissante qu'il faut pourtant préserver. Vaccinés par quarante ans d'un dirigisme étouffant, des Européens de l'Est sont naturellement tentés d'attendre d'un libéralisme échevelé des miracles que celui-ci ne peut accomplir. A l'occasion du même voyage, M. Bush les mettait en garde : devant le Parlement polonais, il rappelait avec raison que, « *même dans une économie aussi productive que la nôtre* », le gouvernement intervient dans la marche des affaires pour « *réglementer le secteur privé* » et s'assurer que les « *besoins des ouvriers* » sont convenablement satisfaits (19). Car les thèses néolibérales n'ont rien d'une panacée.

Elles sont pourtant prônées par M. Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international. Se rendant à Varsovie, il affirmait à la mi-décembre que, pour les pays de

(7) *Westdeusche Allgemeine Zeitung*, 16 novembre 1989.

(8) Cité par *Kölner Stadt-Anzeiger*, 10 novembre 1989.

(9) *Stuttgarter Zeitung*, 9 novembre 1989.

(10) *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 15 novembre 1989.

(11) Traités conclus par Bonn avec l'URSS, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la RDA.

(12) Alfred Grosser, *Die Zeit*, 20 octobre 1989.

(13) *Bunte*, 20 décembre 1989.

(14) *Le Monde*, 20 décembre 1989, et *International Herald Tribune*, 19 décembre 1989.

(15) *Rheinischer Merkur*, 10 novembre 1989.

(16) Ambassade de RFA à Paris, *Bulletin* nº 74, 29 novembre 1989.

La transparence et le brouillard

LE révérend Sun Myung Moon, fondateur de l'Eglise de l'unification, a de bonnes raisons d'être heureux. De Séoul, où il réside à nouveau après un séjour – pour fraude fiscale – dans une prison américaine, il proclame sa divine surprise : le communisme est enfin terrassé, la libre entreprise (la sienne en particulier, qui s'intéresse notamment à la fabrication des armes) va pouvoir s'épanouir, et sa belle-fille Julie – elle danse – se produire sur la scène du Kirov de Leningrad. Le révérend jubile, non plus dans les feuilles d'extrême droite, mais dans les colonnes de l'hebdomadaire moscovite *Za Rubezhom* (numéro du 17-23 novembre), *à qui il a accordé son premier entretien à un journal* depuis treize ans. Et, comme il en a les moyens, il le fait savoir en diffusant, sous forme publicitaire, son texte inspiré – à preuve cette page achetée, le 14 décembre 1989, à l'*International Herald Tribune* (1).

Admirateur inconditionnel de M. Gorbatchev, le révérend Moon, aimable mécène qui a créé la troupe de danse les Petits Anges (*« plus de trois cents passages à la télévision »*), affirme que l'URSS est sur le bon chemin. Elle doit seulement faire encore quelques efforts sur les plans religieux et économique en découvrant *« le secret du succès du système de la libre entreprise »*. Elle a eu tort, autrefois, de s'enticher du marxisme, encore que Marx, après tout... *« Il avait raison de déplorer la souffrance de l'homme et son exploitation. »*

L'Amérique ? Le révérend pourrait *« la haïr »* (elle l'emprisonna après qu'il eut tant contribué au succès de M. Reagan), mais comment un homme de Dieu se laisserait-il envahir par de tels sentiments ? Le révérend n'a qu'un but : promouvoir l'amour planétaire. Et de relancer cette idée, qu'il eut dès 1981, de construire une *« autoroute internationale de la paix »*. *« Quand ce projet sera réalisé, il sera possible de conduire sa famille en automobile de Tokyo à Londres. »* Pour ce faire, il propose que soit creusé un tunnel reliant le Japon et la Corée. Autre plan, *« crucial pour la future paix mondiale »* : la création dans le sud de la Chine d'une ville consacrée à la production de voitures. Ainsi se modernisera la Chine, elle exportera et, de la sorte, *« sera assuré le bien-être de plus d'un milliard d'êtres humains »*.

Le journaliste soviétique qui a rencontré le chef de secte-homme d'affaires écrit que les paroles du révérend témoignent, en un sens, de la portée de la pensée régnant à Moscou, qui ouvre *« de nouveaux horizons à la coopération au sein de l'humanité »*. Il estime que *« la quête religieuse a aidé ceux qui cherchent un sens à la vie dans un monde en proie aux plus vives contradictions morales »*.

Au moment où, à plus d'un million d'exemplaires, l'hebdomadaire *de Moscou répandait ces écrits de haute tenue*, le Vatican mettait en garde les chrétiens contre certains modes de pensée ou de recherche spirituelle venus de l'Orient. Non le moonisme, mais des méthodes d'introspection ou de méditation qui ont pourtant pu être assimilées à une quête de la sagesse. Après le communisme, le zen et le yoga seraient-ils intrinsèquement pervers ?

JACQUES DECORNOY.

(1) Sur l'idéologie et l'empire financier de Moon, lire « Une puissance au service de l'anticommunisme : l'internationale Moon », par Jean-François Boyer et Alejandro Alem, *le Monde diplomatique*, février 1985.

La Communauté

Par BERNARD CASSEN

LA présidence française de la Communauté européenne aura été richement servie par l'Histoire : sommet de l'Arche, célébration du Bicentenaire, chute du mur de Berlin, effondrement en série des régimes de l'Est. Avant même la fin de l'été dernier, on pouvait prévoir que l'onde de choc de la démocratisation en cours en Pologne et en Hongrie (1) allait sérieusement affecter la CEE. Mais ce premier ébranlement n'était rien comparé *à la complète redistribution des* cartes en Europe que laissent présager le rapprochement des deux Allemagnes et l'éradication, déjà pratiquement menée à son terme, des structures du stalinisme ou du brejnévisme dans les pays du pacte de Varsovie, si cette entité a d'ailleurs encore une quelconque substance.

Les initiatives de MM. George Bush et James Baker en vue de restructurer les relations transatlantiques, qui provoquent autant, sinon davantage, de perplexité que le projet gorbatchévien de *« maison commune européenne »*, montrent bien que l'Europe des Douze est devenue le point de convergence de toutes les démarches stratégiques.

Or la formidable accélération de l'Histoire au cours de ces derniers mois apporte bien des complications, aux conséquences encore imprévisibles, à une construction communautaire dont le calendrier est déjà extrêmement chargé si les échéances de la mise en place du grand marché intérieur à la fin de 1992 doivent être respectées. Et, de surcroît, le conseil européen réuni à Strasbourg les 9 et 10 décembre s'est assigné une nouvelle contrainte en fixant à la fin de 1990 la date de la conférence intergouvernementale qui sera chargée de définir les deuxième et troisième étapes de l'Union économique et monétaire (UEM). Celle-ci entraînera nécessairement la rédaction d'un nouveau traité, le troisième après *celui de Rome de 1957 et l'Acte unique*, entré en vigueur en juillet 1987.

Une course de vitesse est ainsi engagée entre les forces centripètes, contribuant à la cohésion de l'ensemble communautaire par des politiques communes, et les forces centrifuges menant à une dilution de la CEE dans une zone qui ne serait pratiquement que de libre-échange : rapprochement en cours avec les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) ; demandes officielles d'adhésion de l'Autriche et de la Turquie (la requête turque a été renvoyée au-delà de 1993 par la Commission, dans son avis du 17 décembre dernier) qui en annoncent d'autres ; statut privilégié de la RDA dans la CEE, qui ne pourra que prendre de l'importance (2) ; appels pressants de certaines des anciennes « démocraties populaires », qui souhaitent se voir réserver une place particulière par la Communauté, éventuellement dans son sein, afin d'améliorer le niveau de vie de leurs populations et de consolider, ce faisant, leurs nouveaux régimes politiques.

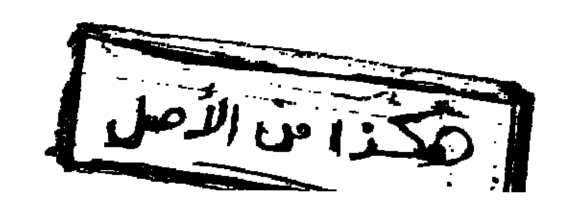
Dans cette course de vitesse, l'attitude de la RFA est un élément décisif : à Strasbourg, le ralliement de dernière minute du chancelier Kohl à l'UEM a pu apparaître comme une victoire de la cohésion des Douze (ou plus exactement des Onze, puisque le gouvernement de Mme Thatcher est resté à l'écart), mais beaucoup trop d'ambiguïtés subsistent quant aux intentions réelles du gouvernement de Bonn – par exemple à propos du statut de la future banque centrale européenne – *pour que l'on puisse considérer* la cause comme entendue.

Mais, au-delà des congratulations d'usage sur le « succès » de la présidence française, qui ressemblent plutôt à des soupirs de soulagement, il ne reste plus grand-chose des espoirs du *début de* l'année 1989. *« L'Europe sera sociale ou ne sera pas »*, avait affirmé M. François Mitterrand. Avec l'adoption à Strasbourg de la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs, on est très loin du compte. Déclaration *solennelle*, sans aucune valeur contraignante même si elle demande à la Commission de proposer des mesures concrètes en 1990, cette charte relève davantage du verbe que de l'action, et autant l'on comprend que les organisations syndicales et le Parlement européen aient manifesté leur déception, autant l'on ne comprend pas pourquoi Mme Thatcher a refusé de signer un texte aussi inoffensif.

Si le volet social reste le parent pauvre de la construction européenne, il n'en va pas de même pour le volet financier. Après avoir signé en juin 1988, sans aucune contrepartie, la directive sur la libération des mouvements de capitaux, le grand argentier français, M. Pierre Bérégovoy, sur instructions du *président* de la République, vient même d'en avancer la mise en vigueur : les détenteurs de capitaux de l'Hexagone n'auront pas à attendre le 1er juillet 1990, date initialement prévue, pour rechercher les places européennes les plus avantageuses sur le plan de la fiscalité. Cette latitude leur est offerte depuis le 1er janvier (3). Et cela sans que le gouvernement de M. Michel Rocard ait obtenu la moindre garantie sur l'harmonisation de la fiscalité des revenus du capital en Europe, ni même sur la levée du secret bancaire pour lutter contre la fraude. Cette véritable capitula-

(1) Bernard Cassen, « La Communauté européenne sous le choc », *le Monde diplomatique*, septembre 1989.

(2) Claude Julien, « Le sphinx allemand », et René Lasserre, « Un commerce intérieur allemand », *le Monde diplomatique*, décembre 1989.



ES PASSIONS ET DES AMBITIONS

[n]ationalismes



-ERNEST.-[P]EINTURE MURALE A BELFORT (1988)
Char. Erich Stroheim dans *la Grande Illusion*, Rosa Luxemburg, citation d'une peinture de Caspar David Friedrich, [B]ertolt Brecht, Molière, Schiller, Thomas Mann, Mme de Staël, Rainer Maria Rilke, Heinrich Heine, Romain Rolland.

années (17) ». L'aggravation des conditions de vie quotidiennes ne peut que conduire à des déceptions, faire *naître une exaspération désormais libre* de s'exprimer au grand jour. Verra-t-on les ouvriers polonais se mettre en grève contre le gouvernement de Solidarnosc ?

« *Les privations économiques constituent un danger pour toute grande expérience démocratique* », déclarait le président Bush lors de sa visite à Budapest en juillet dernier (18). C'est bien *cette démocratie naissante qu'il faut* pourtant préserver. Vaccinés par quarante ans d'un dirigisme étouffant, des *Européens de l'Est sont naturellement* tentés d'attendre d'un libéralisme échevelé des miracles que celui-ci ne peut accomplir. A l'occasion du même voyage, M. Bush les mettait en garde : devant le Parlement polonais, il rappelait avec raison que, « *même dans une économie aussi productive que la nôtre* », le gouvernement intervient dans la marche des affaires pour « *réglementer le secteur privé* » et s'assurer que les « *besoins des ouvriers* » sont convenablement satisfaits (19). Car les thèses néolibérales n'ont rien d'une panacée.

Elles sont pourtant prônées par *M. Michel Camdessus, directeur général* du Fonds monétaire international. Se rendant à Varsovie, il affirmait à la *mi-décembre* que, pour les pays de l'Est, « *la voie de l'économie mixte n'est pas gérable* ». Il se prononçait contre ce que l'on appelle le « *gradualisme* », c'est-à-dire la libéralisation et la modernisation par étapes (20). Veut-on appliquer aux pays de l'Est les recettes qui n'ont rien réglé dans les tiers-mondes ? Le traitement de cheval imposé par le FMI a fragilisé les jeunes démocraties sans pour autant assurer le sauvetage de leurs économies. Depuis des années, *le Monde diplomatique* soutient qu'il est à la fois indécent et *inefficace de contraindre les régimes* représentatifs installés par exemple en Argentine ou au Brésil à rembourser les dettes contractées par les dictatures militaires. Le même principe vaut évidemment pour les pays de l'Est libérés de leurs dictatures communistes. Pourquoi le gouvernement de M. Mazowiecki devrait-il saigner la population polonaise afin d'éponger *les crédits* (40 milliards de dollars) généreusement accordés à ses prédécesseurs « rouges » par des banques capitalistes ? Le libéralisme économique est incompatible avec l'intervention d'une institution inter-étatique comme le FMI. En bon praticien, un grand banquier privé, M. Felix Rohatyn (21), ne partage pas, quant à lui, les allergies de M. Camdessus à l'égard de l'« *économie mixte* » et du « *gradualisme* ». Il plaide en faveur d'un moratoire de trois *ans sur les dettes extérieures* (intérêts et principal) de la Pologne et de la Hongrie. « *La transition politique,* écrit-il, *ne requiert pas l'adoption immédiate d'une économie de marché comme nous l'entendons à l'Ouest.* » Il préconise un système d'économie mixte qui tendrait, à échéance de dix ans, vers un « *marché commun de l'Europe de l'Est* » ; plus tard, celui-ci serait en mesure de négocier avec la Communauté européenne.

CHARGÉE de coordonner l'aide aux pays de l'Est, la Communauté a déjà pris une série de mesures impressionnantes. L'octroi d'une bonne partie des crédits ainsi prévus est cependant suspendu à *la conclusion d'un accord entre* chaque pays bénéficiaire et le FMI (22). Rien ne permet de penser qu'un tel accord *serait plus satisfaisant que les divers* « plans d'ajustement structurel » imposés aux pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine. Si, quel que soit leur retard économique, les pays de l'Est ont leur pleine place dans *l'Europe libre, et si l'objectif prioritaire* des Douze est non pas la conquête de marchés mais l'élargissement de l'aire de la *démocratie* à *tout le continent*, alors il appartient à la Communauté de prendre des initiatives d'un caractère exceptionnel. Dans quel sens ?

Aucun gouvernement occidental ne peut accepter que les libertés fraîchement *conquises soient compromises par* le lourd fardeau de la dette. En 1989, la Hongrie, par exemple, a déboursé à *ce titre 1 300 millions de dollars. Dans* la situation présente, si l'on voulait respecter les règles en vigueur, une trop grosse part de *l'aide occidentale se* contenterait de transiter par Budapest pour aboutir dans les coffres des banques *créditrices, interdisant ainsi tout* progrès social tangible. Une inévitable agitation populaire, éventuellement exploitée par des forces d'extrême droite, affaiblirait alors un gouvernement qui cherche encore sa voie ; une coalition de tous les mécontents mettrait la démocratie en péril.

Soucieuse d'atténuer ce risque, la Commission de Bruxelles a saisi le Parlement européen d'une proposition : la Banque européenne d'investissement (BEI) ouvrirait à la Pologne et à la Hongrie des crédits de 800 à 1 000 millions d'écus, qui seraient garantis par la Communauté elle-même. A l'unanimité, la commission compétente du Parlement européen a approuvé et précisé cette démarche (23).

Dans le même esprit, trois autres types d'action peuvent consolider la démocratie :

• Au stade actuel, l'admission de la Pologne et de la Hongrie au sein du marché unique européen est évidemment impensable, car leurs économies ne résisteraient pas à ce choc brutal. Mais les Douze peuvent manifester la solidarité de tous les Européens en envoyant des représentants de la Communauté aux côtés des délégations de Varsovie et de Budapest pour les appuyer dans leurs négociations avec le FMI. Les membres de la Communauté disposent dans cette institution d'un poids de vote déterminant. Ils feraient entendre que, d'une manière ou d'une autre, ils cautionnent les dettes polonaises et hongroises ; ils demanderaient leur gel non seulement pour trois ans, comme *le suggère M. Felix Rohatyn*, mais pour une période – dix ans ? – adaptée aux besoins du redressement économique.

• Avec la participation d'autres pays (membres de l'OCDE, URSS, ex-démocraties populaires), la Communauté prépare la création d'une Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), au capital de 15 milliards d'écus (105 milliards de francs), qui peut devenir opérationnelle au cours de l'année 1990. La BERD sera ainsi en mesure d'épargner aux pays de l'Est les inutiles et souvent *désastreuses rigueurs* qu'impose habituellement le FMI. Elle moderniserait ou créerait les infrastructures (ferroviaires, routières, *téléphoniques*) indispensables au décollage économique, et soutiendrait les investissements lourds. *Gérée par tous les participants*, de l'Est comme de l'Ouest, elle développerait les liens nécessaires entre les deux moitiés d'une Europe qui n'accepte plus d'être divisée.

• De même que le plan Marshall donna naissance à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE, l'ancêtre de l'actuelle OCDE), l'action communautaire tisserait d'étroites relations entre pays de l'Est eux-mêmes, en prévision de leur adhésion à la Communauté. Ce type de coopération atténuerait les rivalités nationales qui, occultées par quatre décennies de stalinisme, n'en sont pas *moins vivaces.*

DES projets en ce sens, encore entourés d'une certaine discrétion, sont à l'étude entre les gouvernements concernés. Bien plus que les querelles médiocres qui occupent l'opinion et les partis, ces projets méritent de retenir l'attention du public, des formations politiques, des syndicats, des associations. Car de leur réussite dépendent la stabilité et le rayonnement de l'Europe tout entière.

Un certain nombre de difficultés sautent pourtant aux yeux. Il est parfaitement naturel, souhaitable, que le gouvernement et les entreprises de la RFA accomplissent un effort particulier en direction de la RDA. Mais la Communauté, *en tant que telle*, doit maintenir un *équilibre* approximatif entre la RDA, relativement plus industrialisée, et les autres pays de l'Est. En *outre, ceux-ci doivent recevoir un soutien collectif* et non pas devenir le terrain d'une *compétition nationaliste* entre les Douze, chacun d'eux s'efforçant de conquérir des positions sur ces marchés, de placer ses propres pions. L'ambition démocratique a-t-elle une chance de l'emporter, pendant un temps, sur l'avidité marchande ?

Il faut reconnaître à certains Allemands, même s'ils ne sont guère écoutés, le mérite de poser clairement un problème particulièrement délicat. Ainsi Peter Bender, qui écrit (24) : « *Lorsqu'ils ressentent l'arrogance allemande, les jeunes Polonais se souviennent de ce qu'on leur a raconté sur l'occupation allemande.* » Jamais Hitler n'aurait pu accomplir ses crimes s'il avait disposé uniquement du *concours des nazis convaincus* : il bénéficia aussi, hélas ! du soutien actif d'Allemands souvent méprisants à l'égard *des nazis, mais aveuglés par* leur nationalisme. En quelque pays que ce soit, les formes modernes du nationalisme *portent en germe les conflits* de demain, les épreuves de force – militaires ou économiques – et les désastres.

Le chemin vers l'union économique et monétaire, vers une Europe politique *soumise à un vigoureux contrôle* parlementaire, est souvent considéré comme jalonné d'abdications de souveraineté nationale. *Que chacun des partenaires* joue loyalement le jeu, et cette route conduira au contraire à un surcroît de *souveraineté* pour une *Europe unie*, pour les membres actuels de la Communauté comme pour ceux qui ne peuvent trop tarder à la rejoindre.

CLAUDE JULIEN.

(17) Heinrich Vogel, dans *The World Today*, publié par le Royal Institute of International Affairs, août-septembre 1989.

(18) Cité par *International Herald Tribune*, 26 juillet 1989.

(19) *Idem.*

(20) *Le Monde*, 15 décembre 1989.

(21) De la Banque Lazard Frères à New-York. Voir son article dans *International Herald Tribune*, 21 novembre 1989.

(22) Pour le détail de ces aides, voir *le Monde*, 28 novembre 1989.

(23) Parlement européen, documents de séance, série A, nº A3-93/89, 6 décembre 1989.

(24) Dans la *Süddeutsche Zeitung*, 8 novembre 1989.

• « LA NOUVELLE PLANÈTE ». – Le tableau de Constantin Youon, *la Nouvelle Planète*, reproduit dans l'article de Claude Julien « Le sphinx allemand » paru le mois dernier (pages 16 et 17), *date de 1921, non de 1821.*

[La] Communauté dans la spirale néolibérale

ment de Bonn – par exemple à *propos* du statut de la future banque centrale européenne – pour que l'on puisse *considérer la cause comme entendue.*

Mais, au-delà des congratulations d'usage sur le « succès » de la présidence française, qui ressemblent plutôt à des soupirs de soulagement, il ne reste plus grand-chose des espoirs du début de l'année 1989. « *L'Europe sera sociale ou ne sera pas* », avait affirmé M. François Mitterrand. Avec l'adoption à Strasbourg de la charte communautaire des *droits* sociaux fondamentaux des travailleurs, on est très loin du compte. Déclaration solennelle, sans *aucune* valeur contraignante même si elle demande à la Commission de proposer des mesures concrètes en 1990, cette charte *relève* davantage du verbe que de l'action, et autant l'on comprend que les organisations *syndicales* et le Parlement *européen* aient manifesté leur déception, autant l'on ne comprend pas pourquoi *Mme Thatcher a refusé de signer un* texte aussi inoffensif.

Si le volet social reste le parent pauvre de la construction *européenne, il n'en va* pas de même pour le volet financier. Après avoir signé en juin 1988, sans *aucune contrepartie, la directive* sur la libération des mouvements de capitaux, le grand argentier français, M. Pierre *Bérégovoy, sur instructions* du *président* de la République, vient même d'en avancer la mise en vigueur : les détenteurs de *capitaux de l'Hexagone* n'auront pas à attendre le 1er juillet 1990, date initialement prévue, pour rechercher *les places européennes* les plus avantageuses sur le plan de la fiscalité. Cette latitude leur est offerte depuis le *1er janvier* (3). Et *cela* sans que le gouvernement de M. Michel Rocard ait obtenu la moindre garantie sur *l'harmonisation de la fiscalité des revenus* du capital en Europe, ni même sur la levée du secret bancaire pour lutter *contre la fraude*. Cette véritable capitula*tion en rase campagne* est l'un des tributs acquittés par Paris pour faire figure de meilleur élève de la classe de l'Europe. Mais de quelle Europe ? Celle, *franchement* néolibérale, de Mme Thatcher, qui gagne toutes les vraies batailles en *faisant semblant de perdre* celles qui n'ont d'autre dimension que symbolique.

Même spirale néolibérale dans le domaine audiovisuel, où la directive « *Télévision sans frontières* », adoptée en octobre dernier (4), n'est guère plus contraignante que la charte *sociale* puisque c'est seulement « *chaque fois que cela est possible* » que les télévisions devront programmer *une proportion* majoritaire d'œuvres européennes.

Les reculs sont encore plus marqués dans trois domaines-clés de l'industrie et des *services : les télécommunications, les* transports aériens et l'automobile, où l'ouverture des frontières, avec pour *seule politique celle de la concurrence* à outrance, va permettre sans aucune compensation aux entreprises américaines et *japonaises de pénétrer* dans le marché français dans des secteurs considérés comme stratégiques du temps où Paris avait une stratégie. On connaît les effets de la déréglementation des transports aériens aux États-Unis : *surcoûts pour les* dessertes non rentables, retards, manquements aux règles de sécurité et, *finalement, reconstitution de monopoles.* Cette voie, déjà remise en question à Washington, devient le modèle que *Bruxelles impose à Paris* et aux autres capitales. Il en va de même pour les télécommunications où la loi de la jungle, *fatale* aux nécessités d'un service public, va devenir la règle faute d'un organisme européen de contrôle.

La quasi-liberté d'accès promise aux constructeurs automobiles japonais, là aussi sans réciprocité, va de pair avec *l'exigence faite à Renault de diminuer* ses capacités de production. Cet ensemble *de mesures comporte des risques* industriels majeurs : « *La libéralisation profite plus aux firmes étrangères qu'européennes, plus à IBM qu'à France Télécom, à Toyota qu'à Renault. Sous la pression des plus libéraux, Bruxelles a exclu la définition d'une politique industrielle par secteur. Même les programmes comme ESPRIT ou BRITE ne doivent concerner exclusivement que la recherche en amont des produits. De sorte qu'on lève les barrières dans l'incohérence* (5). »

De reculade en reculade, se met ainsi en place une Europe dont la seule politi*que consiste à ne pas en avoir, même si* des progrès ont été accomplis dans des domaines, certes très importants en eux-mêmes, mais marginaux en termes financiers : augmentation du budget du prochain programme-cadre de recherche, développement des échanges d'étudiants et de chercheurs, etc. On aura reconnu dans ce tableau d'ensemble, non pas ce que l'on appelle une « communauté », mais bien la préfiguration d'une zone de *libre-échange, dans la perspective d'un* élargissement qui ne dira pas son nom, et qui prendra d'abord la forme de *l'« Espace économique européen »* (EEE) né d'un rapprochement avec l'AELE et, ultérieurement, avec les pays de l'Est.

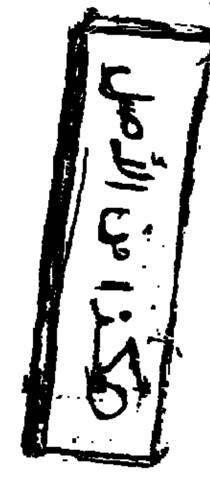
Le déficit des politiques communes, conséquence du déficit démocratique qui caractérise le fonctionnement actuel de la CEE – pratiquement aucune de ces mesures n'a fait l'objet du moindre débat préalable dans les parlements nationaux, – *se traduit par un déficit politique encore plus sensible. Si une volonté poli*tique, un réel projet politique, ne trouvent pas à se concrétiser à douze, qu'en sera-t-il à dix-huit ou à vingt-cinq ? La question doit être posée, au moment où une Allemagne sûre d'elle-même affirme ses *ambitions, où le Japon se transforme* en principal financier de la planète, où M. George Bush souhaite ouvertement disposer d'un droit de regard, voire de veto, sur les affaires de l'Europe. Tandis que les pays du Sud, continuant de croire en une certaine Europe, attendent d'elle sinon un modèle du moins une référence et un pôle de coopération plus équitable.

BERNARD CASSEN.

(3) Voir « L'engrenage de la libéralisation », *le Monde*, 16 décembre 1989.

(4) Serge Regourd, « Télévision sans frontières : une grande bataille pour l'Europe de l'audiovisuel », *le Monde diplomatique*, août 1989.

(5) Eric Le Boucher, « Trois concessions à l'Europe », *le Monde*, 15 décembre 1989.



UNE RELIGION TOTALE

L'Europe sous la pression

PRÉSENTES partout dans le monde, les puissantes agences internationales de publicité (Saatchi et Saatchi, Dentsu, Young and Rubicam, McCann-Erickson, Walter Thompson, HDM, Publicis...) constituent de formidables réseaux qui bouleversent les clivages politiques, économiques et culturels. Leur logique envahit à présent le Vieux Continent. La privatisation et la *déréglementation de l'audiovisuel européen ont* permis à la publicité de s'installer au cœur des nouveaux systèmes de communication. En peu de temps, elle est ainsi devenue un partenaire essentiel de la télévision et un interlocuteur de poids dans les instances communautaires où se définissent les formes de l'audiovisuel de demain. La publicité aspire, de surcroît, à devenir le creuset culturel du futur eurocitoyen...

Par ARMAND MATTELART et MICHAËL PALMER *

Slogan-choc des années 80, un concept fascine les publicitaires : celui de globalisation. *Il a été forgé aux* Etats-Unis, *« inventé par les multinationales américaines pour essayer de justifier* a posteriori *des pratiques de marketing banalisantes et appauvrissantes, les grandes agences étant incapables de comprendre la culture des différents pays européens* (1). » Que signifie-t-il ? A peu près ceci : la clé du succès pour l'exploitation de marchés mondiaux réside dans le lancement de produits globaux : produits identiques, diffusés à l'aide de moyens publicitaires et de mercatique standardisés. Bref, vendre, avec un même slogan et une même image, un même produit dans un même emballage à travers le monde entier. Ce qui revient à appliquer à l'ensemble des produits et des marchés l'expérience, souvent très ancienne, d'entreprises transnationales comme Coca-Cola, Marlboro, Kodak, Esso, McDonald's... Le concept s'est affirmé à mesure que se développaient *les mégagroupes publicitaires.* Sa paternité revient à un professeur de l'université Harvard, M. Theodor Levitt, *mais son succès dans les milieux* publicitaires est dû à l'agence britannique des deux frères Saatchi qui en ont fait le pilier de leur stratégie planétaire, ce qui leur a permis de racheter en cascade leurs principaux concurrents jusqu'à devenir le premier groupe mondial.

La stratégie globale permet de franchir les obstacles de tous ordres qui empêchent la circulation transfrontière des produits et des services. Ces obstacles sont essentiellement d'ordre politique, comme le constate M. Eger, ancien conseiller du président Richard Nixon et ancien vice-président de la chaîne CBS : *« La grande barrière, aujourd'hui, ce n'est pas l'argent ni les programmes, encore moins la technologie. La grande barrière est réellement celle de la loi et de la politique. Ces lois qui sont comme des piquets de clôtures tendues entre les nations, empêchant le libre flux de l'information. Il faut que les publicitaires du monde entier et les entreprises désireuses de développer les médias fassent alliance pour les communications mondiales. Les partisans du mégamarché mondial doivent faire usage des instruments de pouvoir, des relations publiques et de la politique pour renverser ces barrières* (2). » Nouvelle croisade, donc ; la publicité libère le monde.

Les adversaires de la globalisation insistent sur l'existence d'autres logiques qui produisent un éclatement des marchés mondiaux ; la démassification généralisée de la consommation exige une approche différenciée parce que les goûts des consommateurs se diversifient. Tout au moins dans le cadre des pays développés. Pour ces pays, un employé japonais de la firme américaine McKinsey a élaboré, en 1984, le concept de « pouvoir triadien » (3). Il s'agit, tout simplement, d'imaginer des stratégies publicitaires pour cette entité à trois têtes : Europe, Amérique du Nord et Japon. Une zone où se concentrent 80 % des dépenses mondiales des particuliers. Selon l'auteur de *Triad Power*, une entreprise n'est « mondiale » que si elle est présente sur ces trois marchés. Ce qui est d'ailleurs une condition indispensable à sa survie. Pour favoriser la pénétration des entreprises dans ces trois zones, les publicitaires leur fournissent une arme stratégique capitale. Ils doivent définir les ressemblances et les différences parmi les consommateurs de la « triade »; ils doivent mettre au point des messages qui, bien que dissemblables, uniront tous les citoyens dans la consommation d'un même produit.

A la recherche de l'euroconsommateur

DEUX stratégies publicitaires coexistent donc actuellement : celle, « globale », qui vise à l'internationalisation simultanée des marchés de produits de grande consommation ; et celle, « triade », qui favorise l'éclosion de micromarchés demandant des produits différenciés, personnalisés. Les deux doivent tenir compte des *styles de vie différents des multitudes* de groupes humains qui habitent le monde dit développé. Les publicitaires *s'intéressent donc plus particulièrement* à l'« homme triadien », dont ils tentent de dessiner le profil.

En Europe, par exemple, les *spécialistes* des études de marché annoncent qu'ils sont en passe de trouver les dénominateurs communs unissant les diverses réalités et modes de vie nationaux et régionaux ; ils se proposent de définir le nouveau type ethnique du grand marché unique : l'euroconsommateur.

Les spécialistes du Centre de communication avancée (CCA) du groupe Eurocom-Havas, à Paris, ont fait connaître en mars 1989 les premiers résultats d'une étude monumentale qui, pendant deux ans, leur a permis de rassembler une énorme documentation sur les modes de vie, la politique, les modes de consommation, les médias, etc., dans 23 pays européens et d'interroger 24 000 personnes. Présenté par ses auteurs comme *« un message stratégique pour les entreprises »*, leur rapport compte trois mille pages. L'Europe des styles de vie y est traitée comme un parc zoologique. Selon ces publicitaires, en effet, le Vieux Continent est peuplé de *« chats de gouttière », de « hérons », de « colombes », d'« éléphants », de « renards », d'« écureuils », de « hiboux », de « requins », de « mouettes », d'« albatros », de « loups », de « blaireaux »* et *d'« otaries »*. Les *« chats de gouttière »* vivent au-dessus de leurs moyens ; s'offrent des produits de beauté, des sorties et des loisirs au détriment de l'alimentation de tous les jours ; ils aiment la publicité de type « hollywoodien », en couleurs, brillante... Les *« blaireaux »* aiment les écrans publicitaires et le sponsoring ainsi que les séries de type Dallas... Les *« éléphants »* sont très attirés par les petites boutiques spécialisées offrant des services personnalisés ; ils payent avant tout le service et le décor du magasin et lisent surtout des magazines hebdomadaires d'information.

Ces études ont donné lieu à de nombreuses variantes. Ainsi, pour le prix de cent mille livres, les Britanniques pourront apprendre qu'ils sont les plus *eurorockies* (xénophobes, heureux de vivre dans une société de jungle, faisant preuve de peu de sens de responsabilité sociale), les Espagnols sauront qu'ils sont des eurocitoyens et des europionniers, et ainsi de suite avec les eurodandys, les euro-scouts, les eurocontestataires, les euromoralistes, les euro-olvidados, les eurovigilantes, les euroromantiques, les euro-austères, les eurogentries jusqu'à atteindre seize typologies. *Au Royaume-Uni*, on n'a pas attendu longtemps pour riposter à cette vision de l'Europe venue de Paris. Commentaire d'un responsable d'un centre de prévisions : *« Une typologie n'a de sens que relativisée par le contexte culturel... Quand vous allez au pub pour y boire seul, vous éprouvez d'autres besoins que si vous y allez avec vingt autres personnes... Ces typologies sont bien distrayantes à la lecture si elles sont faites convenablement. Mais c'est la croix et la bannière pour les appliquer à des situations réelles (4). »*

On estime qu'aujourd'hui quelque 5 milliards de dollars à travers le monde sont consacrés à l'étude de la publicité, des marchés et de l'opinion publique (5).

Or la constitution de bases de données fiables portant sur les investissements publicitaires se révèle semée d'embûches. Elle l'était déjà sur le plan national ; cela devient un véritable casse-tête chinois à l'échelle européenne. Et tous, d'ailleurs, en conviennent.

A Rome, en décembre 1986, une cinquantaine d'experts, venus de seize pays, ont participé précisément à un symposium sur la collecte et le traitement des statistiques de la publicité en Europe. Parmi les parrains du symposium : des agences, des médias et des annonceurs (McCann-Erickson, Publitalia, Music Box, Super Channel, Sky Channel, *Reader's Digest*, *The Wall Street Journal*, Nestlé, Philips...). Maître d'œuvre de ces journées : l'Advertising Association (AA), britannique, et l'European Advertising Tripartite (EAT) *(voir ci-dessous : « Le gâteau et les souris »)*.

Le casse-tête des statistiques

COLLECTER et analyser les données publicitaires n'est pas chose évidente ; et la situation italienne illustre bien les difficultés que l'on rencontre à l'échelle européenne. Certains publicitaires soutiennent que l'Italie, de par l'importance de ses régions rassemblées artificiellement dans une entité nationale, est à l'image de la mosaïque européenne. Or l'Italie est l'un des pays dont le marché publicitaire connaît le taux d'expansion le plus rapide. Beaucoup en déduisent que la Communauté européenne, après 1992, va donc permettre la constitution d'un gigantesque eldorado publicitaire. Rien n'est moins sûr. Car, à y regarder de plus près, les études qui mesurent le marché italien sont loin d'aboutir à des résultats cohérents. Y compris celles élaborées par les principales sociétés privées de recherche d'envergure internationale.

Théoriquement, les dépenses publicitaires auraient triplé en Italie entre 1980 et 1985, en raison notamment de la multiplication des radios et des télévisions dites locales. Mais cela ne tient pas compte du fait que les télévisions, désormais nombreuses et concurrentes, se livrent à une « guerre des rabais » et consentent d'énormes réductions à leurs annonceurs. En 1985, selon l'Association italienne des agences de publicité (ASSAP), les deux tiers des spots à la télévision étaient bradés. Cette politique de rabais rend peu fiables les études portant sur le volume des dépenses publicitaires.

Comment, devant une telle confusion, les agences pourraient-elles conseiller sérieusement leurs clients, *les annonceurs, alors qu'elles ne disposent* pas d'outils de recherche et de mesure aussi perfectionnés que ceux *disponibles au Royaume-Uni* et aux Etats-Unis lesquels, pourtant, souffrent aussi de grosses lacunes ? A Rome, en *décembre 1986, M. Giulio Chiodarelli*, responsable de Publitalia (agence qui vend les espaces publicitaires des télévisions privées du groupe Fininvest de M. Silvio Berlusconi), le reconnaissait : *« Nous sommes responsables de l'écart – avoisinant les 60 % – entre les chiffres colportés sur les dépenses publicitaires à la télévision et les recettes réelles de la télévision commerciale. »* En 1988, la politique des ristournes s'est poursuivie de plus belle, au point que celles-ci auraient été de l'ordre de 70 %.

Les incertitudes et les incompatibilités entre données nationales sont telles en Europe que, depuis 1985, pour arriver à une meilleure grille d'analyse, *les instances professionnelles ont tenté* d'assainir la base statistique. Chaque année, l'EAT et l'AA publient les *données les plus crédibles sur les investissements* publicitaires européens dans un rapport intitulé *Pan-European Advertising and Media Forecast*, édité à Londres (6).

« La Commission européenne a passé beaucoup de temps à essayer d'harmoniser les législations commerciales dans la CEE. Mais jusqu'à maintenant elle a fait peu de choses pour encourager la production de statistiques industrielles qui répondent à un schéma commun (7). » Ces propos du directeur des recherches de l'Advertising Association datent de 1986. Trois ans après, les débats s'engagent et des décisions se prennent sur la base de données statistiques que seul un acteur aux dimensions transfrontières comme le réseau publicitaire est capable de produire.

Ces statistiques nous apprennent précisément que l'Europe est devenue *la région du monde où le taux de croissance* des ressources publicitaires est le plus élevé (8). Le Vieux Continent *constitue le deuxième marché publicitaire* de la planète (environ 28 % des recettes mondiales), après les Etats-*Unis (50 % des recettes)*, mais bien avant le Japon (15 %).

Il est généralement admis que la croissance des investissements publicitaires dans un pays développé est supérieur à celle du produit intérieur brut (PIB). Aux Etats-Unis, les prévisions pour 1989 laissaient prévoir que – pour la première fois depuis quinze ans – la croissance des investissements publicitaires serait inférieure à celle du PIB. En revanche, en Italie et en Espagne, les investissements publicitaires ont littéralement flambé ces cinq dernières années, croissant de 15 % à 25 % par an (le PIB de l'Italie et de l'Espagne ayant *seulement augmenté en* 1988, respectivement, de 3,5 % et de 7 %). Ce sont évidemment des cas extrêmes : la France, par exemple, a enregistré un taux moyen de croissance publicitaire de 10 % (15 % en 1987, devant le Japon, 12 %, les Pays-Bas, 11 %, et le Royaume-Uni, 10 %). Au bas de l'échelle, l'Allemagne de l'Ouest a un taux d'environ 3 à 4 %. *En 1988*, les dépenses publicitaires en Europe auraient crû de 8 %, le Royaume-Uni représentant 22 % des dépenses totales, la RFA 21 % et la France 14 % (9).

Le paradoxe de cette croissance accélérée dans les deux pays du sud de l'Europe réside dans la nature contradictoire de leurs deux systèmes télévisuels. L'Italie vit depuis dix ans dans une déréglementation qui a permis l'explosion des réseaux privés que contrôle M. Silvio Berlusconi. L'Espagne, en revanche, vient à peine d'attribuer à des groupes privés trois nouvelles chaînes de télévision non encore opérationnelles ; mais le service public et les chaînes régionales y sont depuis longtemps engagés dans la surenchère commerciale.

La fièvre publicitaire gagne partout en Europe, et de plus en plus d'Etats lâchent du lest. En témoigne, par exemple, l'introduction de la publicité dans les télévisions belge et danoise en 1988 ; et son entrée massive, en 1989, sur les écrans des Pays-Bas, où elle était limitée à 5 % du temps d'antenne et interdite le dimanche. Fin 1988, seules la Norvège et la Suède n'avaient toujours pas autorisé la publicité à la télévision ; et l'Allemagne de l'Ouest et la Suisse demeurent hostiles à la suppression des contraintes imposées à la diffusion de spots publicitaires.

Entre 1980 et 1987, d'après le rapport EAT-AA, l'ensemble des *investissements* publicitaires en Europe a augmenté de 103 % en valeur réelle (le total des recettes publicitaires de la seule télévision s'accroissant de 181 %). Dans quatre pays (Turquie, Portugal, Grèce, Italie), le petit écran draine la moitié ou plus des recettes publicitaires totales. Dans quatre autres (Irlande, Royaume-Uni, Espagne, Autriche), environ un tiers. *En* Finlande, aux Pays-Bas, en RFA et en Suisse, à peine 10 %. La France se situe dans la moyenne européenne, la télévision réalisant environ le quart des recettes publicitaires totales. En 1988, d'après une autre source, 22 % des dépenses publicitaires étaient captées par la télévision et 66 % par la presse écrite (quotidienne et périodique) (10).

En décembre 1988, l'*ancien* vice-président du premier groupe publicitaire français, Eurocom, était *nommé vice-président* de la filiale française de McCann-Erickson. Cette agence américaine installait à la *même* époque s[...]
quartier général européen à Paris. [...]
janvier 1989, une autre personnalité [...]
la publicité française accédait *à la* p[...]
sidence des opérations internationa[...]
d'un autre grand groupe américa[...]
DDB Needham Wordwide. Ces no[...]
nations, ces transferts, parmi mi[...]
autres, confirment que, depuis 19[...]
l'industrie publicitaire européenne [...]
en pleine restructuration. Les récen[...]
transformations du paysage audiovis[...]
et les perspectives du marché uniq[...]
ont précipité les créations de filiales [...]
Europe, *multiplié* les accords, [...]
fusions, les associations ; et intens[...]
les mutations des présidents, des cad[...]
et des propriétaires.

Quatre acteurs dominent le territo[...]
publicitaire : les groupes américai[...]
britanniques, français et japonais [...]
redéploiement a commencé au déb[...]
des années 80 par une forte offensi[...]
britannique. A la pointe de l'attaque, [...]
groupe Saatchi et Saatchi [...]
aujourd'hui premier groupe mondial, [...]
s'est d'abord emparé de grands résea[...]
d'agences *américains, puis a détrôné* [...]
groupe Interpublic, propriétaire, ent[...]

Des supercentra[...]

EN 1987, le premier groupe fra[...]
çais, la première agence japonai[...]
et la *plus grande* agence américai[...]
s'associaient pour créer une agence [...]
publicité à vocation mondiale : HD[...]
(H pour Havas-Eurocom, D pour [...]
japonaise Dentsu et M pour Marstelle[...]
filiale de l'américaine Young et Rub[...]
cam).

En 1988, la firme française Public[...]
s'associait à l'agence américaine FC[...]
(Foote, Cote et Belding Communic[...]
tion). Résultat : Publicis est devenu [...]
premier réseau européen et se *place* [...]
sixième ou septième rang mondial. [...]
1989, le groupe Roux-Séguéla[...]
Cayzac-Goudard (RSCG), quatrièm[...]
agence française, a acheté des par[...]
d'une importante agence américain[...]
MVBCS, qui avait *organisé* la camp[...]

UN TERRAIN DE CHASSE PRIVILÉGIÉ
(Activité en Europe des principaux groupes)

Rang	Réseau *(Selon la nationalité du groupe ou de l'agence)*	Marge brute (En millions de dollars)	Chiffre d'affaires (En millions de dollars)	% du CA en Europe sur total mondial
1	Publicis-FCB (France-Europe)	327	2 234	51,3
2	Saatchi et Saatchi Worldwide (Royaume-Uni) *	289	2 093	41,6
3	Young et Rubicam (Etats-Unis)	268	1 784	34,0
4	McCann-Erickson Worldwide (Etats-Unis) ***	264	1 762	40,2
5	Backer Spielvogel Bates (Royaume-Uni) *	263	1 664	35,6
6	Ogilvy et Mather (Royaume-Uni) **	249	1 565	38,1
7	Lintas : Worldwide (Etats-Unis) ***	214	1 430	39,9
8	J. Walter Thompson (Royaume-Uni) **	195	1 438	37,3
9	HDM (Havas-Dentsu-Marsteller) (Fr.-Jap.-E.-U.)	186	1 266	65,3
10	D'Arcy Masius Benton et Bowles (Etats-Unis)	170	1 232	36,7

Source : Advertising Age, 1989.

NB. – La position de chaque groupe est attribuée en fonction de la marge brute annuelle (MB) réalisée par le réseau en Europe et non selon son chiffre d'affaires (CA).

* Réseaux du groupe Saatchi.

** Réseaux du groupe Wire and Plastic Products (WPP).

*** Réseaux du groupe américain Interpublic.

Le gâteau et les souris

« CERTAINS, parmi les plus faibles d'entre nous, croient qu'il leur faut s'excuser, presque, du rôle que joue la publicité dans l'économie et la société. Telle n'est pas notre attitude. Les attaques contre la libre entreprise peuvent être ouvertement d'inspiration marxiste, ou de nature plus subtile : c'est-à-dire qu'il s'agit alors de tentatives sournoises d'exploiter les préoccupations légitimes des mouvements de consommateurs, ou d'exploiter des thèmes sensibles tels que la publicité destinée aux enfants, afin de s'attaquer au ventre mou de notre économie de marché. Quelle que soit la forme, toute attaque contre la libre entreprise constitue une attaque contre la liberté de parole et la liberté de choix. Perdre une bataille peut représenter pour nous la perte de tout un marché. Nous soutenons et préconisons la publicité, qu'elle soit faite par le gouvernement, par les municipalités, par ceux qui vendent au détail (« retailers »), *par les professions. Tous contribuent à élargir le gâteau publicitaire, que grignotent les souris marxistes. »*

Ces propos sont tenus par des responsables de l'European Association of Advertising Agencies (EAAA). Les agences de publicité ont compris rapidement *qu'il leur fallait constituer un front commun* contre la *« menace réglementaire »* venue des Communautés européennes et du Conseil de l'Europe. D'où le zèle accru de l'EAAA, fondée en 1959.

Partout dans le monde, depuis sa fondation, l'industrie publicitaire moderne n'a eu de cesse de revendiquer le principe de l'autorégulation. Son désir de *« moins d'Etat »* – devise qui lui est viscérale – lui a imposé un principe de conduite : *discipline du marché plus autodiscipline des agences.*

En 1980, l'EAAA a été un des artisans principaux de la création de l'European Advertising Tripartite (EAT), qui est un véritable groupe de pression. Il organise la *défense des intérêts des trois branches* de l'industrie publicitaire : annonceur, agences de publicité et supports de publicité, dont les médias. A l'origine de l'EAT se trouvent deux institutions représentatives des acteurs principaux du *marché publicitaire : les annonceurs regroupés au sein de l'* International Union of Advertisers Associations, devenue par la suite la World Federation of Advertisers, et les agences rassemblées dans l'EAAA.

Hors des frontières européennes, une seule organisation réunit de hauts responsables de la publicité, de la mercatique et des médias à l'échelle mondiale : l'International Advertising Association (IAA). Son siège est à New-York, mais les trois quarts de ses membres ne sont pas américains.

En 1979 et en 1983, l'IAA organisa à Bruxelles deux grandes conférences sur la « publicité d'intérêt public » (*public service advertising*). Le succès fut tel que la Communauté européenne engagea l'IAA *pour la conseiller sur sa publicité* ; tâche qu'elle remplit aujourd'hui...

Etre choisi comme consultant en communication par une institution politique dont la fonction est de réglementer la publicité... *quelle belle leçon de relations publiques !*

A. M. et M. P.

* Respectivement : professeur à l'université de Rennes, auteur de *l'Internationale publicitaire* (La Découverte, Paris, 1989) ; professeur à l'université Paris-III, auteur, en collaboration avec J. Tunstall, de *Liberating Communications* (B. Blackwell, Londres, sous presse).

(1) Déclaration d'un stratège français de la mercatique, *le Monde*, 28 mars 1987.

(2) *Advertising Age* (organe de publicitaires américains), 14 décembre 1987.

(3) Kenichi Ohmae, *Triad Power*, Free Press, New-York, 1985.

(4) *The Economist*, 22 avril 1989.

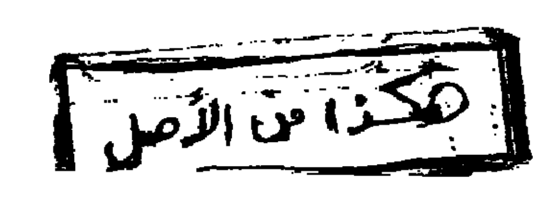
(5) *The Sunday Times*, 17 septembre 1989.

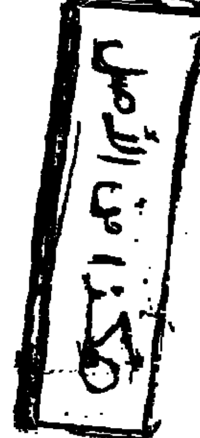
(6) *International Advertising Expenditure Trends & Forecasts to 1992*, NTC Publications Ltd, Londres, 1988.

(7) *Focus*, juin 1986.

(8) Les estimations sur les parts de marché des pays – sauf exception – ainsi que les taux de croissance des investissements publicitaires sont tirés de la revue *Advertising Age*.

(9) *A Media Map of Europe*, Londres, octobre 1989.





QUI DICTE SA LOI

pression publicitaire

la Suisse demeurent hostiles à la suppression des contraintes imposées à la diffusion de spots publicitaires.

Entre 1980 et 1987, d'après le rapport EAT-AA, l'ensemble des investissements publicitaires en *Europe a augmenté* de 103 % en valeur réelle (le total des recettes publicitaires de la seule télévision s'accroissant de 181 %). Dans quatre pays (Turquie, Portugal, Grèce, Italie), le petit écran draine la moitié ou plus des recettes publicitaires totales. Dans quatre autres (Irlande, *Royaume-Uni*, Espagne, Autriche), environ un tiers. En Finlande, aux Pays-Bas, en RFA et en Suisse, à peine 10 %. La France se situe dans la moyenne européenne, la télévision réalisant environ le quart des recettes publicitaires totales. En 1988, d'après une autre source, *22 % des dépenses publicitaires* étaient captées par la télévision et 66 % par la presse écrite (quotidienne et périodique) (10).



Cagnat

En décembre 1988, l'ancien vice-président du premier groupe publicitaire français, Eurocom, était nommé vice-président de la filiale française de McCann-Erickson. Cette agence amé*ricaine installait* à la *même époque son* quartier général européen à Paris. En janvier 1989, une autre personnalité de la publicité française accédait à la présidence des opérations internationales d'un autre grand groupe américain, DDB Needham Wordwide. Ces nominations, ces transferts, parmi mille autres, confirment que, depuis 1985, l'industrie publicitaire européenne est en pleine restructuration. Les récentes *transformations du paysage audiovisuel* et les perspectives du marché unique ont précipité les créations de filiales en Europe, multiplié les accords, les fusions, les associations ; et intensifié les mutations des présidents, des cadres et des propriétaires.

Quatre acteurs dominent le territoire publicitaire : les groupes américains, britanniques, français et japonais. Le redéploiement a commencé au début des années 80 par une forte offensive britannique. A la pointe de l'attaque, le groupe Saatchi et Saatchi – aujourd'hui premier groupe mondial, – s'est d'abord emparé de grands réseaux d'*agences américains, puis a détrôné* le groupe Interpublic, propriétaire, entre *autres, de McCann-Erickson. Un autre* britannique, Martin Sorrell – ancien directeur financier chez Saatchi et Saatchi, – a racheté, en 1987, un des *plus vieux réseaux internationaux*, propriété de l'agence américaine J. Walter Thompson, et, en 1989, a également acquis le cinquième groupe mondial, Ogilvy *et Mather. De telle sorte que* les deux premiers mégagroupes publicitaires mondiaux sont aujourd'hui britanniques. *Mais ces* mégaréseaux-champignons, construits à coups d'OPA dans la seconde moitié des années 80, sont aussi très vulnérables. Dans un contexte de spéculation financière effrénée, le prédateur devient rapidement une proie. C'est ce qui est arrivé à Saatchi et Saatchi au cours de *1989*, à *la suite* d'une *chute* vertigineuse de ses profits. Les rumeurs d'OPA ont flambé et la valse des actions a redoublé. Le groupe Fininvest de M. *Silvio Berlusconi en a profité* pour prendre des parts. En octobre, les frères Saatchi ont annoncé la nomination au poste de directeur général d'un Français. Sa mission : restructurer le groupe.

Des supercentrales d'achat d'espaces

EN 1987, le premier groupe français, la première agence japonaise *et la plus grande agence américaine* s'associaient pour créer une agence de publicité à vocation mondiale : HDM (*H pour Havas-Eurocom, D pour* la japonaise Dentsu et M pour Marsteller, filiale de l'américaine Young et Rubicam).

En 1988, la firme française Publicis s'associait à l'agence américaine FCB (Foote, Cote et Belding Communica*tion*). *Résultat* : Publicis *est* devenu *le* premier réseau européen et se place au sixième ou septième rang mondial. En *1989, le groupe Roux-Séguéla*-Cayzac-Goudard (RSCG), quatrième agence française, a acheté des parts d'une *importante agence américaine*, MVBCS, qui avait organisé la campagne télévisée, en 1988, du candidat à la présidence des Etats-Unis, M. *George* Bush. En octobre 1988, Havas-Eurocom prenait une participation majoritaire *dans la branche publicité* du groupe britannique WCRS. Ces quatre exemples, qui sont loin d'être les seuls, montrent le *dynamisme* des groupes publicitaires français. Ils cachent aussi à l'opinion un fait majeur : *dans la* plupart des pays européens, la publicité est aux mains de groupes étrangers.

A l'exception de la Finlande et de la *Suisse, tous les marchés* publicitaires d'Europe occidentale sont contrôlés par des groupes américains, britanniques *et, dans une moindre* mesure, français. Ainsi, en Allemagne fédérale, les quatorze premières agences étaient, en *1988, britanniques* ou américaines. En Italie, une seule agence locale figure parmi les dix premières.

A l'échelle mondiale, *parmi* les huit premiers mégagroupes, quatre sont britanniques, un est français et seulement trois sont américains. Au classement par agences, la japonaise Dentsu arrive en tête, et parmi les dix premières on trouve cinq agences britanniques et une française. Il y a une dizaine d'années, la domination américaine était totale.

La concentration va à la concentration. La peur du concurrent pousse aux *rapprochements*. Cela a favorisé la constitution des supercentrales d'achat d'espaces publicitaires. *Les* pionniers *en ont été les* Britanniques et les Français qui, dans les années 70, ont créé pour leur territoire national cette nou*velle fonction* de grossistes intermédiaires. Aujourd'hui, la fonction s'internationalise.

En février 1989, deux groupes amé*ricains Omnicom et* Ogilvy, créaient la plus importante centrale mondiale d'achat d'espaces. Premier marché *visé* : l'*Europe*. Il s'agissait d'une réponse à la concentration des groupes multimédias et d'une riposte également *aux mégagroupes* publicitaires comme Zenith, créé en 1988 par les frères Saatchi pour regrouper la totalité des *achats d'espace* de toutes les filiales de leur groupe.

La recomposition du paysage publicitaire, là aussi, s'est accélérée. *Témoins*, les mouvements enregistrées en France. Trois grandes groupes – Carat Espace, Publicis, Eurocom – contrôlent à eux seuls plus de 60 % de l'achat d'espaces publicitaires de l'Hexagone (le reste étant réparti entre près de 70 autres sociétés...). Carat Espace, c'est 9 milliards de francs en volume d'achats traités.

En janvier *1989*, Carat Espace a acheté 49 % de la première centrale d'achat de la RFA (Hiemstra Media Service) *et a acquis près de 30 % du capital de TMD*, la *principale centrale* britannique (avant l'arrivée de Zenith-Saatchi). Dix mois plus tard, Carat *Espace était* repris par *la* branche « centrale d'achat » du groupe WCRS qui lui ouvrait son capital ainsi que à Havas-Eurocom. Dans cette stratégie de concentration, la France mène la danse : 83 % des achats y passent par des centrales contre 16 % au Royaume-Uni, 45 % en Espagne et 60 % en Belgique (11).

Le regroupement de grandes agences au sein d'alliances transnationales pose des problèmes. A commencer par celui de la confidentialité. Les clients annonceurs s'inquiètent de ces croisements entre agences *qui* souvent gèrent des budgets concurrents, susceptibles d'entrer en conflit. Deuxième *problème : celui de la transparence des* tarifs. Dans un univers où la ristourne reste le principe de fonctionnement, *rien n'est moins évident*. A *preuve*, les conclusions du rapport des experts du Conseil de la concurrence, partiellement publié en France en *1987, qui* décrit par le menu comment ces centrales d'achat exercent une pression sur les médias et les menacent, au cas où ils refuseraient leurs exigences commerciales, de les priver de ressources publicitaires.

La fonction de ces nouveaux intermédiaires transnationaux ne se limite évidemment pas au seul acte d'achat-vente d'espace publicitaire.

D'une part, dans un contexte hyper-concurrentiel de développement de l'offre, les centrales d'achat doivent aussi conseiller les annonceurs sur la justesse de leur placement. D'où la place stratégique de la recherche. « *L'objectif*, selon un responsable de Publicis, *est de constituer la plus importante force en matière de recherches-médias en Europe* (12). » Les instituts de recherches – études de marché, sondages, mesures d'audience, conseil – font d'ailleurs l'admiration de l'ensemble du monde médiatique, et chaque segment de l'industrie de la communication et de l'information veut se doter de ces réservoirs de matière grise. Exemple : le rachat en 1988 par le britannique Robert Maxwell de la firme AGB – elle aussi britannique, – seconde entreprise mondiale de mesure d'audience derrière l'américain Nielsen, lui-même repris, quatre ans auparavant, par l'un des piliers de l'industrie de l'information aux Etats-Unis, Dun et Bradstreet. Cette firme contrôle aujourd'hui le premier et le troisième instituts de recherches commerciales au monde ; et il a fallu une intervention spéciale de la Federal Trade Commission (*FTC*) pour l'empêcher d'acquérir également le cinquième (Information Resources).

D'autre part, les grandes agences et centrales sont devenues de nouveaux partenaires de la production audiovisuelle. En avril 1989, les grands ache*teurs d'espaces publicitaires* ont débarqué en force sur le marché international de la télévision à Cannes. *Aboutissement logique des nouvelles* formes de financement de la production audiovisuelle, qui situe les grands réseaux et grandes centrales d'achat à *l'interface* des *annonceurs*, des *médias* et des producteurs à l'échelle internationale. Au premier chef, le *sponsoring* (ou parrainage) et le *bartering* (ou système de troc). Le principe de ce troc est simple : une émission est fournie « clés en main » par un annonceur ou une agence à une chaîne de télévision en échange d'écrans publicitaires. L'agence de publicité utilisera cet espace pour ses clients. La plupart des *grandes formules américaines* de jeux, (importées en France sous les noms de « La roue de la fortune », « Le juste prix », etc.) se sont internationalisées grâce à cette *modalité* de cession. Mais aujourd'hui on va plus loin. Ou plutôt on tente de suivre les traces du pionnier, le savonnier Procter et Gamble, inventeur du *soap opera* à la radio, puis à la télévision. Ainsi apprenait-on à Cannes que le groupe Interpublic était en pourparlers avec des chaînes de télévision du continent en vue de produire un *soap opera* pour l'audience européenne.

Le redéploiement des grandes agences et des méga*centrales d'achat en direction* de la recherche et de la production traduit un phénomène plus général : le débor*dement du champ d'activité* traditionnel de l'industrie publicitaire. Il devient de moins en moins pertinent de *limiter les dépenses publicitaires* à ce qui s'investit dans les grands médias : presse (quotidienne et périodique), télévision, affichage, radio et cinéma. L'activité « hors médias » prend de plus en *plus de poids : relations publiques*, mécénat, promotions, publicité sur le lieu de vente, recherche directe, mercatique, etc. Les grands *groupes*, dans leur projet d'« entreprise de communication intégrée », tentent de contrôler le *plus de chaînons* possibles dans les services de communication. En 1988, le taux de croissance des recettes publi*citaires classiques* des dix premiers grands groupes mondiaux a été de 18 %, tandis que celui des services « hors médias » atteignait 102 % (13).

La publicité quitte ainsi la *stricte* clôture publicitaire et déborde sur de multiples aspects de la vie quoti*dienne* ; *elle surprend le citoyen là où* elle n'est pas attendue ; se glisse dans l'art, le sport ou la cuisine ; orchestre le *rituel social*, *la* liturgie politique et le cérémonial affectif ; s'impose comme carburant médiatique et comme stimulant de l'imaginaire. Mine de rien, elle dicte la norme, détermine la loi ; partout, elle s'établit de la sorte comme religion totale de ce nouvel âge du libéralisme.

ARMAND MATTELART et MICHAËL PALMER.

(10) *Ibidem*.
(11) *Sunday Times*, 7 mai 1989.
(12) *Le Nouvel Economiste*, 24 mars 1989.
(13) *Advertising Age*, 29 mars 1989.

GEORGES DUHAMEL, 1934

Extravagantes surenchères

Lors d'un séjour aux Etats-Unis, au début des années 30, l'écrivain Georges Duhamel constatait combien la publicité – encore discrète en Europe – était déjà proliférante, envahissant la ville et polluant la vie des gens. Il mettait en garde contre *« la besogne d'endoctrinement et d'intimidation »* :

Voici les éléphants et les hippopotames, les grands pachydermes de la publicité, qui dominent, sans conteste, par leur masse. Voici les brutes vigoureuses : *lions et tigres. Voici les renards de la fable, les maigres et les fourbes. Les singes* enfin, ceux qui ne savent quelle acrobatie inventer pour attirer sur eux l'œil effaré du passant.(...)

Le moment me semble venu de fonder, aux *Etats-Unis* d'abord, puis dans le monde entier, une ligue de protestation contre les publicités indiscrètes. Je suis en possession de mon bon sens et vous avez bien entendu. La grande loi de la réaction, qui joue dans tous les ordres de phénomènes, demeurera-t-elle muette devant cette prodigieuse entreprise de contrainte et d'abrutissement ? Jetons les bases de notre ligue, cher docteur, pendant que je foule encore le libre sol américain. Un suprême effort, je vous prie, pour *défendre les choses* sacrées, mais en perdition, en décadence: la nuit, le ciel, l'horizon, le silence, la rêverie, la courtoisie, l'élégance; le sourire, le libre arbitre, la muraille vierge, le papier blanc. Que diable ! le domaine de la publicité commence seulement où finissent ma patience, mon plaisir, mon bon vouloir. Ne tolérons pas d'empiétements.

Vous qui me cachez le paysage avec vos panneaux bariolés, vous n'aurez pas ma clientèle. Vous qui souillez le silence comme s'il n'était à personne, en quarantaine ! Vous qui trompez ma confiance en me poussant à lire vingt lignes qui se terminent par un piège, indemnisez-moi tout de suite, faites-moi rire, ou craignez ma rancune. Vous qui salissez les vitres de l'autobus, n'imaginez pas vous en tirer à trop bon compte. Vous êtes marqués sur ma liste: je vous dénonce et pour votre impudence et pour votre maladresse.(...)

Un fâcheux nous répète à satiété qu'il vend la meilleure savonnette du monde, *et nous n'avons rien inventé pour le réduire au silence et le repousser dans le rang.* Nous supportons tout de ces trafiquants effrontés qui prétendent forcer notre assentiment, nous faire travailler à leur fortune et qui, pour atteindre ce mirifique *résultat, souillent tout ce qui se peut encore souiller* sur la planète, nous traitent comme un troupeau stupide, démoralisent les pauvres gens, les poussent à de sottes dépenses et dilapident en niaiseries coûteuses une bonne part de notre richesse commune.

Sans doute, à l'origine, ceux qui, les premiers, mirent en œuvre les artifices de la publicité prirent-ils avantage sur les autres. Mais, aujourd'hui que le monde *entier sacrifie au nouveau culte, l'effet même de la publicité décroît, se neutralise.* Comme toutes les excitations habituelles, celles-ci ne manquent pas d'engendrer la passivité. D'où ces extravagantes surenchères. Et nous payons tous, en définitive, *cette nouvelle folie de* l'homme. *Nous* payons ces bruits haïssables, ces lumières dévergondées, ces propositions insolentes, ces injonctions cyniques, ces manques d'égards, ces intrusions, ces obsessions, ces indélicatesses, ces importunités, ces insultes.(...)

La publicité moderne marque, pour le public, un injurieux mépris. Elle traite l'homme comme le plus obtus des animaux inférieurs. Elle donne de l'homme une *idée par trop grossière, par trop méprisable aussi. Je refuse énergiquement une* telle honte et vous propose de former une ligue. Honnis soient ces mercantis qui pensent nous amadouer et nous obtenir en nous considérant comme des imbéciles !

(Scènes de la vie future, Fayard, Paris, 1934.)

LES CITOYENS A LA

Au-delà de la crise

Revendiquées ou fraîchement conquises par tant de peuples à travers le monde, libertés et démocratie semblent frappées d'atonie au cœur même des nations occidentales qui font figure de modèle de référence. Pour s'exercer, il ne suffit pas que le gouvernement du peuple soit proclamé (1). Entre le citoyen et les pouvoirs – et le militaire n'est-il pas un citoyen ? – les relais traditionnels – partis, syndicats, associations, – catalyseurs des forces sociales, ont d'autres causes à promouvoir que la défense d'intérêts corporatistes et la permanence des appareils.

Par THIERRY PFISTER *

ANNONCÉE et dénoncée depuis des décennies, la crise du militantisme – dans les partis, les syndicats, les associations – s'expliquerait par l'influence croissante des « médias de communication directe » au détriment des « *médias de représentation* » (2). Mais les aléas de la vie politique et sociale ont prouvé les limites de l'argumentation. Tout d'abord, force est de constater l'absence en France d'une tradition associative et militante comparable à celle qui existe aussi bien dans l'Europe scandinave et anglo-saxonne qu'en Italie ou en Espagne. Depuis l'effondrement du mouvement communiste dans les années 70, cette faiblesse ancienne est désormais patente. Le syndicalisme hexagonal est toujours demeuré anémique, surtout dans le secteur privé. Le taux de syndicalisation oscille entre 10 % et 15 % de la population salariée. Ces fragilités vont de pair avec la quasi-disparition de la presse politique et d'opinion et la faible diffusion de la presse d'information.

La réalité de cette crise du militantisme mérite d'être, dès le départ, nuancée. Certaines organisations la nient purement et simplement. C'est en particulier le cas, pour Force ouvrière, de M. Yves Simon, secrétaire général de la fédération des employés et cadres. A l'en croire, *jamais le nombre* des syndiqués (environ quatre millions) n'a été aussi élevé, à l'exception de deux périodes – en 1937 et en 1946 où un record de cinq millions de syndiqués a été établi. Même la comparaison régulièrement établie avec les démocraties voisines serait erronée, car les formes de syndicalisme sont par trop distinctes. Alors qu'en France l'adhérent ne s'engage que sur une option idéologique, dans la plupart des pays comparables l'accès aux crèches, aux coopératives, aux centres de vacances est fonction de l'engagement syndical. De manière plus nuancée, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, constate lui aussi qu'avec 200 000 adhérents le PS se situe historiquement en période de hautes eaux, même s'il est vrai que ce niveau d'*adhésions est extraordinairement faible* par rapport au nombre de suffrages que le Parti socialiste parvient à rassembler.

La situation actuelle doit être analysée en fonction de telles données. La démocratie française a toujours privilégié la délégation. La participation ne compte guère au nombre des vertus nationales. L'enquête sur l'évolution du monde associatif de 1978 à 1986, publiée en décembre 1988 par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) (3), révèle toutefois l'ampleur du mouvement de désaffection qui touche aussi bien les organisations syndicales et religieuses que les mouvements socio-culturels.

Si les politiques s'en tirent mieux, c'est simplement parce que leurs organisations sont tellement squelettiques et résiduelles qu'il leur est presque impossible de reculer. Le déclin le plus spectaculaire se situe bien dans l'ordre social. Entre 1978 et 1986, le taux d'adhésion à des syndicats est passé de 10,5 % à 6,3 %. Certes, un léger redressement a été enregistré depuis lors, mais le déficit demeure impressionnant. Le nombre de sections syndicales d'entreprise tend à diminuer. Même lorsqu'elles s'inscrivent dans des mouvements ascendants de l'opinion, les associations n'échappent pas à cette tendance au repli, qu'elles se réclament de l'écologie (recul estimé à 50 %) ou du féminisme. Les mouvements prestataires de services, comme les associations de consommateurs ou de locataires, résistent mieux et maintiennent, pour l'essentiel, des positions il est vrai marginales, alors que les associations de parents d'élèves s'érodent.

Faut-il pour autant parler de crise du militantisme ou de militantisme de crise ? Avec la permanence d'un fort chômage et le développement des emplois précaires, une nouvelle culture s'est progressivement imposée depuis quinze ans. Elle privilégie le culte de l'individualisme au détriment des solidarités collectives. En conséquence, les ressorts qui fondent le militantisme ne se trouvent plus valorisés. « *Le militant*, explique M. Pierre Mauroy, *est celui qui porte en lui le combat de l'impossible. Il n'y a pas de militants sans une cause à défendre. Le problème de la crise actuelle porte moins sur les moyens que sur la fin.* » L'univers associatif des salariés a d'autant moins échappé à la contagion idéologique que le recul des industries traditionnelles a marginalisé la culture de masse qu'elles engendraient. L'individualisme magnifié par le libéralisme justifie et renforce l'individualisation du travail. Le développement des activités tertiaires, la féminisation, l'immigration ont également contribué à rompre l'homogénéité du monde salarial.

Les conséquences sont particulièrement visibles au sein du monde syndical. Alors que le métier apparaît à nouveau *comme un élément privilégié* de reconnaissance sociale, les centrales n'ont pas su transcender ce néo-corporatisme. En partie en raison de leur refus de la politique d'austérité, en partie du fait de leurs propres rivalités et réticences, elles n'ont pas su établir de négociations nationales stables et sont demeurées extérieures aux grandes décisions économiques et industrielles. Comme, dans le même temps, l'évolution de la législation officialisait leur présence dans l'entreprise, il en est résulté un morcellement de leur action, une tendance au corporatisme qui brouille encore une image déjà peu claire pour l'opinion. En effet, un goût immodéré de la prééminence institutionnelle, l'obsession des postes acquis ne rendent pas toujours limpides les prises de position.

La mise en œuvre de la nouvelle *législation sociale, en légalisant la présence* syndicale, a institutionnalisé encore un peu plus les centrales. Elles tendent à exister plus par leurs scores électoraux lors des consultations professionnelles que par leurs capacités militantes, se transformant ainsi, progressivement, en une nouvelle variété d'organisation politique. Le taux de participation aux élections professionnelles est au demeurant de quatre à cinq fois supérieur au taux de syndicalisation. Cette évolution contribue à faire apparaître, parfois non sans raison, les militants syndicaux comme trop engagés dans des tractations juridiques et techniques avec les directions d'entreprise, appartenant au moins autant au monde du « *pouvoir* » qu'à celui des salariés (4). Progressivement, le statut d'électeur devient ainsi, dans tous les corps intermédiaires, le seul véritable mode de participation de masse. C'est donc sur les conditions de son exercice que devrait porter l'essentiel des réflexions tendant à revivifier la démocratie française.

Primaires à la française

A partir du moment où les structures militantes tendent à se transformer en institution et leurs animateurs en notables, il est nécessaire *de définir un statut de l'élu associatif* comme de l'élu politique. Il s'agit en effet de favoriser des engagements militants, contraignants pour la vie privée et professionnelle, sans que soient mis en danger l'avenir d'une famille et l'éducation des enfants. Faute de pouvoir espérer faire renaître *in abstracto* le militantisme, il doit être possible de jeter les bases d'une citoyenneté plus active en ouvrant les responsabilités civiques à des catégories de Français qui, en pratique, n'y ont pas accès.

Pour prendre l'exemple du politique, un tel objectif exige que tous les citoyens aient accès à la candidature, et pour cela le financement de la vie politique ne doit pas être conçu en fonction des partis, des courants d'opinion existants, mais fondé sur le seul critère indiscutable : le suffrage universel. Les remboursements devraient être versés aux candidats en fonction de leur score. Les grandes formations ne se trouveraient pas pénalisées, puisqu'elles recevraient, en pratique, l'essentiel de la manne, mais le jeu demeurerait ouvert et permettrait à toute nouvelle force ou à tout citoyen de se lancer dans l'arène.

Le citoyen d'aujourd'hui est tiraillé entre des pôles militants multiples et parfois contradictoires : l'entreprise, le logement, les transports, la santé, l'école, le quartier, le sentiment d'appartenance minoritaire (ethnique, confessionnelle, sexuelle...). Menacé de devoir « diviser ses loyalismes », il se trouve d'autant plus tenté de quitter la scène politique. « *Les institutions intermédiaires ne sont plus un réservoir de citoyenneté mais un mécanisme qui la vide de son sens* (5). »

Bien peu de réponses sont avancées, même lorsque la question est officiellement posée. Si l'on se réfère aux contributions élaborées en vue du congrès socialiste qui siégera à Rennes du 15 au 18 mars 1990, une seule tente d'apporter des éléments originaux. Comme par hasard, il s'agit d'un texte marginal déposé par Mme Marie-Noëlle Lienemann, député de l'Essonne, qui peut se permettre de s'extraire des enjeux de pouvoir liés au contrôle d'un appareil. Elle suggère notamment, afin d'associer les sympathisants socialistes au fonctionnement du parti, d'organiser « des primaires » pour la désignation des candidats.

Cette revendication fait en quelque sorte écho à une suggestion analogue de M. Charles Pasqua au sein de l'opposition. Dans une charte de vingt articles, il propose en effet que la désignation du candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle résulte du vote des élus des familles politiques concernées, mais aussi de ceux des citoyens qui souhaiteraient participer à ces « *primaires* ». Durant douze semaines, à raison de deux régions votant lors de chaque scrutin, les candidats à la candidature totaliseraient un certain nombre de points en fonction de leur score et du nombre d'habitants des départements concernés. A l'arrivée, bien sûr, la personnalité ayant obtenu le plus grand nombre de points serait proclamée candidat unique, ses rivaux malheureux n'ayant plus qu'à appuyer sa campagne officielle.

Un sondage (6) consacré à l'accueil des électeurs de l'opposition au projet de « primaires » fait apparaître que *47 % d'entre eux sont* favorables à une formule de ce type. Mais 45 % des Français et 48 % des sympathisants du PS estiment qu'une telle procédure serait également souhaitable pour désigner le candidat socialiste. L'adhésion maximale s'observe, à droite comme à gauche, au *sein des couches où le militantisme* devrait en principe s'affirmer, c'est-à-dire chez les hommes d'une trentaine d'années, employés (53 %), mais aussi cadres et intellectuels. Même le monde ouvrier engagé à gauche, en dépit d'une culture politique à l'origine distincte, ne boude pas une telle solution, puisqu'il se situe exactement au niveau d'adhésion nationale *(45 %)*.

Ni passivité ni professionnalisme

SI l'on peut comprendre qu'une organisation politique réserve à ses seuls adhérents la désignation de ses dirigeants et le choix de ses options, il n'en va pas de même de candidats qui *doivent exprimer une fraction plus* large de l'opinion et bénéficier d'une légitimité au-delà de la couche des militants. A supposer que l'on veuille sérieusement rendre aux citoyens un pouvoir sur la vie politique, il serait possible à chacune des principales familles de pensée de chercher à faire participer ses électeurs les plus actifs à la sélection de ses candidats. Le poids excessif pris par les logiques internes et les jeux d'appareil s'en trouverait en partie rééquilibré. Entre le citoyen passif et le militant professionnalisé, une nouvelle participation à la vie publique pourrait s'épanouir.

Les autres réponses apportées jusqu'à présent à la crise du militantisme ont consisté à parer au plus pressé – la caisse des partis politiques – en faisant appel aux contribuables. « *L'unique réponse fournie,* note, désabusé, Hugues Portelli (7), *a été l'étatisation.* » Faisant allusion aux lois sur la transparence de la vie politique *et introduisant le financement public* des partis, il ajoute : « *Pour pallier le peu d'« adhérence » des partis à la société civile, la seule solution trouvée a été de les faire dépendre de la manne publique.* »

Avec l'institutionnalisation des structures et le recours à l'élection comme mode de participation, l'ensemble du monde militant, du syndicaliste au parent d'élève, finit par se trouver affecté des travers de la vie politique. Le premier de ces travers résulte du cumul par un même individu de divers terrains d'action. Le CREDOC a calculé que 52 % des adhérents sont membres d'au moins deux associations, 24 % de trois et 24 % de quatre et plus. Voilà qui rétrécit singulièrement un univers déjà réduit. Voilà, surtout, qui peut contribuer à mêler les plans et à brouiller les enjeux. A travers le maillage associatif, des carrières se tissent et, pour les meilleurs ou les plus habiles, trouvent leur débouché en politique. C'est vrai du syndicalisme comme de la lutte antiraciste ou du sport. Il n'y a pas, à cet égard, de différence de nature entre le cas des dirigeants de SOS-Racisme assurant leur promotion au travers du Parti socialiste et celui des présidents de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) siégeant dans des gouvernements de droite. Comment oublier que, prenant la présidence des clubs de football professionnel de Lens, Strasbourg et Marseille, MM. Delelis, Bord et Tapie ont conquis ou consolidé des positions électorales ? L'interpénétration des diverses sphères donne une impression de manipulation qui ne peut qu'accentuer le découragement.

Le second travers est constitué par l'instabilité du milieu. L'ensemble des structures associatives est caractérisé par une exceptionnelle porosité. De nombreux citoyens passent dans leurs rangs, mais elles ne parviennent à en retenir qu'une minorité. Pratiquement personne n'est militant sa vie durant. Cette activité altruiste ne peut correspondre qu'à un moment de l'existence. Elle cède devant les nécessités familiales et professionnelles. La mémoire des organisations comme l'expérience des pratiques et la connaissance des rouages se trouvent alors confisquées par ceux pour qui le militantisme se confond avec l'activité professionnelle : les élus et les permanents.

Ce professionnalisme militant, ces cumuls aboutissent non seulement à des dysfonctionnements au sein des appareils, mais aussi à une évolution dans la perception par le citoyen des outils associatifs. Il les assimile à des institutions qui, conformément à la *tradition nationale, échappent à son* contrôle. De fait, qu'il s'agisse de M. Edmond Maire à la CFDT ou de M. Georges Marchais au PCF, et pour ne s'en tenir qu'à ces deux exemples, force est de constater que nos grandes associations, quelle que soit par ailleurs *leur culture démocratique,* peuvent

* Journaliste, auteur de *Lettre ouverte à la génération Mitterrand qui marche à côté de ses pompes*, Albin Michel, Paris, 1989.

(1) Précédents articles : Claude Julien, « Le citoyen à la conquête du pouvoir » (octobre *1989*) ; Christian de Brie, « Rendre aux élus du peuple la capacité de faire la loi » (novembre 1989) ; Jean-Louis Rollot, « Les fourmis de la culture » et Jean-Luc Pouthier, « *La presse et les paradoxes de la liberté* » (décembre 1989).

(2) Voir la contribution déposée par M. Laurent Fabius en vue du prochain *congrès du Parti socialiste.*

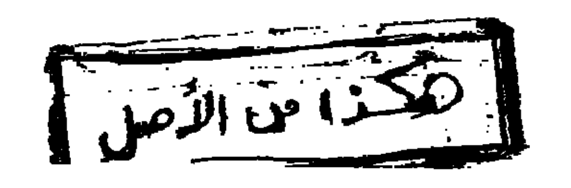
(3) *Evolution du monde associatif*, CREDOC, Paris, 1988.

(4) Sur ce point, voir notamment l'étude de *Martin A. Schain*, « *Le pouvoir des syndicats* et leur résistance aux réformes en Grande-Bretagne et en France », dans *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), Paris, 1989.

(5) Selon une formule de Jean Leca dans « Réflexions sur la participation politique des citoyens en France », Presses de la FNSP, *op. cit.*

(6) Sondage SOFRES réalisé du 10 au 15 juin 1989 pour l'Association pour les primaires à la française aux élections présidentielles, sur un échantillon national de 2 000 personnes et selon la méthode des quotas. Les principaux résultats ont été publiés dans *le Figaro* du 22 juin 1989.

(7) Hugues Portelli, « La crise des corps intermédiaires », dans *l'Etat de la France 1989*, La Découverte, Paris, 1989.



CONQUÊTE DES POUVOIRS (IV)

du militantisme

modifier constamment leur orientation *sans changer leurs dirigeants.*

Pour tenter de remédier à cette situation, Jacques Julliard propose de déconnecter le contrôle que le sommet exerce sur sa base en séparant clairement la fonction de réflexion et celle de *pouvoir. Il constate,* en effet, que la « fonction programmatique » des organisations politiques – mais on peut en dire autant des syndicats et de nombre d'associations importantes – tend à disparaître parce que les structures militantes ne sont pas des lieux d'élaboration intellectuelle mais d'action. Cette défaillance découle, explique-t-il, du fait qu'« *une discussion intellectuelle ne peut progresser sur la base de règles numériques* ». Aussi va-t-il jusqu'à réclamer « *le droit de ne pas voter* » pour ceux qui ne voudraient pas entrer dans le moule actuel limitant de plus en plus le recrutement des militants aux candidats à une candidature, à une fonction de pouvoir (8).

Cette piste est d'autant plus originale que, dans la plupart des associations, les courants minoritaires se battent sur les modalités de vote. Même les héritiers du gaullisme s'efforcent, après il est vrai une longue série d'échecs retentissants, d'introduire précautionneusement la représentation des minorités dans leur fonctionnement partisan. A croire qu'ils ont lu Jean-Louis Bourlanges (9), qui voit dans « *la condamnation mythologique du « régime des partis » par l'homme du 18 juin le péché originel de la Vᵉ République* ».

Il en va de cet aspect de la vie associative comme des consultations nationales : aucun mode de scrutin n'est parfait. L'idéal consisterait sans doute à les alterner tous les dix ou quinze ans, les contraintes et les déviations engendrées par les systèmes majoritaires étant compensées par celles de la proportionnelle, et réciproquement.

Reste le point, toujours litigieux quant à l'appréciation de la démocratie interne des associations, de savoir qui vote. La revendication « un homme = une voix », destinée à garantir que seuls les présents votent lors des réunions, paraît frappée au coin d'une



David Seymour-Magnum

CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE, 1936 : MANIFESTATION DEVANT LE MUR DES FÉDÉRÉS
Le peuple se mobilisait pour défendre l'héritage républicain

saine démocratie. Elle peut, en réalité, se révéler fort périlleuse puisqu'elle permettrait aux plus activistes de conquérir le pouvoir à l'usure. Or le militantisme se pratique déjà de moins *en moins sur le temps de loisir.* Qu'il soit politique, syndical ou autre, il exige une grande disponibilité professionnelle. *S'en trouvent dès lors exclues* de nombreuses catégories de citoyens qui n'ont pas les libertés de temps nécessaires. D'où aussi le décallage croissant qui se constate entre la sociologie électorale et la sociologie militante.

De véritables forceps ont d'ailleurs été mis en œuvre pour tenter de remédier à ces distorsions. C'est notamment le cas des quotas de représentation de certaines catégories dans les candidatures ou les instances de direction. Ils fonctionnent actuellement en faveur *des femmes et, pour artificiel* que soit le procédé, il paraît seul capable de rééquilibrer la sociologie. La méthode des *quotas* est, au demeurant, plus satisfaisante que la mise en place d'organisations spécialisées, comme ce fut longtemps le cas. Cette forme de ghetto où étaient parqués les figurants (jeunes, femmes) a le plus souvent débouché sur la reproduction, sur le mode *de la caricature,* des *déviations* de l'organisation de référence.

Comment s'étonner face à cette situation de voir apparaître de nouvelles réponses ? Les coordinations, si fugitives et incomplètes soient-elles, constituent au bout du compte une tentative de renouveau. Elles s'inscrivent dans la lignée des comités de grève des années 70. Mais cette réponse demeure parcellaire et *souvent viciée dès* le départ. Comme l'explique à juste titre M. Jean-François Troglic, secrétaire national de la CFDT : « *La coordination n'exprime que du particulier là où le syndicat a vocation à exprimer de l'universel.* » Le caractère catégoriel des « *collectifs* » est *à rapprocher du* fait que la syndicalisation la plus forte se constate chez les non-salariés, c'est-à-dire dans des secteurs comme les professions libérales, les agriculteurs, les commerçants, où elle présente un aspect corporatiste évident.

La crise du militantisme est le reflet d'une crise de la démocratie. De plus en plus confisquée par une technocratie essentiellement administrative, elle ne se résout pas à courir le risque de restituer aux citoyens une part de pouvoir. Et chaque « microrépublique » qui compose l'univers associatif a tendance, plus ou moins volontairement, à *reproduire le modèle national* de pouvoir qu'elle voit fonctionner. L'un des risques de cette évolution serait que se développe un *simple clientélisme* au profit d'une multitude de groupes de pression, au détriment d'une prise de *conscience plus* globale de la *société* et de ses enjeux.

Comme le note fort justement Jean Leca (10), « *la communauté globale devient de moins en moins objet de loyalisme parce qu'elle devient de moins en moins intelligible, d'où la transformation des élections générales en drames médiatiques où le citoyen se décidera sur la base de pulsions esthétiques déclenchées par de grands communicateurs* ».

Cette modification de la culture civique, si elle n'est pas sans effets pernicieux, traduit toutefois une intériorisation des valeurs et des procédures de la démocratie. Reste donc à faire évoluer la culture civique héritée de l'époque héroïque de la IIIᵉ République pour définir des formes de participation correspondant à l'état présent de la société.

THIERRY PFISTER.

(8) Lors d'un colloque organisé à paris, le 21 *septembre 1989, par* Socialisme an 2000 sur le thème « Militer aujourd'hui ».

(9) Jean-Louis Bourlanges, *Droite, année zéro,* Flammarion, Paris, 1988.

(10) Jean Leca, *op. cit.*

Le mois prochain :
V. Le pouvoir local
par Christian de Brie

L'armée, un monde tenu à part

Par ANTOINE SANGUINETTI *

LE malaise de la gendarmerie l'été dernier a prouvé une fois de plus qu'il est très difficile, en France, si ce n'est impossible, de franchir le mur des idées reçues. Le conditionnement de l'opinion a été tel, depuis un demi-siècle, qu'une idée fausse du « devoir de réserve » des militaires s'est imposée. Le public comme les médias sont persuadés qu'il est interdit à ceux-ci de s'exprimer sans autorisation sur les problèmes de leur métier.

Or il n'en est rien. Pendant la préparation du statut des militaires, qui a fait l'objet d'une loi en juillet 1972, le mythe de la « *grande muette* » a été dénoncé publiquement par le général Beaufre (1). Ecrivain militaire de renommée *internationale, il rappelait* qu'il ne s'agissait nullement d'une tradition des armées françaises. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter à la carrière militaire de Charles de Gaulle, ponctuée, depuis le grade de capitaine, *de conférences publiques – y compris* dans des cercles politiques, – d'articles et de livres. Et personne n'y trouva jamais à *redire, jusqu'en mai* 1936, quand le général Gamelin, chef suprême des armées qu'allait immortaliser le proche désastre de 1940, créa le précédent en interdisant toute communication écrite ou orale sans une autorisation formelle de l'état-major.

Il n'y eut ni loi ni même décision gouvernementale : une simple circulaire du général *Gamelin pour faire* taire un subordonné lucide, donc gênant. Décision malheureuse, qui institua la paralysie intellectuelle de l'armée et qui, pour le général Beaufre, fut « *incontestablement l'une des causes principales de notre défaite de 1940* ».

Le général Beaufre fut entendu par le président Pompidou et par le législateur. Le statut des militaires limite leur devoir de réserve à « *ne pas évoquer publiquement, sans autorisation, des questions politiques ou mettant en cause une puissance étrangère ou une organisation internationale* » (art. 7). On peut y ajouter les jurisprudences antérieures du Conseil d'Etat : « *Ne pas faire de la fonction exercée* (il ne s'agit pas du grade) *un instrument d'action ou de propagande* », et « *ne pas donner à douter de leur neutralité ni de leur loyalisme envers les institutions* ».

La loi, comme le rappelle son instruction d'application signée de M. Michel Debré, ministre de la *défense peu suspect de laxisme* (2), pose au contraire « *le principe que les militaires peuvent, en règle générale, s'exprimer librement et publiquement, sans autorisation préalable et par tous les moyens écrits ou oraux, sur les problèmes militaires non couverts par les exigences du secret* » (art. 7) définies un peu plus loin (art. 18).

Dans les années 1972 et 1973, la *liberté retrouvée s'exerça de façon* parfois pittoresque ou fracassante, sans qu'il y ait jamais eu rappel à l'ordre ni sanction. *Ainsi du célèbre* « *Messieurs les curés, mêlez-vous de vos oignons !* » de l'amiral de Joybert, chef d'état-major de la marine, lancé à la télévision depuis l'Elysée le 14 juillet 1973 ; ou de sa définition d'être « *le chef syndicaliste de la marine* (3) ».

Il fallut la disparition de Georges Pompidou pour qu'une réaction brutale vienne restaurer une pratique contraignante qui n'a toujours pas de fondement légal.

Des officiers d'active de divers grades ont été sanctionnés ou contraints de quitter l'armée pour avoir exprimé, *sur* le seul plan militaire, des évidences gênantes, des opinions non conformistes, des appréciations défavorables *sur* leur matériel, ou de simples rappels de leur statut. Même des généraux du cadre de réserve qui pourtant, comme tous autres officiers de réserve, « *n'ont pas à se munir d'une autorisation pour publier... ou pour évoquer publiquement des questions politiques* », et à qui « *l'interdiction d'adhérer à des associations, y compris politiques, n'est pas applicable* (4) », ont été rayés des cadres (de Bollardière et Binoche), blâmés officiellement, ou fustigés indûment comme « *plus militants que militaires* (5) », sans avoir en fait outrepassé leur droit.

Nul droit d'association

L'ACTUEL ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, reconnaissait lui-même, *le 17* septembre dernier à l'émission télévisée « *7 sur 7* », que les militaires ont le droit de s'exprimer sans *devoir recourir* à l'anonymat. Dont acte, mais pourquoi venait-il alors de sanctionner un officier de marine qui *s'était contenté* de rappeler, justement à visage découvert, que l'article 10 du statut militaire charge les *chefs des armées* de veiller aux intérêts de leurs subordonnés et de signaler éventuellement leurs problèmes ?

Le ministre oubliait surtout que les braves qui oseraient parler à découvert et échapperaient à la rigueur *ministérielle* s'exposeraient sans moyen de défense à l'arbitraire de divers échelons de commandement.

C'est pour pouvoir lutter contre cet arbitraire de la hiérarchie politique et militaire, qui *se manifeste au demeurant* dans bien d'autres domaines professionnels ou sociaux à la faveur de ce silence *forcé, que* la Ligue des droits de l'homme, en liaison avec une partie des intéressés, préconise depuis longtemps que les *militaires* puissent constituer une association spécifique de défense de leurs intérêts. Ils l'ont eux-mêmes réclamée directement en 1988 (6), en dépit des assertions officielles contraires, après que l'Assemblée parlementaire du *Conseil* de l'Europe, *suivant* le Parlement européen, y eut « *invité tous les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait* (7) ».

L'affirmation selon laquelle ce serait « *incompatible avec les règles militaires* » est la même que celle opposée jusqu'après la guerre au droit de vote des militaires ou au droit d'association des *fonctionnaires – et plus récemment* des policiers. L'exemple, entre autres, des forces armées de la République *fédérale* d'Allemagne, qui suscitent moins de problèmes bien que dotées de syndicats, prouve qu'il n'en est rien.

Il y avait eu une lueur d'espoir lors de la création d'un conseil supérieur de la *fonction militaire sous Georges* Pompidou (8). Le nouvel organisme ménageait le pouvoir, le ministre restant seul *maître* de l'ordre du jour et présidant en personne le conseil. Il ménageait le commandement, puisque les divers représentants étaient désignés par tirage au sort dans l'ensemble des armées – ce qui semblait garantir, sauf hasard exceptionnel, ... leur inaptitude – et puisque leurs revendications se feraient à huis clos. Mais l'organisme aurait pu évoluer vers une sorte de conseil d'entreprise, plus représentatif de la base. On pouvait du moins l'espérer quand, dans un débat animé par M. Thierry Pfister en 1977, M. Chevènement préconisait l'élection des représentants des personnels de carrière ou engagés, et que M. Pierre Messmer, ancien ministre des armées, n'y voyait aucun inconvénient (9). A défaut de l'association professionnelle demandée, seul moyen valable de sortir les militaires de leur ghetto, on aurait pu au moins créer un médiateur militaire ou, mieux, étendre la compétence du médiateur de la République au monde militaire. Rien n'a été fait !

Réduire les armées au silence *arrange en fait* le pouvoir, qui peut répondre par l'indifférence à leurs justes revendications catégorielles ou professionnelles. C'est aussi le vœu de l'encadrement, véritable nomenklatura, qui pense ainsi pouvoir perpétuer ses manquements trop *fréquents* dans l'application du règlement de discipline, et l'exercice bien compris du commandement, le respect des contrats passés avec ses membres ou les exigences de la sécurité, de la santé ou même de la vie des citoyens sous les drapeaux – sans oublier l'abus des biens sociaux. Le silence profite enfin à l'état-major et aux industriels de l'armement, qu'il met à l'abri de révélations ou d'appréciations compétentes qui pourraient éclairer les gouvernants, et la nation, sur quelques réalités : plans de défense et de programmation trop souvent asservis aux routines ou aux intérêts corporatistes ; budgets qui sacrifient les effectifs, l'entraînement et l'entretien, au détriment de l'efficacité des armées, et au prix d'un renouvellement *prématuré de leurs matériels* pour le plus grand profit des industriels ; mauvaise adaptation aux missions *du combat moderne,* sophistication inutile et prix abusifs de certains de ces matériels, qui peuvent éclairer la crise des ventes d'armes.

Le chef de l'État demandait récemment que « *l'adaptation de la condition militaire à son temps entre sans délais dans les préoccupations de chacun et, par là, dans les mœurs* (10). » Cela comporte une harmonisation avec le reste de l'Europe. C'est un fait que le malaise latent qui filtre périodiquement chez les militaires français, et qui sape leur attachement à leur métier, vient d'abord des pratiques qui les tiennent à l'écart de la nation. Au premier rang de ces pratiques, on trouve le refus obstiné de leur reconnaître l'exercice des deux libertés fondamentales d'expression et d'association, dévolues par la Constitution à tous les citoyens sans exception.

* Vice-amiral d'escadre (CR).

(1) Dans *le Figaro* du 3 mai 1972.

(2) Instruction nº 50475 DN/CC du 29 septembre 1972.

(3) Rappelée dans *le Monde* daté 17-18 septembre 1989.

(4) Notice à l'usage des officiers généraux du cadre de réserve, bureau des officiers généraux, paragraphe 12. 1, p. 5.

(5) Appel des « 45 », *le Monde* des 4-5 mai 1988.

(6) *Le Monde,* du 28 mai 1988.

(7) *Résolutions du 30 juin 1988 (903)* de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et du 12 avril 1984 du Parlement européen.

(8) Loi du 21 novembre 1969.

(9) *Le Service militaire. Face à face Chevènement-Messmer,* éditions Balland, 1977, p. 107.

(10) Discours de Valmy, le 17 septembre 1989.

COURBÉ SOUS L'ORAGE

Depuis quelques années, on assiste à une véritable ruée vers l'art, devenu l'une des plus solides valeurs-refuges qui soient (1). Face à cette marchandisation-banalisation de l'œuvre créatrice, les artistes s'étaient jusqu'ici, sauf rarissimes exceptions, cantonnés dans un cruel silence. C'est pour sonder leurs reins et leurs cœurs qu'Yves Hélias et Alain Jouffroy avaient entrepris une enquête sous forme de questionnaire (2). Ils sont aujourd'hui en mesure de rendre compte des réponses qu'une cinquantaine d'entre eux leur ont adressées, souvent de manière très détaillée.

Le voyage ainsi entrepris au sein de la communauté des peintres, sculpteurs, artistes multimédias et écrivains balaiera bien des illusions : pas plus que les autres composantes de la société, les créateurs n'échappent aux contraintes et aux mirages d'un néolibéralisme où quelques-uns trouvent néanmoins leur compte. Peu de traces – pour l'instant ? – dans leurs propos des révoltes de leurs aînés, des authentiques audaces des avant-gardes qui fondèrent l'art moderne. Après les proclamations successives de la « fin des idéologies » et de la « fin de l'histoire » faudrait-il conclure à la « fin de l'art » comme question dérangeante ? L'orage se lève un peu partout sur une Terre menacée dans sa survie (3). Les créateurs sauront-ils, mieux que les politiques, anticiper les choix radicaux dont personne ne pourra durablement faire l'économie ? – B. C.

(1) Henri Cueco, « Art et argent : la peinture dernière valeur-refuge ? », *le Monde diplomatique*, juin 1989.

(2) Yves Hélias et Alain Jouffroy, « Cruel silence des artistes », *le Monde diplomatique*, juillet 1989.

(3) Voir la série d'articles « Inventer un avenir pour la planète » dans *le Monde diplomatique* de juillet à novembre 1989.

Portrait idéologique

Par YVES HÉLIAS et ALAIN JOUFFROY *

LES artistes d'aujourd'hui se sentent-ils encore les héritiers des fondateurs de la modernité du vingtième siècle : cubistes français, futuristes itliens, constructivistes russes, dadaïstes, expressionnistes allemands, surréalistes de divers pays, qui, de 1910 aux années 50, ont affronté une hostilité continue ? La majorité d'entre eux semblent avoir oublié les énormes défis, les risques historiques et la capacité de résistance à la misère de leurs aînés. De ces derniers, l'image qui leur est donnée maintenant, détachée de tout contexte, est celle d'un ensemble d'œuvres glorieuses, fruits de l'invention et de l'audace, mais financièrement et médiatiquement considérées comme le pilier inébranlable d'un nouvel empire : le marché international de l'art.

La « ruée vers l'art » est aussi une « ruée vers l'or » où la valeur artistique est identifiée à la valeur marchande.



MAX ERNST. – « La Femme 100 têtes » (1929)

D. R.

Du même coup, les œuvres contemporaines ne sont plus seulement des marchandises, mais des *« devises convertibles »* (Jochen Gerz). Les artistes ne paraissent en souffrir que s'ils se trouvent exclus du grand jeu de la spéculation, dont certains profitent plus que jamais quand les médias et le marché en font les vedettes de la mode d'un moment.

S'appuyant sur le lieu commun selon lequel nous vivrions la *« fin des idéologies »*, beaucoup de créateurs semblent souvent se résigner à la perte du sens qu'ils prêtent à leurs œuvres. Ils ont accepté que les marchands, se substituant aux autorités intellectuelles défaillantes, dictent leurs critères de rentabilité à tous : critiques d'art, conservateurs, journalistes et technocrates culturels. La *fin* du sens, sacrifié à la cote, commence cependant à en exaspérer quelques-uns.

Ceux qui s'entêtent à croire que cette fin du sens n'est pas inéluctable se bornent à une pétition de principe : *« La fin du sens, cela n'existe pas »* (Jacqueline Dauriac), sans jamais définir celui que pourraient avoir leurs œuvres et qui les distinguerait, au moins théoriquement, de simples marchandises. Ils semblent, pour la plupart, peu s'en soucier, comme si, par miracle, l'art était porteur d'un sens éternel qui lui serait en quelque sorte consubstantiel. Certes, dit l'un d'eux (Gianfranco Baruchello), *« le marché et les marchands sont le triomphe de la fin du sens »* ; mais cela n'entamerait en rien la pureté de leurs *« intentions »*, de leur *« questionnement métaphysique »* (Jacques de la Villeglé), ni le sens que peut y déceler la subjectivité de ceux qui regardent, moins encore, le *« sens universel de l'art »*.

De manière surprenante, nombre d'artistes continuent d'utiliser un A de majesté pour écrire le mot « art », qui n'était pourtant qu'un *« vieux chapeau »* pour Marcel Duchamp. A la fin, on les croirait dévoués à « l'Art », à sa *« charge immatérielle, dont l'individu se nourrit, se fortifie, s'exacerbe »* (Christian Jaccard) comme à une cause mystique, même si, secrètement, ils la jugent très compromise. Invités à y réfléchir, ils ne parlent pas du sens inhérent à leurs propres œuvres, comme s'ils n'osaient avouer qu'ils ont abandonné ce soin à d'autres. Ceux qui, comme Joël Hubaut et Fromanger, pensent que le sens est le produit de la *« volonté »* et du *« combat »* de l'artiste, d'une recherche systématique de *« sens nouveaux »*, sont des exceptions. Un seul espoir naît chez les jeunes peintres : *« Que prennent fin les philosophies de la fin du sens »* (Carole Benzaken), comme s'ils attendaient passivement que la mode change pour s'y consacrer pleinement, alors que la perte du sens des œuvres est, à leurs yeux, subordonnée aux *« guerres économiques »* (Christian Jaccard) qui ont permis aux marchands de devenir, à leur place, les maîtres absolus du jeu.

Cette passivité masque-t-elle un réel cynisme, transformé en vertu artistique ? C'est *« la vertu fondamentale des artistes »*, dit même Bernard Dufour. Tout se passe, en effet, comme si le cynisme était la seule arme qui leur reste des révoltes exemplaires des fondateurs de la modernité. Quand ils rejettent le cynisme – les plus jeunes, les moins connus d'entre eux surtout, comme Carole Benzaken, Florent Chopin, Anthony Freestone, Olivier Le Bars, Anne Rousseau, – c'est qu'ils espèrent que le monde peut encore changer, que le *statu quo* et le consensus ne sont que des étapes provisoires de l'histoire. Mais cela ne va guère plus loin qu'un vœu. Les signes d'un désir de renouvellement des critères éthiques – à partir desquels on pourrait juger un art futur – viennent, le plus souvent, de ceux que le marché n'a pas encore compromis (et ne réussira peut-être pas à compromettre).

L'esprit du temps, le *Zeitgeist*, les tarabuste à tel point qu'ils ne réussissent que très rarement à le surplomber intellectuellement. Certains émettent le regret d'une époque où la modernité était liée à l'*« invention »*, à des *« choix sensibles »*, et ils constatent avec tristesse, comme Olivier Le Bars, que les *« formes que nous aimions sont devenues désertes »*. La contemporanéité, dans le sens établi par les spécialistes de la mode et de la mercatique, est subie comme une règle à laquelle il est pratiquement impossible de se soustraire, et que nul n'envisage de subvertir. L'art que les *« gourous marchands, institutionnels et médiatiques »* (Denis Rivière) considèrent aujourd'hui comme « contemporain », et qui leur paraît *« nettement jemenfoutiste, sans amour »* (Ruth Francken), *« sériel et éphémère comme notre époque »* (Leonardo Cremonini), les ennuie plus qu'il ne les révolte, en particulier parce qu'il leur semble imitatif ou parodique, *« submergé par des travaux d'épigones »* (Jean-Paul Guibbert). Le groupe de photomonteurs Gasma est à peu près le seul à formuler une idée plus positive, quand il affirme que *« le travail sur le sens (et non l'affirmation d'un sens) »* est devenu *« le vrai critère »* d'une œuvre qui serait, elle, vraiment représentative de notre temps.

Aussi ne peut-on s'étonner que la plupart des artistes doutent aujourd'hui de la durabilité de leurs œuvres : *« Il n'y a pas d'œuvre durable en soi »* (Bernard Dufour), *« la durabilité est périmée »* (Ruth Francken). Jubilant dans sa résignation, Jean Tinguely s'écrie : *« Il n'y a pas de durabilité, rien que du temporaire, alors vive la vie ! »* De toute manière, *« aucun critère objectif de durabilité »* ne peut être défini par personne. Quelques-uns revendiquent d'ailleurs le caractère éphémère d'œuvres qu'ils réalisent volontairement avec des matériaux précaires (Jan Voss). A quoi bon se préoccuper de la postérité ? *« Advienne que pourra et comprenne qui pourra ! »* (Bernard Dufour). Leur plus grand rêve serait que leurs œuvres posant des *« questions »* (Piotr Kowalski, Christian Bouillé) demeurent actuelles tant que nul n'y aura apporté de réponse. Notre temps étant aujourd'hui morcelé en « moments », qu'aucune nécessité historique ne leur paraît relier, rien n'empêche qu'*« un jour »*, une *« mémorisation rassemblera ces moments et leur donnera un sens »* (Jean Berthet). Toutes les œuvres d'art qui se vendent encore mal – toujours les plus nombreuses – sont devenues des chèques en blanc sur l'avenir.

Gagner sa vie

LE néolibéralisme tous azimuts a dévasté le champ de l'art comme le reste, et les artistes ne définissent aucune stratégie pour y remédier. Cela ne les empêche pas de chercher à réagencer leur travail selon des paradigmes anciens, à se trouver des exemples à peu près n'importe où dans ce « musée imaginaire » qui est devenu si naturellement le leur qu'ils ne prennent plus la peine de citer Malraux. Fresques de Lascaux, menhirs, odalisques de Matisse, et surtout *les Demoiselles d'Avignon* (que plusieurs d'entre eux jugent significativement *« plus importantes »* que *Guernica*), Klee, Kandinski, les fondateurs des nouveaux systèmes sémantiques du début du vingtième siècle sont appelés pêle-mêle à la rescousse, quand ce ne sont pas *« les artistes qui furent congédiés par leur époque »*, tel Gauguin. Le musée imaginaire est devenu une sorte d'Arche de Noé, où ils tentent de *« traverser, à la Conrad, le typhon financier sans trop de dégâts »* (Jacques de la Villeglé). Mais impossible d'entrevoir, dans ces références, quel nouveau profil du passé ils sont en train de sculpter. Ils ne se réfèrent clairement qu'à notre présent.

Ils continuent cependant de se croire *« indépendants »* du fait même que leur légitimité d'*« artisan »* ou de *« chercheur »*, de spécialistes du *« silence et du vide »*, en dehors desquels *« il n'est que parole vaine »* (Gérard Titus-Carmel), se confond maintenant avec une profession libérale aussi honorable qu'une autre. *« L'indépendance intellectuelle de l'artiste ne dépend pas de la vente ou de la non-vente de son œuvre »*, dit Hermann Braun-Vega, *« mais de son intégrité »*. Il leur semble donc incongru, sinon même un peu scandaleux, de leur demander s'ils jugent obligatoire de tirer leurs ressources de leurs œuvres.

Avec Didier Bay, qui évoque un *« art existentiel et non matériel, pour lequel il n'y a pas de rétribution »*, Gianfranco Baruchello est l'un des rares à dire que l'artiste *« peut »* mais *« ne doit pas gagner sa vie avec l'art »* ; et il cite les *« estimables métiers comme enseignants, graphistes, etc., qui peuvent permettre aux artistes de ne pas produire ce qu'un marchand ou le marché lui demandent »*. En posant comme principe que *« tout est mieux que leur dire oui »*, il ferait presque figure, aujourd'hui, de provocateur. En effet, *« pourquoi l'artiste serait-il le seul travailleur à ne pas gagner sa vie avec son travail ? »* (Colette Deblé). C'est seulement s'il gagne *« énormément »* que cela peut le lier *« à d'énormes obligations »* (Jacques Monory), ou même réduire la portée de son travail à un *« sens cynique et marchand »* (Gérard Fromanger). En fait, ils jugent que, malgré le marché et ses contraintes, leur *« autonomie »* est restée intacte. Leur discours tend, en tout cas, à le faire croire.

Du fait que, depuis 1981, la politique culturelle de l'Etat, en France, est devenue moins avare, *« plus polie à l'égard des artistes »* (Jacques Monory), on pourrait conclure que les artistes, ne serait-ce que pour échapper un peu aux contraintes marchandes, sont aujourd'hui plus désireux de collaborer avec lui. Non : ils dénoncent dans l'Etat un *« allié de l'argent »* (Jacques Monory), ou même un *« Etat-marchand »* (Olivier Le Bars). *« Le commerce entre grands marchands et Etat fonctionne à merveille, surtout pour rattraper le retard du marché international »* (Christian Bouillé). Ils lui reprochent de *« financer un académisme new look qui sert de cote au marché »* (Gasma) et d'*« aligner sa position sur celle du marché international »* (Carole Benzaken). Seul Cremonini, qui vit en France, considère que *« l'Etat peut soutenir la qualité de l'individu rayonnant »*, ce qui n'est évidemment pas le cas de l'Italie ou de l'Allemagne, où Franz Ehrard Walther rappelle qu'il n'existe *« aucune possibilité de collaboration entre un artiste et l'Etat »*.

Paradoxalement, les artistes qui vivent en France restent, en majorité, favorables à une dépendance à l'égard du secteur privé : *« L'Etat ne peut remplacer*, dit Gérard Fromanger, *le coup au cœur du collectionneur privé. »* Aussi leurs attaques contre l'Etat sont-elles plus dures que celles, indirectes, qu'ils adressent aux marchands, comme si, pour eux, il jouait le rôle de bouc émissaire. Ils veulent bien d'une *« aide en amont »* (ateliers, écoles assurant la formation du public) *« pour éviter des générations incultes, insensibles »* (Michaël Lechner), mais, pour le reste, *« que l'Etat nous fiche une paix totale ! »* (Gérard Fromanger). Henri-Alexis Baatsch anticipe-t-il quand il leur conseille d'acquérir *« le sens de l'Etat, c'est-à-dire de leur responsabilité »* ? La plu-

* Respectivement, maître de conférences à l'université Rennes-I ; écrivain et critique d'art.

Ceux qui se sont exprimés

Au long questionnaire qu'ils avaient adressé à cent cinquante artistes, Yves Hélias et Alain Jouffroy ont reçu une cinquantaine de réponses. Voici la liste de ceux qui ont ainsi accepté de prendre la parole :

Peintres : Ramon Alejandro, Carole Benzaken, Christian Bouillé, Herman Braun-Vega, Louis Cane, Florent Chopin, Léonardo Cremonini, Colette Deblé, Bernard Dufour, Bruno Elisei, Anthony Freestone, Gérard Fromanger, Hervé Girardin, Olivier le Bars, Michaël Lechner, Bruno Mathon, Jacques Monory, Olivier Mosset, Charles Pascarel, Michel Potage, Denis Rivière, Cristina Rubalcava, Milos Sobaïc, Gérard Titus-Carmel, Jan Voss, Yoshiko.

Sculpteurs : Philippe Hiquily, Piotr Kowalski, Daniel Pommereulle, Jean Tinguely.

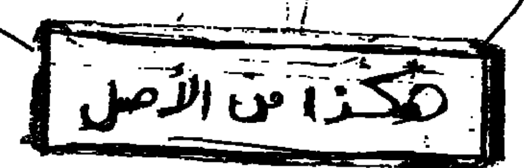
Artistes « multimédias » : Gianfranco Baruchello, Didier Bay, Jean Berthet, Jacqueline Dauriac, Ruth Francken, Groupe Gasma (Jean Maffioletti et Michel Gasqui, photomonteurs), Jochen Gerz, Jacques Grué, Christian Jaccard, Joël Hubaut, Anne Rousseau, Jean Sabrier, Jacques de la Villeglé, Franz Ehrard Walther, Wolman.

Peintre-écrivain : Serge Rezvani.

Sculpteur-écrivain : Jean-Paul Guibbert.

Ecrivains : Henri-Alexis Baatsch, Kenneth White.

Dans l'article ci-contre, nos deux collaborateurs ont dû se contenter de citer brièvement des réponses parfois fort argumentées et toujours riches d'enseignements. *Pour rendre justice à la qualité et à la densité de ces réflexions*, des extraits plus importants des textes reçus seront prochainement publiés, avec le concours du *Monde diplomatique*, dans les *Cahiers du Renard*, revue de l'Association nationale pour la formation et l'information artistique et culturelle (ANFIAC).



de l'artiste fin de siècle

part des réponses montrent que les artistes ne semblent pas prêts à écouter ce genre de semonce.

C'est clair : ils ont, en majorité, accepté d'être devenus des « *entrepreneurs privés* » et « *doivent* » même l'être, selon certains (telle Jacqueline Dauriac). « *Personnellement, je suis mon propre entrepreneur*, dit Milos Sobaïc, *cette situation me convient parfaitement.* » Un véritable consensus se dégage à ce sujet, qui tend à ancrer l'autonomie intellectuelle de l'artiste dans une position sociale équivalente à celle d'un médecin, d'un notaire ou d'« *un P-DG d'une petite-moyenne entreprise* », plutôt qu'à celle d'« *un prêtre ou d'un pape d'une quelconque religion* », selon la formule de Jacques de la Villeglé.

Cela ne les innocente pas pour autant : « *On ne saurait être artiste innocemment* », dit Wolman, et « *il faut être aussi con qu'un artiste postmoderne pour penser qu'un artiste n'est pas responsable de sa postérité* » (Colette Deblé). On voit ainsi qu'ils sont devenus cyniques, en ce sens – originel et littéral – qu'ils se laissent tirer, sauf exceptions notables, derrière la charrette du marché. Ce laissez-faire ne les incite évidemment pas à penser qu'ils pourraient exercer la moindre influence pour modifier les conditions du marché actuel de l'art. Le seul choix qui leur reste à cet égard est celui, comme dit Charles Pascarel, « *de l'endroit où le fric est le moins sale* ». Quelle autre direction, éthique et sociale, pourraient-ils prendre demain ? C'est la première fois, depuis les débuts de la modernité, que les artistes ne dessinent aucune espèce de perspective d'avenir. Cela peut surprendre, mais ce constat résulte de toutes les réponses à l'enquête : le futur de l'art est un trou noir.

En démocratie, quel usage faire de la liberté artistique ? « *Aucun* » : la réponse de Jochen Gerz est d'une brièveté éclairante. En effet, la communauté artistique ne semble guère avoir d'opinion plus ferme en la matière, la liberté étant comme banalisée, vidée de toute substance réelle. L'exaltation du consensus aboutirait-elle au fait qu'en démocratie, justement, cette question « *ne se pose pas* » ? Les réponses trahissent un certain embarras. Les artistes participent massivement à la légitimation du modèle démocratique existant, au motif que l'art ne peut « *s'épanouir qu'en son sein* ». La liberté artistique est alors de « *tout faire pour défendre la démocratie* », le thème de sa « *fragilité* » accréditant cette conception d'une liberté défensive, résignée aux horizons du présent.

Captive de la tautologie démocratique, la liberté artistique devient « *floue* ». Certains en nient la réalité : « *Ça n'existe pas* », « *Je ne vois pas de quoi vous parlez* » (Olivier Mosset). D'autres affirment son « *indétermination* », la plaçant dans une perspective individuelle. Ils opposent ainsi, avec vigueur, un principe d'autonomie à une hétéronomie perçue comme une menace, l'idée d'une possible énonciation collective de la liberté ayant, pour eux, un caractère rédhibitoire. Dans la même logique, la liberté artistique devient par essence « *totale* », selon la formule de Gianfranco Baruchello, qui souligne son aboutissement radical par l'exemple de Schwarkogler, qui « *faisait de l'art en se coupant des morceaux de tissu musculaire* ». Rien et tout à la fois, circulation totale de l'autonomie créatrice dans l'espace politique libéral, la liberté artistique est simultanément dé-réalisée et hyperréalisée. L'un des rares à se poser une question sur cette liberté indéterminée, errant sans finalité spécifique ni projet extra-subjectif, déclare : « *Je ne me sens pas libre de faire n'importe quoi* » (Jean Sabrier). Gérard Fromanger a quelques raisons d'être soucieux de la faire « *coller au réel* ».


D. R.

JACQUES MONORY. – « Hommage à Caspar David Friedrich n° 1 » (1975)

Beaucoup d'artistes affirment vouloir faire usage de leur liberté artistique pour défendre la démocratie. Sont-ils armés pour cela ? Une question brutale leur était posée : « *Y a-t-il des raisons de renoncer à un art politiquement efficient ?* » Une majorité le refuse catégoriquement (« *Y a-t-il des raisons de renoncer à la vie ?* », renvoie en écho Wolman), mais une forte minorité se prononce pour ce renoncement.

Les uns et les autres se rejoignent dans le procès de l'art politiquement engagé. Le doute est assez général quant à la réalité de son efficience. L'exemple des aînés (Picasso est souvent cité) sert à le discréditer ; on évoque leurs « *fourvoiements* », leurs « *impasses* ». La thèse académique d'un art « étranger » à la politique se reconstitue, justifiée par l'idée d'une schizophrénie artistique où les « *engagements idéologiques et politiques n'ont aucun rapport avec la production artistique* » (Dufour). La théorie de l'art comme « *reflet* » permet souvent d'atténuer cette « *schize inhérente à tout créateur* ». « *Inséparable de la société dans laquelle elle existe* », témoignage d'individus socialement situés, l'esthétique redescend sur terre, mais sous forme de platitudes sociologiques où l'« *efficience politique* » ne se distingue pas d'un constat passif de l'ordre des choses. En ce sens, l'art est « *toujours politique* ». Ces conceptions expriment le souci de la plupart des artistes : que la politique ne change rien à leur pratique, que celle-ci demeure éloignée des inconforts du conflit.

L'esthétique, sanctuaire inviolable

CEPENDANT cette transcendance apolitique de l'esthétique n'est-elle pas une aporie à l'usage des belles âmes impuissantes si l'on constate, avec Fromanger, que « *tout art international et/ou contemporain est politiquement efficient, que l'artiste le veuille ou non* » ? Aussi sont-ils quelques-uns à vouloir renouer le fil pour que l'efficience politique ne s'échappe pas définitivement en des mains vaguement soupçonnées d'attenter à la dignité de l'art. Mais ceux-là désirent « *élargir* » la compréhension et dépasser la réduction du politique à la « *répression stérilisante ou l'apaisement mensonger* », en y incluant une dimension « *civile* » plus « *proche du lien humain social* » (Carole Benzaken). C'est là qu'ils entendent agir, mais hors de toute « *théorie* » ou systématisation, par le moyen de micro-stratégies autonomes fondées sur le « *doute* », la « *précarité* », le « *dérangement* », la « *véracité* ». Ils se tournent vers le terrain des « *multiples conflits sains et vivaces* » où Michaël Lechner retrouve la figure de l'« *anarchie* ».

Le principe d'un art politiquement efficient subsiste donc sporadiquement, mais subordonné à l'exigence générale et consensuelle d'une subjectivité fluide, d'une « *liberté hors de la loi* ». Comment mesurer les éventuels résultats concrets d'un art politique aussi refoulé ? Ne se réduisent-ils pas d'avance aux satisfactions de la « *solitude majeure et exemplaire* » (Gérard Titus-Carmel), et à ses succès médiatiques apparents ?

Cette efficience politique sur fond de schizoïdie tourne en déconfiture artistique en cas de « coup bas » de l'histoire. Plus brutale encore était la question : « *Si la situation politique évoluait gravement, au point de menacer la démocratie, cela pourrait-il bouleverser vos choix esthétiques et modifier la nature de vos projets ? Cela pourrait-il aller jusqu'à l'abandon de l'art lui-même ?* » La diversité des réponses illustre à nouveau toute l'efficacité idéologique des thèses qui autonomisent l'art, le constituent comme séparé du monde et soustrait aux vicissitudes de l'événement.

L'esthétique est le plus souvent présentée comme un sanctuaire, aussi inviolable que la conscience morale, que ne saurait affecter le bouleversement des conditions politiques. Ils sont donc nombreux, arguments à l'appui, à annoncer qu'ils persévéreraient dans leurs choix esthétiques en se maintenant à la périphérie du désastre environnant. D'autres répondent que oui, tout serait modifié. Mais, symptomatiquement, ils ne disent ni pourquoi ni comment. Gianfranco Baruchello rappelle seulement la situation dangereuse des intellectuels italiens des années 70, et évoque le séisme d'une « *crise de conscience* » qui pourrait ravager ce sanctuaire.

On constate parallèlement la débandade d'une « communauté artistique » parfaitement illusoire. Son adhésion unanime au régime d'épanouissement des arts ne la cimente nullement en une détermination à le défendre par le moyen de l'art lui-même. Exil, suicide, retrait du monde, désespoir, continuation de l'œuvre, abandon de l'art, lutte armée, sans oublier ceux qui « *ne savent pas* » et notamment ignorent s'ils « *résisteraient aux sirènes* » et aux honneurs de ces temps nouveaux..., les artistes réagissent en ordre dispersé et disparaissent en tant que force spécifique. De cette multiplicité contradictoire, la pratique artistique n'émerge plus comme subjectivité collective : elle est à la dérive des événements, même si quelques consciences isolées, comme le groupe Gasma, affirment une volonté « *interventionniste* ».

« *Une âme vraiment belle agit et vit dans le réel* », disait Hegel (*Introduction à l'Esthétique*). *Quid* de sa crédibilité devant tant de flottements ? *Quid* de son sérieux lorsque, s'agissant de savoir si « *de nouvelles attitudes radicales et critiques sont envisageables* », se manifeste un refus massif de les enterrer ?

« La censure par le profit »

EN suggérant que « *les nouvelles attitudes critiques n'apparaîtront pas nécessairement dans l'art* », Piotr Kowalski se distingue de ceux pour qui « *en dehors de cette recherche-là, l'art n'est que savoir-faire, savoir-vivre et quête de nouveau* ». Cette consubstantialité de l'art et de la critique paraît cependant sans actualité pressante. Les artistes se bercent d'une attitude attentiste, guettant sur les rivages imprévisibles du monde présent le surgissement cyclique mais « *improgrammable* » de la critique nouvelle. Beaucoup estiment, certes, être personnellement engagés dans une œuvre critique, mais cet activisme isolé, et pour certains « *quotidien* », est vécu comme l'expectative d'un courant d'idées qui, de l'extérieur, viendrait les saisir par surprise. Que pourrait-il être ? Comment le pressentent-ils ? Sur ce point, l'imagination semble tarie, bien que, çà et là, fuse l'idée d'un renouvellement de la lucidité, comme cette « *ironie enthousiaste* » que propose Serge Rezvani.

L'ampleur des bouleversements en cours est perçue, mais l'atmosphère de « *brassage* » des démocraties postindustrielles est interprétée comme une inconnue où la critique n'est pas identifiable à une forme historique. Elle y survit en l'état primitif d'« *une singularité terrée, écart plus absolu que jamais* » (Olivier Le Bars), travail semi-clandestin de taupes trop séparées les unes des autres pour se défaire des « *chaînes qui empêchent les hommes de faire un art heureux, mais heureux dans un monde sans Dieu* » (Henri-Alexis Baatsch).

En réalité, le bel unanimisme en faveur de la critique est un consensus à la mesure de sa banalisation : une référence obligée, détachée de toute nécessité réelle. En témoigne le silence quasi général au sujet de la radicalité. Le thème de la permanence de la critique (les nouvelles attitudes ? « *elles existent déjà* »), comme celui de sa consubstantialité à l'opération artistique (« *chaque œuvre est radicale et critique* »), révèle le désir de se rassurer par des universaux qu'il faut « *défendre* », mais guère une énergie pour risquer, dans les circonstances présentes, une liberté artistique réellement anticipatrice et audacieuse.

Sans considération pour la discontinuité, un mythe de la « critique éternelle » s'installe tranquillement, signe patent du déclin contemporain de la pensée historique. De l'expérience des fondateurs de l'attitude radicale (auxquels ils ne se réfèrent presque jamais), les artistes d'aujourd'hui ne tirent aucune conclusion nette et réfléchie, sinon en négatif, pour constater la nécessité de « *formes différentes* », mais indéterminées. Leur allégeance à la tradition critique de la modernité ne serait-elle qu'une convention « *néo-académique* », dictée par le prestige spectaculaire des avant-gardes de jadis, dont ils entendent capitaliser le bénéfice ? « *Plus tard* » ou « *toujours* » sont les deux formules sur lesquelles glisse le présent, et où se volatilise l'actualité de la critique.

« *On n'échappe pas au capitalisme* », tel est le constat que dressent même ceux qui ne veulent pas se rallier à son écrasante domination. Ainsi, le groupe Gasma analyse les pièges redoutables où il attire les arts en séduisant ceux qui veulent jouer le rôle d'artistes.

La perversité du capital brouille les repères. Qui collabore ? Qui ne collabore pas ? Ne sont-ils pas tous « *des collaborateurs innocents, même après leur mort* » (Jean Berthet) ? Dans cette jungle, mieux vaut donc pactiser avec le diable, conclure avec le capital un « *mariage de raison* », digne mais « *méfiant* », car on ne saurait déchoir en « *embellisseurs privés qui collaborent à innocenter le capital* » (Serge Rezvani).

Cette résistance résiduelle de l'artiste ne traduit plus de réel besoin de rupture avec l'ordre existant. Feignent-ils de méconnaître la volonté de dépassement de l'art des fondateurs de la modernité, ce refus de l'embellissement qui détermina leur gloire ? L'art ayant repris sa figure d'entité, de sphère transcendantale, l'ambition des artistes contemporains est moindre : ils s'accoutument à devenir de simples vendeurs de leur propre transcendance.

« *Solitude* », « *singularité* » (mot si souvent répété), « *Indépendance à l'égard de tous les pouvoirs* », ces devises redessinent une morale de l'*Unique et sa propriété* semblable à celle de cette gauche hégélienne qui aspira à l'anarchie. Mais ils n'ont d'autre projet que celui induit par le libéralisme marchand, et ne cherchent pas les moyens théoriques et pratiques pour sortir des voies de garage ainsi réservées à l'art. L'heure est à un micro-anarchisme « *soft* » et pragmatique, pour survivre sous la chape des conditions présentes.

« *Vive Bakounine !* » lance Jean Tinguely. Bakounine conseillait aux militants révolutionnaires de s'« *unir au monde aventurier des brigands* ». Sans le savoir, les artistes suivraient-ils ce conseil, mais en le retournant politiquement ? Grands marchands et grands spéculateurs, manageurs et bateleurs de la gloire médiatique, tous les protagonistes du western culturel mondial ne se sont-ils pas imposés à eux comme les « nouveaux brigands » du capitalisme avec lesquels il est fascinant de s'entendre, surtout en secret ? Depuis le romantisme, les artistes ont toujours su apprécier l'irremplaçable compagnie des voyous.

YVES HELIAS
et ALAIN JOUFFROY.

● Les problématiques explorées par Yves Hélias et Alain Jouffroy dans cet article seront approfondies lors d'un colloque organisé par le conseil général de Vaucluse à Apt, les 24 et 25 février, avec le concours du *Monde diplomatique*. (*Renseignements et inscriptions : Yolande Padilla et Isabel Ferrando, conseil général de Vaucluse, place Viala, 84000 Avignon. Tél. : 90-86-33-33.*)



AUTRES VOIES POUR LE TIERS-MONDE

A Saam Njaaï, tout a commencé par l'alphabet

Les villageois de Saam Njaaï, au Sénégal, vivaient dans la pauvreté et l'ignorance jusqu'au jour où une entreprise d'alphabétisation « informelle » leur a donné les moyens de s'atteler à leurs problèmes de développement. Aujourd'hui, Saam Njaaï est connu dans la région comme un village prospère.

Par
ROLAND-PIERRE PARINGAUX

C'EST par un coup de foudre, *a priori* bien improbable, qu'a débuté, il y a quelques années, l'alphabétisation des adultes du village de Saam Njaaï. Situé dans la région de Thiès, entre Dakar et Saint-Louis, Saam Njaaï était alors un village wolof semblable à bien d'autres. Au bout d'une piste sablonneuse, sur une terre desséchée, c'était un agrégat de cases, d'humains et d'animaux accablés par le soleil, l'arriération et le manque d'eau. Une communauté de trois cents âmes végétant à l'écart de tout développement. En cent ans, le pouvoir central, sénégalais ou colonial, ne s'était guère manifesté ; sauf pour lever l'impôt.

On en était là, lorsque débarque Molly Melching, une Californienne forte de dix années d'expérience sénégalaise. Avec Bolle Mbaye et Malik Pouyé, deux travailleurs sociaux du pays, elle avait été recrutée par l'Ecole d'économie appliquée de Dakar pour promouvoir un projet d'aide au développement rural financé par les Etats-Unis. Il s'agissait, en combinant des techniques modernes et traditionnelles (radio, théâtre, marionnettes, etc.), d'aider les gens à identifier leurs problèmes et à imaginer les moyens de les résoudre. *« Il n'était pas question d'alphabétisation ; mais les villageois, surtout les femmes, nous supplièrent de leur apprendre à lire et à écrire,* dit Molly. *Nous n'étions pas préparés, mais ils insistaient et rien ne semblait devoir entamer leur détermination. Finalement, le chef a fait pencher la balance. »*

Fils et petit-fils de marabout, El Hadj Abdoulaye Njaaï est le sixième chef de ce village dont l'histoire se confond avec celle de sa famille. Bientôt centenaire, il y a passé le plus clair de sa vie à prier, faire des enfants et *« guérir les gens de la morsure des serpents »*. Et à ressasser cette obsession de toute une vie : comment procurer à Saam Njaaï l'eau, la lecture et l'écriture, seules capables d'arracher ses habitants à la pauvreté et à l'abrutissement ? L'âge aidant, il désespérait de voir le village accéder à ces richesses, lorsque Molly Melching tomba, pour ainsi dire, du ciel.

Abdoulaye Njaaï vit dans un monde où rêve et réalité ont tendance à se confondre. Aussi, l'arrivée de l'Américaine, loin de l'étonner, lui parut-elle conforme à son attente : *« Allah veut que les gens apprennent pour mieux le connaître, mieux le servir et faire progresser la société »* ; elle correspondait aussi à une exhortation faite par son père : *« Retiens au village ceux qui apportent la connaissance »* ; enfin, la veille de cette arrivée, dans un rêve jugé prémonitoire, il avait vu son grand-père, creusant le sol de ses mains, faire jaillir l'eau aux abords du village.

Pour Molly Melching, au point où l'on en était arrivé, il eût été délicat de refuser le rôle et l'hospitalité proposés. Elle décida donc de rester. Pour le marabout elle serait bientôt *soukeï* (ma fille) ; elle l'appelerait *« papa »*.

La première décision des villageois, logique mais inhabituelle au Sénégal, fut de choisir le wolof, la langue locale, de préférence au français, langue nationale et prestigieuse, certes, mais d'une utilité limitée pour le paysan de base. Ensuite, dans une arrière-cour, après les travaux des champs, il fallut *« tout réinventer »*. Avec Molly et ses deux collègues dans un rôle d'animation aussi peu directif que possible. *« Nous avons progressivement mis au point une méthode, tout en évitant d'imposer nos solutions et en laissant le maximum d'initiative et de responsabilités aux villageois eux-mêmes »*, souligne la jeune femme.

La majorité des participants (de dix à soixante ans) n'avait jamais vu de texte en wolof. On commença donc, comme dans un jeu d'enfants, par chercher à travers le village toute sorte d'objets familiers ressemblant aux lettres de l'alphabet. Dessinés, ils formèrent bientôt, avec les mots préférés de chacun, un vocabulaire de référence. Les jeux, chansons et dessins, de même que les exemples tirés de la vie quotidienne et des traditions, ont servi d'outils privilégiés.

Les femmes, pionnières à l'école et au jardin

FONCTIONNEL, attrayant et adapté aux réalités locales, le système donna bientôt des résultats. *« Après seulement cinq mois, une vingtaine de villageois commençaient à maîtriser l'écriture,* se souvient Molly. *Deux d'entre eux, envoyés suivre un séminaire sur l'élevage, prirent des notes et en firent profiter les autres ; d'autres consignèrent dans des cahiers les naissances et les décès ; d'autres encore prirent l'habitude de rendre compte par écrit des réunions du village. » « Tout cela,* poursuit la jeune femme, *a paru d'autant plus remarquable qu'ailleurs, des instituteurs disposant de plus de moyens s'efforçaient pendant des années d'enseigner le français à des classes peu motivées et somnolentes. »*

Comme souvent lorsque s'offre une possibilité d'arracher la famille à la pauvreté, les femmes furent à Saam Njaaï les pionnières de l'alphabétisation. Et leur exemple fit rapidement... école. Tout compte fait, les résistances sociales et religieuses furent faibles. *« Il n'est pas mauvais d'apprendre, tout est question d'utilisation »,* remarquait avec un grand bon sens un paysan d'une trentaine d'années, Adaman Njaaï. D'abord réticent, et gêné à l'idée d'être la risée des filles, il a vite changé d'attitude en mesurant les effets bénéfiques de l'éducation sur sa femme. Aujourd'hui, il exhibe avec fierté un cahier témoignant de ses progrès « scolaires ».

Le village a ainsi été entraîné dans l'engrenage vertueux de l'alphabétisation, de la participation et du développement. Après avoir pourvu par avance à la relève de Molly Melching, (par la formation d'un enseignant et la construction d'une école), il a investi dans la santé : formation d'un infirmier, construction d'une infirmerie et installation d'une maternité. Ou encore dans la promotion d'activités collectives : élevage de bovins, moulin à mil, maraîchage, etc.

De même, l'éducation aidant, il n'a pas fallu longtemps pour que les villageois eux-mêmes en viennent à développer une vision globale et critique de leur société. Pour qu'ils comprennent, par exemple, le rôle de leurs besoins en bois dans la dégradation de l'environnement, et qu'ils trouvent des solutions. L'une a pris la forme d'une pièce, composée par eux et diffusée par la radio nationale. L'autre a consisté à mettre sur pied des opérations de reboisement, chez eux et chez leurs voisins.

En deux ans, alors que les villages d'alentour stagnaient, Saam Njaaï s'est profondément transformé. D'autant que, dans le même temps, l'économie avait fait un grand bond en avant. Et cela, grâce avant tout à l'eau. Elle avait jailli du sol un beau jour, comme dans le rêve du marabout.

A ce propos, Molly Melching se félicite encore en riant du hasard qui lui fit rencontrer, lors d'une démarche administrative, un technicien européen qui cherchait un village pour commencer à forer des puits... Depuis, sous l'éolienne qui pompe l'eau en grinçant, le sable a verdi. Les femmes, libérées des corvées d'eau, ont développé une économie maraîchère prospère. Des lieues à la ronde, Saam Njaaï est devenu célèbre pour ses aubergines.

Lorsque Molly Melching et son équipe quittèrent Saam Njaaï, après deux ans de travail, les villageois avaient obtenu d'étonnants succès dans de nombreux domaines : éducation, santé, environnement, gestion et diversification des activités procurant des revenus.

S'inspirant de cet exemple particulier, la délégation du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) au Sénégal a mis sur pied en 1988, avec le concours du ministère du développement social, un programme élargi d'éducation non formelle à l'intention des adultes. L'ambition est de former des centaines, et ultérieurement des milliers, de « formateurs » pouvant renouveler dans autant de villages l'expérience d'éducation non formelle de Saam Njaaï ; et, si possible, ses succès.


Roland-Pierre Paringaux

APPRENDRE AVEC LE SOURIRE
Il a fallu tout réinventer

LE BICENTENAIRE A KYOTO

Regards japonais sur la Révolution française

Par
YVES FLORENNE

SI proche de Tokyo, jusque dans son nom, et si loin jusqu'à être l'inverse, Kyoto est un refuge de l'humain, défendue par son rempart de hautes collines forestières où l'esprit trouve à respirer. Un autre bicentenaire, celui de Diderot, nous y avait déjà étonné : d'abord d'exister à cet extrême de l'Orient, puis par sa durée et son éclat. Celui d'aujourd'hui (1), dû aussi à l'initiative et au grand savoir du professeur Hisayasu Nakagawa, pourrait nous conduire à quelque méditation mélancolique sur les Pères de la Révolution. Il leur aurait suffi de peu d'années pour la voir paraître – et en être bientôt les plus célèbres victimes. Ce que fut, en pleine maturité, leur cadet : Condorcet. Notre époque ne prête-t-elle pas à nous alerter sur ce que les fanatismes font des Lumières ? Une compensation vient de notre colloque dans l'énoncé de son projet : « La Révolution et la littérature ». On a pu déplorer au passage le monopole que s'adjugèrent les historiens de cette histoire-là. Mais la faute n'en fut-elle pas aux... historiens de la littérature ? Le Bicentenaire apporta à certains l'occasion d'y remédier, par la parole et par le livre.

Certes, les périodes révolutionnaires sont rarement des siècles de Périclès. D'abord, elles n'ont pas le temps. Mais dans ce peu de temps les choses bouillonnent et l'avenir va se précipiter : 1789, nourri de Rousseau, porte 1830 ; et le plus grand écrivain romantique, né de la Révolution, sera paradoxalement Chateaubriand. Comme le plus grand peintre révolutionnaire, qui n'a *évidemment rien à voir avec le superbe* pompier David, est Delacroix.

Mais nous sommes à Kyoto pour découvrir le regard des Japonais d'hier et d'aujourd'hui sur notre Révolution. Connaissez-vous Chômin ? On peut dire qu'il symbolise l'irruption dans son pays de la Révolution française s'engouffrant sur l'appel d'air que fut, en 1868, le début de l'ère de Meiji. C'est ce que le professeur Schinia Ida nous aura appris en une heure. Donc, ayant reçu avec cinq ans de retard la nouvelle de la Révolution, aussitôt étouffée avec horreur, il aura fallu au Japon trois quarts de siècle pour la saluer au grand jour, l'empereur Meiji prononçant alors le serment inouï de mettre son empire *« à l'école du monde »*. A la mission qu'il envoya en Europe et en Amérique s'agrégea un étudiant qui ne s'appelait pas encore Chômin. Traducteur du *Contrat social*, il deviendra le « Rousseau de l'Orient ». Il fonde un journal, *la Liberté de l'Orient*, puis une école fameuse. Il est déjà et sera l'auteur de livres importants. Et c'est autour de lui une floraison d'ouvrages historiques de qualité, œuvres de Japonais. Ils trouvent leurs sources (ensuite viendront Thiers et Henri Martin) chez les Mignet ou les Ducoudray ; nous allions oublier Mme Duvergier de Hauranne et autres non moins « illustres ». Mais (Schinia Ida est bien obligé d'enregistrer le fait par son silence) comme si un certain Michelet n'avait jamais existé.

Cependant que le Japon avance à grands pas, de *« l'état prérévolutionnaire au régime constitutionnel »*. Alors s'annonce un premier centenaire que nous ignorions : pour proclamer sa Constitution, l'empereur a choisi l'année 1889. Douze ans encore et Chômin allait mourir, rêvant d'une révolution *« idéale »* : celle de 1789, purgée de ses suites sanglantes. Alors sa grande île s'était si bien ouverte qu'elle commençait de se répandre au dehors. Parcours bientôt foudroyant qui, de Port-Arthur à Pearl-Harbor, aboutira hélas à Hiroshima, pour célébrer enfin le triomphe d'un grand empire industriel. Le Bicentenaire à Kyoto n'avait évidemment pas à nous conduire jusque-là. Ce qu'il a montré – c'est, moins visible et plus profonde, une grande culture largement ouverte sur le monde.

L'irruption massive des filles du peuple

REVENONS en France, sans quitter le Japon. Tokyo conserve, avec le fond Bernstein, une riche collection de nos journaux révolutionnaires. Trois chercheurs des universités de la capitale, MM. Mizubayashi, Sumi et Ueda, nous ont communiqué leurs analyses portant sur les Journées d'Octobre. A ce point culminant où la Révolution est soudain lancée, ces documents apparaissent comme une projection saisissante du caractère violemment contrasté de ces deux journées équivoques où le drame se joue la nuit. Il est marqué par l'irruption massive des femmes. Toutes filles du peuple, elles semblent appartenir à deux espèces étrangères. *D'un côté, parmi* lesquelles on trouve des hommes déguisés cachant mal des armes sous leurs jupes, celles qui montrent une violence brutale, vite destructrice et sanguinaire. De l'autre, de jeunes marcheuses de la faim, inquiètes autant que pacifiques. A peine celles-là ont-elles obtenu du roi le pain pour Paris qu'elles sont saisies, traînées par les furies qui vont les pendre, quand leurs semblables accourent les défendre.

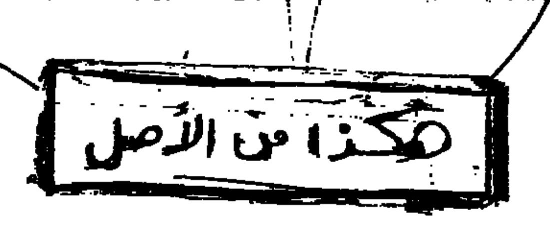
La brillante universitaire française (2), fort applaudie pour la substance et le brio de la synthèse finale du colloque, condense ce témoignage très divers pris plus ou moins sur le vif, dans un sentiment féministe non violent mais pas sans humour. Elle en tire l'image d'une moyenne féminine résolue mais suffisamment aimable : de Paris à Versailles et retour, ce sont donc de « braves Amazones », quelque peu bacchantes – sans fourrures de panthère, mais avec la bouteille et le couteau – qui *« sortent du registre de la violence sauvage pour regagner le monde de la culture »*. Ce que le commentaire féminin contemporain traduit en termes précis, toujours un rien sarcastique : ces castratrices déchaînées, portant prématurément la terreur dans l'assemblée des hommes, dictent leur propre loi au législateur. Lequel, ayant retrouvé courage et puissance, se souvient que la Déclaration confond l'homme dans l'espèce, les droits de la femme étant ce que l'homme attend d'elle : des enfants et la soupe. Ces documents sont là pour nous rappeler aussi tout ce qu'on pouvait alors glisser de nuances délicates entre *« dames de la Halle »* et *« harengères »* ou *« poissardes »*, comme entre *« le Peuple »* – majuscule, abstrait, redoutable et sacré – le *« bon peuple »* et la *« populace »*.

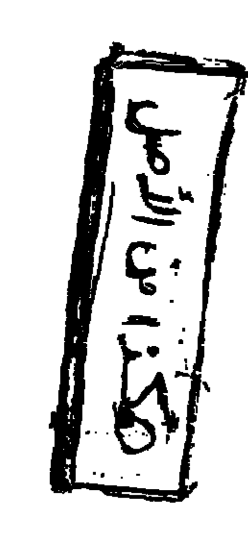
Ayant presque épuisé notre temps de parole, à peine pouvons-nous évoquer le Marivaux *« révolutionnaire »* qu'éclaire Hisayasu Nakagawa avec ces îles *« utopiques »* où l'esclave devient maître, et vice versa. Jusqu'à ce que tout rentre dans l'ordre, pour la sécurité de l'auteur : quand il écrit, il n'y a pas quinze ans que Louis XVI est mort. Et voici le Paris révolutionnaire par les yeux de Louis-Sébastien Mercier et ceux de Hiroshi Hara. Il est fort instructif pour nous d'apprendre, par Yoshihiko Kobayaschi, ce que fut le regard que prirent de notre Révolution les jeunes Japonais dans leurs livres de classe. Ou, vu par Nagao Nishikawa, le futur Stendhal enthousiasmé à dix ans par la vision d'ailleurs unique qu'il eut de la guillotine. Révolutionnaire précoce, c'est à cette lunette qu'il verra toujours la Révolution, et même la justice.

Ils étaient donc nombreux à nous instruire de leur culture et de la nôtre. Aussi, bien plus riche que nous n'avons pu le montrer, le colloque fut conclu par l'ambassadeur de France au Japon, M. Bernard Dorin. Devant cette élite d'enseignants où les Européens étaient minoritaires, sa présence consacrait le caractère exceptionnel, sinon unique dans les colloques internationaux, de celui de Kyoto : tous les participants, européens compris, s'exprimèrent en français.

(1) Colloque organisé les 13 et 14 octobre 1989 par le professeur Hisayasu Nakagawa, M. Michel Wasserman, directeur de l'Institut franco-japonais et le centre Kawaï pour la culture et la pédagogie.

(2) Rappelons que nous nous bornons, bien entendu, au seul regard japonais sur la Révolution.





Quelles langues pour la science ?

Universelles dans leur démarche, les sciences et les techniques trouvent cependant leur ancrage et leurs domaines d'application dans chaque réalité nationale. Et, donc, nécessairement, dans chaque langue. A l'ignorer, chercheurs et ingénieurs se couperaient aussi bien de la richesse de leur propre fonds culturel, inépuisable source de créativité, que de la capacité de diffuser les nouveaux savoirs auprès de leurs concitoyens. Ces problèmes seront au cœur du Forum de la communication scientifique et technique — Quelles langues pour la science ? — organisé à Paris, à la Cité des sciences et de l'industrie, les 9 et 10 janvier, à l'initiative du ministère de la francophonie.

Enrayer la dynamique de la résignation

Par ALAIN DECAUX *

QUI aujourd'hui n'a pas rencontré de bons esprits allant partout répéter que la défense de la langue française comme moyen de communication scientifique est un combat inutile et dépassé ? Les mêmes vont plus loin et, en affectant quelque tristesse, expliquent que l'utilisation du français aboutirait à marginaliser les chercheurs francophones par rapport à une communauté scientifique soumise, en fait, à l'hégémonie américaine.

Ceux qui parlent ainsi sont des résignés. Il faut compter aussi avec les intégristes : ils n'hésitent pas *à préconiser, au nom de l'efficacité et du pragmatisme*, l'anglicisation résolue de l'Europe, « *seule voie de salut* », *et à faire du recours systématique à* l'anglais le signe évident d'une nécessaire distinction. *Tout au plus est-on prêt à concéder au français une* primauté historique dans le domaine des lettres et des arts, mais c'est pour mieux réserver à l'anglais le privilège exclusif d'exprimer la modernité technologique. *J'ai accoutumé de le répéter* : rien ne serait plus dangereux pour l'avenir de la francophonie qu'un tel Yalta linguistique dont on voit bien qu'il porte des germes de mort certaine.

Au vrai, il importe de s'attacher à une autre dynamique *que celle de la résignation. Il faut mener* un combat incessant non contre l'anglais (qu'il ne faut pas confondre avec le sabir anglo-américain dont on use dans certaines enceintes internationales et qui ne ressemble que de fort loin à la langue de Shakespeare, de Dickens et de James Joyce), mais d'abord contre ceux qui, par laxisme ou défaitisme, se refusent à faire l'effort de s'exprimer en français ou de *mettre en place* dans les congrès et les colloques scientifiques internationaux des systèmes de traduction simultanée, permettant à chacun de parler dans une langue de grande communication, et à chaque *francophone d'exprimer sa pensée dans sa propre* langue.

L'enjeu n'est pas seulement d'ordre *politique* et linguistique. Il est aussi d'ordre scientifique. Dans la mesure même où *chaque langue découpe la réalité de* manière spécifique et la reflète à sa façon, il devient évident qu'elle joue un rôle important dans les phases de création, invention et innovation. La vision mécaniste qui ramène les langues à des systèmes susceptibles de se substituer les uns aux autres est, à l'évidence, réductrice. Peut-on penser sérieusement que la communication scientifique n'est que la transmission d'unités d'informations dans des codes totalement neutres et interchangeables ?

Les *scientifiques connaissent bien la difficulté que* chacun peut éprouver à traduire avec exactitude sa *pensée dans une autre langue : les mots sont loin de* recouvrir les mêmes concepts, tout simplement parce *que la pensée a appréhendé et exprimé différemment* tel ou tel aspect de la réalité. Le professeur Jean Hamburger me le faisait remarquer à propos du domaine médical : « Pathologie *n'a pas la même connotation que* pathology, *ni* infectieux *qu'* infectious, *les distinctions entre* disease, sickness *et* malady *n'ont pas d'équivalent français, de même que le verbe français* évoluer, *en parlant d'une maladie, ne trouve que des périphrases comme équivalent anglais.* » Ces exemples montrent bien qu'il ne s'agit absolument pas de prouver la supériorité du français sur d'autres langues et formes de pensée. Il s'agit simplement de souligner les inconvénients que représente, pour chacun, l'abandon de sa langue et le danger que constituerait, pour la science, l'adoption d'un moule conceptuel et linguistique unique. La communauté scientifique se doit donc de refuser cet appauvrissement intellectuel qui résulterait du monopole de l'anglo-américain. Elle doit prendre conscience du scandale qui naîtrait de l'obligation, pour des francophones, d'exprimer leur pensée par le truchement d'une langue étrangère.

La pénible affaire des *Annales de l'Institut Pasteur, qui vont enfin reparaître — en français ! — sous une* forme nouvelle, a mis en évidence la nécessité d'organiser une riposte collective de la communauté francophone à l'hégémonie croissante de l'anglo-américain et de combattre l'esprit de démission de ceux qui, pour des raisons plus ou moins fondées, sont prêts à accepter que l'anglo-américain ait au vingtième siècle le rôle que jouait au Moyen Age le latin (dans un contexte au demeurant très différent), et que les instances de légitimation scientifique internationale se situent exclusivement aux Etats-Unis.

Quel que soit le succès des efforts qui s'imposent *pour modifier les comportements linguistiques* et amener les chercheurs francophones à s'exprimer prioritairement en *français, il* faut bien *prendre en* considération les exigences de communication qui constituent le pivot de la *recherche*. Cette communication passe par les colloques et congrès internationaux. Elle passe aussi et d'abord par les publications dans des revues spécialisées. Or, faute de public suffisant, et parce que la consécration internationale se situe hors de l'espace francophone, les revues scientifiques francophones ont beaucoup de mal à survivre et finissent, comme cela a failli être le cas pour les *Annales de l'Institut Pasteur*, par s'angliciser totalement.

Si, dans les pays du Nord, cette situation prévaut, que dire des pays du Sud dont les faibles moyens ne permettent guère d'assurer la viabilité des publications de leurs centres de recherche ou de leurs universités ? C'est pourquoi il a paru urgent de concevoir *une revue de qualité qui accueille les produits de* la recherche de tous les pays de la communauté fran*cophone et leur assure la nécessaire audience inter*nationale qu'ils attendent. Tel est le sens du projet de *Cahiers de la recherche francophone* que le gouvernement français a présenté à ses partenaires lors du dernier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, et qui devrait prochainement enrichir le programme UREF (1) confié à l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF). L'expérience, couronnée de succès, de la revue franco-québécoise *Médecine/Sciences* (2), dont beaucoup doutaient cependant au départ, démontre la faisabilité d'une telle entreprise tant au *plan économique (on approche aujourd'hui avec un* tirage de 4 600 exemplaire du seuil d'autofinancement), qu'au plan scientifique (la revue est désormais indexée dans les *Current Contents*).

Parallèlement, pour renforcer la présence de francophones dans les colloques et congrès scientifiques, qui constituent des lieux d'échange privilégiés, et pour encourager chacun à communiquer dans sa langue les fruits de ses recherches, la France a également annoncé au sommet de Dakar l'ouverture d'un fonds d'aide à la traduction et à l'interprétation. Ce fonds, placé auprès de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) (3), est d'ores et déjà *disponible. Nous espérons que d'autres contributions* viendront prochainement l'abonder, faisant ainsi définitivement pièce à ceux qui se retranchent derrière l'alibi économique pour justifier le maintien du « tout-anglais ».

(Lire la suite page 27.)

* De l'Académie française, ministre délégué, chargé de la francophonie.

(1) L'Université des réseaux d'expression française (UREF), à laquelle la France attribuera, en 1990, un crédit de 24 millions de francs, a pour but de mettre en relation des équipes de chercheurs du Nord et du Sud, de mailler des réseaux, de constituer un espace scientifique francophone solidaire.

(2) Editions John Libbey — Eurotext, 6, rue Blanche, 92120 Montrouge.

(3) ACCT, 13, quai André-Citroën, 75015 Paris.

Une recherche qui se fait comme elle se parle...

Par JEAN-MARC LÉVY-LEBLOND *

ON représente communément la science comme une *activité dominée* par l'écrit — celui des articles et livres qui seraient la forme achevée des connaissances produites.

La sociologie des sciences contemporaine a *fort bien mis* en évidence l'*utilité*, *la* nécessité même, de prendre en compte la dimension de la parole pour comprendre le fonctionnement réel de la recherche. L'écoute attentive et l'analyse précise des échanges de mots entre chercheurs dans un laboratoire montrent l'impossibilité d'y séparer les aspects « techniques » (circulation d'informations, *transmission* de connaissances) et les aspects « politiques » (enjeux *de pouvoir, rapports de forces*) (1). Et certes, si la science est activité *sociale, comment se passerait-elle* de ce qui fonde le rapport social, c'est-à-dire l'échange de paroles ?

Le miroir de l'autre

La difficulté de la recherche scientifique, l'obstacle à la mise au jour de connaissances neuves, tiennent moins de l'opacité des choses qu'à celle de l'esprit. La nature ne nous cache rien, au contraire ; elle montre tout, en vrac. C'est nous qui, devant cet étalage, avons le plus grand mal à y distinguer l'essentiel de l'accessoire, à y *choisir* les objets ou événements significatifs, à y *découvrir ordre* et sens. Le chercheur — a-t-on assez dit dans quel *état de frustration* permanente il travaille ? — se heurte *donc sans trêve à ses* propres limites. *Rien de plus naturel alors que le miroir* de l'autre.

Il ne s'agit pas seulement de l'*émergence* de connaissances neuves, mais tout aussi bien du dévoilement des failles oubliées ou cachées du savoir. Quel enseignant n'a pas eu l'*expérience*, en s'entendant faire cours, même sur un sujet traditionnel, de sentir soudain béer un hiatus occulté de sa propre compréhension ? C'est *en ce sens* qu'on ne connaît (à peu près) bien que ce qu'on a enseigné.

L'enseignement oral est un élément capital de la formation scientifique professionnelle : faire cours, c'est d'abord *se* faire cours — et, si vous ne comprenez pas vraiment ce que vous dites, vous ne pourrez *pas manquer* de lire votre insuffisance dans les yeux de vos étudiants. *C'est* bien pourquoi la séparation des activités d'ensei*gnement et de recherche* est *préjudiciable* à chacune d'entre elles ; *chaque scientifique devrait être à* la fois chercheur *et* enseignant.

Mais il y a plus. A la différence de la formulation écrite, par nature contrôlée et figée, l'expression *parlée* donne à la pensée la spontanéité *nécessaire* à l'invention. Le *parler permet* l'expression d'une *créativité bien supérieure à l'écrit* (noter d'ailleurs, la différence entre l'actif infinitif de l'un et le participe achevé de l'autre). Il n'est pas rare, en science... comme ailleurs, de dire avant de penser ; encore faut-il s'entendre soi-même !

Ce savoir nouveau ainsi apparu, reste à le faire circuler : il n'y a de connaissance scientifique que collective, et donc partagée. Le chercheur heureux est *celui* qui convainc les autres et les engage sur *la* voie qu'il a ouverte (il ne peut y avoir de plagiat en science, seulement du suivisme...). Mais l'écrit, ici encore, est très insuffisant, car il fixe trop aisément en formules canoniques et mortes la pensée vive. La rhétorique orale *reste* donc, depuis plus de deux mille ans, une forme majeure de la « *communication* » scientifique, comme on dit aujourd'hui.

Les correspondances privées, la publication de revues, la circulation des prétirages et aujourd'hui la messagerie électronique (fax, réseau Bitnet, etc.) n'ont jamais supplanté cet irrépressible besoin de parler. Les congrès et colloques (et plus encore leurs échanges de couloir que les communications en séance), les séminaires, les visites et le téléphone restent les lieux et *moyens essentiels* non *seulement* de la circulation des informations, mais surtout de l'établissement des consensus.

La science possède enfin un trait majeur qui achève d'y faire de la parole le moyen de communica*tion essentiel : le* caractère conditionnel de toute connaissance qui puisse être dite scientifique. L'énonciation des conditions de sa validité, ou du moins la reconnaissance de leur existence, est une caractéristique nécessaire de toute assertion scientifique.

C'est bien parce qu'elles sont placées sous l'empire universel de la restriction que les sciences peuvent être dites strictes (plutôt *qu'exactes*). Or l'expression écrite de ces conditions est lourde, mala*droite, voire impossible... à* expliciter : elles sont trop nombreuses, et, d'*ailleurs, loin d'être toujours* toutes connues. L'écriture conduit *alors la science à s'habiller* d'une certitude et d'une assurance qui ne lui appartiennent guère en propre — et qui, paradoxalement, affaiblissent sa portée, s'il est vrai que la force d'une connaissance scientifique vient justement de notre capacité à contrôler ses conditions de validité.

La parole, par contre, peut rendre pleinement justice à la positivité relative de la science — entre autres, parce qu'elle ne se limite pas aux mots... Poses de voix, gestes, mimiques, accents deviennent des éléments rhétoriques essentiels et prennent une valeur épistémologique fondamentale, car ils permettent, et avec quelle souplesse, l'expression de la réserve indispensable qui, seule, donne valeur et sens aux énoncés de la *science*. *Tel est le privilège* de la parole sur l'*écrit* : il est plus facile *d'entendre entre les mots* que de lire entre les lignes...

En définitive, le débat sur l'objectivité de la science, qu'on se félicite de cette vertu unique ou qu'on se lamente de cette limitation rigide, se voit ainsi quelque peu relativisé. Pour qui ne se contente pas de prendre la science à sa lettre (écrite), mais entend (ce qui, en bon français, veut juste*ment dire aussi* « comprend ») sa voix, la subjectivité ne peut en être *éliminée*.

Les scientifiques parlent donc. Mais dans quelle langue ? Nous touchons ici, bien entendu, au problème de la domination de l'anglais. Que ce soit avec satisfaction ou avec résignation, nombreux sont les chercheurs à le considérer comme langue universelle — quoiqu'il s'agisse moins de la langue anglaise ou même américaine, que d'un *pidgin* yankee. Mais cette domination n'est pas si établie qu'il y paraît, ni en fait ni en droit. Même dans les disciplines les plus dures (pardon, *hard*), telle la physique de pointe, si la grande majorité des chercheurs publie en « anglais », ils parlent encore leur *langue — même dans leurs laboratoires*. On peut donc tranquillement affirmer que la science, en France, est faite de beaucoup plus de mots français (parlés) qu'anglais (écrits). Qu'il soit nécessaire de rappeler cette évidence montre à quel point le débat est faussé par une grave erreur de conception sur la nature de la recherche scientifique, identifiée à son produit final (les publications) plutôt qu'à son activité réelle.

Clarifier les savoirs nouveaux

Or cette vitalité de la langue *naturelle dans la science* est utile et féconde. La science se fait comme elle se parle. A s'énoncer, donc à se penser, dans une langue autre que la langue ambiante, elle perdrait son enracinement dans le terreau culturel commun et serait *ipso facto* privée d'une source essentielle, même si elle est souvent invisible, de sa dynamique. Les mots ne sont pas de neutres habits pour les idées ; c'est souvent par leur jeu libre et inattendu que se fait l'émergence des idées neuves. L'emploi d'une langue *étrangère ne peut évidemment* que brider les associations, voire les lapsus, source de créativité.

Et cela est plus vrai encore si *l'on considère l'autre versant de la* recherche scientifique, celui non de *la création novatrice*, mais de la réflexion critique.

(Lire la suite page 26.)

* Professeur de physique théorique à l'université de Nice, directeur de la revue *Alliage*.

Pour une exploration plus systématique des rapports entre parole et recherche, voir les actes du colloque : « Langue, sciences, culture : quelles traverses ? », tenu en décembre 1988 à Strasbourg et à paraître prochainement (*GERSULP*, université Louis-Pasteur, 4, rue Blaise-Pascal, 67070 Strasbourg Cedex).

(1) Voir Bruno Latour et Steve Woolgar, *la Vie de laboratoire*, La Découverte, Paris, 1988.

Une recherche qui se fait comme elle se parle...

(Suite de la page 25.)

Tout cet indispensable (quoique aujourd'hui peu favorisé et valorisé) travail de tri, de refonte, de remodelage qui doit en permanence séparer l'accessoire de l'essentiel, dégager les constructions solides des échafaudages auxiliaires, clarifier les savoirs nouveaux pour qu'ils soient compris et transmis – ce travail est peut-être encore davantage tributaire d'une langue riche et maîtrisée. Ecrire en anglais des articles de physique de pointe pour revues professionnelles, la plupart des physiciens s'en débrouillent. Ecrire des textes de recension critique, d'analyse conceptuelle, de rénovation pédagogique ou de diffusion publique, trop peu le font, même en français, et *a fortiori* en anglais.

C'est qu'ici le contexte social, éducatif, culturel, joue un rôle majeur et inhibe considérablement la pertinence d'une traduction médiocre. Qu'on pense, par exemple, à la difficulté pour qui est nourri, même sans le savoir, d'une tradition fondée sur Descartes, Comte, Bachelard, etc., à exprimer sa pensée en anglais... Ainsi donc, pour qui ne se résigne pas à la production en série de résultats scientifiques interchangeables et éphémères, pour qui la science doit garder la vitalité d'une activité culturelle, la nécessaire pluralité de la pensée exige celle de la langue.

Un plurilinguisme de l'écoute

Il nous faut donc accepter, revendiquer et promouvoir, dans la science, la multiplicité des langues parlées, même si nous nous accommodons d'une relative unification de la langue écrite. Et cette langue qui est la nôtre, il n'est pas vrai que nous devions l'abandonner pour parler – de science – à d'autres. Il n'est rien de plus ridicule – et même de plus humiliant – pour un francophone que de se voir contraint de parler physique en anglais avec des collègues italiens ou espagnols. Au sein de l'aire linguistique romane en tout cas, il suffit d'un minimum d'attention et d'effort pour pouvoir entendre l'autre – qui n'est qu'à peine étranger (Pierre Achard a proposé l'idée, finalement très raisonnable, de considérer toutes les langues romanes comme des formes dialectales d'une même langue – virtuelle, certes : le latin moderne).

Bien au-delà du problème de la science, ne serait-il pas temps de promouvoir un plurilinguisme minimal – celui de l'écoute ? S'il est difficile de (bien) parler une autre langue, il est beaucoup plus facile de la comprendre, surtout si elle est voisine : chacun sa langue – et l'oreille ouverte à celle des autres... L'idée qui avait été émise il y a quelques années d'inciter (non pas d'obliger, certes) les chercheurs français à *parler* leur langue dans les colloques internationaux – qu'il faut bien distinguer du problème de la langue écrite des publications, – cette idée ne méritait sans doute pas l'irritation ou le dédain qu'elle a rencontrés.

Nombre de ces remarques vaudraient pour la communication, entre interlocuteurs qui « parlent science », mais dont tous ne sont pas des scientifiques. On conviendra que ce n'est pas une situation moins importante au vu de l'impact social de la science contemporaine...

Mais peut-être le problème est-il alors moins celui de la qualité de parole des scientifiques, que celui de la capacité d'écoute des non-scientifiques. Si la vulgarisation traditionnelle ou la médiatisation actuelle des sciences ont en général une si faible efficacité, ne serait-ce pas qu'elles répondent à des interrogations qui n'ont jamais été formulées par le public et qu'elles ne perçoivent pas ses questionnements réels – certes peu explicites et souvent confus ? Mais comment, faute de cet effort d'écoute préalable, le discours scientifique pourrait-il être entendu ? A plus longtemps négliger cette exigence, la science, qui pratique tant d'expériences en double aveugle, finirait par travailler en triple sourde.

JEAN-MARC LÉVY-LEBLOND

La créativité, victime des jargons

Par ANDRÉ-YVES PORTNOFF *

Il y a peu de temps, dans une réunion de pédagogues, un participant déplorait la médiocre aptitude de beaucoup d'ingénieurs et de chercheurs à s'exprimer clairement. « *Mais ce n'est pas cela qu'on attend d'eux !* », ne put s'empêcher d'objecter le directeur de l'une des meilleures grandes écoles françaises. Cri du cœur spontané, qui révèle la solidité du mur séparant encore techniciens et « littéraires ». Or la maîtrise de l'expression écrite ou verbale est désormais un élément majeur pour la compétitivité des entreprises, voire des nations.

Si nous sommes en train de passer de la logique de l'obéissance à celle de la responsabilité, selon l'expression de M. François Guiraud, président de l'Institut de l'entreprise, cela veut dire que chaque responsable ne peut plus se contenter de commander : il doit persuader. Certes, pour le commandement, à la limite, le sifflet ou quelques aboiements gutturaux peuvent suffire. En revanche, la persuasion passe par l'explication et une communication bien plus fine supposant la maîtrise des richesses de la langue. De fait, chacun, dans les entreprises comme dans toutes les structures sociales, est de plus en plus amené à négocier constamment avec ses pairs, ses subordonnés, ses supérieurs hiérarchiques, ses fournisseurs et ses clients qu'il est particulièrement crucial de convaincre.

De petits chefs-d'œuvre d'obscurité

Il suffit pourtant de lire des notices techniques pour constater que même les commerciaux qui vendent des appareils électroménagers au grand public s'expriment rarement avec clarté, quand ils n'emploient pas carrément un charabia qui n'a plus rien du français. Passe encore lorsqu'il s'agit de mauvaises traductions du coréen ou du japonais, mais force est de constater que les fabricants français commettent aussi de petits chefs-d'œuvre d'obscurité. Tout simplement parce qu'ils confient ces exercices à des techniciens qui s'expriment dans le jargon de leur spécialité. C'est particulièrement le cas des informaticiens, enclins à faire montre de leur technicité, alors même que leurs propos pourraient être couchés dans un langage accessible à tous.

Ce genre de coquetterie est commun à toutes les spécialités, et, comme le latin des médecins de Molière, il a servi à verrouiller l'accès à la connaissance et aux métiers. Mais ces déguisements, qui peuvent encore apporter prestige aux sociologues et sécurité d'emploi aux notaires et aux hommes de loi, se révèlent catastrophiques dès lors qu'il s'agit de diffuser la connaissance nécessaire à l'utilisation des matériels ou des logiciels que l'on vend. L'un des freins majeurs à l'informatisation de la société réside d'ailleurs dans la difficulté des informaticiens à se mettre à la portée des profanes.

Pour la maîtrise d'une langue commune

Dans un environnement où les techniques, les marchés, les comportements humains, les concurrents changent rapidement, la survie d'un organisme, et d'une entreprise en particulier, dépend de sa rapidité de réaction. Aussi peut-on affirmer que l'efficacité et la viabilité d'une structure peuvent se mesurer à la vitesse, l'intensité et la qualité de ses communications externe et interne. La première est essentielle à la détection des opportunités ou des dangers de l'environnement, la seconde conditionne l'organisation de la riposte.

La maîtrise d'une véritable langue commune, au-delà des jargons professionnels, est cruciale dans les deux cas. Aussi bien pour repérer l'importance de changements provenant de domaines d'activité connexes – chose de plus en plus fréquente en technologie – que pour organiser le travail interne, nécessairement collectif. Aucun problème de quelque importance ne relève plus d'un seul métier. Concevoir une aile de voiture était jadis à la portée de tout mécanicien familier des aciers. Aujourd'hui, il s'agit d'associer les compétences de métallurgistes, de spécialistes des matériaux composites, de mécaniciens, d'informaticiens, d'hommes des méthodes, de mercatique, de designers, de financiers.

Or, a priori, tous ces spécialistes ne parlent pas le même jargon et risquent fort de ne pas se comprendre. C'est notamment ce qui rend difficile la généralisation des groupes de créativité associant différents métiers et fonctions, en particulier les groupes d'analyse de la valeur. Cette méthode, encore méconnue par les constructeurs automobiles européens, permet souvent de 30 % à 50 % d'économies, comme on le sait bien, par contre, à l'Aérospatiale. D'ailleurs, les Japonais l'exploitent à fond depuis plus de vingt ans !

Nécessaire dimension culturelle

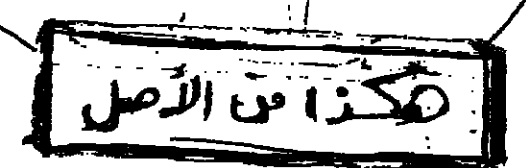
En matière de recherche, tout cela est encore plus vrai : les progrès majeurs se réalisent quand deux ou plusieurs disciplines s'épousent et se complètent : informatique et télécommunications créent la télématique ; optique et électronique conduisent à l'opto-électronique, chimie et physique du solide, rencontrant l'informatique et la biologie, nous promettent des protéines aux propriétés sur mesure. Quant à la linguistique et la neurologie, elles passionnent les concepteurs des ordinateurs neuronaux. Mais quelles difficultés, au départ, à mettre en communication électroniciens, mathématiciens, linguistes et médecins ! Quatre cultures différentes !

Culture, voilà bien le mot-clé. S'il n'y avait une dimension culturelle évidente à toute création, il serait tentant de proposer d'améliorer encore la communication par la généralisation d'une langue commune. L'anglais naturellement. Mais quel anglais ? Un idiome basique, appauvri, malmené, le plus souvent coupé, chez ceux qui l'utilisent, de toutes racines culturelles, alors que celles-ci sont justement essentielles dans la créativité et l'innovation ! L'historien américain David Landes (1), qui étudie actuellement les processus de développement et du sous-développement, déplorait récemment que beaucoup de responsables du tiers-monde cultivent l'illusion de moderniser leur pays en faisant table rase de leur héritage historique. Or, précisait-il devant nous, « *il y a un siècle, le parti du progrès technologique n'a pu l'emporter au Japon qu'en se légitimant par un appel au passé, en liant la modernité au prestige antique de l'empereur, alors depuis longtemps mis à l'écart par les shoguns* ».

Aujourd'hui, la créativité technologique et industrielle, comme la créativité artistique, fait appel à l'imaginaire. Chaque langue, dans toute son épaisseur historique, avec toutes ses strates de mémoire collective, constitue un instrument d'une richesse indispensable. S'il constitue un bon outil d'échanges, l'anglais ne saurait pour autant revendiquer une exclusivité privant chaque peuple d'une fraction de son patrimoine et d'une partie importante de ses facultés d'expression.

* Directeur-délégué de *Science et technologie*.

(1) Auteur de *l'Europe technicienne*, Gallimard, Paris, 1967, et de *l'Heure qu'il est*, Gallimard, 1987.



La hantis

La science est universelle. Lui faut-il pour autant une langue véhiculaire qui ait le même statut ? Ceux qui traitent de cette question sont, en France, rarement dépourvus de passion. Pour les uns, attachés aux valeurs traditionnelles de la culture, l'utilisation systématique de l'anglais est une trahison des intérêts nationaux et prend, de surcroît, les allures d'une provocation délibérée lorsqu'elle concerne des manifestations, orales ou écrites, directement financées par les pouvoirs publics. Pour les autres, le réalisme impose, au-delà de toute idéologie, la connaissance et l'emploi préférentiel de la seule langue qui, aujourd'hui, puisse être commune à tous les scientifiques. Les plus irréductibles parmi les premiers rêvent, parfois tout haut, de mesures coercitives qui iraient jusqu'à priver du soutien de l'Etat les savants coupables de ne pas s'exprimer en français. Les seconds interprètent en version originale le fameux « *publish or perish* » et en viennent quelquefois à (se) demander s'il ne serait pas plus efficace de se mettre systématiquement à parler anglais dans nos propres laboratoires...

Ces excès symétriques n'ont rien de surprenant. Ils témoignent simplement de l'acuité du problème de la communication scientifique, de l'intensité de ses enjeux de savoir et aussi de pouvoir. Personne ne saurait nier l'intérêt de disposer d'une langue permettant des échanges directs entre scientifiques de toutes nationalités. L'anglais joue désormais ce rôle – si toutefois on peut continuer à dénommer ainsi ce jargon international que les Britanniques feignent parfois d'avoir du mal à comprendre. Les francophones de naissance peuvent éprouver quelque nostalgie en pensant au rôle historique de leur propre langue, mais ils ne peuvent nier l'universalité désormais acquise par sa concurrente directe. Le fair-play en la matière est plus une nécessité qu'une élégance, et il serait sans doute judicieux de se dépêcher d'apprendre sérieusement l'anglais à tous nos enfants à l'âge où ils

La hantise des laboratoires : « To be » ou ne pas être ?

Par PHILIPPE LAZAR *

LA science est universelle. Lui faut-il pour autant une langue véhiculaire qui ait le même statut ? *Ceux qui traitent* de cette question sont, en France, rarement dépourvus de passion. Pour les uns, attachés aux valeurs traditionnelles de la culture, l'utilisation systématique de l'anglais est une trahison des intérêts nationaux et prend, de surcroît, les *allures d'une provocation délibérée* lorsqu'elle concerne des manifestations, orales ou écrites, directement financées par les pouvoirs publics. Pour les autres, le réalisme impose, au-delà de toute idéologie, la connaissance et l'emploi préférentiel de la seule *langue qui, aujourd'hui, puisse être* commune à tous les scientifiques. Les plus irréductibles parmi les premiers rêvent, parfois tout haut, de mesures coercitives qui iraient jusqu'à priver du soutien de l'Etat les savants coupables de ne pas s'exprimer en français. Les seconds interprètent en version originale le fameux *« publish or perish »* et en viennent quelquefois à (se) demander s'il ne serait pas plus efficace de se mettre systé*matiquement à parler anglais dans* nos propres laboratoires...

Ces excès symétriques n'ont rien de surprenant. Ils témoignent simplement de l'acuité du problème de la communication scientifique, de l'intensité de ses enjeux de savoir et aussi de pouvoir. Personne ne saurait nier l'intérêt de disposer d'une langue permettant des échanges directs entre scientifiques de toutes nationalités. L'anglais joue désormais ce rôle – si toutefois on peut continuer à dénommer ainsi ce jargon interna*tional que les Britanniques feignent* parfois d'avoir du mal à comprendre. Les francophones de naissance peuvent éprouver quelque nostalgie en pensant au rôle historique de leur propre langue, mais ils ne peuvent nier l'universalité désormais acquise par sa concurrente directe. Le fair-play en la matière est plus une nécessité qu'une élégance, et il serait sans *doute judicieux de se dépêcher d'apprendre sérieusement* l'anglais à tous nos enfants à l'âge où ils peuvent *sans difficulté en assimiler* l'essence.

Cependant, l'intérêt de disposer d'une langue commune déborde le simple cadre de l'amélioration de la communication entre scientifiques. Ce serait en effet une erreur d'oublier que les fonctions des *publications et des colloques* ne se réduisent en aucune manière à des échanges d'informations. La préoccupation d'évaluation est toujours présente en arrière-plan, et elle a même quelque tendance, aujourd'hui, à prendre le pas sur toutes les autres. Publier, c'est *faire connaître, mais c'est aussi,* et peut-être surtout, se faire *reconnaître* par ses pairs ; c'est entrer par *la* grande porte *dans la* très dure compétition mondiale qui gouverne l'évolution de la science.

L'existence d'une langue privilégiée de communication scientifique favorise *indubitablement* ce processus sélectif : toutes les équipes concurrentes peuvent se mesurer les unes aux autres dans le même champ clos, avec, en principe, les mêmes armes et donc les mêmes chances. Que le meilleur gagne ! On ne peut *a priori* que se réjouir de la *saine confrontation ainsi* engagée, qui nous permet de porter des jugements de valeur aussi objectifs que possible sur nos propres équipes et d'orienter nos choix avec l'incomparable label de garantie que leur confère ce jugement international.

Les Etats-Unis maîtres du jeu

Mais c'est là, pourtant, que le bât blesse. Quelle que puisse être *la compétence en anglais d'un* Français ou d'un Espagnol, il ne peut avoir la même aisance qu'un anglophone pour le lire, l'écrire ou simplement le comprendre en *finesse.* Il est donc placé d'emblée en situation d'infériorité relative. Si cette situation devient la règle, on ne peut en *négliger les* effets globalement négatifs sur la production scientifique et ses orientations. La main passe inévitablement *à ceux qui maîtrisent* le mieux le jeu. On le constate aisément dès aujourd'hui en parcourant la liste des revues scientifiques les plus cotées. A de remarquables exceptions près, elles sont sous contrôle effectif des Etats-Unis. *Il est certes loisible de* s'interroger sur les causes réelles de cet état de fait : dominance de *la langue ou qualité propre de la* science nord-américaine ? En réalité, peu importe l'ordre de ces facteurs. *Les deux s'enchaînent et agissent* de façon synergique. Ainsi les jeunes chercheurs du monde entier sont-ils incités à effectuer de préférence leurs *stages post-doctoraux aux* Etats-Unis, et ce pays est ainsi en mesure de sélectionner les plus brillants d'entre eux et de renforcer par là même régulièrement et de façon quasi inexorable son attrait, sa puissance et sa pression linguistique.

Face à une situation apparemment aussi compromise, est-il de notre intérêt de tenter de réagir, et en est-il encore temps ? On ne saurait répondre à cette question *sur des bases purement idéologiques.* Mais, si l'on fait effort pour échapper à la subjectivité, on doit pouvoir prendre en compte deux faits majeurs pouvant aider à poser des jalons vers le futur. L'un d'entre eux est la réalité de la construction européenne, l'autre le *caractère explosif* de l'acquisition des connaissances scientifiques.

L'*Europe* d'abord. Sera-t-elle fondamentalement anglophone ? Ce serait un paradoxe, avouons-le, alors même que *le Royaume-Uni* continuerait de bouder son entrée active dans la Communauté – voire renoncerait d'une certaine façon à en faire vraiment partie, – que sa langue devienne le vecteur exclusif des échanges entre les Onze ! Une façon subtile d'assurer quand même une *présence et un* contrôle... Plus sérieusement, continuera-t-on longtemps d'occulter que l'Europe possède en son sein quatre langues véhiculaires parmi les plus parlées au monde – l'anglais certes, mais aussi le français, l'espagnol et le portugais – et *que la cinquième* – l'arabe – est à sa portée immédiate ? N'y aurait-il pas une carte extraordinaire à jouer – à échéance d'une ou deux décennies – en décidant de faire de l'apprentissage par *les* jeunes Européens de plusieurs langues l'une des spécificités essentielles du continent ? Bien sûr, dans un premier temps, la raison commande de *lutter* en anglais contre le risque d'hégémonie de l'anglo-américain, mais ce serait une grave erreur que de se placer exclusivement sur ce terrain où nous souf*frons, au départ, d'un trop sérieux* handicap.

L'explosion des connaissances ensuite. Aucun chercheur, aucun universitaire ne peut plus, *aujourd'hui, suivre de façon régulière* la littérature scientifique susceptible de l'intéresser au-delà du champ strict de sa propre recherche. La multiplication impressio*nnante du nombre des journaux* scientifiques s'accompagne d'une réduction parallèle de la portée réelle de chacun d'eux. On écrit beaucoup, on lit de moins en moins. Au risque de choquer (ou de me tromper), je me demande même parfois qui a véritablement le temps de jeter un regard approfondi sur les plus prestigieuses des revues. Pour demain, il est clair en tout cas qu'il faudra inventer d'autres formes de communication.

L'avenir des messageries

En *réalité,* cet avenir est déjà présent dans *les* laboratoires. Les messageries informatisées jouent un rôle de plus en plus intense dans la communication entre scientifiques. Le saut n'a pas encore été fait (en tout cas pas de façon notable) de transformer ces messageries en modalités nouvelles *d'expression* critique de l'évolution de la pensée scientifique. Mais tout est prêt pour qu'il en *soit ainsi dès demain. L'entrée* des informations pertinentes sur un mode conversationnel, leur contrôle immédiat par *des logiciels* « intelligents », leur traduction *automatique en n'importe* quelle langue (dès lors que leur mode d'entrée aurait supprimé leurs *éventuelles ambiguïtés), leur* transmission instantanée aux destinataires les plus concernés, leur *évaluation a posteriori en fonction* de leur portée réelle, en lieu et place du jugement arbitraire des quelques *referees* (membres des comités de lecture) qui, aujourd'hui, ont droit de vie et de mort sur un projet d'article, tout cela est d'ores et *déjà* concevable et *susceptible* d'être mis en œuvre avant la fin du siècle.

Si tel était le cas, il resterait de *la place pour un tout petit nombre* de revues mondiales de très haut niveau (rédigées en anglais, pourquoi pas !) et pour une large collection de revues nationales de réflexion, de synthèses et de prospective, nécessairement rédigées dans la langue des pays auxquels elles seraient destinées. Elles serviraient de bases à un enseignement supérieur rénové et qui, du *même coup,* trouverait en elles le support naturel des procédures originales d'évaluation dont il cherche, *apparemment sans réelle* conviction, à se doter, faute de disposer de cet outil spécifique. Etre *and not only to be ?* Rêver, peut-être...

* Directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), auteur des *Explorateurs de la santé* (Odile Jacob, Paris, 1989).

Enrayer la dynamique de la résignation

(Suite de la page 25.)

On le voit : entre le purisme des uns et le laxisme de ceux qui s'accommodent aisément de la *dégradation de la situation* – quand ils ne la favorisent pas – il y a place pour des mesures concrètes et réalistes qui tiennent compte des légitimes exigences *des chercheurs en matière* de communication internationale, et qui viennent s'ajouter aux efforts que nous déployons par ailleurs pour maintenir la langue française au rang qu'elle doit occuper : nous n'avons pas le droit d'oublier qu'elle est historiquement por*teuse d'une culture dans laquelle* se reconnaissent, partiellement ou totalement, plus de quarante peuples et communautés dans le monde.

Dans cet esprit, j'ai décidé, en accord avec mes collègues ministres chargés de la santé et de la recherche, de confier une mission au professeur Jean-Charles Sournia, en vue d'établir des recommandations susceptibles de renforcer rapidement l'usage du *français dans le monde médical* et dans les sciences de la vie, en attendant une étude portant sur les autres domaines *scientifiques.* Le professeur Sournia a fait, en l'espace de quelques mois, un travail remarquable, consultant, interrogeant académiciens, universi*taires, cliniciens,* chercheurs, éditeurs, linguistes et, bien entendu, agents des diverses administrations. *Son rapport vient* de m'être remis. Il va falloir en tirer très vite les conclusions utiles, en France comme dans l'ensemble du monde francophone.

J'attends beaucoup du vaste Forum de la communication scientifique et technique organisé les 9 *et 10 janvier à la* Cité des sciences et de l'industrie. Peut-être, à l'issue de ces réflexions, osera-t-*on parler de science francophone ?* Si la science est, par définition, de l'ordre de l'universel et du quantifiable, elle ne peut exister *ni se* développer en dehors des références culturelles dans lesquelles elle s'inscrit ni des schémas de pensée dont la langue est le vecteur, la mémoire historique et le ferme gardien.

ALAIN DECAUX.

UNIVERSITÉ DE LA FRANCOPHONIE



AUPELF

ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS PARTIELLEMENT OU ENTIÈREMENT DE LANGUE FRANÇAISE



U R E F

UNIVERSITÉ DES RÉSEAUX D'EXPRESSION FRANÇAISE

Le multilatéral francophone, la chance du français langue scientifique.

PUBLICATIONS

MANUELS

Manuels d'études universitaires dans des disciplines prioritaires de l'UREF destinés à une diffusion internationale.

ECONOMIE / DROIT / GESTION

- Droit commercial et des sociétés en Afrique. Equipe HSD. Ed. EDICEF.
- Droit du travail en Afrique francophone. R. LEMESLE. Ed. EDICEF.
- Le Marché des changes et la zone franc. D. TANG. D. MARTEAU. X. BRUCKERT. Ed. EDICEF.
- Principes de politique économique. X. GREFFE. Ed. ECONOMICA.
- Comptabilité Privée. G. CASTELLINO. P. ROMELAER. Ed. EDICEF.
- Principes d'économie internationale. J.L. MUCCHIELLI. Ed. ERESA (Suisse).

A PARAITRE

- Le Marketing dans les pays africains. R. DE MARICOURT. et A. OLLIVIER. Ed. EDICEF.

MEDECINE

- Néphrologie. G. RICHET. Ed. ELLIPSES.
- Pédiatrie. Y. AUJARD, A. BOURILLON, J. GAUDELUS, et collectif. Ed. ELLIPSES.
- SIDA Infection à V.I.H. M. ROSENHEIM et collectif. Ed. ELLIPSES.
- Pneumologie. M. LEBEAU. Ed. ELLIPSES.
- Manuel de techniques virologiques. M. TRUDEL et P. PAYMENT. Ed. PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUEBEC.

A PARAITRE

- Sociétés, santé et développement, D. FASSIN et Y. JAFFRE, Ed. ELLIPSES.
- Le paludisme. M. DANIS et collectif. Ed. ELLIPSES.

SCIENCES DE l'INGENIEUR

- Précis de télédétection, F. BONN. Ed. PRESSES DE L'UNIVERSITE DU QUEBEC.

OUVRAGES DE REFERENCE

- Guide pratique des techniques documentaires. C. GUINCHAT, Y. SKOURI. Ed. EDICEF.
- Inventaire des particularités lexicales du français en Afrique noire. EQUIPE IFA. Ed. EDICEF.

ACTUALITE SCIENTIFIQUE

Actes de colloques et de journées scientifiques tenus notamment dans le cadre des réseaux thématiques de recherche de l'UREF.

- Céréales en régions chaudes ; conservation et transformation, M. PARMENTIER, K. FOUA-BI et collectif. Ed. JOHN LIBBEY.
- Les maladies tropicales transmissibles. M. GENTILINI, P. VIENS et collectif. Ed. JOHN LIBBEY.
- Amélioration des plantes et protection des plantes vivrières tropicales. Y. DEMARLY, C.A. SAINT-PIERRE et collectif. Ed. JOHN LIBBEY.
- Télédétection en francophonie. Bilans régionaux et thématiques. J.M. DUBOIS, P. LAFRANCE et collectif. Ed. JOHN LIBBEY.

A PARAITRE

- Financement, développement et culture de l'entrepreneur. Actes des journées scientifiques de Casablanca. Ed. JOHN LIBBEY.

SCIENCES EN MARCHE

Ouvrages scientifiques (monographies) faisant le point des recherches actuelles dans les domaines d'activité prioritaire de l'UREF.

- Amélioration des plantes et biotechnologies. Y. DEMARLY, M. SIBI et collectif. Ed. JOHN LIBBEY.

A PARAITRE

- L'économie tontinière. M. LELART et collectif. Ed. JOHN LIBBEY.

PROSPECTIVES FRANCOPHONES

- Francophonie scientifique. Le tournant, Paris et Dakar 1987-1989. Ed. JOHN LIBBEY.

VIDEODISQUES

Édités sous le label Universités Francophones.

- IMAGES ET SANTE
- MST ET INFECTION A VIH
- MST ET 17 QUESTIONS SUR LE SIDA
- LA CIRCULATION CEREBRALE
- LE SEIN NORMAL ET PATHOLOGIQUE

A PARAITRE (janvier 1990)

- PATHOLOGIE TROPICALE HUMAINE, BIOMEDIA / CNRI.

DISQUES COMPACTS (DC MEF)

- SESAME, référentiel bibliographique francophone, sur la recherche agricole et le développement rural, CIRAD.

CARTE A MEMOIRE.

- Carte fournie par l'UREF qui permet l'accès aux bases de données de langue française par le système Vidéotex.

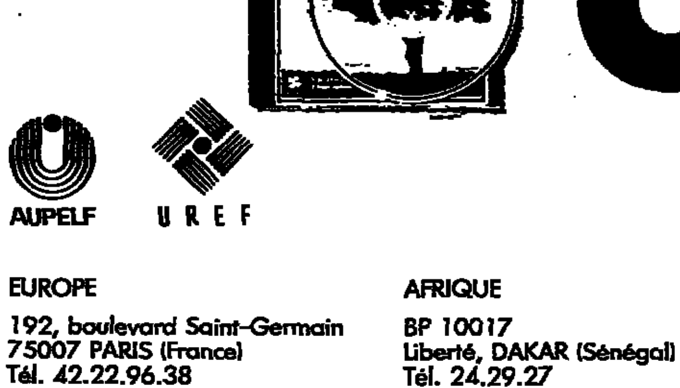
REVUES

- SÉCHERESSE SCIENCES. journal d'information scientifique francophone, dont les domaines d'intérêt couvrent la recherche, les sciences appliquées, le développement technique et organisationnel dans toutes les zones affectées par la sécheresse. Coédition AUPELF, UREF et Ed. JOHN LIBBEY

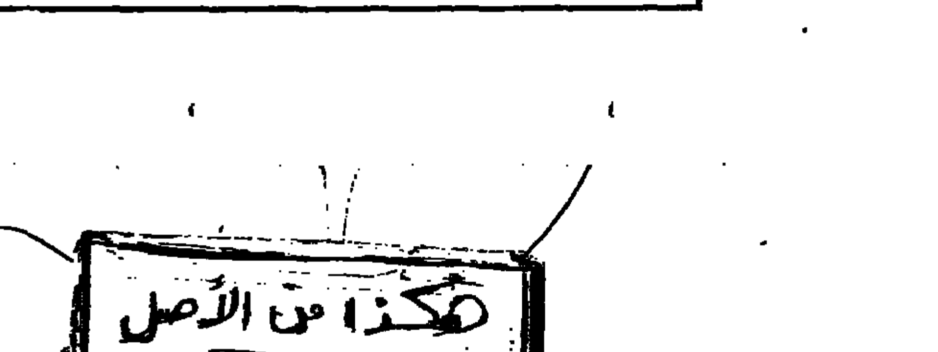
EN PRÉPARATION

- LES CAHIERS DE LA RECHERCHE FRANCOPHONE.

Une grande revue internationale de langue française pour valoriser la recherche dans les pays francophones, et lui assurer une large diffusion.







AUPELF U R E F

EUROPE
192, boulevard Saint-Germain
75007 PARIS (France)
Tél. 42.22.96.38

AFRIQUE
BP 10017
Liberté, DAKAR (Sénégal)
Tél. 24.29.27

AMÉRIQUE DU NORD
Université de Montréal
BP 6128 CANADA H3C3J7
MONTRÉAL (Canada)
Tél. 514.343.6630

CARAÏBES
B.P. 15185
PETION-VILLE (Haïti)
Tél. 5.44.08

L'espoir que le français soit demain une grande langue des sciences et des techniques suppose l'aménagement et *la consolidation de l'espace scientifique* d'expression française dans une perspective de solidarité, de modernité et d'excellence.

C'est à cette ambition que travaille l'UREF, créée par le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, dont la mise en œuvre a été confiée à l'AUPELF (*Association des universités partiellement ou entièrement de langue française*), opérateur privilégié des Sommets en matière d'enseignement supérieur et de recherche (Québec, 1987 ; Dakar, 1989).

Pour contribuer au rayonnement international de la science en français, pour mobiliser les enseignants et les chercheurs francophones, l'Université des réseaux d'expression française développe quatre axes prioritaires d'intervention :

- création et diffusion de l'**information scientifique et technique** en français (**collection** Universités francophones d'ouvrages de *revues*, de *vidéodisques* et *disques compacts (DC-MEF)*; **carte à mémoire** pour l'interrogation des banques de données francophones ; **diffusion** ciblée aux bibliothèques et étudiants d'ouvrages et de revues scientifiques : viatique, un livre par étudiant, bibliothèque minimale) ;
- **mise en réseaux** des chercheurs francophones sur des thématiques ciblées et des **responsables** des établissements universitaires de formation et de recherche ;
- **formations** inter-francophones (**bourses** post-doctorales, programme CIME d'échanges francophones pour le 2[e] cycle, gestion multilatérale des activités universitaires (GEMEAU) et filières francophones, université par **satellite** UNISAT) ;
- participation des chercheurs francophiles des pays non francophones dans le cadre de la **« francophonie de l'extérieur »**.

هكذا من الأصل



« MATIÈRE A PENSÉE », de Jean-Pierre Changeux et Alain Connes

La promenade philosophique d'un biologiste et d'un mathématicien

Par JEAN-PIERRE KAHANE *

CE livre est un régal. Changeux le biologiste et Connes le mathématicien s'entretiennent devant le lecteur de la matière, de la pensée, du *cerveau, des objets mathématiques* (1). Ils se promènent et nous promènent à travers la neurologie, la mécanique quantique, la topologie. A l'occasion, ils s'expliquent et nous expliquent ce qu'il faut savoir des réseaux de neurones, de l'évolution par épigénèse, de la *géométrie hyperbolique* ou du théorème d'incomplétude de Gödel ; c'est de la belle et haute vulgarisation – surtout si l'on s'en tient au texte et si l'on ne fait pas trop attention aux tableaux explicatifs.

Cependant, la promenade est avant tout philosophique, et elle évoque irrésistiblement le *Théétète* de Platon, le dialogue dit « de la science », sauf qu'ici Socrate l'accoucheur est biologiste et matérialiste, et que le mathématicien prodige a pris de l'assurance et qu'il est platonicien. Changeux-Socrate cherche à découvrir dans les *objets mathématiques décrits par* Connes-Théétète le produit d'une activité humaine et d'un processus historique, tandis que Connes les considère comme constituants d'une réalité plus stable que la réalité matérielle qui nous entoure. La « matière à pensée » qu'évoque le titre est-elle le cerveau humain, avec la richesse et la variabilité de son organisation, ou un monde de nombres et de formes préexistant à toute humanité ? Le mathématicien est-il un créateur ou un explorateur ? Le débat traverse tout le livre, sans conclusion, et le lecteur peut pencher à son gré du côté de Connes ou de Changeux.

Heureusement, chemin faisant, on découvre des paysages fascinants : l'évolution « darwinienne » (par variabilité et sélectivité) des concepts mathématiques selon Changeux, la physique et ce que Wigner appelle *« l'efficacité déraisonnable des mathématiques »*, les niveaux hiérarchisés de la pratique intellectuelle de Kant, selon Connes, l'organisation des assemblées *de neurones, les fonctions et les structures* en biologie, la contemplation et l'illumination en mathématiques, l'art, les machines qu'il faudrait faire souffrir pour les rendre pensantes, et enfin les bases naturelles de l'éthique.

Vibrant humanisme

LA encore, Changeux prend un point de vue évolutionniste, avec l'hypothèse d'un *« générateur de variabilité »* à l'un des niveaux supérieurs de l'organisation cérébrale, qui interviendrait aussi bien pour produire des représentations mentales de prescriptions morales que pour créer des objets mathématiques. Il faut lire les pages de *vibrant humanisme que lui inspire* cette hypothèse. Connes le rejoint dans le refus d'une éthique universelle et déductive, et, partant de l'exemple de la cryptographie, il lance pour conclure un appel à la vigilance des mathématiciens quant aux applications de leur discipline.

Si le lecteur se trouve être à la fois matérialiste et mathématicien, il partagera les émerveillements de Connes dans sa recherche du vrai caché, tout en donnant raison à Changeux sur l'évolution et la nature même des objets mathématiques. Les définitions des objets qui nous paraissent aujourd'hui les plus simples et les plus fondamentaux – les groupes, par exemple – sont le produit d'une longue histoire, la quintessence de méthodes et de théories progressivement élaborées, et, comme l'observe finement José Luis Massera, la trace de la dialectique à l'œuvre dans la construction des mathématiques. *Ainsi notre univers* mathématique est à la fois mouvant dans l'Histoire, et à chaque instant solide comme un roc, dans sa face connue comme dans son immensité cachée.

Mais il n'est pas besoin d'être matérialiste ni mathématicien pour être sensible à l'importance des questions posées, pour apprécier l'étendue et la profondeur des vues des auteurs, et pour applaudir à leur collaboration. Alors que la science paraît parfois s'émietter, un tel livre témoigne de sa profonde cohérence et de sa valeur pour tous les hommes.

* Professeur à l'université Paris-Sud.

(1) Jean-Pierre Changeux et Alain Connes, *Matière à penser*, Odile Jacob, Paris, 1989, 272 pages, 120 F.

« L'ÉCONOMISTE ET LE MANAGEUR », de Philippe Lorino

L'aveugle et le paralytique

Par JEAN-LOUP MOTCHANE *

ON peut juger des théories économiques et des méthodes de gestion à leurs succès comme à leurs échecs. C'est parce que les échecs lui *semblent plus nombreux que Philippe* Lorino (1) propose, dans son nouveau *livre*, de renouveler à la fois les concepts théoriques et les outils de gestion classiques.

Réduire la micro-économie à l'établissement de lois mathématiques gouvernant la production et le marché, représenter l'entreprise par un modèle cybernétique conduisent la pensée et l'action dans une impasse. Il faut se résoudre à des révisions déchirantes : la plus importante consiste probablement à abandonner les phantasmes commodes qui travestissent la réalité. Philippe Lorino montre pourquoi les instruments classiques de gestion et les hypothèses des théories micro-économiques actuelles tiennent peu compte du monde tel qu'il est. Dans l'entreprise, par exemple, l'analyse des coûts et de la rentabilité des investissements laisse échapper l'essentiel : les coûts indirects et les investissements immatériels.

L'univers de la micro-économie apparaît tout aussi artificiel. Il suppose une rationalité absolue, une connaissance parfaite, une information instantanée, ainsi que la possibilité de connaître le futur à partir du présent, grâce à des lois universelles. La discontinuité et l'irréversibilité des phénomènes économiques réels ne sont pas pris en compte. Si l'on ajoute que le théoricien considère l'entreprise comme une boîte noire, dont le fonctionnement ne l'intéresse guère, tandis que, symétriquement, le gestionnaire se soucie peu des thèmes économiques, on comprendra que ces deux personnages, s'étant une fois pour toutes partagé le travail (à *l'un le marché et les prix, à l'autre* l'organisation et les coûts), ont peu de chances de se rencontrer à nouveau.

Mais, au-delà du dialogue entre l'économiste et le manageur, entre l'aveugle et le paralytique, Philippe Lorino offre d'autres perspectives : l'entreprise ne peut se réduire à une machine ; son environnement ne peut être décrit par un algorithme, aussi sophistiqué soit-il. Au rationalisme fermé, issu de la pensée du dix-neuvième siècle, doit succéder un rationalisme ouvert et critique, capable de décrire un univers turbulent, chaotique, imprévisible.

L'Economiste et le Manageur est beaucoup plus qu'une brillante critique de la micro-économie et des méthodes de gestion ; ce livre conduit le lecteur sur les voies peu fréquentées prolongeant l'intuition des premiers théoriciens du déséquilibre et de la rupture que furent Schumpeter et Keynes. Ce dernier écrivait : *« Après avoir longtemps eu tort avec précision, il est temps d'avoir vaguement raison. »* C'est à cette modeste mais fructueuse conclusion que nous convie un auteur dont on reconnaîtra le talent et la rigueur particulière aux éclaireurs du futur.

* Professeur à l'université Paris-VII.

(1) Philippe Lorino, *l'Economiste et le Manageur*, La Découverte, Paris, 1989, 215 pages, 120 F.

Dans les revues...

■ LES CAHIERS DE L'IFRI. Une livraison consacrée à la « finance internationale soviétique : quelques éléments de réflexion », par Pascal Lorot. (N° 3, *septembre*. – Institut français des relations internationales, 6, rue Ferrus, 75014 Paris.)

■ PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX. Un intéressant recueil d'articles soviétiques intitulé « Environnement et politique en URSS ». (N° 621, 15 décembre, 24 F. La Documentation française, Paris.)

■ THE MIDDLE EAST JOURNAL. Un numéro entièrement consacré à l'islam soviétique, de l'Ouzbékistan au Tadjikistan. (Vol. 43, N° 4, trimestriel, automne, abonnement annuel : 25 dollars. Indiana University Press, 10th and Morton Streets, Bloomington, IN 47405, Etats-Unis.)

■ PROBLÈMES ÉCONOMIQUES. La RFA, ses échanges avec les pays de l'Est, ses *investissements* à l'étranger, ses cent premières entreprises, etc. (N° 2153, 13 décembre, hebdomadaire, 10 F. La Documentation française, Paris.)

■ AGORA. Un volumineux dossier sur l'Europe de la santé et de la protection *sociale : système de soins, politiques de santé*, internement psychiatrique, sida, médicaments, *sont les principaux thèmes analysés.* (N° 12, novembre, trimestriel, 60 F. CREMSS, 3, *rue de Sévigné*, 75004 Paris.)

■ ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES. A *signaler en particulier* : les risques de la charte sociale européenne ; la *modernisation et l'intégration* de l'Espagne dans le marché européen, loin du socialisme ; une enquête sur l'économie souterraine et le travail au noir. (N° 72, décembre, mensuel, 17 F. 12, rue du Chaignot, 21000 Dijon.)

■ ÉLÉMENTS. Sous le titre : « La revanche des peuples », les bouleversements en Europe de l'Est et en Union soviétique vus par la nouvelle droite. (N° 67, hiver, trimestriel, 35 F. – 41, rue Barrault, 75013 Paris.)

■ LE TRIMESTRE DU MONDE. Il faut *« repenser l'Europe centrale »*, estime Charles Zorgbibe. Un dossier sur les ventes d'armes, le commerce et la diplomatie. (Quatrième trimestre, 70 F. – 30, cours Albert 1er, 75008 Paris.)

■ DAMOCLES. Le complexe militaro-industriel et le véritable budget de défense de la France : un dossier qui permet d'apprécier l'ampleur de la « militarisation à la française. (N° 41, novembre-décembre, bimestriel, 20 F. – BP 1027, 69201, Lyon Cedex 01.)

■ *ETUDES INTERNATIONALES*. Les crises boursières et la théorie des « bulles ». *Les modalités du transfert* de technologies par les firmes multinationales. (Vol. XX, n° 4, décembre, 15 dollars canadiens. – Centre québécois des relations internationales, université Laval, Québec, Canada G1 K 7P4.)

■ VIVANT UNIVERS. « Le Sud et l'Europe des Douze » : pour une réelle solidarité, et non un rôle de « pompier social ». (n° 384, novembre-décembre, bimestriel, 140 francs belges. – 130, rue de Linthout, 1040 Bruxelles.)

■ FOREIGN POLICY. De nouvelles règles pour le *Vieux Monde (l'Europe et les* superpuissances), et des analyses sur la place de la drogue dans la vie politique en Colombie et en Birmanie. (N° 77, hiver 1989-90, trimestriel, *6,25 dollars. – P.O. Box 984, Farmingdale*, NY 11737 - 9684, Etats-Unis.)

■ CONFLICTO. Une revue chilienne confrontant les règles du droit à la situation des couches sociales opprimées, de l'environnement, de la dette, de la femme, etc. Une pédagogie pour le retour à la démocratie. (N° 2, septembre, trimestriel, 2 dollars. – Inmobiliara El Canelo de Nos, Casilla 380 Nos, San-Bernardo, Chili.)

■ *JOURNAL OF PALESTINE STUDIES*. Lire, notamment, des études sur les droits sur l'eau dans les territoires *occupés et* le changement dans les attitudes politiques de *réfugiés de Gaza. (Vol. XIX-1, n° 73,* automne, trimestriel, 6 dollars. – University *of California Press, 2120 Berkeley Way,* Berkeley CA 94/704-9904.)

■ REGARDS. *L'excellente revue juive de* Belgique publie un dossier sur Freud et un article sur la rencontre *israélo-palestinienne de* Milan. (N° 240, 7 décembre, bimensuel, *90 francs belges.* – 52, rue Hôtel-des-Monnaies, B-1060, Belgique.)

■ NOUVELLES DU LIBAN. Un dossier sur l'élection présidentielle et « la paix de tous les dangers ». (N° 3, novembre, mensuel, abonnement un an : 150 F. – 8, passage Victor-Hugo, 92100 Boulogne-Billancourt.)

■ BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE HASSAN HAMDAN. Un *texte* du philosophe libanais sur le confessionnalisme au Liban. (N° 4, non daté, prix non indiqué. – BP 55, 69340 Francheville.)

■ CHRONIQUES VIETNAMIENNES. La revue trotskiste analyse la crise au sein des organisations vietnamiennes à l'étranger. (Automne-hiver, trimestriel, 25 F. – BP 746, 75532 Paris Cedex 02.)

■ LA LETTRE DE SOLAGRAL. La dynamique des échanges *commerciaux inter-régionaux* en Afrique de l'Ouest et le problème de l'harmonisation des politiques nationales de développement. (N° 87, décembre, mensuel, 16 F. – 13, bd Saint-Martin, 75003 Paris.)

■ BRENNPUNKT DRËTT WELT. Le périodique d'Action Solidarité tiers-monde du Luxembourg s'interroge sur les échecs des « modèles » de développement, et analyse le narco-trafic au Pérou. (Nos 92-93, novembre 1989, 100 francs luxembourgeois, 39, rue du Fort Neipperg, L-2230 Luxembourg.)

■ POLITIQUE AFRICAINE. Plusieurs études sont consacrées à la Guinée après Sekou Touré. Lire aussi : « Révolution verte et autosuffisance alimentaire au Togo ». (N° 36, décembre, trimestriel, 75 F. Karthala, Paris.)

■ CAHIERS MARXISTES. Le Zaïre : la situation des intellectuels, leur responsabilité devant l'histoire. La Hongrie : de 1956 aux réformes. (N° 170, octobre-novembre, bimestriel, 150 francs belges. 20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles.)

■ PROJET. « Réinventer le service public » : un dossier très élaboré qui, partant de la remise en cause de la légitimité du service public, s'articule sur deux nécessités – responsabiliser les acteurs et introduire plus de démocratie. (N° 220, décembre, trimestriel, 58 F. 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

■ FUTURIBLES. Une livraison autour du thème de l'entreprise – son identité, sa prospective, sa stratégie – avec des contributions de Marc Giget, Michel Godet et Hervé Sérieux. (N° 137, novembre, mensuel, 50 F. 55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07.)

■ HAUTE FINANCE. Le nouveau mensuel de l'AGEFI, dirigé par Jean-Michel Quatrepoint, publie une série de portraits de financiers et un palmarès des banques européennes où les Latins se taillent la place d'honneur. (N° 5, hiver, trimestriel, 150 F. 25, rue Leblanc, 75015 Paris.)

■ COMMUNISME. Un dossier sur « Révolution française et communisme » et d'intéressants articles sur les évolutions des PC en RFA, en Israël, en Suède, etc. (Nos 20-21, quatrième trimestre 1988 – premier trimestre 1989, trimestriel, 95 F. – L'Age d'homme, 5, rue Férou, 75006 Paris.)

■ JUSTICE. Etudes et réflexions sur la crise du fonctionnement de la justice en France. Confrontée à celles d'autres pays, une analyse des rapports entre justice et démocratie. (Nos 125-126, novembre, 5 numéros par an, 50 F. – B.P. 155, 75523 Paris Cedex 11.)

■ LA CHRONIQUE D'AMNESTY INTERNATIONAL. Le terrifiant problème dex exécutions extrajudiciaires : plusieurs dizaines de milliers de cas en deux ans. (N° 37, décembre, mensuel, 14 F. – 4, rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris Cedex 02.)

■ LE COURRIER DE L'ACAT. L'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture fait le point sur les réseaux internationaux mis en place pour lutter contre un des fléaux de l'époque. (Nos 100-101, décembre, mensuel, 20 F. – 252, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.)

■ EXTRA ! Un numéro spécial sur les droits de l'homme et la manière sélective dont les médias les traite. (Vol. 2, Nos 7-8, été 1989, bimestriel, 9 dollars. – 130 West 25th Street, New York, NY 1000.)

■ E.H. La revue d'Economie et Humanisme étudie la question des réfugiés : migrations, asile, crise du statut, situation en Europe. (N° 310, bimestriel, novembre-décembre, 55 F. – 14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon Cedex 08.)

■ POUVOIRS. Un numéro consacré à la *télévision* : ses rapports avec le pouvoir, ses hiérarchies, sa dimension locale et internationale, etc. (N° 51, trimestriel, 88 F. – PUF, 14, avenue du Bois-de-l'Epine, B.P. 90, 91003 Evry Cedex.)

■ MOTS. Une livraison consacrée aux « langues de bois », et d'abord à l'origine de l'expression. Le discours politique, journalistique et publicitaire passé au crible. (N° 21, décembre, trimestriel, 70 F. – Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 27, rue Saint-Guillaume, 75431 Paris Cedex 07.)

■ CPE BULLETIN. Des notes et des synthèses sur les PME et la nouvelle politique technologique en RFA, la pénurie de chercheurs dans les entreprises japonaises et les projets de télédiffusion directe par satellite aux Etats-Unis. (N° 62, novembre, dix numéros par an, abonnement annuel : 936 F. – *Aditech, 96, boulevard Auguste-Blanqui*, 75013 Paris.)

■ *DEVIANCE ET SOCIETE*. Deux études remarquées dans ce numéro : Quels sont les facteurs socio-économiques qui favorisent le développement du travail au noir ? L'architecture carcérale *confrontée aux situations* de surpopulation et d'insalubrité chroniques. (Vol. XIII, n° 4, décembre, trimestriel, 30 F.S. – 78, avenue de la Roseraie, Case 456, CH-1211, Genève 4.)

■ ETUDES. Au sommaire, des contributions sur le rôle des Eglises *évangéliques en* RDA, sur la précarité et la flexibilité du travail, sur l'impact d'Euro Disneyland en Seine-et-Marne. (N° 6, décembre, 45 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

■ LA LETTRE DE L'IDEF. Un numéro de la revue de l'Institut de l'enfance consacré à la convention sur les droits de l'enfant, avec les commentaires et réactions de 71 personnalités, article par article. (N° 39, novembre, mensuel, abonnement annuel : 120 F. – 3, rue Coq-Héron, 75001 Paris.)

■ CROISSANCE DES JEUNES NATIONS. « Ces enfants venus d'ailleurs » : un numéro spécial sur l'adoptation des enfants du tiers-monde : témoignages, conseils pratiques, adresses d'organismes. (Hors série n° 4, décembre, 50 F. – 163, bd Malesherbes, 75859 Paris Cedex 17.)

■ JÉSUS, LES CAHIERS DU LIBRE AVENIR. Une série de réflexions sur la démocratie dans l'Eglise. Charles Antoine étudie la nouvelle offensive du *Figaro Magazine* contre le christianisme social. (N° 63, décembre, trimestriel, 30 F. – 27240 Damville.)

■ REVUE JURIDIQUE DE L'ENVIRONNEMENT. Un numéro hors série sur ce problème capital : les pollutions transfrontières en droit comparé. (1989, 150 F. 38, rue *Turgot, 87000 Limoges.*)

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualite vus par les organisations internationales

Banque internationale pour la reconstruction et le développement

• *WORLD DEBT TABLES*, 1989-1990 : Analyses et statistiques les plus récentes sur l'endettement du tiers-monde. *(BIRD, Washington DC, 147 pages. En France : 66, avenue d'Iéna, 75116 Paris.)*

• THE WORLD BANK ATLAS 1989 : Présentation, sous forme d'atlas, des principaux indicateurs économiques *et sociaux par pays*, déjà mentionnés de façon plus détaillée dans le rapport sur *le Développement dans le monde. (BIRD, 29 pages.)*

Organisation de coopération et de développement économiques

• PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE : Evolution générale pour l'ensemble de la zone, puis pays par pays. Un optimisme prudent pour le proche avenir. *(OCDE, Paris, décembre 1989, 201 pages, 100 F.)*

Les éditions étrangères du «Monde diplomatique»

Le nouveau numéro du *Monde diplomatique* en arabe est paru. Comme le *Monde diplomatique en español*, cette publication reprend en *traduction* la plupart des articles de notre édition française. Elle comprend *aussi une section spéciale consacrée* aux problèmes du monde arabe (ce *mois-ci un dossier sur les immigrés* maghrébins en France, entre les nécessités d'une intégration et le souci de préservation de leur identité.

• *Le Monde diplomatique*, édition arabe, 5, rue de Fribourg, 1201 Genève, Suisse. *Tél. : (4122) 32-25-31. Télex* : 28-576. – Prix de l'abonnement : Maghreb, *Egypte*, Soudan, Syrie, Liban : *45 francs* suisses ; autres pays arabes : 60 francs suisses. Europe : 60 francs suisses.

• *Le Monde diplomatique en español*, 25 de Mayo 586, 5e piso, 1002 Buenos Aires. Abonnement annuel : 40 dollars pour les pays limitrophes de l'Argentine, 60 dollars pour les autres pays.

Colloques et congrès

• AVANTAGE COMPÉTITIF DES NATIONS ET DES FIRMES. Séminaire d'économie internationale le vendredi 26 janvier à l'université de Rennes. *(7, place Hoche, 35000 Rennes. Tél. : 99-25-35-45.)*

• AVEC LES YEUX DU SUD. Cycle de conférences d'Ingénieurs sans fontières durant le mois de janvier (à partir du 18) à Paris. *(ISF, École nationale supérieure des techniques avancées, 32, boulevard Victor, 75015 Paris.)*

• LES SYSTÈMES COMMUNISTES, QUEL AVENIR ? Cycle hebdomadaire de neuf conférences de l'Institut d'études politiques à Paris à partir du 15 janvier. *(215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél : 45-49-50-98.)*

• L'EUROPE PEUT-ELLE AVOIR UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE ? Colloque les 8 et 9 février 1990 à Bruxelles à l'initiative de la Fondation Europe et Société *(14, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél. : 45-01-55-47.)*

• MIGRATION EUROPE : QUELLES FORMATIONS ? Colloque organisé par les universités Paris-VII et Paris-Nord les 15 et 16 février à Paris *(Anne May, université Paris-VII, UFR GHSS, 2, place Jussieu, 75251 Paris Cedex 05. Tél. : 43-36-25-25, poste 6355.)*

• LA MOBILITÉ. Rencontres européennes « Education, formation, recherche et technologie » à Toulouse du 21 au 24 février organisées par la Maison de l'Europe. *(24, rue des Frères-Lion, 31000 Toulouse. Tél. : 61-63-81-99.)*

les livres

UN DESTIN ESTONIEN

Conserver l'honneur

LE FOU DU TZAR, de Jaan Kross, roman traduit de l'estonien par Jean-Luc Moreau, Laffont, Paris, 1989, 401 pages, 115 F.

AU moment où l'Estonie fait à nouveau entendre sa voix dans l'arène internationale, voilà présentée au public français une œuvre majeure, *le Fou du tzar*, roman de Jaan Kross, la grande figure de la littérature estonienne contemporaine.

Son matériau c'est l'histoire, l'histoire réelle, l'histoire du véritable Timothée von Bock, aristocrate allemand de Livonie, proche du jeune tsar Alexandre I[er] qui reste fidèle à ses idéaux dans son activité politique tout comme dans sa vie privée : bravant les préjugés de sa caste, il tiendra jusqu'au bout son engagement envers l'empereur et lui dira sans complaisance la vérité. Cela lui vaudra la prison pour cause de « folie ». Libéré par Nicolas, Timo finira sa vie assigné à résidence, soumis à une étroite surveillance policière. Ce ne sont là bien sûr que les grandes lignes du roman, qui se présente sous la forme d'un journal, celui que tient Jacob, le frère de la femme de Timo.

Dans un cadre général plutôt statique, événements, péripéties, souvenirs, narrations s'enchaînent, le passé va se dévoilant pendant que le présent se déroule, et pas un moment l'attention du lecteur ne se relâche. Dans une écriture presque filmique, les personnages ne cessent de nous révéler des facettes inattendues : Timo, avec son activité politique, sa vie au cachot, ses relations terriblement complexes avec le tsar, si douloureuses avec son fils ; sa femme, Eeva, indéfectiblement *« debout, les deux mains sur les épaules de son mari » :* son combat pour sa libération, ses relations avec un environnement hostile et méprisant, et puis la surveillance policière omniprésente, les diverses réponses aux contraintes qui leur sont imposées... Et tout cela vu par Jacob, un Estonien, un roturier, un déclassé, qui observe, enregistre, enquête, commente, vit sa propre vie et celle de son entourage ; son regard, auquel le lecteur ne peut guère s'identifier, introduit une distanciation qui alimente une attitude critique.

Que de questions en effet dans ce roman ! Elles sont certes datées et situées, mais acquièrent une dimension universelle : Timo est-il fou ? Son action politique était-elle vraiment un acte de folie ? Autrement dit : est-il raisonnable de respecter jusqu'au bout ses convictions ? Jusqu'où un compromis est-il acceptable ? Les personnages du roman apportent des réponses diverses. Quelle est la meilleure façon de servir son pays ? C'est le dilemme d'Eeva l'épouse et d'Eeva la mère, résumé ainsi : *« Je pense aux voies complètement divergentes qu'ils empruntent l'un et l'autre (...) A l'idéal de Timo, être un clou planté dans le corps de l'empire. Et à celui de Jüri* (son fils), *être un officier au service de l'empire... Pour Timo, il n'y a qu'un moyen de conserver son honneur au nom des Bock. Pour Jüri, il n'y a qu'un moyen de le lui rendre... »* Rester sur place, tel un *« clou planté dans le corps de l'empire »*, ou émigrer ? Tous ne répondent pas de manière identique à l'éternel problème du choix d'émigration...

QUESTIONS universelles : cette caméra braquée sur le manoir de Voisiku révèle toute une richesse de cultures : celle d'une région où les paysans, les Estoniens, n'ont encore jamais eu le droit à la parole, voire à une identité d'êtres humains, où Eeva et Jacob, précurseurs d'un monde nouveau, bousculent par leur existence même la société de leur époque. Une région depuis des siècles dominée par les barons allemands, par cette chevalerie teutonique dont Timo est issu et dont il discerne avec lucidité les perspectives historiques limitées. Une région, enfin, dont le destin se décide ailleurs, non point à cette diète de Livonie pour laquelle Timo rédige son mémoire, mais en Russie, à la cour des tsars ; une Russie à laquelle Timo dédie son action, et dont il dresse, dans son mémoire, et malgré les souffrances qu'elle va lui infliger, un portrait admiratif. Dimension estonienne, allemande, russe : est-ce un hasard si Timo a comme ami fidèle le grand poète Joukovski ? S'il a rencontré Goethe ? S'il a été élevé par le professeur Lehrberg, et par ce doyen Masing auquel l'Estonie doit, au XIX[e] siècle, l'affirmation de son identité culturelle ?

Loin de faire appel à une curiosité complaisante envers des particularismes exotiques, ce roman venu d'une « petite » nation nous conduit à un carrefour de l'histoire de l'Europe aux multiples embranchements.

EVA TOULOUZE.

FRANCOPHONIE

1989. VERS UNE RÉVOLUTION FRANCOPHONE. — Robert Chaudenson

★ **L'Harmattan, Paris, 1989, 224 pages, 120 F.**

Une douche froide mais aussi un projet cohérent : le livre de Robert Chaudenson, professeur à l'université Aix-Marseille-I, est d'abord le constat d'une francophonie qui s'étiole en Afrique : *« L'Afrique brûle tandis que chantent nos Néron francolâtres. »* Si la langue française risque, à ses yeux, de disparaître dans un continent par ailleurs à la dérive, c'est qu'elle n'a jamais été sérieusement promue comme outil du développement.

La dégradation générale des systèmes éducatifs sur le continent noir et la baisse constante du niveau des élèves et des enseignants entraînent l'affaiblissement des compétences dans une langue qui, par ailleurs, constitue un atout majeur pour l'éducation, la formation et la vulgarisation, tout particulièrement dans le domaine agricole. A condition, cependant, d'imaginer des systèmes d'articulation souples avec les principales langues vernaculaires, les seules réellement connues de la masse des populations. En somme, la francophonie doit savoir s'intégrer dans une gestion intelligente de multilinguisme africain.

BERNARD CASSEN.

ÉCOLOGIE

ECOLOGY AND POLITICS. Environmental stress and security in Africa. — Sous la direction d'Anders Hjort of Ornäs et de M.A. Mohamed Salih

★ **Scandinavian Institute of African Studies, 1989, 255 pages.**

Comment les conflits politiques locaux ou inter-étatiques peuvent-ils jouer sur la dégradation de l'environnement ? Et inversement, comment un déséquilibre écologique entraîne-t-il une déstabilisation politique ?

Cette série d'études de cas concerne des situations géopolitiques diverses en particulier en Afrique de l'Est. Elles aboutissent toutes au constat que l'appauvrissement des ressources naturelles est étroitement lié à l'insécurité des personnes, des groupes ou des Etats. Les analyses régionales révèlent l'importance économique et politique du phénomène et l'incapacité chronique des gouvernements et des organismes internationaux à prendre en charge la dégradation de l'environnement. Mais parmi ces études, seules celles qui font une approche à l'échelle microrégionale apportent les informations ou les clés nécessaires pour saisir la logique de comportements d'êtres humains mis en situation de prédateurs sur un continent à la dérive.

R.A. BRAC DE LA PERIERE.

AMÉRIQUES

LE LIBRE-ÉCHANGE PAR DÉFAUT. — D. Brunelle et C. Deblock

★ **Ed. VLB, Montréal, 1989, 304 pages.**

Le propos du livre : *« Montrer que l'accord de libre-échange canado-américain consacre l'institutionnalisation d'un nouveau bloc économique. »* Les auteurs adoptent ici, par la force des choses — c'est le cas de le dire — le mot « américain » où il faudrait entendre « états-uniens ». Cet impérialisme linguistique adopté à tort par tout le monde, illustre ce que les auteurs traduisent par la volonté de *« créer ce qu'on appelle pudiquement une relation privilégiée »*. Expression très juste d'ailleurs, dans le sens : *« qui se soumet au privilège de l'autre »*. D'un mot : les arguments économiques avancés ne *« servent qu'à valoriser cette apparente inévitabilité de l'intégration de l'économie canadienne à une économie continentale dominée par les Américains, au détriment d'une approche en vue d'une entente d'« égal à égal » entre deux partenaires souverains »*.

Y. F.

ALTERNATIVAS DO BRASIL. — Helio Jaguaribe

★ **José Olympio, Rio-de-Janeiro, 1989, 146 pages, 70 F.**

Le livre fait grand bruit au Brésil. Ancien professeur des universités de Mayence, Harvard et Stanford, Helio Jaguaribe dresse un tableau cruel de son pays : d'un côté, le Brésil « moderne », dont la classe moyenne, avec un revenu annuel *per capita* de 3 700 dollars, a un niveau de vie égal ou supérieur à celui des pays industrialisés ; de l'autre, le Brésil « primitif », représenté par 60 % de sa population, dont le revenu annuel ne dépasse pas 440 dollars. Si le nouveau président de la République, élu au suffrage universel le 17 décembre, ne parvient pas à mettre fin à cette dichotomie, le Brésil sera voué à la catastrophe. Loin d'être gauchiste, Helio Jaguaribe s'appuie sur des chiffres et des faits pour étayer sa thèse. Elle est terrifiante.

EDOUARD BAILBY.

ASIE

THE PHILIPPINES. Fire on the Rim. — Joseph Collins

★ **The Institute for Food and Development Policy, San-Francisco, 1989, 320 pages, 9,95 dollars.**

Spécialiste des questions de développement, Joseph Collins présente cinquante entretiens, illustrés de nombreuses photos, avec des Philippins : prêtres, planteurs, travailleurs des plantations, syndicalistes ouvriers, guérilleros, enseignants, prostituées, etc. Des documents bruts... et souvent brutaux, à l'image de la réalité de l'archipel sorti d'une dictature de droite (Marcos) pour entrer dans une ère démocratique fort chaotique. Les promesses n'ont pas été tenues, la société est de plus en plus inégalitaire. Les Philippines disposent d'un potentiel humain d'une grande richesse, mais les groupes possédants, outre qu'ils sont divisés, sont d'abord résolus à défendre leurs privilèges.

JACQUES DECORNOY.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

THE TAURIS SOVIET DIRECTORY. — The Elite of the USSR Today

★ **I.B. Tauris, Londres, 1989, 713 pages.**

Cette somme est divisée en deux parties. La première dresse pour les principales institutions de l'URSS (PC, gouvernement, forces armées, économie, médias, éducation, culture...) la liste des responsables — en raison de la rapidité de la rotation des cadres sous la perestroïka, certaines données sont déjà dépassées. La seconde établit la biographie de deux mille personnalités du pays.

ALAIN GRESH.

THE EUROPA WORLD YEARBOOK 1989.

★ **Europa publications, Londres, 1989, deux volumes, 3037 pages, 200 livres.**

Une première partie de cet ouvrage, continuellement mis à jour, présente l'ensemble des organisations internationales. La seconde donne, pour chaque pays, les informations de base : système politique, statistiques, liste du gouvernement, des organisations politiques, des ambassades, des principaux journaux, etc.

A. G.

AFRICA SOUTH OF THE SAHARA 1990.

★ **Europa Publications, Londres, 1989, 1 128 pages, 100 livres.**

Cette dix-neuvième édition de l'annuaire africain présente d'abord une vue générale du continent (histoire, économie, religions, langues, rapports avec la CEE) ; ensuite un survol des principales organisations régionales (de la zone franc à la Banque africaine de développement) ; enfin une étude par pays enrichie par des statistiques et une bibliographie détaillée.

A. G.

AFRIQUE

VIVRE ET MOURIR EN AFRIQUE. — Philippe Engelhard, Moussa Seck, Taoufik Ben Abdallah

★ **Editions Enda, Dakar, 1988, 309 pages, 200 F.**

Face à l'échec des politiques africaines de santé, au piteux état sanitaire du continent — *« les indicateurs de santé les indicateurs de développement y sont les plus médiocres de la planète »* — un *« diagnostic de la santé en Afrique »* s'impose. Après avoir fait le bilan des disparités régionales, nationales, ethniques et urbaines, les auteurs étudient les relations entre le milieu nutritionnel et la dégradation de l'environnement, puis constatent l'inadaptation des appareils de santé, trop coûteux et copiés sur l'Occident. En fait, l'éducation des femmes, l'accès à l'eau potable (selon l'OMS, 80 % des maladies seraient d'origine hydrique), et le développement de la prévention (hygiène, services de santé de base, préservation du milieu et planning familial) se révèlent déterminants pour le développement sanitaire, mais également économique, de l'Afrique.

ODILE FELGINE.

LE SOUDAN CONTEMPORAIN. — Marc Lavergne (sous la direction de)

★ **Karthala-CERMOC, Paris, 1989, 638 pages, 160 F.**

Situé à la charnière de l'Afrique noire et du monde arabo-islamique, le Soudan a connu en trente ans deux dictatures militaires et deux guerres civiles, qui ont creusé davantage le fossé entre le nord musulman et le sud chrétien ou animiste. Le retour des civils au pouvoir en 1985 à la suite d'un soulèvement populaire exemplaire n'a été qu'éphémère, et, le 30 juin dernier, un troisième coup d'Etat de l'armée — d'inspiration franchement islamiste — a mis fin au régime parlementaire et relancé une guerre civile.

Le pays est-il donc condamné à l'instabilité politique et au sous-développement chronique ? *Le Soudan contemporain*, un ouvrage collectif auquel ont participé onze chercheurs français et deux universitaires soudanais de renom, ne prétend pas répondre à cette question. Mais il expose d'une manière exhaustive et cohérente les différentes facettes de la réalité soudanaise : le milieu et les hommes ; l'ère des conquêtes et l'histoire coloniale du pays ; le poids de l'islam et l'éclatement des forces politiques (avec des articles sur le PC et les Frères musulmans) ; l'échec du développement ; l'environnement régional (avec notamment un article sur le douloureux problème des réfugiés).

JEAN GUEYRAS.

LE SAHEL AU XXI[e] SIÈCLE. Un essai de réflexion prospective sur les sociétés sahéliennes. — Jacques Giri

★ **Karthala, Paris, 1989, 348 pages, 130 F.**

« Les forêts précèdent les peuples, les déserts les suivent », disait Chateaubriand. Paysages de désolation, populations en transit, communautés villageoises éclatées, le Sahel, aujourd'hui encore, est marqué du sceau de la vulnérabilité. Quel peut être le futur de cette région dont la situation est alarmante, en dépit des efforts de l'aide internationale et des Sahéliens eux-mêmes ?

En se livrant à une étude prospective, à une *« exploration des futurs »* des sociétés sahéliennes, l'auteur invite à prendre conscience de la nécessité d'une *« nouvelle donne »* pour la région. Face aux aléas climatiques, à la croissance de l'endettement extérieur, à la dépendance à l'égard de l'aide alimentaire, à une croissance démographique supérieure aux capacités d'intégration de la région, les communautés sahéliennes sont-elles condamnées à lentement disparaître ? Des enjeux dont cet ouvrage, tourné vers l'avenir, nous démontre l'importance et l'urgence.

CAROLE DANY.

LE MAROC DES CACHOTS

A L'OMBRE DE LALLA CHAFIA, de Driss Bouissef Rekab, préface de Gilles Perrault, *L'Harmattan, Paris, 1989, 208 pages, 98 F.*

LES mémoires de prison, ou de bagne, ou de camp, constituent un genre littéraire assez particulier. L'écrivain y montre ses émotions à vif. Certes, du monde carcéral et de ses lois, nul ne sort indemne, mais l'écrivain, confronté à cette noirceur et à cette logique de contre-vie, semble particulièrement affecté par ce qui lui apparaît comme une machine d'inhumanisation.

Les hommes y révèlent leur caractère véritable, soudain mis à nu par le choc de l'effroi, de la solitude, de l'oubli. Lieu privilégié des solidarités et de la camaraderie, la prison est surtout le territoire de la peur et de toutes les lâchetés. Dans cet anti-monde, le temps se transforme en châtiment, il devient une part de vie amputée à chacun. Ce « temps perdu » ne l'est pas pour l'écrivain. Combien de textes majeurs n'auraient sans doute jamais été écrits sans la paradoxale disponibilité que procure l'incarcération, sans cette ardente motivation, cette rage que suscite la vision constante de l'injustice, de la souffrance et des abus ?

Ni Benvenutto Cellini ni Casanova n'auraient écrit leurs passionnants *Mémoires*, ni Cervantes le *Quichotte*, ni Sade *les Cent Vingt Journées*, ni Silvio Pellico *Mes prisons*, ni Dostoïevski ses *Souvenirs de la maison des morts*, ni Jean Genet *Journal du voleur*, ni Soljenitsyne *Une journée d'Ivan Denissovitch*, ni Graciliano Ramos ses *Mémoires de prison*... Prison fertile...

Dans les régimes démocratiques, fort heureusement, les écrivains ne sont (pratiquement) plus incarcérés, c'est pourquoi ce genre littéraire ne fleurit aujourd'hui que dans des pays où la liberté d'opinion demeure sanctionnée, et où l'on continue à vouloir embastiller l'esprit. L'un d'eux se distingue par son acharnement, depuis plus de vingt ans, à bâillonner les écrivains et les artistes : le Maroc, ce royaume de l'arbitraire. Le grand poète Abdellatif Laâbi a magistralement raconté son expérience de huit années d'incarcération et de tortures dans son roman *le Chemin des ordalies* (Denoël, Paris, 1982) ainsi que dans ses *Chroniques de la citadelle d'exil* (Denoël, 1983) (1).

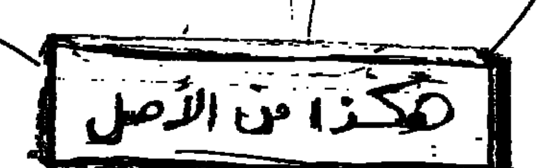
Driss Bouissef Rekab, né en 1947, à Tétouan, a passé plus de treize ans (janvier 1976 — mai 1989) en prison pour un simple délit d'opinion. Il connut d'ailleurs, dans la tristement célèbre centrale de Kenitra, Abdellatif Laâbi, Abraham Serfaty (qui s'y trouve encore) et tant d'autres militants politiques arrêtés et condamnés pour avoir eu simplement, à propos du Sahara occidental, un point de vue différent de celui de la monarchie.

Des trois parties qui composent son émouvant récit, seules les deux dernières évoquent le monde carcéral marocain. La deuxième, intitulée « Au noir dans le Derb Moulay Chérif », est proprement hallucinante et constitue l'un des rares témoignages d'un « disparu » qui, pendant des mois, sans que sa détention soit admise par les autorités, va être systématiquement torturé, dans un centre secret de la police, par des bourreaux qui cherchent à le casser physiquement et à le désintégrer psychologiquement. Et ils y parviennent ; l'auteur admet avoir parlé sous la torture et avoir été obligé de désigner, couvert d'une cagoule, le domicile de plusieurs militants...

LA première partie possède un caractère plutôt autobiographique. C'est un témoignage ethnologique d'importance. Car l'auteur n'a pas eu une enfance banale. Fils d'une mère espagnole et d'un père marocain, ayant participé comme soldat des troupes coloniales à la guerre d'Espagne, il a connu la très grande pauvreté des petits paysans marocains du Nord. Hanté par sa bâtardise, il sera d'abord berger d'un maigre troupeau de chèvres, puis chiffonnier dans une décharge publique... Dans un style vivant et très personnel, il décrit ce qu'était la vie quotidienne à Tétouan durant les dernières années de la colonie espagnole. Le brassage des cultures et des confessions, ses années à l'école française, puis au lycée de l'Alliance israélite... Son goût furieux d'apprendre, de savoir, jusqu'à devenir professeur. Sa générosité, son humanisme vont le mener à l'action politique. Or, au Maroc, lorsque l'engagement est sincère, il conduit presque inévitablement au cachot...

IGNACIO RAMONET

(1) Lire aussi le nouveau roman d'Abdellatif Laâbi, *les Rides du lion* (Messidor, Paris, 1989), sorte de journal intime d'un homme malade de lui-même.



du mois

NORD-SUD

QUELLE COOPÉRATION ? Un bilan de l'aide au développement. – Claude Freud

★ Karthala, Paris, 1988, 270 pages, 130 F.

Contribution au débat, peu médiatisé, sur la coopération française, cet ouvrage mériterait un large accueil. L'auteur, ancien responsable au ministère français de la coopération, est bien informé. Son propos, mesuré, est souvent décapant.

Dans une utile introduction historique, il rappelle que les revenus extérieurs des pays d'Afrique noire provenaient de recettes d'exportations surpayées par l'acheteur français (avec contreparties en importations de biens manufacturés français) jusqu'à la *« rupture »* de 1967, consécutive à l'intégration à la Communauté européenne. Dans une première partie, il traite des *« acteurs de l'aide »* : les institutions officielles (l'incohérence y est ahurissante), l'assistance technique (le portrait de la majorité des coopérants est peint au vitriol), les ONG (qu'il démythifie). Dans la deuxième, il étudie l'*« aide-projet »*, à partir des expériences relatives à l'arachide, au coton et au riz, un peu à l'industrialisation. Une troisième partie analyse l'*« aide hors-projet »*, montrant à quel point la coopération française est à la remorque des politiques du FMI et de la Banque mondiale. Un regret, la faible attention accordée à une aide (utopique ?), qui favoriserait les échanges entre voisins africains, en vue de réaliser des économies d'échelle.

GEORGES BENSAID.

LES BONNES AFFAIRES DE LA CHARITÉ. – Fabienne Messica

★ Plon, Paris, 1989, 210 pages, 98 F.

Un pavé dans la mare du bazar de la charité, des SAMU de toutes les misères et de l'humanitarisme apparemment sans frontières. Un irrespect plein de verve contre la bienfaisance qui lave plus blanc (nos bonnes consciences) ou l'antiracisme qui rend plus blanc ou plus gaulois. Mais ce pamphlet va plus loin : jusqu'aux vraies questions.

Il faut en effet lever le voile de lin blanc (encore !) qui recouvre les enjeux idéologiques des concerts, marches, courses, danses contre la faim... Comment fonder un universalisme qui ne soit pas notre monologue et définir des convergences vers une universalité qui n'est pas toute donnée sans gommer la pluralité des cultures ? Comment redéfinir les rapports entre l'éthique et le politique sans faire du stalinisme, du maoïsme, etc., l'alibi d'une *dépolitisation ? Comment faire des droits de l'homme* une utopie toujours concrète, éviter ce divorce entre nous et le tiers-monde ?

CLAUDE LIAUZU.

HISTOIRE

LA GUERRE DES ALGÉRIENS – Ecrits 1956-1963. – Jean-François Lyotard

★ Editions Galilée, Paris, 1989, 283 pages, 145 F.

De 1956 à 1963, Jean-François Lyotard a publié dans la revue *Socialisme et Barbarie*, organe d'un petit groupe de dissidents trotskistes, une série d'articles résolument anticolonialistes, mais sans indulgence pour les apparatchiks du FLN. A la lumière des événements de l'automne 1988, ces textes se révèlent souvent prémonitoires, et leur réédition, assortie d'une introduction par un Algérien, Mohammed Ramdani, se présente comme un exercice de démythification de la « révolution algérienne ». Ce que Jean-François Lyotard reprochait peut-être le plus au FLN, c'est de ne pas avoir donné à la lutte algérienne *« un contenu de classe manifeste »* et d'avoir sombré dans la bureaucratie. L'Etat algérien créé par M. Ben Bella, dit-il, n'était ni bourgeois ni paysan. C'est pourquoi sans doute, comme le souligne Mohammed Ramdani, l'Algérie indépendante n'a pas échappé au militarisme, ce *« fléau du tiers-monde »*. Ainsi, *« au nom du nationalisme, la démocratie et le socialisme y ont perdu leurs chances »*.

CLAUDE VAUTHIER.

STRATÉGIE

CONVENTIONAL ARMS CONTROL : CONSIDERING NEW DIRECTIONS. – Anthony Sivers

★ Faraday Discussion Paper n° 13, The Council for Arms Control, Londres, 1989, 69 pages, 4,50 livres.

Alors que les négociations de Vienne sur la réduction des forces classiques en Europe sont entrées dans une phase décisive et que les contours d'un éventuel accord se précisent, cette étude constitue une bonne introduction à la problématique et un exposé pertinent des conceptions occidentales en la matière. Selon l'auteur, il s'agit avant tout de prévenir les attaques par surprise en ramenant à quinze le nombre des divisions soviétiques stationnées en Europe centrale et de renforcer la stabilité de la balance militaire par l'adoption de mesures de confiance dans une zone qui engloberait à la fois la partie asiatique de l'URSS et l'espace atlantique. Sa thèse, solidement argumentée, reflète les préoccupations de ceux qui souhaitent perpétuer le *statu quo* stratégique par l'aménagement des relations entre les deux alliances ; elle ne saurait satisfaire les Européens qui aspirent à surmonter la division du continent en sphères d'influence et à mettre le désarmement au service d'un nouvel ordre de sécurité.

JEAN KLEIN.

POLITIQUE

DÉFENSE DU CONSENSUS. – Thomas Ferenczi

★ Flammarion, Paris, 1989, 260 pages, 99 F.

Vertu héritée de la IIIe République radicale, jadis prônée par les positivistes, le « consensus » – cette volonté de gérer pacifiquement les conflits, dans le respect de principes et l'acceptation de dénominateurs communs – revient au goût du jour, après une longue éclipse, dominée en particulier par la logique d'affrontement gauche-droite. Les expériences des années 80, celles de l'alternance et de la cohabitation, ont préparé son retour, la gestion rocardienne des affaires lui confère actualité et crédibilité.

Thomas Ferenczi n'ignore ni n'occulte aucune des critiques, voire des lazzis, que l'idée même de « consensus » ne manque pas de provoquer. S'il n'en est pas ébranlé outre mesure c'est qu'il voit dans l'évolution du comportement des trois principaux relais de l'opinion – médias, institutions culturelles et partis politiques – la meilleure défense et illustration de son plaidoyer pour un *« consensus nouveau »*. Reste à entraîner l'adhésion du lecteur : la conviction de l'auteur a toutes chances de l'emporter sur la pertinence de l'argumentation.

CHRISTIAN DE BRIE.

SOCIÉTÉ

NOUS ET LES AUTRES. La réflexion française sur la diversité humaine. – Tzvetan Todorov

★ Le Seuil, coll. « La couleur des idées », Paris, 1989, 453 pages, 140 F.

Cet inventaire érudit de la pensée française et de ses oscillations entre l'universalisme et le relativisme, des lignées conduisant de Montaigne à Lévi-Strauss, des *Lettres persanes* à l'expérience exotique de Segalen, du racisme à l'antiracisme, fournit des repères précieux dans les débats actuels et dans le paysage intellectuel.

Mais le livre est aussi un essai éthique et politique, le bilan d'un itinéraire entre Bulgarie et France, entre totalitarisme et démocratie. Bilan qui conduit Todorov à adhérer à *« un humanisme bien tempéré »*. En cela, *« la couleur des idées »* développées en conclusion est bien celle qui domine aujourd'hui en France. C'est beaucoup, puisqu'elle impose d'*« apprendre à vivre avec les autres »*.

C. L.

« Naissance et déclin des grandes puissances »

Par YVES FLORENNE

LA première ligne de la présentation du livre de Paul Kennedy (1) est pour nous l'annoncer comme un *« best-seller mondial »*. C'est dire qu'il a fait beaucoup d'argent. Resterait-il aujourd'hui des lecteurs assez attardés pour que cette qualité majeure ne suffise pas à les attirer irrésistiblement ? Quant au lecteur professionnel, il ouvrira ce nouveau « produit » – ainsi désigne-t-on les livres – comme celui d'un historien de qualité s'adressant à un public de même étoffe. Encore que le quantitatif, ici, ne soit pas négligeable : sept cents pages très denses, plus de deux millions de signes. Pendant que nous sommes à ces remarques marginales, regrettons une fois de plus ce poncif affectueux qui ne nous est jamais épargné : la *« vieille Europe »* ; alors qu'on pourrait plutôt parler de « vieille Chine » ou d'« Inde vénérable ». Au demeurant, les continents n'ont pas d'âge, s'ils ont une forme et une taille. Saisissons donc aussi l'occasion, pour bannir un autre cliché, celui-là signé Paul Valéry, sur l'Europe *« petit cap de l'Asie »*, ce qui est une aberration géographique.

Ces perspectives et proportions rétablies, on peut aborder l'impressionnant massif dressé par l'historien britannique, professeur aux Etats-Unis, Paul Kennedy : il ne s'agit de rien de moins que d'une histoire universelle : toutefois considérée exclusivement sous son double aspect économique et militaire. Si elle vise la terre entière, elle ne reste pas moins centrée sur l'Europe des « temps modernes », c'est-à-dire, très classiquement : de 1500 à nos jours. Et même un peu au-delà.

Ce n'est pas rien. Encore que les quatre premiers siècles soient resserrés en cent cinquante pages. Et la période la plus proche, donc du point de vue où se place l'auteur, la plus importante, reçoit ici pour limites : l'institution du pouvoir absolu par Louis XIV et la chute de Napoléon. Sont beaucoup moins développés que nous en avons l'habitude, et la Révolution, et le seul empire proprement dit qu'ait connu le monde moderne. Pourtant, l'un des deux objets de cette histoire – le stratégique, avec ses conséquences – est d'une importance capitale pour l'histoire, économie comprise. Quoi qu'il en soit, ici finit, dans la perspective de l'ouvrage, une espèce de préhistoire, et va enfin commencer « l'ère industrielle ».

La virtuosité de l'auteur dans l'art d'accélérer le temps se manifeste avec éclat dans le grand chapitre qui embrasse la période dont il fixe les bornes : 1885-1918. Il anticipe donc hardiment en apercevant, à cette date ultime, l'apparition d'un *« monde bipolaire »*, touchant un des pôles : la Russie, qui vient justement de s'exclure à la fois de ce futur duo et du concert mondial. Ce qui est vrai, en 1918, c'est que l'Europe vient de se blesser cruellement elle-même ; et qu'au second coup qu'elle se portera par l'Allemagne de Hitler, elle frôlera sa propre mort. En 1944, alors que le pôle Ouest l'aurait volontiers embaumée dans un corps taillé à sa façon, elle est pourtant sauvée. Il n'empêche que, revoyant l'avenir depuis 1918, Paul Kennedy écrit : *« Encore trente ans, et c'en sera fini de l'Europe. »* Ce futur, prononcé dans un présent qui le dément, est curieux. Le témoin oublie rétrospectivement au moins Churchill et sa propre patrie, alors qu'il a vite retrouvé cette Europe, France comprise, dans l'espèce de directoire mondial, et pas seulement moral, qu'est le Conseil de sécurité des Nations plus ou moins unies.

Revenu au présent réel, l'auteur prend bien entendu en compte les Cinq, qui ne sont pas tout à fait ceux du Conseil, l'Europe étant prise en bloc. La présence de la Chine l'engage à participer à ce mouvement de bascule qui entraîne la futurologie à voir l'Asie l'emporter sur l'Occident. N'est-ce pas se laisser entraîner du même coup par la masse physique ? Or le poids démographique, même pour la guerre, a perdu beaucoup d'importance. Et plus encore économiquement, dans un monde surindustrialisé, agriculture comprise. La Chine est pourtant la seule à avoir pris conscience des dangers du cancer démographique. Elle devrait apercevoir un autre risque dans l'exemple de son grand voisin : peut-on atteindre la puissance économique moderne quand on massacre un peu trop longtemps le meilleur de son propre peuple ?

Si le monde bipolaire avait été annoncé il y a plus d'un siècle : par Chateaubriand, par Tocqueville, par Custine, on pourrait trouver chez notre auteur une prédiction à très brève échéance plus troublante encore, quand il écrivait : *« Le monde bipolaire se fissure. »* Mais il ne s'agissait encore que de la fracture du monde communiste par les soins de Mao Zedong. Quant à la réalité, on ne peut plus actuelle, touchant le pôle Est, elle ne pouvait guère être aperçue, si acéré que fût le regard de notre historien dont le livre parut (en anglais) il y a quelque quatre ans. A cette époque, l'unanimité des prophètes s'accordait toujours à juger irréaliste, voire provocante, une pythie bien inspirée qui n'avait pas craint de prédire *« l'empire éclaté »* (2).

Notre auteur promet une prévision jusqu'à l'an 2000. Qui oserait lui faire grief d'avoir manqué celle-là ?

Certes, l'audience de son livre est pleinement justifiée par la masse d'information qu'il apporte, et par une vue perspective largement conduite, toujours attachante, et d'autant plus qu'elle provoque à la discussion. Pourtant, s'il a eu, et a encore, un tel retentissement, il semble bien qu'il le doive à une prédiction vraiment choquante. Rien de moins que le déclin des Etats-Unis. Un tel sacrilège a provoqué les réactions qu'on imagine, encore qu'on pouvait dater ce « déclin » de la fin du monopole nucléaire, et surtout de l'humiliant retour du Vietnam. Il faudra que l'autre pôle de la superpuissance connaisse la même mésaventure en Afghanistan pour que la notion de *« puissance secondaire »*, voire de non-puissance, se relativise sérieusement. Au point d'inquiéter, d'assagir, d'attendrir les deux moitiés de la superpuissance : elles le montrent dans le désir tout neuf de se serrer l'une contre l'autre.

CES mutations de l'histoire nous inviteront-elles à conclure que dans un monde vraiment civilisé on ne devrait pas nommer déclin, mais plutôt progrès, le fait de ne pas exploiter la terre entière pour se surnourrir aux dépens de ceux qui souffrent de la faim ? Alors, à la crainte du déclin pourrait peut-être se substituer une nouvelle notion de croissance, sinon égale, du moins plus équitablement partagée. Ce qui pourrait conjurer des risques redoutables pour l'humanité entière, à commencer par sa mort totale. Ayant échappé à cette forme d'égalité finale, elle pourrait peut-être commencer à penser son existence non plus en termes de puissance, mais en termes de bonheur.

D'abord, il faudrait que, s'étant donné une autre loi que celle de la jungle perfectionnée, cette humanité eût beaucoup laissé tomber de sa nature animale. On conçoit qu'un historien déchiffrant l'avenir, mais soucieux de son crédit, ne se soit pas avancé avant jusque-là.

(1) Payot, Paris, 1989, 732 pages, 195 F.

(2) Hélène Carrère d'Encausse, *l'Empire éclaté*, Flammarion, Paris, 1979.

VILLES

ÉTAT, VILLE ET MOUVEMENTS SOCIAUX AU MAGHREB ET AU MOYEN-ORIENT. – Kenneth Brown, Bernard Hourcade *et alii*

★ L'Harmattan, Paris, 1989, 346 pages, 190 F.

Dernière réunion du fructueux atelier franco-britannique sur les villes dans la région du « Middle East » (du Maroc à l'Iran), le colloque de mai 1986 a réuni plus de quarante spécialistes de sciences humaines qui ont tenté de faire la liaison entre les problématiques urbaines contemporaines et leur connaissance spécifique du Proche-Orient. A côté de l'étude des cas spécifiques de Beyrouth et de Téhéran, la réflexion est menée à partir d'exemple de villes de Syrie, d'Egypte, du Maroc et de Turquie. Les descriptions empiriques alternent avec des débats conceptuels serrés qui débroussaillent un terrain très riche et débouchent sur la question passionnante de l'identité et de la stratégie des acteurs de cette crise.

ÉLIZABETH PICARD.

CULTURE

MAGNUM, 50 ANS DE PHOTOGRAPHIES. – Textes de Jean Lacouture, William Manchester et Fred Ritchin

★ Nathan Image, Paris, 1989, 456 pages, 495 F.

Depuis sa fondation en 1947, Magnum est davantage qu'une agence parmi d'autres. Elle ne se contente pas d'enregistrer l'histoire contemporaine ; selon la formule d'un de ses plus grands artistes, Henri Cartier-Bresson, le photographe travaille *« avec le plus grand respect pour son sujet et en accord avec son point de vue personnel »*. Ce précepte double est illustré à chaque page de ce livre, en chacune des images : dans l'œil d'un fou, le geste d'un enfant, la mise en scène d'une rue, la marche d'une foule. Nombre de ces photographies sont désormais intégrées dans notre culture comme le sont des tableaux de maître ou de célèbres symphonies.

J. D.

● DROITS DE L'HOMME DANS LE GOLFE ET LA PÉNINSULE ARABIQUES. (En arabe.) *(Comité international de défense des droits de l'homme dans le Golfe et la péninsule arabiques, BM Box 7111, Londres 1 N WC 3XX, 160 pages)* : une situation inquiétante.

● VAINCRE LA FAIM. *(Institut Louis-Saillant, Paris, 1989, 88 pages)* : les propositions de la CGT.

● CAFÉIERS ET CAFÉS, par René Coste *(Maisonneuve et Larose, Paris, 1989, 373 pages, 215 F)* : tout sur le café, sa physiologie du développement, sa culture, ses maladies, sa production dans le monde.

● LES LÉGUMINEUSES VIVRIÈRES TROPICALES, par Marc Borget. – *LE THÉIER*, par Denis Bonheure *(Maisonneuve et Larose, Paris, 1989, 161 et 159 pages, respectivement 48 F et 57 F)* : des manuels destinés aux techniciens d'agriculture tropicale.

● CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE DE L'AULACODE ET A L'ÉTUDE DE SA REPRODUCTION, par Adjanohoun Ephrem. *(Agence de coopération culturelle et technique, Paris, 1989, 198 pages)* : étude d'un rongeur, source de protéine en Afrique de l'Ouest.

● LA NOUVELLE-CALÉDONIE, par Jean-Luc Mathieu *(PUF, Paris, 1989, 128 pages, 30 F)* : son histoire jusqu'aux accords de Matignon, son économie, sa sociologie.

● LE REVENU MINIMUM GARANTI DANS LA CEE, par Serge Milano *(PUF, « Que sais-je ? », Paris, 1989, 125 pages, 30 F)* : le concept de revenu minimum garanti, ses applications pratiques dans sept pays de la CEE et en Nouvelle-Zélande.

● LA CLASSE OUVRIÈRE DANS L'HISTOIRE AMÉRICAINE, par Marianne Debouzy *(Presses universitaires de Nancy, 1989, 185 pages, 50 F)* : les textes fondamentaux et les chiffres-clés, présentés par une spécialiste du mouvements ouvrier américain.

● LA RELIGION AUX ÉTATS-UNIS, par Jean-Pierre Martin *(Presses universitaires de Nancy, 1989, 181 pages, 50 F)* : soixante textes illustrant, de 1620 à 1987, l'évolution interne des Eglises, et présentés par un fin connaisseur de la civilisation américaine.

● LES RADIOS ANGLOPHONES ET LA PRATIQUE DE L'ANGLAIS ORAL, par Michel Delecroix et John Humbley *(Presses universitaires de Nancy, 1989, 134 pages, 110 F)* : comment transformer votre radio en centre linguistique gratuit à entrée libre.

● LES GRANDS SCIENTIFIQUES, par Jack Meadows *(Armand Colin, Paris, 1989, 248 pages, 300 F)* : à travers les biographies, abondamment illustrées de douze des plus grands savants, d'Aristote à Einstein, toute l'aventure de la science.

SIGNAUX VERTS ET SIGNAUX ROUGES

« Tenir les deux bouts de la chaîne »

Par JEAN CHESNEAUX *

AVEC une facilité déconcertante, voici qu'en quelques années, sinon quelques mois, s'est engagé le règlement de situations qui semblaient bloquées et de conflits réputés interminables. Les troupes *soviétiques ont été retirées* d'Afghanistan, la guerre du Golfe a pris fin, les euromissiles ont été démontés, les sandinistes et la Contra ont esquissé une trêve, les *bodoï* vietnamiens ont évacué le Cambodge, l'Afrique du Sud laisse la Namibie accéder à l'indépendance et s'engage à ne plus intervenir dans l'Angola qu'ont quitté les Cubains. Le mur de Berlin s'est *désintégré. Des signes de détente* apparaissent même entre Israéliens et Palestiniens, entre factions libanaises ou dans le bloc implacable de l'apartheid. Bref, même s'il subsiste encore bien des foyers de crise, ainsi à Sri-Lanka ou au Salvador, « *notre monde serait-il soudain devenu meilleur ?* (1) ». Découvrirait-il, comme par miracle, les vertus de la concorde et de la paix ?

Et s'il en était tout autrement ? Et si ces coups d'arrêt *aux drames de la guerre* et de la terreur indiquaient seulement que la sphère étatico-militaire, dans laquelle tant de conflits et de crises s'inscrivaient, tend à perdre de son importance dans les affaires de la planète ? Et que, *même si elles ne sont encore* perçues que confusément, d'autres priorités commencent à prendre le dessus ?

L'environnement social et l'environnement naturel

DE fait, si réconfortante que soit la concordance entre tous ces signaux revenant au « vert », d'autres signaux passent au « rouge » avec une simultanéité tout aussi nette, et peut-être plus préoccupante (2). De nouveaux périls planétaires frappent à la fois l'environnement social et l'environnement naturel, ils *menacent à la fois les relations des êtres* humains entre eux, et celles qu'ils entretiennent avec l'écosphère dont dépend leur vie même. A la dette géante du tiers-monde, à la crise sociale dans les banlieues des « *villes-chaos* » (3), *à la déréliction morale* d'immenses sections de la jeunesse de par le monde, aux progrès de la pauvreté ancienne et nouvelle, aux ravages de la drogue, répondent la dégradation déjà perceptible de la haute *atmosphère, la mort des forêts tant tropicales* que tempérées, la pollution massive des eaux de surface et des nappes phréatiques, les effets cataclysmiques des « *risques technologiques majeurs* » de type Bhopal ou Tchernobyl. Notre monde ne va pas bien...

Ce ne sont pas seulement les classiques « conflits locaux » qui se dénouent et cèdent à d'autres *le devant de la scène. Les deux* superpuissances dont la confrontation-connivence dominait le monde depuis des décennies ont célébré à Malte leur rapprochement, comme si la détente s'instaurait entre elles d'autant plus aisément qu'elles se sentent plus impuissantes face aux crises de notre temps. Comme si elles se résignaient à effectuer une opération conjointe de repli en bon ordre, dans un monde dont l'avenir dépend de moins en moins de leur hégémonie bipolaire (4).

Et pourtant, l'invasion de Panama vient de rappeler que la tentation martiale n'est pas morte. Mais les Etats-Unis ne sont plus capables de se lancer dans des conflits comme celui *du Vietnam. Ils mènent la « guerre de la drogue »*, guerre défensive, issue des fondements mêmes de la société américaine, devenue un marché géant du désarroi (5). De son côté, l'URSS de M. Mikhaïl Gorbatchev ne pourra *longtemps s'abstenir de remettre en question*, pour aller jusqu'au bout de la logique de la perestroïka, son statut de superpuissance et le ruineux « train de vie » qu'il implique. M. Chevardnadze, ministre des affaires étrangères, s'engage discrètement dans cette voie. De fait, les appels de Moscou à aménager la « *maison commune* » européenne sont peu compatibles avec un projet soviétique mondialiste construit sur Vladivostok, Aden, Cam-Ranh et autres points d'appui lointains dont l'Europe n'a que faire.

En Pologne, en Hongrie, dans tout l'Est européen, se dessine un mouvement de « révisions déchirantes » qui remet en cause non seulement *le statut mondial du* « camp » soviétique, mais le principe même de la bipolarité planétaire, donc à terme le leadership américain en Occident.

Si la crise des Etats socialistes d'Europe avait éclaté il y a vingt ans, de quels hurlements de triomphe aurait-elle été saluée par un Occident alors convaincu de son *infaillibilité !* Mais on est plutôt discret aujourd'hui... L'Occident qui assiste bouche bée à l'implosion soudaine des sociétés communistes est un Occident fragilisé, déstabilisé et qui doute de lui-même. Au-delà *de leur surprenant* synchronisme, les crises de l'Est et de l'Ouest ne sont-elles pas unies par un lien organique que nous appréhendons encore bien mal ?

Le paradoxe est que les pays où vacille le parti-Etat se trouvent dans une situation de totale impréparation politique et culturelle vis-à-vis d'un modèle occidental *qu'ils idéalisent*, mais qui est aujourd'hui défaillant, à la fois dans les pays « avancés » et dans le tiers-monde : dette, société duale, crise urbaine, désarroi moral, débâcle idéologique.

Confrontés à ces problèmes d'ampleur planétaire les rouages classiques de la société internationale semblent mal adaptés (6), quasi inopérants (7). Les organismes internationaux proprement dits, et en tout premier *lieu le Conseil de sécurité des Nations* unies, seront-ils en mesure d'élargir leurs compétences au-delà des conflits politico-militaires pour faire face aux nouvelles formes d'insécurité qui menacent les sociétés de la planète ?

Les structures de gestion de l'économie mondiale, tels le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale, découvrent tardivement les désastres de la pauvreté ou de l'environnement ; mais la philosophie néolibérale *dont ils s'inspirent les prépare mal à des révisions* majeures de leur stratégie. Face aux signaux rouges qui se sont mis à clignoter dans toutes les directions, les Etats, qui, en principe, restent les seules « personnes » responsables de la *société* politique internationale, seront-ils capables de se concerter efficacement et d'agir en commun ? Leurs atermoiements sont manifestes, qu'il s'agisse de l'ozone, de *la* dette du tiers-monde ou des réseaux mondiaux de la drogue.

L'urgente maîtrise du marché-roi

L'AVENIR appartient-il à des autorités mondiales d'une nature nouvelle, investies de pouvoirs d'urgence, alors que les déboires de l'agence atomique de Vienne ou de la conférence de l'Antarctique montrent à quels obstacles elles se heurteraient ?

Certes, les violations des droits de l'homme et les atteintes aux droits des peuples restent tout aussi scandaleuses que par le passé. M. Nelson Mandela est en prison, et avec lui une foule immense d'anonymes dont les rapports *annuels d'Amnesty International rappellent* les épreuves. Les peuples mapouche, palestinien, canaque, sahraoui continuent leur lutte, qui pour eux demeure prioritaire.

Mais le champ politique doit compter avec de nouvelles priorités, *à la fois sociales et écologiques*, inhérentes à notre mode même de développement et qui affectent des centaines de millions d'êtres humains, sinon davantage. Si urgents que soient leur renforcement et leur réorganisation, les institutions politiques internationales ne peuvent se passer de la « société civile internationale », appuyée sur les organisations non gouvernementales et dont le sommet des sept peuples parmi les plus pauvres, tenu à Paris le 15 juillet 1989, a peut-être symbolisé le dynamisme.

« *Agir localement et penser globalement* » : *ce principe, formulé dans les années* 70 en réaction contre un activisme politique trop mécanique, semble à son tour dépassé. Localement comme globalement, il faut à la fois penser et agir. La volonté de reconstruire un environnement local est partout vigoureuse, en Amazonie comme dans le Haut-Karabakh, dans les réseaux associatifs de banlieue comme sur le Danube menacé par les barrages. Mais chacun sent bien qu'en pratique comme en pensée il faut conjointement accéder à l'universel. L'universel des droits de l'homme, bafoués à Tiananmen comme à Pretoria. L'universel de l'économie mondialisée, qu'il est urgent de maîtriser au lieu de laisser faire le marché-roi. L'universel de l'écosphère en grand péril. « *Tenir les deux bouts de la chaîne* », cette vieille injonction pascalienne est d'une singulière actualité.



D'après *la Création d'Adam*, de Michel-Ange.

(1) Rajni Kothari, *Canberra Times*, 8 et 9 septembre 1989 (version abrégée d'une étude parue dans *Economic and Political Weekly*, New-Delhi).

(2) La présente analyse a déjà été esquissée dans un entretien de l'auteur avec Alberto Toscano (*Italia Oggi*, 29 septembre 1989).

(3) Formule de Claude Bataillon, *in Mexico aujourd'hui, la plus grande ville du monde*, Publi-Sud, Toulouse, 1988.

(4) Dans son rapport annuel pour 1989, *State of the World 1989* (p. 20), le Worldwatch Institute de Washington relève l'incapacité croissante des superpuissances à affronter notre monde à risques et, partant, l'érosion de leur système conjoint de domination.

(5) « *Viet-Nam or D Day* » (*The Economist*, 9 septembre 1989). Le marché du crack a été étudié dans un excellent dossier de *Politis*, 12 octobre 1989.

(6) Ce sont ces problèmes, « les nouvelles menaces générées par les problèmes de la vie moderne », que se proposent de cerner M. Claude Cheysson et sa Fondation de l'Arche de la fraternité (cf. *le Monde*, 8 novembre 1989).

(7) Maurice Bertrand, « Des idées neuves pour asseoir la sécurité mondiale », *le Monde diplomatique*, mai 1989.

* Professeur émérite à l'université Paris-VII.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de décembre 1989 a été tiré à 168 000 exemplaires.





